

MICHÈLE VILLEGAS-KERLINGER



Sur les traces de nos **ANCÊTRES**

Chronique de l'Amérique du Nord
francophone

 Presses
de l'Université
du Québec

Sur les traces de nos
ANCÊTRES

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone: 418 657-4399 – Télécopieur: 418 657-2096

Courriel: puq@puq.ca – Internet: www.puq.ca

Diffusion/Distribution:

Canada et autres pays: Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec)
J7H 1N7 – Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

France: Sodis, 128, av. du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

Afrique: Action pédagogique pour l'éducation et la formation, Angle des rues Jilali Taj Eddine
et El Ghadfa, Maârif 20100, Casablanca, Maroc – Tél.: 212 (0) 22-23-12-22

Belgique: Patrimoine SPRL, 168, rue du Noyer, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 02 7366847

Suisse: Servidis SA, Chemin des Chalets, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32



La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Sur les traces de nos
ANCÊTRES

Chroniques de l'Amérique du Nord
francophone

MICHÈLE VILLEGAS-KERLINGER



Presses de l'Université du Québec

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada*

Villegas-Kerlinger, É. Michèle, 1960-

Sur les traces de nos ancêtres : chroniques de l'Amérique du Nord francophone

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-7605-3115-4

1. Canada – Mœurs et coutumes – Jusqu'à 1763 (Nouvelle-France).

2. Pionniers – Québec (Province) – Biographies. 3. Canadiens français – Folklore.

4. Lieux historiques – Québec (Province). I. Titre.

FC305.V54 2011

971.4'01

C2011-940734-5

Les Presses de l'Université du Québec reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Mise en pages: ALPHATEK

Couverture

– Conception: RICHARD HODGSON

– Illustrations: De haut en bas

La maison Beauvais-Amoureux (1792), MISSOURI, MISSOURI DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES

Docteure Susan LaFlesche Picotte, NATIONAL ANTHROPOLOGICAL ARCHIVES, SMITHSONIAN INSTITUTION

Fort Sainte-Marie-des-Hurons, MTBRADLEY

Le géant Édouard Beaupré, VILLE DE WILLOW BUNCH

Plaque du chien d'or, rue de Buade à Québec, BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Charles Chiniquy, BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

En arrière-plan

Avantures mal-heureuses du Sieur de La Salle, BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA

2011-1.1 – Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

© 2011, Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 4^e trimestre 2011 – Bibliothèque et Archives nationales du Québec/

Bibliothèque et Archives Canada

Imprimé au Canada

À mes enfants,
pour qu'ils s'en souviennent...



REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements aux Presses de l'Université du Québec pour avoir approuvé ce projet, en particulier à Catherine Vaudry, à l'équipe de production, à Alexandra Tousignant-Careau et surtout à Julie Bérubé pour son travail remarquable de révision.

J'exprime également toute ma reconnaissance à Céline Marcoux-Hamade, responsable des services en français des bibliothèques de Toronto pour m'avoir redonné le goût d'écrire, à Rolande Smith, présidente de la Société d'histoire de Toronto, pour son appui inconditionnel et à Denis Gilbert, cyberanimateur du *Sans Papier*, le journal en ligne de la TÉLUQ, pour avoir cru en moi.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	IX
Introduction	1
PARTIE 1	
Les bâtisseurs	3
L'influence d'un livre	5
Le <i>Music Man</i>	8
Un soldat québécois dans une armée américaine	10
Les germanophones, ces oubliés	13
Quelques faits curieux	14
Le patrimoine allemand au Québec	15
Les huguenots	17
Un peu d'histoire	17
Petite chronologie du protestantisme au Canada français	18
Quelques données intéressantes	20
Quelques huguenots célèbres	21
Les truchements	22
Étienne Brûlé, le premier Blanc français à explorer la Pennsylvanie et la région des Grands Lacs	23
Nicolas Marsolet, le premier interprète à signer un contrat pour le roi Henri IV	24
Aventure à l'Ouest	26
Jean-Baptiste Lagimodière	26
Marie-Anne Gaboury	26
L'aventure à deux	26

Le petit grand homme : un Belge sur la Côte-Nord	30
Irma Levasseur, championne des enfants	34
La famille de Tonnancour	37
René Godefroy de Tonnancour	38
Louis-Joseph Godefroy de Tonnancour	39
Joseph-Marie Godefroy de Tonnancour	40
Marie-Joseph Godefroy de Tonnancour	41
Jeanne-Charlotte Allamand Berczy : Montréalaise d'adoption, Canadienne extraordinaire	42
La reine du Nebraska	46
PARTIE 2	
Lieux de mémoire et de vie	51
Toronto, la naissance d'une ville	53
Sainte-Geneviève, une petite fleur de lys dans la prairie	56
Un peu de couleur locale	58
Quelques résidants	59
Sainte-Marie-des-Hurons	60
Aménagement des lieux	61
Habitants de la mission	62
Quelques Français notables de Sainte-Marie-des-Hurons	63
Régime alimentaire	64
Croyances	65
La colonisation française de la Floride	68
Maillardville, un village qui vaut son pesant d'or	71
La fabuleuse République du Madawaska	75
Seigneurs et colons	76
De l'agriculture à l'industrie	77
Le développement de la communauté	78
L'origine des idées républicaines	80
PARTIE 3	
La vie au quotidien	83
Le chien de tournebroche	85
L'argent en Nouvelle-France	87
Épidémies et maladies en Nouvelle-France	92
Causes	93
Corps médical et médicaments	95

L'école acadienne à l'île Saint-Jean aux XVII ^e et XVIII ^e siècles . . .	97
Une lettre pour vous!	101
Les faits saillants de l'histoire du courrier au Canada	101
Les citadins en Nouvelle-France	105
Les élites	106
Un cas particulier: les commerçants	106
La classe moyenne	106
Les femmes	108
Les esclaves	108
Le maître officiel des hautes œuvres du Canada	109
Bourreau de père en fils	110
Peines infligées par le bourreau	111
L'habit fait-il le moine?	114
Le peuple	114
La bourgeoisie	115
La noblesse	116
Le ginseng en Nouvelle-France	117
Qu'est-ce que le ginseng?	117
Un peu d'histoire	118
La culture moderne du ginseng	120
Cap sur la Nouvelle-France	121
Les petites filles aux allumettes de Hull	127
Qui était Ezra Butler Eddy?	129
Les allumettières de Hull	129
Une lueur d'espoir	130
L'esclavage au Canada français	132
Tous à table!	141
Les aliments et leur préparation	141
Disponibilité des aliments	143
Une alimentation qui évolue	143
Le mystérieux mal de terre	144
Les symptômes	145
L'évolution de la maladie	146
Les hypothèses	147
Le vrai coupable	147
La situation actuelle	148

PARTIE 4

Quelques événements marquants	149
La guerre qui aurait pu avoir lieu	151
L'origine des hymnes national et royal du Canada	153
Origine de l'hymne national du Canada	154
Origine de l'hymne royal du Canada.	155
Le fleurdelisé	156
Faits intéressants	159
1759: La bataille des plaines d'Abraham revue et corrigée?	160
Maintien de la langue.	160
Maintien de la religion	161
Maintien de certaines lois.	161
Administration simplifiée	162
Présomption d'innocence	162
Droit à la propriété.	162
Fin des guerres amérindiennes	163
Service militaire payé	163
Argent comptant	163
Droit de pétitionner et de voter	163
Ouverture sur le monde	164
Service de poste	164
Imprimerie	164
Le jour où il a neigé des braises	165
Le jour où la Nouvelle-France a tremblé	169

PARTIE 5

Nos légendes (et quelques personnages hauts en couleur...)	175
Un géant franco-canadien	177
Quelques faits intéressants	179
Les deux visages de la Corriveau	180
Les faits historiques.	180
La Corriveau de William Kirby	182
La Corriveau d'Andrée LeBel	182
La demoiselle du Saint-Laurent	184
Conrad Labelle, le roi du <i>bootlegging</i>	187
Kapitaikallak, l'homme de fer	191
L'énigmatique docteur Chiniquy	195
Le petit cheval de fer	199
La légende du chien d'or: une histoire de vengeance?	204



INTRODUCTION

Retracer son histoire pour mieux définir son présent et son avenir, voilà un projet d'envergure. Les ouvrages sur l'histoire de la francophonie en Amérique du Nord ne sont pas légion, tout comme les spécialistes dans le domaine se font rares. Par contre, un regain d'intérêt non négligeable dans le domaine se fait de plus en plus sentir. Les gens commencent à faire des recherches et à partager leurs connaissances. Les résultats sont parfois étonnants, nous avons appris les grandes lignes de notre passé commun sur les bancs de l'école, la petite histoire nous est peut-être moins connue. Il arrive même parfois que nous ayons été mal renseignés sur certains événements et qu'il faille se réappropriier les faits pour les examiner sous une lumière nouvelle.

Sur les traces de nos ancêtres est un recueil de 46 courts articles écrits pour le *Sans Papier*, le journal électronique de la TÉLUQ. Depuis cinq ans, à raison d'un article par mois, j'ai cherché des sujets susceptibles d'intéresser le public francophone en Amérique du Nord. Chose curieuse, mes articles ont suscité non seulement l'intérêt des lecteurs de chez nous, mais encore celui de nos cousins d'outre-mer qui veulent en savoir plus long sur quelques-uns des leurs qui, il y a bien des siècles, se sont aventurés sur le continent nord-américain.

Les articles dans ce recueil abordent divers sujets, que ce soit les francophones qui ont bâti l'Amérique du Nord, les terres qu'ils ont apprivoisées, les événements marquants dont nos ancêtres ont été témoins ou auteurs, ou encore le simple train-train de leur vie de tous les jours. Si certains articles sont purement informatifs, d'autres par contre se prêtent à une réflexion plus profonde

sur les enjeux de l'époque et même de notre société moderne. Il n'est pas question ici de couvrir tous les aspects de la francophonie en Amérique du Nord, mais bien d'offrir des récits, petits et grands, qui piquent la curiosité et nous relient à ce passé. Des références sont données à la fin des articles pour le lecteur qui aimerait faire des recherches plus approfondies sur un aspect particulier.

L'histoire de nos ancêtres est le premier chapitre de la nôtre. À nous de la découvrir ensemble!

PARTIE

1

LES BÂTISSEURS

- ✦ L'influence d'un livre
- ✦ *Le Music Man*
- ✦ Un soldat québécois dans une armée américaine
- ✦ Les germanophones, ces oubliés
- ✦ Les huguenots
- ✦ Les truchements
- ✦ Aventure à l'Ouest
- ✦ Le petit grand homme : un Belge sur la Côte-Nord
- ✦ Irma Levasseur, championne des enfants
- ✦ La famille de Tonnancour
- ✦ Jeanne-Charlotte Allamand Berczy : Montréalaise d'adoption, Canadienne extraordinaire
- ✦ La reine du Nebraska



L'INFLUENCE D'UN LIVRE

Octobre 2006

Au Québec et au Canada français, on publie environ 4 000 livres chaque année, toutes catégories confondues. Si l'édition canadienne-française a débuté au milieu du XIX^e siècle, c'est dans les années 1960 qu'elle a vraiment pris son essor. Cette industrie lucrative compte des milliers d'auteurs et plus d'une centaine de maisons d'édition, sans parler des quelque 500 librairies et des bibliothèques publiques et scolaires où l'on peut passer des heures à feuilleter un bon livre.

Le chercheur de trésors, connu aussi sous le nom de *L'influence d'un livre*, écrit en 1837 par Philippe-Ignace François Aubert de Gaspé, est le tout premier livre à être écrit et publié au Canada français. Qui était De Gaspé fils et quel est le sujet de son seul et unique roman? Voici l'histoire de l'un et de l'autre...

Premier garçon d'une famille de 13 enfants, De Gaspé fils est né à Québec en 1814. Il vient d'une famille seigneuriale canadienne dont le père a été déshonoré et ruiné. Par conséquent, il a grandi à la campagne, loin du pouvoir de la ville et près de la culture populaire. Son père Philippe, auteur du roman *Les Anciens Canadiens* (qui sera publié en 1864), est son précepteur jusqu'en 1827, année à laquelle De Gaspé fils entre au séminaire de Nicolet. À partir de 1832, le jeune homme travaille comme correspondant parlementaire pour le *Quebec Mercury* et *Le Canadien*, deux journaux concurrents. Une altercation avec le docteur Edmund Bailey O'Callaghan, député de Yamaska, qui accuse De Gaspé fils de faute d'intégrité professionnelle et exige une rétractation de sa part, vaut au jeune journaliste un séjour d'un mois en prison en novembre 1835. Pour se venger, ce dernier verse, en février 1836, une bouteille d'assa-foetida¹ sur le poêle parlementaire, ce qui oblige tous les députés à évacuer la Chambre. Un deuxième mandat contre De Gaspé fils est émis la même année.

Pour éviter un autre séjour en prison, Philippe-Ignace se retire au manoir familial à Saint-Jean-Port-Joli. C'est là qu'il écrit son roman, *L'influence d'un livre*, en 1837, quelques mois seulement avant la première rébellion des Patriotes. Il le dédie à Thomas C. Aylwin, avocat de Québec et défenseur des droits des Canadiens français.

Bien que De Gaspé fils publie son roman sous son seul nom, une certaine influence de la part de son père y est on ne peut plus apparente. La même année, Philippe-Ignace fonde avec Napoléon Aubin un journal, *Le Télégraphe*,

1. L'assa-foetida (ou l'ase fétide) est une plante originaire de l'Inde ou de l'Iran, dont la résine séchée dégage une forte odeur d'œuf pourri (en raison de la grande quantité de soufre qu'elle contient).

avant de prêter ses talents à la rédaction du *Fantasque*. Peu de temps après, on le retrouve à la Nouvelle-Orléans, où il travaille comme rédacteur pour *L'Abeille*. En 1940, il se fait instituteur à Halifax, puis rapporteur de la Chambre d'Assemblée en Nouvelle-Écosse. C'est là où il meurt, le 7 mars 1841, ruiné – selon les dires – par l'alcool, âgé d'à peine vingt-sept ans. À la mort de son fils, De Gaspé père est en prison où il purge une peine de trois ans pour dettes et mauvaise administration.

Telle a été la vie mouvementée du tout premier auteur franco-canadien, qui présente étrangement bien des similitudes avec le roman. S'il n'a pas été très bien reçu à l'époque, en grande partie en raison de la situation politique qui régnait et des critiques acerbes dont il faisait l'objet, le livre a depuis acquis ses titres de noblesse. En effet, il figure parmi les textes de la littérature québécoise les plus étudiés à cause de sa grande richesse symbolique et de sa nature atypique.

C'est l'abbé Casgrain, important critique littéraire du XIX^e siècle, qui dépoussière le roman plusieurs décennies après sa publication originale. Il retranche certains passages jugés trop scabreux, ainsi que toute référence faite aux auteurs français mal vus.

Le titre *L'influence d'un livre* fait allusion au *Petit Albert*, ouvrage de magie dont se servait le protagoniste du roman, et à son importance dans la vie de ce dernier. Selon De Gaspé fils, ce personnage, du nom de Charles Amand, aurait réellement existé et exercé le métier d'artisan à Saint-Jean-Port-Joli entre 1820 et 1829. L'autre titre du livre, *Le chercheur de trésors*, est également révélateur dans la mesure où il résume en quelque sorte le thème principal de l'ouvrage.

De fait, Charles Amand est une sorte de cultivateur-alchimiste canadien-français à la recherche de la pierre philosophale qui lui permettra de transformer les métaux en or.

Car c'est par la richesse qu'Amand espère jouir un jour de la même considération que les officiers anglais de l'époque ou que le médecin (dans le livre, Saint-Céran, à qui ses patients témoignent le plus profond respect). Une des formules magiques du *Petit Albert* fait référence à une « main de gloire », c'est-à-dire à la main d'un pendu.

Dans le livre, il s'agit de celle de Mareuil, charlatan et meurtrier, qui est pendu pour avoir tué Guillemette, le colporteur. La mort de Mareuil fait l'affaire d'Amand qui voit dans la main de l'assassin exécuté le moyen d'arriver à ses fins. Ce détail pourrait s'inspirer d'un fait divers, puisqu'un charlatan aurait effectivement été pendu à Saint-Jean-Port-Joli en 1829.

Plusieurs autres histoires viennent s’imbriquer dans celle qui vient d’être exposée. Tout en cherchant la main de gloire, Amand assiste à deux fêtes campagnardes où, à chaque occasion, un vieillard raconte une histoire étrange. La première, c’est celle de Rose Latulipe, la seconde, celle de Rodrigue Bras de Fer. Il y a aussi l’amour entre Amélie, la fille de Charles Amand, et Saint-Céran, sans oublier le périple du protagoniste à l’île d’Anticosti où il trouve enfin un trésor.

Il va sans dire que *L’influence d’un livre* se veut une critique de la société canadienne-française des années 1830. Les personnages du roman, Charles Amand, le mendiant, la mère Nolet et Capistrau, entre autres, personnifient l’extrême pauvreté spirituelle au début du XIX^e siècle. La quête inlassable de richesses menée par Amand ainsi que l’attitude des femmes qui préfèrent l’argent à l’amour, sont vivement condamnées par Saint-Céran. La magie semble être la voie par excellence pour s’enrichir et la richesse, le seul et unique moyen, selon certains, de connaître le vrai bonheur.

Tel qu’exprimé par De Gaspé fils lui-même dans sa préface, c’est la nature humaine qu’il cherchait à explorer et à développer. Il considérait son œuvre comme un premier roman de mœurs canadien, où les mœurs pures de la campagne étaient mises en valeur. Toujours selon l’auteur, son roman était historique et racontait des faits vécus. Faute d’une longue tradition littéraire comme il en existait sur le Vieux Continent à l’époque, De Gaspé fils s’est contenté de brosser un tableau d’hommes, exception faite de Mareuil et d’Amand, dans leur quotidien.

Après la lecture de ce petit roman d’une centaine de pages, on peut se demander si la société telle que décrite par Philippe-Ignace François Aubert de Gaspé a vraiment beaucoup changé depuis sa publication. Un livre intéressant qui donne à réfléchir...

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.memoirevivante.org>
- <http://www.biographi.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>



LE MUSIC MAN

Février 2007

The Music Man est le nom d'une comédie musicale américaine très populaire créée en 1957. L'œuvre de Meredith Willson, jouée au Majestic Theatre de Broadway, a remporté cinq Tony Awards et engendré deux films, dont l'un en 1962 et l'autre en 2003, sans parler de la foule d'adaptations théâtrales. Mais le Canada français a son propre *Music Man* qui, lui aussi, a laissé sa marque...

C'est en 1842, dans le comté de Beauce, qu'est né Calixa Paquet dit Lavallée. D'origine écossaise, ses parents, Augustin Lavallée et Charlotte Valentine, habitent d'abord à Verchères, où le père de Calixa travaille comme forgeron et musicien.

Peu de temps après la naissance de Calixa, Augustin change non seulement de métier, mais encore de domicile pour aller travailler comme facteur d'orgues à Saint-Hyacinthe. Pour arrondir ses fins de mois, le père de Calixa fait aussi des luths et donne des leçons de musique. Son fils, de son côté, étudie la musique au séminaire de Saint-Hyacinthe, tout en apprenant à jouer de l'orgue grâce à son père. Le jeune Lavallée faisant preuve d'un grand talent musical, la famille décide de déménager à Montréal en 1855 pour que Calixa puisse poursuivre ses études.

C'est à l'âge tendre de treize ans que Calixa donne son premier récital au piano. Bien que couronné de succès, le jeune musicien, attiré par la vie d'artiste, part pour la Nouvelle-Orléans en 1856. Il y remporte un premier prix de musique la même année. Très talentueux, Calixa joue du piano, du violon, de l'orgue et du cornet, ce qui lui vaut d'être engagé comme accompagnateur par Olivera, un violoniste espagnol, dans sa tournée de l'Amérique du Sud, des Indes et du sud des États-Unis.

Après cette tournée mondiale, Calixa retourne à la Nouvelle-Orléans, à la veille de la guerre de Sécession. Fervent opposant à l'esclavage, le jeune Lavallée souhaite néanmoins retrouver les siens au Québec après sa longue absence. Par conséquent, il repart vers le Nord, traversant en route la ville de Baltimore avant d'atteindre celle de Providence. C'est dans la capitale du Rhode Island que le jeune prodige rencontre des Canadiens français prêts à défendre la cause des Nordistes. Poussé peut-être par un besoin d'argent, Calixa s'enrôle dans l'armée comme corniste en 1861, suivant en cela une longue tradition familiale. Cependant, une blessure à la jambe l'obligea à quitter les rangs au cours de l'année suivante.

De retour à Verchères en 1863, Calixa rejoint sa famille à Montréal dès le début de 1864. Le jeune musicien y ouvre un studio, mais les musiciens de l'époque faisaient surtout des concerts de bienfaisance, ce qui n'assurait pas leur survie. C'est plutôt grâce à des leçons privées que Calixa réussit à joindre les deux bouts.

De retour à la Nouvelle-Orléans dès 1865, Lavallée se rend aussi jusqu'en Californie pour donner des concerts. Deux ans plus tard, il épouse Joséphine Gentilly à Lowell dans le Massachusetts. Ils auront quatre enfants, mais un seul, Raoul, atteindra l'âge adulte.

En 1870, Calixa devient surintendant régisseur au *Grand Opera House* à New York. Pour le musicien, c'est l'occasion rêvée de se faire la main comme chef d'orchestre. Deux ans plus tard, Lavallée écrit un opéra, *Loulou*, qui malheureusement ne verra jamais le jour en raison de la fermeture du théâtre. Par conséquent, Calixa plie bagage pour rentrer à Montréal.

L'année suivante, un concert-bénéfice est organisé en son honneur pour l'envoyer parfaire ses connaissances en Europe. Calixa passera deux ans au Conservatoire de Paris avant de revenir à Montréal en 1875, où il ouvre un autre studio tout en travaillant comme maître de chapelle. Lavallée devient alors le premier chef d'orchestre canadien-français et monte *La Dame blanche* de François-Adrien Boieldieu, le tout premier opéra présenté au Canada français.

Peu de temps après, Calixa se retrouve à Québec, à la tête du chœur le Quatuor vocal de Québec. Il y cumule les fonctions de maître de chapelle et de directeur de fanfare, en plus de fonder un orchestre et une société de musique de chambre.

C'est lors du Congrès national des Canadiens-Français, qui s'est tenu à Québec en 1880, organisé par les Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Canada et des États-Unis, que Calixa devient immortel. Théodore Robitaille, alors lieutenant-gouverneur, lui demande de composer la musique de ce qui deviendra l'hymne national du Canada. C'est le 24 juin 1880 que 100 musiciens et le Quatuor vocal de Québec interprètent le « Ô Canada² » pour la première fois³.

Peu après ce moment historique, Calixa donne une série de concerts au Connecticut avant d'entamer une tournée américaine qui se terminera à Boston, ville où il finit par prendre racine. Lavallée y a trouvé du travail comme professeur de musique et maître de chapelle, puis comme enseignant au New England Conservatory en 1885. L'année suivante, il est élu président général de la Music Teachers National Association, après avoir été directeur

2. Les paroles sont d'Adolphe-Basile Routhier.

3. Voir l'article « L'origine des hymnes national et royal du Canada » de janvier 2007 (p. 153).

de programmes de 1883 à 1885. Plusieurs années plus tard, on choisira Calixa pour organiser le congrès mondial de Chicago de 1892. Malheureusement, une maladie de la gorge, qui l'avait déjà frappé une première fois en 1879, refait surface en 1890. Incapable de parler ou de manger, Calixa s'éteint le 21 janvier 1891 à Boston, où il est enterré. Le compositeur du « Ô Canada » n'a jamais su que l'œuvre qu'il avait écrite onze ans plus tôt deviendrait l'hymne national de son pays.

À part l'hymne national du Canada, ce musicien aux talents multiples a écrit plus de 100 compositions pour toutes sortes d'instruments et de voix. Il en existe un peu partout où il est passé : au Québec, aux États-Unis, en France et en Angleterre. Pour commémorer les multiples contributions de Calixa Lavallée, on a érigé en son honneur un monument à Montréal, dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Ce n'est qu'en 1933 que les cendres du compositeur ont été rapatriées en sol canadien.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Vinet, Marc (2002). *Le Québec/Canada et la guerre de Sécession américaine 1861-1865*, Vaudreuil-sur-le-Lac, Éditions Wadem.



UN SOLDAT QUÉBÉCOIS DANS UNE ARMÉE AMÉRICAINE

Mars 2007

Aux États-Unis, la guerre de Sécession, qui a sévi entre 1861 et 1865, opposait les 11 États du Sud, qui comptaient une population d'environ 9 000 000 d'âmes (dont une personne sur trois était de race noire), aux 17 États du Nord, dont la population s'élevait à quelque 22 000 000 d'individus.

Ce conflit armé a fait 620 000 victimes, selon les chiffres officiels, et découlait, entre autres, des différences économiques, démographiques et politiques qui existaient entre le Nord et le Sud des États-Unis. Ce qui est peut-être moins connu, c'est le fait qu'environ 50 000 soldats canadiens ont participé à cette guerre, parmi lesquels se trouvaient des Canadiens français.

Un de ces soldats s'appelait Charles Bilodeau et était originaire de Saint-Lazare-de-Bellechasse. On pourrait se demander ce qui a poussé des Canadiens – et des Canadiens français en particulier – à s'engager dans une armée

américaine. Cela s'explique en partie par une pénurie de travail dans les petites communautés rurales de l'époque. Faute de débouchés, on assiste à un véritable exode vers d'autres provinces, voire d'autres pays, comme les États-Unis.

Charles Bilodeau, un jeune homme de vingt-sept ans, était venu faire fortune en Pennsylvanie lorsque la guerre de Sécession a éclaté. L'armée du Nord ayant un besoin pressant de volontaires, le jeune Bilodeau a décidé de s'enrôler pour trois ans.

Vers la fin de la première année de la guerre, Bilodeau s'est rendu à Washington, la capitale des États du Nord. Un peu plus tard, il se trouve avec son bataillon en Virginie, tout près de Richmond, la capitale des États du Sud. Là, il fait partie de l'offensive nordiste, soit la Peninsular Campaign, pendant le printemps et l'été 1862. Par la suite, Charles participera à bien d'autres manœuvres et batailles, dont :

- l'évacuation de Yorktown (du 3 au 5 mai 1862) ;
- la bataille de Williamsburg (le 5 mai 1862) ;
- la bataille de Fair Oaks ou de Seven Pines (du 31 mai au 1^{er} juin 1862) ;
- la bataille de Sept jours (du 25 juin au 1^{er} juillet 1862).

En 1863, Charles renouvèle son enrôlement pour trois ans. En 1864, son régiment se déplace beaucoup : à une reprise, celui-ci aurait parcouru plus de 500 kilomètres en cinq semaines, soit une moyenne de 24 kilomètres par jour. Au cours de son deuxième service, Charles est nommé sous-officier, avec le grade de maréchal des logis. Après la guerre, le maréchal Bilodeau regagne Saint-Lazare-de-Bellechasse où il se marie en 1871, à l'âge de trente-sept ans, avec Marie Laverdière, qui est de dix-sept ans sa cadette. Ils auront deux garçons et sept filles. Charles deviendra cultivateur et secrétaire municipal. Il est mort en 1901, à l'âge de soixante-sept ans.

Grâce à son journal, un petit carnet de quelque 40 pages, et aux efforts de ses descendants pour garder vivante la mémoire de leur aïeul, on peut revivre, à travers le regard de Charles Bilodeau, quelques instants d'une des guerres les plus meurtrières de tous les temps. En effet, on estime que la guerre de Sécession aurait fait six fois plus de victimes, toutes proportions gardées, que le nombre de soldats américains tués au cours de la Seconde Guerre mondiale. Voici un extrait du journal de Charles Bilodeau :

Après avoir couché sur la terre et dans la boue, sans couverture, cette nuit, je tombai malade le lendemain du typhus jusqu'au 21 décembre. Je ne faisais plus la cuisine depuis notre départ de Washington mais portais mon fusil comme les autres, cependant je n'avais jamais fait de service. L'ennemi ayant évacué Yorktown le 3 mai dans la nuit, nous partîmes

pour le poursuivre. Après une marche de 15 milles nous campâmes [sic] et le lendemain, étant un jour de pluie et aussi très froid, nous continuâmes notre route vers Williamsburg. Après une marche de 8 milles dans la boue jusqu'aux genoux nous arrivâmes sur le champ de bataille vers 4 heures du soir où a [sic] ce temps nos soldats se faisaient refouler, mais ayant entendu dire que nous venions pour les renforcer ils redoublèrent de courage et se mirent à crier. L'ennemi fut épouvanté et prit la fuite. Après avoir passé la nuit sous les armes, dans la boue jusqu'aux genoux sans feu ni couvertures, nous primes [sic] soin des blessés et d'enterrer les morts qui étaient aux nombres d'environ 500 et 1 000 blessés de notre côté et autant et même plus du côté de l'ennemi.

Le 24 mai étant un jour de pluie et aussi de grand froid pour la saison, nous eûmes un skirmish très sévère avec l'ennemi et les chassèrent. Le 31 mai, après avoir commencé à aménager nos provisions et faire sécher nos hardes, l'ennemi avec une force de 70 000 hommes attaque notre force qui dans cet endroit était d'environ 15 000 hommes, et après avoir combattu pendant 3 heures et perdu la moitié de nos soldats nous fumes [sic] obligés de se retirer en arrière, laissant notre camp, nos provisions, et toute [sic] notre équipement entre les mains de l'ennemi. Le 3 juin, de grand matin, l'ennemi commença une autre attaque, mais ayant reçu des renforcements pendant la nuit nous les repoussâmes et regagnèrent [sic] le terrain que nous avions perdu, mais non notre bagage, car il avait tout été pillé et maintenant nous étions sans abris et sans nourriture.

Le 20 août nous fumes [sic] obligés de retourner à Yorktown, les soldats étant toute [sic] malade et moi je tombai malade le 5 septembre et partie [sic] le 15 pour Chesapeake Hospital ayant courtement échappé à la mort et retourna [sic] dans la compagnie le 3 décembre n'étant pas encore bien portant...

Il est à noter que l'existence du carnet de Charles Bilodeau est d'autant plus précieuse que deux Franco-Canadiens sur trois ne savaient ni lire ni écrire à cette époque.

L'association Bilodeau, fondée en 2000, en plus de s'intéresser à la recherche historique et généalogique de tout Bilodeau au Québec, aux Billaudeaux en Louisiane et aux Billaudeau en France, commémore les contributions des membres de cette illustre famille. Elle encourage tout descendant de Jacques Bilodeau, leur ancêtre débarqué à Québec en 1654, à

en devenir membre. Une plaque et un monument à la mémoire de l'aïeul ont été inaugurés au cours de l'été 2006 au cimetière Saint-François près de l'église Sainte-Famille sur l'île d'Orléans.

Le lecteur intéressé par la famille Bilodeau peut visiter son site officiel au <<http://www.genealogie.org/famille/bilodeau>> ou écrire au 1906, rue des Tulipes, La Conception (Québec), J0T 1M0.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Vinet, Marc (2002). *Le Québec/Canada et la guerre de Sécession américaine 1861-1865*, Vaudreuil-sur-le-Lac, Éditions Wadem.



LES GERMANOPHONES, CES OUBLIÉS

Mai 2007

La guerre des autres est un roman historique écrit par Louise Simard et Jean-Pierre Wilhelmy, publié en 1987 aux Éditions La Presse. De quelle guerre est-il question et qui sont ces autres? Il s'agit des soldats germanophones venus en Nouvelle-France vers 1776 pour prêter main-forte aux Britanniques dans la lutte contre l'envahisseur américain. Chose curieuse, le fait allemand au Québec est peu connu. En raison de la vague nationaliste qui prévalait au milieu du XIX^e siècle et surtout à la suite des deux guerres mondiales, les immigrants allemands ont préféré se fondre dans le paysage francophone. Pourtant, au XIX^e siècle, il y avait autant de germanophones que d'Acadiens dans la Belle Province.

En fait, on peut dénombrer quatre vagues importantes d'immigration allemande en Nouvelle-France :

- ◆ Entre 1621 et 1749, plusieurs dizaines d'Européens germanophones se sont installés au Québec. C'étaient des Allemands et des Autrichiens, mais aussi des Hollandais, des Flamands, des Suisses et des Français de souche allemande.
- ◆ De 1755 à 1763, lors du Grand Dérangement, de nombreux Allemands ont suivi leur femme acadienne en Nouvelle-France pour fuir les persécutions qui sévissaient en Acadie. Postés à Louisbourg et faisant partie des régiments étrangers rattachés à l'armée française, beaucoup de ces hommes se sont installés avec leur famille près de Saint-Gervais-de-Bellechasse.

- ◆ À la même époque, d'autres soldats germanophones incorporés dans les régiments étrangers de l'armée française ont prêté allégeance à la couronne britannique et sont restés au pays. À ce nombre, il faut ajouter les commerçants juifs allemands qui voyageaient avec l'armée anglaise.
- ◆ Entre 1776 et 1783, lors de la guerre d'Indépendance aux États-Unis, près de 30 000 mercenaires allemands sont venus grossir les rangs de l'armée britannique en Amérique du Nord, dans les efforts de cette dernière pour repousser les rebelles américains. Le rôle de ces engagés n'était pas négligeable du fait que nombreux étaient les Britanniques qui refusaient de combattre leurs frères anglais établis en terre américaine. Grâce à des traités avec les princes allemands, ses cousins et ses amis, ainsi qu'à une rémunération accordée à ces derniers, le roi George III du Royaume-Uni et de Hanovre a bénéficié d'une aide appréciable. Le Bas-Canada a vu défiler entre 7 000 et 10 000 soldats allemands sur son territoire. La plupart de ces mercenaires étaient envoyés dans les environs de Lotbinière, de Sorel et de Québec dans le but de défendre la frontière du Bas-Canada. Sur les 30 000 soldats allemands débarqués en Amérique du Nord, environ 1 000 sont restés en Ontario et dans les provinces de l'Est, alors qu'entre 1 300 et 1 400 ont élu domicile au Québec, surtout dans le Bas-Saint-Laurent.

Quelques faits curieux

Le premier colon allemand officiellement enregistré est arrivé au Québec en 1664. Natif d'Erfurt, en Thuringe, Hans Bernhard aurait acheté un terrain à l'île d'Orléans.

À partir de 1760, on dénombre déjà presque 200 familles allemandes qui vivent le long du fleuve Saint-Laurent. Ce sont surtout des familles d'artisans, de soldats, de marins et de médecins de l'armée.

En 1778, il y a 104 médecins en Nouvelle-France dont 41 Français, 31 Britanniques et 29 Allemands.

Avant 1783, les quatre vagues d'immigration évoquées plus haut font en sorte que près de dix pour cent de la population du pays est de souche allemande, soit 1 500 personnes sur 13 000, alors que 10 000 sont Français, 1 500 Acadiens et 300 Britanniques. En 1783, on estime qu'environ sept pour cent de tous les hommes en âge de procréer en Nouvelle-France sont de souche allemande. Avant 1860, les noms allemands prédominent dans le monde de la musique à Québec, à Montréal, à Toronto et à Halifax.

Le patrimoine allemand au Québec

Actuellement, on compte au Québec environ 13 000 résidents d'origine allemande. La plupart se trouvent dispersés un peu partout sur le territoire du Grand Montréal. S'il n'y a pas de quartier allemand comme tel et si la présence allemande au Québec est à peine perceptible, c'est en partie une conséquence des deux guerres mondiales et de la volonté de part et d'autre de mater le nationalisme allemand. Pourtant, d'autres raisons viennent se greffer à celle-là. À un manque de descendants de sexe masculin, qui représentent moins de 50 pour cent de leur progéniture au fil des ans, s'ajoutent des changements orthographiques apportés aux noms allemands par les prêtres catholiques qui n'arrivaient que difficilement à prononcer les sons teutoniques. Il ne faut pas oublier non plus l'essor du nationalisme québécois des années 1800. Dans bien des cas, l'assimilation des immigrants allemands s'est faite en moins d'une génération.

Tableau 1.1

Quelques exemples de noms allemands francisés

<i>Armaringer:</i>	Maringer/Marenger	<i>Lamar:</i>	Lamarre
<i>Baldau:</i>	Badaud	<i>Leonhard:</i>	Léonard
<i>Bernhard:</i>	Bernard	<i>Lessart:</i>	Lessard
<i>Beschar:</i>	Béchar	<i>Loeder:</i>	Loedel
<i>Besserer:</i>	Besré	<i>Maher:</i>	Maheux
<i>Beyer:</i>	Payeur	<i>Müller:</i>	Milaire
<i>Dahler:</i>	Dallaire	<i>Numberger:</i>	Berger
<i>Daime, Dayme, Deigne:</i>	Daigle	<i>Page:</i>	Pagé
<i>Forrest:</i>	Forest	<i>Pauzer, Pfozter:</i>	Pausé, Pausé
<i>Froebe:</i>	Frève	<i>Picket:</i>	Piquette
<i>Gerhard:</i>	Guérard	<i>Raimond:</i>	Raymond
<i>Goebell:</i>	Kable, Kaeble, Keable	<i>Russel:</i>	Roussel
<i>Haemel:</i>	Hamel	<i>Schenaille:</i>	Chenaille
<i>Hartoung:</i>	Harton	<i>Schumpff:</i>	Jomphe
<i>Heberts, Heyberts:</i>	Hébert	<i>Thisser:</i>	Tissaire
<i>Jacobs:</i>	Jacques	<i>Wolf:</i>	Leloup
<i>Jost:</i>	Just		

Source: <http://www.memoireduquebec.com>.

Les Dion et les Gervais auraient été à l'origine soit des Allemands, soit des huguenots français installés depuis longtemps en Allemagne.

Tableau 1.2

Quelques Allemands influents du Québec

Daniel Arnoldi (1774-1849): Médecin et premier président de la Corporation médicale canadienne.

Jean-André Eschemback de Wurtzbourg (1751-1821): Il épouse le 8 août 1786 Geneviève Deneau à Montmagny. De cette union, naissent dix enfants. Eschemback est devenu meunier, tout comme ses fils après lui. Il a exploité un moulin à Rivière-Ouelle et en a construit un à Saint-Roch-des-Aulnaies. Il a été enterré à Saint-Roch-des-Aulnaies le 2 juin 1821 à l'âge de soixante-dix ans.

Charles Fitzbach, dit Didienne: En 1759, à l'âge de vingt-deux ans, il épouse Marie-Julie Haoussery à Montréal. En 1795, il se remarie une troisième fois avec Geneviève Nadeau, à Saint-Michel-de-Bellechasse. Leur fille Marie-Josephte, née le 16 octobre 1806, deviendra la directrice de l'asile Sainte-Madeleine de Québec, ou asile du Bon-Pasteur de Québec. Devenue religieuse en 1856, Marie est la fondatrice et la première supérieure des servantes du Cœur immaculé de Marie, dites Sœurs du Bon-Pasteur de Québec.

Frédéric Glackemeyer (1759-1836): Mercenaire, il demeure à Québec et donne des leçons de musique aux enfants du baron von Riedesel. Il est devenu la figure de proue des artisans-pionniers de la musique.

Henri Pierre Loedel: Fondateur de l'Hôpital général de Montréal et de la Faculté de médecine de l'Université McGill.

Friedrich-Wilhelm Oliva: Chirurgien-major par excellence du régiment des Brunswickers. Il s'est établi à Québec en 1792 où il est un médecin très respecté. Il y a vacciné Philippe Aubert de Gaspé, âgé de seulement cinq ans à l'époque.

Baron Edmond-Victor von Koenig (1750-1833): Commandé par Riedesel, il est chirurgien des troupes allemandes à partir de 1776. En 1783, il prend sa retraite à l'Islet au Canada. Il épouse Marie-Céleste Bourguignon, puis se remarie avec Marie-Louise Jean vers 1787. Plusieurs de ses descendants seront pilotes ou capitaines de navires. John V. Koenig a participé aux expéditions dans l'Arctique à bord de l'*Arctique* jusqu'en 1910 en tant qu'ingénieur-chef sous les ordres du capitaine Bernier.

Friedrich Adolf von Riedesel (1738-1800): Général de l'armée anglaise, commandant des unités de mercenaires. Il s'établit à Sorel après sa libération par les Américains qui le détenaient comme prisonnier de guerre. Von Riedesel est celui qui a fait connaître la tradition de l'arbre de Noël au Canada.

Depuis le tout début de la colonie, les germanophones ont joué un rôle essentiel dans le développement du Québec. Obligés souvent de renoncer à leur nom, à leur langue et à leur culture, beaucoup d'entre eux ont dû renier jusqu'à leur foi. En effet, plusieurs germanophones étaient luthériens et se

voyaient forcés de se convertir à la foi catholique avant de pouvoir se marier et s'intégrer dans la société québécoise. Certains de ces braves hommes ont même fait l'ultime sacrifice en donnant leur vie pour défendre la province de Québec et le pays du Canada. Ils méritent sans doute qu'on se souvienne d'eux...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Gravel, Pauline (2003). « Patrimoine génétique – du sang allemand chez des Québécois », *Le Devoir*, 31 mai et 1^{er} juin, <http://archives.vigile.net/ds-actu/docs3/03-6-3-1.html#ldpg>.
- <http://www.grandquebec.com>
- <http://www.memoireduquebec.com>
- <http://www.histoirequebec.qc.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>



LES HUGUENOTS

Décembre 2007

Un peu d'histoire

Le terme *huguenot* vient du mot allemand *eidenossen* qui signifie « confédéré » et fait référence aux confédérés, ou citoyens, suisses. Les catholiques ont employé ce mot pour la première fois vers 1560 en parlant des calvinistes en France. On employa par la suite les termes *protestant*, qui veut dire « attester » ou « rendre témoignage », et *catholique réformé*.

Pourtant, les origines des huguenots remontent au XV^e siècle. Jacques Lefèvre d'Étaples, professeur de théologie à la Sorbonne, a posé la première pierre de ce qui deviendrait plus tard le mouvement réformiste. Sa remise en question de certaines pratiques de l'Église catholique à la lumière des Saintes Écritures a contribué à ce grand désir de renouveau. Mais il faut attendre Martin Luther, en Allemagne, et Guillaume Farel et Jean Calvin, en France, pour que le mouvement prenne son envol. Reprenant quelques idées d'Étaples, Luther, Farel et Calvin seront le fer de lance de la Réforme.

Il va sans dire qu'une grande friction existait entre catholiques et protestants en France, situation qui ne fit que dégénérer à partir de 1534 à la suite de l'affaire des Placards. En 1562, le duc de Guise commande le massacre des protestants, événement qui déclenche huit guerres de religion échelonnées sur

une période de vingt-deux ans. Le massacre de la Saint-Barthélemy du 24 août 1572 est un des souvenirs les plus douloureux de cette époque. Ce n'est qu'en 1593, date à laquelle Henri IV a accédé au trône, que les protestants connaissent un certain répit. Le roi huguenot a dû abjurer sa foi, mais en 1598, il promulgue l'édit de Nantes qui permet à ses anciens coreligionnaires le libre exercice de leur culte. Pourtant, la tension est toujours palpable et en 1627, le cardinal de Richelieu conseille au successeur d'Henri IV, le roi Louis XIII, d'assiéger La Rochelle, siège du protestantisme français. Les choses ne font qu'empirer avec les années et en 1685, l'édit de Nantes est révoqué par Louis XIV. S'ensuit une autre vague de persécutions qui provoque la saignée de quelques-uns des meilleurs éléments de l'Hexagone. Certains huguenots vont s'établir aux Pays-Bas, en Angleterre ou même en Russie ou en Afrique. D'autres encore choisissent les Amériques...

Petite chronologie du protestantisme au Canada français

- 1534 C'est à l'initiative de Philippe de Chabot*⁴, gouverneur de Bourgogne et de Normandie, que Jacques Cartier a exploré les côtes de la Nouvelle-France. Bien que catholique, Cartier était de famille protestante.
- 1540 La toute première colonie en Nouvelle-France s'est établie à Cap-Rouge, sous la direction de Jean-François de La Rocque, sieur de Roberval*, vice-roi et lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-France. Après quelques années, la colonie a été abandonnée.
- 1588 Certaines positions-clés de la colonie ont été octroyées de préférence à des catholiques.
- 1600 François Pontgravé et Pierre Chauvin* ont fondé la ville de Tadoussac. Cette ville a été abandonnée l'année suivante.
- 1604 Pierre du Gua de Mons* a reçu toutes les terres en Amérique du Nord comprises entre le 40^e et le 46^e degré de latitude Nord et, dès 1605, il a fondé les tout premiers établissements définitifs en Acadie et au Québec, parmi lesquels se trouvait Port-Royal.
- 1608 Samuel de Champlain⁵ fonde la ville de Québec pour le compte du sieur de Mons.
- 1625 Les premiers Jésuites débarquent à Québec.

4. Les noms suivis d'un astérisque signalent que cette personne était protestante.

5. Les croyances de Champlain, né dans une ville protestante et marié à une protestante, ne semblent pas bien tranchées.

- 1627 Guillaume et Émery de Caën* perdent leur monopole de la traite des fourrures en faveur de la Compagnie des Cent-Associés. Les protestants perdent également le droit de s'établir au Canada, car les autorités françaises craignent une alliance éventuelle entre les protestants français, anglais et hollandais, ce qui menacerait leur pouvoir en Amérique du Nord. Pourtant, en mal de main-d'œuvre qualifiée, les autorités civiles et militaires de la colonie ont tendance à fermer les yeux sur les croyances religieuses de leurs ouvriers. Toutefois, le culte protestant est interdit à Québec.
- 1628 Jacques Michel* a servi de pilote aux frères Kirke pour remonter le Saint-Laurent et attaquer la ville de Québec.
- 1632 Voyant le flux continu de nouveaux immigrants huguenots, malgré l'interdiction formelle, le clergé de la colonie a exigé un arrêt immédiat de cette pratique.
- 1659 Le culte protestant est également interdit en Acadie, où l'on observe les premières abjurations en Nouvelle-France.
- 1660 Daniel Voil* est condamné à mort pour sorcellerie, blasphème et profanation des sacrements.
- 1683 L'intendant se plaint auprès des autorités françaises que pas moins de 60 protestants, qu'il accusait d'hérésie, sont partis s'établir dans les colonies britanniques du sud.
- 1740-1750 Les affaires commerciales des protestants prennent de l'ampleur à Québec et à Louisbourg. Le gouvernement de la colonie et les institutions catholiques traitent avec des commerçants protestants et juifs français.
- 1759 Jean-Louis Ligonier*, commandant général de l'armée britannique pendant la guerre de Sept Ans, a participé avec d'autres huguenots à la prise de la ville de Québec, aux côtés de Wolfe.
- 1764 Grâce aux Britanniques, le protestantisme retrouve ses lettres de noblesse et ses adeptes peuvent désormais occuper des postes qui leur étaient interdits sous le régime français. Soi-disant hérétiques aux yeux des prêtres catholiques, ils deviennent des protestants français.
- 1830 Des missionnaires protestants français et suisses s'établissent pour la première fois au Québec.

- 1834 Des missionnaires protestants suisses de Lausanne fondent la toute première mission protestante de langue française à Grande-Ligne. Ces missionnaires sont d'autant plus redoutés par le clergé catholique qu'ils parlent la langue du peuple. Les protestants sont victimes de nouvelles représailles.
- 1839 On crée la French Canadian Missionary Society à Montréal.
- 1846 Des fidèles fondent un collège biblique protestant à Pointe-aux-Trembles.
- 1853 La revue protestante *Le Semeur canadien* voit le jour.
- 1867 Le Montreal Presbyterian College est fondé.
- 1875 Les protestants cherchent à implanter une Église nationale réformée.
- 1877 La création d'une Église nationale réformée est abandonnée en faveur d'assemblées locales indépendantes. Les missions des Suisses deviennent baptistes, tandis que les églises presbytériennes et réformées forment les assemblées francophones de l'Église unie du Canada. Le nombre de Québécois convertis au protestantisme s'élève à 30 000 âmes à cette époque.
- 1880 Le Montreal Presbyterian College commence à former des pasteurs réformés francophones.

Quelques données intéressantes

Vers la fin du XVII^e siècle, le nombre de protestants français est dix fois plus élevé en Nouvelle-Angleterre qu'en Nouvelle-France. Au XVIII^e siècle, on croit qu'il y avait 400 000 immigrants francophones aux États-Unis, dont au moins 200 000 huguenots de la Nouvelle-France et Acadiens déportés entre 1755 et 1763. À ce nombre s'ajoutent les royalistes qui, en 1789 et en 1791, fuient les Antilles, ainsi que les bonapartistes qui trouvent refuge en sol américain après la chute de Napoléon. Un des premiers recensements fait aux États-Unis après la guerre d'Indépendance en 1776 dénombre quelque 100 000 Américains protestants d'origine française.

L'expertise économique, entrepreneuriale et bancaire des huguenots, de même que leur indépendance d'esprit et leur féroce résistance à l'oppression, font de ces croyants d'excellents marchands, négociants, prêteurs, artisans, soldats et armateurs. De fait, ils sont souvent parmi les plus fortunés de leur communauté au Canada français. Pourtant, à moins d'abjurer leur foi, de nombreuses professions leur sont interdites, comme celles de médecin,

apothicaire, sage-femme, contrôleur, commis, brigadier, archer, huissier, notaire ou juge. Les postes liés à la fonction publique leur sont également le plus souvent interdits.

Si, en France, on procède à la confiscation systématique des biens des huguenots, à des persécutions, à des condamnations aux galères, à des emprisonnements et même au massacre de villages entiers, au Canada, l'intolérance prend des formes plus subtiles. La persécution va de l'intimidation verbale aux agressions physiques, en passant par des menaces de dégradation matérielle (p. ex. l'incendie d'une maison). Les manifestations publiques et les lieux de culte protestants sont interdits et les huguenots doivent se comporter en bons catholiques. Le baptême, la messe, la confirmation, le mariage et les derniers sacrements, tout passe par l'Église catholique. Ceux qui refusent les derniers sacrements peuvent voir leurs biens confisqués s'ils recouvrent la santé. Du reste, certains protestants sont enterrés dans un simple champ, les portes des cimetières catholiques leur étant définitivement closes.

Quelques huguenots célèbres

Outre les noms mentionnés ci-dessus, nous pouvons ajouter les noms suivants à la longue liste des protestants français célèbres :

- ◆ Davy Croquetagne (Crocket) (1786-1836)
- ◆ Paul Rivière (Revere) (1735-1818)
- ◆ Papineau (père et fils) Louis-Joseph (1786-1871), Amédée (1819-1903)
- ◆ Le baron de Pourtincourt (1557-1615)
- ◆ De Chastes, gouverneur de Dieppe (date de naissance inconnue; date de sa mort 1603) (gouverneur de la Nouvelle-France)
- ◆ Charles de Bourbon comte de Soissons (1566-1611)
- ◆ Louis I^{er} de Bourbon, prince de Condé (1530-1569)

Force est de constater que Français ne rime pas forcément avec catholique. On naît Français, Québécois, Suisse, etc., mais la foi est un choix personnel. Pour les protestants, la parole de Dieu est l'autorité suprême. Pour les catholiques, c'est l'Église catholique et le pape qui ont le dernier mot.

L'exode de toute l'expertise des protestants français représente une perte incalculable pour le Canada. S'ils avaient pu y exercer leur foi librement, comment les huguenots présents en Nouvelle-France auraient-ils changé le cours de l'histoire? C'est une question qui mérite réflexion.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Gaudette, Michel (2000). « La présence de huguenots dans l'armée de Wolfe apporte un éclairage inédit sur le destin de la Nouvelle-France », *Le Devoir*, 26 juillet.
- Gaudette, Michel (2000). « La série Le Canada : une histoire populaire omet une donnée historique capitale de la colonisation de la Nouvelle-France », *Le Devoir*, 9 novembre (<http://www.renaissance-amboise.com>).
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.samizdat.qc.ca>
- <http://www.theatrales.uqam.ca>
- <http://www.museeprotestant.org>



LES TRUCHEMENTS

Janvier 2008

Le terme *truchement* est un vieux mot français d'origine arabe qui signifie « interprète ». Il va sans dire que les interprètes ont toujours joué un rôle-clé dans les échanges entre civilisations qui entrent en contact pour la première fois. Nulle part ailleurs cela n'a été si évident qu'au Canada du XVII^e siècle. Les Français qui y arrivent à l'époque, désireux d'explorer et de faire la traite de fourrures avec les Autochtones, doivent se doter d'interprètes capables de s'exprimer dans la langue de ces derniers. Pour ce faire, ils envoient quelques-uns des leurs⁶ vivre un an, ou plus, chez les Amérindiens. En plus d'apprendre les langues autochtones, les interprètes adoptent souvent le mode de vie de leurs hôtes, ce qui ne plaît pas toujours au clergé qui voit d'un très mauvais œil un tel relâchement des mœurs⁷. D'ailleurs, il n'est pas rare que les truchements soient adoptés par les tribus qui les accueillent, sans compter qu'ils y jouissent parfois d'un grand prestige. Il leur arrive même de servir d'intermédiaires dans les négociations entre Français et Amérindiens. Certains interprètes accompagnent volontiers les missionnaires dans leurs voyages ou leur enseignent les langues des peuples que ces derniers souhaitent évangéliser. D'autres, par contre, s'y refusent carrément, soit pour protéger leurs propres intérêts, soit pour défendre les Autochtones des « robes noires », c'est-à-dire les Jésuites, dont ils craignent

6. Il s'agissait surtout de très jeunes garçons.

7. À titre d'exemple, il était très prestigieux pour certains chefs autochtones de donner une ou plusieurs de leurs filles en mariage à un Français.

l'influence sur les Amérindiens et les conséquences éventuelles pour les traiteurs. Il faut dire que plusieurs interprètes reçoivent des terres ou des lettres de noblesse en échange des services rendus et que leur rôle d'intermédiaire est indispensable aux commerçants de fourrure et à la colonisation. Leurs connaissances des tribus et du terrain font de ces hommes la pierre angulaire de la colonie. Pourtant, certains truchements craignent de perdre leur gagne-pain ou leur rôle privilégié en partageant leur savoir avec les Récollets ou les Jésuites.

Étienne Brûlé, le premier Blanc français à explorer la Pennsylvanie et la région des Grands Lacs

Né vers 1591 à Champigny-sur-Marne (banlieue parisienne), Étienne Brûlé a accompagné Samuel de Champlain en Nouvelle-France en 1608. Âgé seulement d'une quinzaine d'années, le jeune Étienne devient le premier interprète de Champlain en langue huronne. En 1610, sur les instances de son protégé, Champlain lui confie l'exploration des terres à l'ouest des rapides de Lachine. Un an plus tard, Champlain le rejoint aux rapides, découvrant un Brûlé habillé «à la sauvage» et parlant couramment le huron. Le jeune homme repart aussitôt pour la Huronie, empruntant l'éternelle route de l'Outaouais, de la Mattawa, du lac Nipissing et de la rivière des Français jusqu'à la baie Georgienne. Le 8 septembre de la même année, Brûlé part en mission vers le sud avec des Hurons. Rendu à Buffalo, il se dirige vers la rivière Susquehanna en Pennsylvanie, en plein territoire andaste, avec l'ordre de Champlain de recruter des Autochtones pour une attaque surprise contre les Iroquois. Brûlé se faisant désirer, ladite attaque a lieu sans lui au début du mois d'octobre 1615. Champlain et ses alliés amérindiens subissent une cuisante défaite contre les Iroquois et doivent se replier en territoire huron. Pour des raisons qui restent à être élucidées, Brûlé n'arrive que deux jours plus tard. Se trouvant en territoire ennemi et numériquement désavantagé, il décide de retourner en Huronie. Mais chemin faisant, le jeune interprète est fait prisonnier par les Iroquois. Torturé et menacé de mort, Étienne réussit, grâce à une ruse, à se faire libérer. Il vivra encore trois ans chez les Hurons avant de retourner à Québec d'où il repart aussitôt. De 1618 à 1621, Brûlé a exploré les environs du sault Sainte-Marie, entre les lacs Supérieur et Huron. À la solde de la Nouvelle-France et des commerçants de fourrure, le jeune interprète, à l'instar de son ami Nicolas Marsolet, se met au service⁸ des frères Kirke⁹ en 1629, lors

8. Marsolet savait que la sœur de Louis XIV, Henriette de France, était promise au roi d'Angleterre, ce qui assurerait, à son avis, la paix entre les deux pays pour un certain temps. Par conséquent, ni Marsolet ni Brûlé ne voyaient comme une trahison leur concours aux frères Kirke. Un avis que ne partageait pas Champlain.

9. Chargés en 1627 par le roi Charles I^{er} d'évincer les Français du Canada.

de la reddition de la ville de Québec aux Anglais. Étienne et Nicolas sont deux des onze Français, dont sept interprètes, à rester en Nouvelle-France après cet événement. Pourtant, accusé de trahison par son ami Champlain, Brûlé est reparti en Huronie où, pour des raisons encore inconnues, il a été tué et mangé par un ou plusieurs Hurons de la tribu de l'Ours vers juin 1633. Il est fort probable que Brûlé ait eu au moins une femme amérindienne et des enfants métis, mais il n'y a aucune documentation appuyant cette hypothèse.

Nicolas Marsolet, le premier interprète à signer un contrat pour le roi Henri IV

Protestant d'origine française, Nicolas Marsolet de Saint-Aignan, sieur de Bellechasse, est né à Rouen en 1587. Fils de Nicholas Marsolet et de Marguerite de Plane, le petit Nicolas a grandi à la cour où son père était l'écuyer du frère du roi. À l'âge tendre de douze ans, il est le premier à signer un contrat d'interprète avec Henri IV pour les compagnies du Canada. Il apprend l'italien, le hollandais, l'anglais et l'espagnol, et obtient son diplôme à l'âge de vingt et un ans. Interprète tout comme son ami Étienne Brûlé, Marsolet connaîtra un destin bien différent de ce dernier. Arrivé en Nouvelle-France vers 1613 avec Samuel de Champlain, il passe vingt-sept ans chez les Montagnais de Tadoussac (où il est connu comme « le petit roi de Tadoussac ») et les Amérindiens – Algonquins et Montagnais – de la rivière Saguenay et du lac Saint-Jean. Nicolas a appris les langues algonquine et montagnaise et aurait eu, selon toute vraisemblance, des enfants d'une femme amérindienne, ce qui était très courant à l'époque pour les interprètes, les coureurs des bois et autres Français dont le mode de vie multipliait les contacts avec les communautés autochtones. Il faut dire que l'absence quasi totale de Françaises à marier avant 1632¹⁰ y était sans doute pour quelque chose aussi. Quoi qu'il en soit, ces liens du sang ont sûrement renforcé la confiance mutuelle entre Marsolet et les Autochtones.

Vers 1636, à l'âge de quarante-huit ans, l'interprète rentre en France dans le but de récupérer son héritage. Pendant son séjour dans la mère patrie, il épouse Marie LeBarbier, dite La Barbide, de trente-deux ans sa cadette. Le couple s'installe à Québec où il donnera naissance à dix enfants, dont six survivront :

- Marie Marsolet, dame Mathieu d'Amours de Chauffours ;
- Louise Marsolet, dame Jean Lemire ;
- Geneviève Marsolet, dame Michel Guyon de Rouvray ;

10. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 5 000 Français sont arrivés en Nouvelle-France et en Acadie avant 1700 et 5 000 entre 1700 et 1763, dont 9 000 hommes et 1 000 femmes.

- Madeleine Marsolet, dame François Guyon des Prés;
- Jean Marsolet, sieur de Bellechasse;
- Marie Marsolet.

Les 46 petits-enfants du couple formé par Nicolas et Marie Marsolet se sont établis au Québec, en Acadie, aux États-Unis et aux Antilles, et ils ont eu une descendance très nombreuse.

Avec les années, Marsolet devient un homme fortuné. En échange de ses services, il reçoit des concessions importantes des Jésuites et de la Compagnie des Cent-Associés, entre autres, faisant de lui l'un des plus gros propriétaires fonciers de la Nouvelle-France.

Marsolet fait quelques voyages en France pendant la dernière moitié de sa vie et, vers l'âge de quatre-vingts ans, devient l'ami de Nicolas Perrot à qui il enseigne diverses langues et coutumes amérindiennes. En 1677, à la mort de sa fille Marie – la dernière-née du couple et sa favorite –, Marsolet est accablé de chagrin. Il meurt à son tour quelques mois plus tard, le 15 mai, à l'âge respectable de quatre-vingt-dix ans.

Étienne Brûlé et Nicolas Marsolet sont deux interprètes et amis qui ont aidé, chacun à leur façon, à découvrir et à bâtir un pays. Aventuriers et amateurs de grands espaces, ils ont ouvert la voie à d'autres pionniers qui ont, comme eux, marqué l'histoire du Canada : Jean Nicolet, Jacques Hertel, Jean et Thomas Godefroy, François Marguerite, Pierre Boucher, Charles Lemoyne, Nicholas Perrot, Pierre Pépin, les cinq La Vérendrye, Guillaume Couture... Le Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui n'aurait jamais pu exister sans eux, car les interprètes ont amorti le choc entre le Vieux Monde et le Nouveau. Leurs descendants, à la fois Français et Amérindiens, sont les ancêtres d'un bon nombre de Franco-Canadiens, faisant de ces hommes les « Adam » d'une nouvelle nation. Ni Amérindiens, ni Français, les Canadiens français ont réussi à se tailler une place non seulement dans un Canada majoritairement anglophone, mais encore dans le monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Pomerleau, Jeanne (1996). *Les coureurs de bois*, Québec, Éditions J.-C. Dupont.
- <http://www.civilization.ca>
- <http://www.historiatv.com>



AVENTURE À L'OUEST

Avril 2008

Jean-Baptiste Lagimodière

Jean-Baptiste Lagimodière est né à Saint-Ours, au Québec, le 25 décembre 1778, du couple formé par Jean-Baptiste Lagimodière père et Josephthe Beaugard. Celle-ci meurt huit ans plus tard et les trois enfants du couple sont élevés par une tante et Jean-Baptiste père se remarie avec Agathe Dubé. À l'âge de vingt-deux ans, Jean-Baptiste fils devient voyageur et hivernant¹¹ pour la Compagnie du Nord-Ouest. Il reste quatre ans dans les environs de Pembina au Manitoba, où il épouse une Amérindienne du nom de Josette, selon la coutume d'alors¹². Peu après, le jeune voyageur devient père d'une petite fille, Antoinette Lagimodière, née en janvier 1801 près de Saint-Xavier. Durant l'hiver de 1804-1805, Jean-Baptiste hiverne au fort des Prairies à Edmonton, avant de reprendre le chemin du Bas-Canada au cours de l'automne de 1805.

Marie-Anne Gaboury

Cinquième enfant du couple formé par Charles Gaboury et Marie-Anne Thessier, Marie-Anne Gaboury voit le jour à Maskinongé, le 2 août 1780. Le père de Marie-Anne s'éteint, laissant une veuve et dix enfants. Alors que sa mère se remarie avec Jean-Baptiste Mainguy, Marie-Anne part travailler pour le curé du village, ce qu'elle fera pendant quatorze ans.

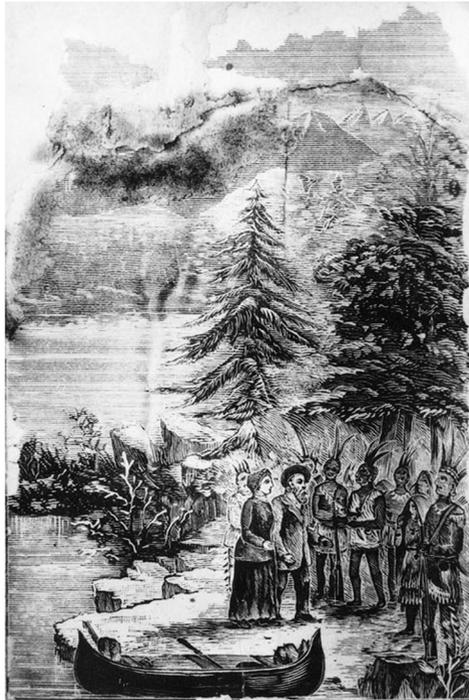
L'aventure à deux

En janvier 1806, lors d'une soirée canadienne typique à Maskinongé, Jean-Baptiste, âgé de vingt-huit ans, raconte ses nombreuses aventures dans le Nord-Ouest canadien et Marie-Anne, de trois ans sa cadette, est de la fête. Les deux jeunes se plaisent et commencent à se fréquenter. Jean-Baptiste tait sa relation avec Josette, ainsi que l'existence de sa fille Antoinette, et demande la main de Marie-Anne. Le couple se marie le 21 avril 1806. On espérait que Jean-Baptiste s'établirait à la ferme, mais il avait déjà signé, à l'insu de tous, un contrat le 16 avril avec Joseph Paquin, Michel Genthon, dit Dauphinois, et Charles Bellegarde pour repartir vers l'Ouest. Deux semaines après son mariage, le jeune Lagimodière annonce son départ imminent à Marie-Anne et la conjure

11. L'hivernant passait l'hiver à l'intérieur du pays pour faire la traite sur place avec les Autochtones.

12. Les mariages entre Canadiens et Amérindiennes, qui se faisaient selon les traditions amérindiennes, sont à l'origine de la nation métisse.

de retourner travailler pour le curé en attendant son retour. S’y opposant catégoriquement, la jeune mariée fait comprendre à son époux qu’il n’est pas question qu’il parte sans elle. Chose inouïe à l’époque, Marie-Anne accompagnera son mari et ses compagnons vers l’Ouest.



Fonds Musée de Saint-Boniface.

Arrivée de Jean-Baptiste Lagimodière et de Marie-Anne Gaboury à Fort Cumberland en 1807

C’est ainsi que le 5 mai, dans des canots portant jusqu’à 18 hommes et 2 000 livres de provisions, les voyageurs commencent leur descente du Saint-Laurent, avec Marie-Anne à bord. À chacun des 21 portages entre Lachine et le lac Huron, il ne fallait pas moins de huit hommes pour porter un canot et tous se chargeaient du transport des ballots de provisions, pesant chacun entre 80 et 90 livres. Les voyageurs mettent un mois à arriver au fort William, situé sur le bord du lac Supérieur. Le fort est un lieu de rencontre pour tous les hivernants de la Compagnie du Nord-Ouest. Après plusieurs jours d’échanges et de fêtes, ces derniers repartent avec leurs provisions en territoire amérindien et les voyageurs se dirigent vers Montréal, leurs canots chargés de fourrures. Quant à Jean-Baptiste et à Marie-Anne, ils continuent leur route vers Pembina, qui est à deux semaines de canot. Dans cette petite communauté de la rivière

Rouge se trouvent cinq ou six Canadiens mariés à des Amérindiennes¹³. Le fort Daer est situé de l'autre côté de la rivière. La jeune Marie-Anne ignorait tout de ces mariages mixtes et était loin de soupçonner que son propre mari avait déjà une femme autochtone et une petite fille. Pourtant, Josette habite toujours les environs et elle ne tarde pas à repérer sa remplaçante au bras de son mari infidèle. Folle de rage, l'Amérindienne décide d'empoisonner sa rivale. Heureusement pour Marie-Anne, le complot est découvert à temps mais par mesure de prudence, les Lagimodière vont passer la belle saison dans la région de Grand-Champ, où l'on s'adonne à la chasse au bison. Cependant, l'hiver ramène le couple au fort Daer, où Marie-Anne donne naissance à leur premier enfant, le 6 janvier 1807. Comme la petite fille est née le jour des Rois, on l'appelle Reine. Cinq mois plus tard, les Lagimodière se mettent en route pour le nord de la Saskatchewan avec Michel Chalifoux, Louis Paquin, Charles Bellegarde et leurs femmes cries. Ils se rendent à Cumberland House, où se trouvaient rassemblés un grand nombre d'Autochtones, tous venus voir Marie-Anne, la première femme blanche à atteindre l'Ouest¹⁴. Une semaine suffit pour que le convoi atteigne le fort des Prairies (site de l'actuelle ville d'Edmonton), le poste de traite le plus éloigné du Canada et le point de ralliement de tous les Amérindiens de l'Ouest. La petite troupe de Canadiens y arrive fin août et Jean-Baptiste y trouve une maison pour sa famille où ils passeront quatre hivers. L'été, cependant, le couple se rend dans les Prairies pour chasser le bison. C'est justement au cours d'une de ces expéditions, soit le 15 août 1808, que naît leur deuxième enfant, Jean-Baptiste la Prairie, un petit garçon aux cheveux blonds. Il sera suivi de Cyprès, née en juillet 1810, d'après une montagne du même nom en Alberta. Après son baptême en 1818 par l'abbé Provencher, la petite Cyprès s'appellera désormais Marie-Josette.

En 1811, Jean-Baptiste apprend que Lord Selkirk a l'intention de fonder un établissement écossais près de la rivière Rouge. Voulant s'y établir, il emmène les siens à la Fourche (aujourd'hui Winnipeg), à la jonction des rivières Rouge et Assiniboine, pour passer l'été. Les colons de Selkirk étant retenus aux bords de la baie d'Hudson, Jean-Baptiste et Marie-Anne continuent leur route jusqu'au fort Daer, où ils passent l'hiver. C'est là que voit le jour Benjamin, quatrième enfant du couple, le 11 décembre 1811.

13. Comme il n'y avait aucune autre femme blanche à l'Ouest, Marie-Anne et les Amérindiennes communiquaient par signes.

14. On raconte qu'avant l'arrivée de Marie-Anne dans l'Ouest, une jeune femme écossaise, déguisée en homme, y aurait travaillé en 1806 pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. On aurait découvert le pot aux roses lors de son accouchement en décembre de la même année; la mère et l'enfant auraient été renvoyés sur-le-champ dans leur pays natal.

Au printemps, les Lagimodière retournent à la Fourche avant de descendre la rivière Assiniboine pendant une douzaine de milles jusqu'à l'emplacement qui correspond aujourd'hui à Saint-Charles. Jean-Baptiste y construit une petite maison où il demeurera avec sa famille pendant trois ans. Marie-Anne donne naissance à leur cinquième enfant en 1813, une petite fille du nom d'Apolline, ou Pauline.

Entre-temps, l'arrivée des colons écossais de Selkirk, le 30 août 1812, ne fait qu'intensifier les vieilles rivalités entre les Compagnies du Nord-Ouest et de la Baie d'Hudson. La famine menaçant la survie des Écossais, Miles MacDonnell, le gouverneur de la colonie, interdit l'exportation du pemmican, à savoir de la viande séchée. Cette mesure ne fait pas du tout l'affaire des *Norwesters*, qui ont besoin de cette viande pour l'approvisionnement de leurs postes éloignés. De plus, sept mois plus tard, un nouveau règlement interdit la chasse au bison à cheval, pratique commune chez les Métis. Le mécontentement gronde de part et d'autre et la riposte ne se se fait pas attendre. Un conflit armé était imminent. Par conséquent, MacDonnell dépêche Jean-Baptiste à Montréal le 17 octobre 1815, afin d'informer le comte de Selkirk de la situation et de lui demander de leur venir en aide. En juin 1816, Marie-Anne, sans nouvelles de son mari depuis presque un an, trouve refuge avec ses enfants au fort Douglas. Mais ce fort risque à tout moment de tomber entre les mains de la Compagnie du Nord-Ouest¹⁵. Marie-Anne et les siens se réfugient donc de l'autre côté de la rivière, chez Pigouis, un ami amérindien de la famille. Ils vivent sous la tente et s'adonnent à la pêche avant de s'installer, au début de l'hiver, dans une petite cabane abandonnée en face du fort Gibraltar. À la grande surprise de tous, Jean-Baptiste les y rejoint à Noël. Il avait été libéré contre toute attente, après avoir été fait prisonnier sur le chemin du retour par des Amérindiens à la solde de la Compagnie du Nord-Ouest.

En janvier 1817, le couple Lagimodière est de retour au fort Douglas, dont la Compagnie de la Baie d'Hudson a repris le contrôle. Au printemps de la même année, Jean-Baptiste repart à la chasse au bison.

Cet été-là, le comte de Selkirk donne à Jean-Baptiste une concession près de Saint-Vital, au Manitoba, en échange de services rendus. L'hivernant y bâtit sa maison et devient père pour la sixième fois, le 11 janvier 1819, d'un petit garçon appelé Romain. Trois ans plus tard, le 23 juillet, naît Julie et, le 20 janvier 1825, Joseph. En tout, Marie-Anne a donné naissance à dix enfants. Jean-Baptiste ne mourra que trente ans plus tard, soit le 7 septembre 1855, à l'âge de

15. De façon générale, les Français et les Métis offraient leurs services à la Compagnie du Nord-Ouest et les Anglais, les Écossais et quelques Autochtones, à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il y avait toutefois des exceptions comme dans le cas de Jean-Baptiste Lagimodière.

soixante-dix-sept ans. Quant à elle, Marie-Anne s'est éteinte le 14 décembre 1875, à l'âge vénérable de quatre-vingt-quinze ans. Est-ce la fin de cette belle histoire riche en aventures? Pas tout à fait, puisque Julie, leur septième enfant, donnera naissance au légendaire Louis Riel, qui deviendra le chef des Métis.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.shsb.mb.ca>
- <http://www.sasked.gov.sk.ca>



LE PETIT GRAND HOMME : UN BELGE SUR LA CÔTE-NORD

Septembre 2008

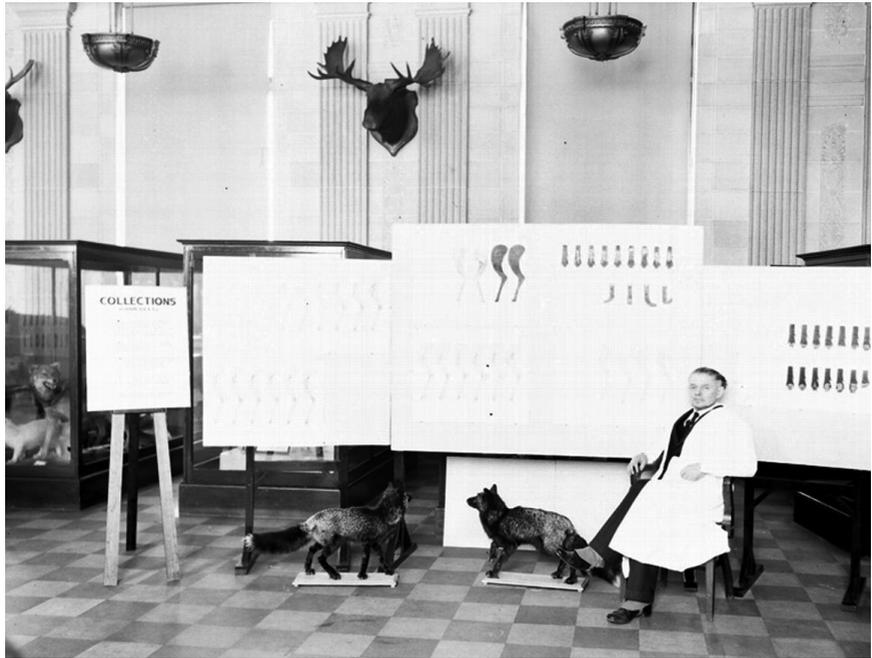
Si on s'amuse à rédiger le curriculum vitæ de Johan Beetz, il se lirait à peu près comme suit : « Aristocrate belge ayant fait des études en biologie et en médecine humaine et animale à l'Université catholique de Louvain, titulaire d'un doctorat de l'Université de Montréal, deux fois chevalier, trente-cinq ans d'expérience comme éleveur de renards, médecin émérite, homme d'affaires prospère, inventeur d'un procédé inédit de momification, passionné par la chasse et la pêche, grand amateur de la nature, botaniste et zoologiste à ses heures, philanthrope, écrivain, archéologue et collectionneur, dessinateur, peintre, chansonnier et poète... », et j'en passe! Les qualificatifs semblent manquer pour décrire les talents multiples de M. Johan Beetz. Mais qui était donc celui qu'on surnommait le « petit grand Européen », en raison de ses 160 centimètres?

Né le 19 août 1874 à Boortmeerbeek en Belgique, Johan est le fils de Céline Verzyl, avocate, et de Johannes Beetz. Ce dernier est mort lorsque Johan n'avait que deux ans, mais sa mère s'est remariée peu après avec le major Walter Turner, ancien aide de camp du prince de Galles.

Johan a vécu une enfance dorée avec son frère et ses deux sœurs, période ponctuée d'excursions dans les bois environnant le château familial. Ces sorties leur servirent d'initiation aux sciences naturelles, ce qui deviendra chez Johan la passion de toute une vie.

Dans la jeune vingtaine, Johan fait la connaissance d'une cousine du côté de sa mère, Marthe Verzyl. Il en tombe follement amoureux et leurs fiançailles sont bientôt annoncées. Mais l'impensable se produit et la fiancée meurt subitement, plongeant Johan dans le désespoir. Le jeune amoureux choisit la fuite et, en 1897, il s'embarque pour le Québec où il a acheté à un certain M. Werner

une petite résidence sur la Côte-Nord. Arrivé à Piashti-Baie¹⁶, petit village de sept familles, dont la plupart étaient des Tanguay, Johan, profondément croyant, est frappé par la beauté des grands espaces qu'il compare à la Bible, que peu de gens savent déchiffrer. Si la maison de M. Werner laisse quelque peu à désirer, la nature sauvage des lieux a de quoi faire oublier à Johan le confort de sa Belgique natale et, jusqu'à un certain point, son deuil.



Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Le docteur Johan Beetz

D'une grande curiosité, Johan n'arrête pas de bombarder les villageois de questions au sujet de tout. On l'initie peu à peu à la chasse et à la pêche et Johan, de son côté, se met à échafauder toutes sortes de projets grâce aux observations qu'il note. Ses pensées ne se limitent pas à la flore et à la faune locales. Adéla, la fille aînée de Sébastien Tanguay et de Marie-Louise Arseneault, n'avait que treize ans, mais ne laissait pas le jeune homme indifférent, malgré une différence d'âge de dix ans. Le 27 septembre 1898, après un an de fréquentations assidues, le couple se marie lors d'une célébration officiée par le père Joseph Savard, prêtre missionnaire de Natashquan. Johan décide alors de transformer sa petite cabane en glacière et fait construire une belle maison de deux

16. *Piashti* veut dire « sec » en montagnais.

étages et de 276 mètres carrés pour sa jeune femme. Ce « château¹⁷ », comme on l'appelait, de style Second Empire et accusant une ressemblance frappante avec celui de sa mère en Belgique, accueillera les gens de la région et tous les visiteurs du village.

Un premier enfant, Jean, naît le 13 août 1899. Suivraient Gisbert, née en janvier 1901 (décédée le 30 octobre de la même année); Georgette, en 1902 (morte en 1914); Trina, en 1904; Berthe, en 1906 (morte après quelques mois); Louison, en 1907; Jeannette, en 1909; Germaine, en 1911; Raoul, en 1913 (mort quelques mois après sa naissance); Henri, né la même année; et enfin Max Albert, le benjamin, en 1920. En tout, Johan et Adéla ont eu onze enfants, dont trois sont morts en bas âge et un à l'adolescence¹⁸.

Fin observateur, Johan voit d'un très mauvais œil la mainmise de la Compagnie de la Baie d'Hudson sur les trappeurs en général et sur les Amérindiens en particulier. Par conséquent, il commence à acheter des peaux chez des particuliers de la région. Il paie bien et en argent comptant, livrant ainsi une compétition féroce au vieux monopole¹⁹. Non content d'acheter des fourrures, Johan se met à élever des renards argentés, devenant par le fait même le premier éleveur de la région à réussir cette entreprise. Très à cheval sur la propreté, M. Johan, comme on l'appelait affectueusement, ne laisse rien au hasard et tous ceux qui œuvrent au sein de son élevage sont astreints à une hygiène sévère. Il en va de même pour sa pratique de la médecine. Même s'il ne détenait pas de diplôme attestant ses études dans ce domaine, cela ne l'a pas empêché d'exercer la profession. Le docteur Beetz reçoit l'aval du gouvernement afin de pratiquer la médecine dans sa région, en raison de l'éloignement de cette dernière, ce qui lui permet de sauver bien des vies, notamment en 1918 lorsqu'il protège tout le village de la grippe espagnole. Tandis que l'épidémie fait des ravages partout ailleurs dans le monde, Piashti-Baie ne déplore aucune victime de cette grippe, grâce aux bons soins du médecin²⁰.

En novembre 1922, Johan et sa femme déménagent avec Henri et Max à Ville Saint-Laurent, où étudie leur fille Trina. Johan installe ses renards à l'île des Trois, qu'il a achetée, et monte l'entreprise Renards argentés Beetz ltée.

17. L'édifice a été classé monument historique en 1979.

18. L'aîné est mort en 1937 à l'âge de trente-sept ans et Max est décédé en 1942 à vingt-deux ans. Le descendant le plus connu des Beetz est probablement Jean Cousineau, fils de Jean Beetz et de Jeanne Cousineau, fille du juge Philémon Cousineau. Jean Cousineau, petit-fils de Johan, sera professeur à l'Université de Montréal avant de devenir juge à la Cour suprême.

19. La Compagnie de la Baie d'Hudson payait peu ou en nature des peaux sur lesquelles elle faisait des profits allant parfois jusqu'à 1 000 pour cent.

20. Johan a érigé ni plus ni moins qu'un blocus armé pour éviter tout contact entre le village et le reste du monde. La seule exception était le courrier qui était soigneusement désinfecté avant d'arriver entre les mains des habitants du village. Il est à noter qu'il y a eu 500 000 cas de grippe espagnole au Québec, qui a fait 20 millions de victimes de par le monde. Johan a été le tout premier maître de poste à Piashti-Baie de 1903 à 1913.

Quatre ans plus tard, il vend son « château » à deux Américains qui en feront un club de pêche. Mais en 1929, la crise boursière frappe le monde entier et annonce la ruine de millions de gens, dont les Beetz. Ces derniers se voient contraints de déménager dans un appartement à Outremont et Johan, d'accepter un poste au gouvernement comme directeur du service de l'élevage des animaux à fourrure, et ce, à l'âge de cinquante-cinq ans.

En 1931 paraît le livre *L'indispensable à l'éleveur de renards argentés*, écrit et illustré par Johan²¹. Traduit en anglais, cet ouvrage est le fruit de ses trente-cinq ans d'expérience dans le domaine. Peu après, Johan participe à la mise sur pied d'une ferme expérimentale, lancée par le gouvernement²². En 1932, il agit à titre de cofondateur de la Société zoologique de Québec, puis il est nommé membre à vie de cette même société en 1933. En novembre 1935, Johan est élu chevalier de l'ordre du Mérite vulpicole²³ et, l'année suivante, il reçoit un doctorat en droit de l'Université de Montréal.

Johan continue de travailler d'arrache-pied malgré ses soixante ans, mais les épreuves finissent par le rattraper. En juillet 1943, Johan est terrassé par une première crise cardiaque. Avec les années, les crises se multiplient et l'affaiblissent de plus en plus. Il meurt le 26 mars 1949, à l'âge de soixante-quatorze ans. Adèle mourra cinq ans plus tard et sera enterrée à ses côtés au cimetière Belmont à Québec.

Il va sans dire que Johan Beetz a laissé sa marque au Québec comme au Canada. L'espace me manque pour évoquer l'ensemble de ses réalisations, dont une carte faunique du pays et une collection impressionnante de 4 000 animaux empaillés.

Les gens de Piashti-Baie vouaient à Johan Beetz un amour sans bornes. En signe de reconnaissance envers cet immigrant belge, les habitants de Piashti-Baie ont changé le nom de leur village en Baie-Johan-Beetz en 1965.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Tshishe Mishtikuashisht – Le petit grand Européen : Johan Beetz* (1997), réalisation : Joséphine Bacon, Office national du film du Canada, 51 min 44 s.
- Soulaine, Sylviane (2004). *Johan Beetz ; le petit grand Européen*, Montréal, XYZ éditeur.
- <http://www.seigneuriedutriron.com>

21. Son article « Notes sur l'eider », publié en 1916 dans *The Auk*, a été cité aussi récemment qu'en 1999.

22. Cette ferme deviendra le Jardin zoologique de Charlesbourg.

23. C'est-à-dire « qui a rapport à l'élevage et au soin des renards ».



IRMA LEVASSEUR, CHAMPIONNE DES ENFANTS

Mai 2009

Dans la première décennie du XX^e siècle, un quart des bébés québécois mouraient avant leur premier anniversaire²⁴. Ce triste état de choses était attribuable en grande partie à une diarrhée causée par les bactéries présentes dans le lait non pasteurisé. Les poupons français, allaités moins longtemps que les bébés anglais, succombaient ainsi plus souvent. De toutes les villes, c'est Montréal, ancienne métropole du Canada avec ses 300 000 habitants, qui est le plus affectée, comptant 271 décès sur 1 000 naissances. Il s'agit du plus haut taux de mortalité infantile du pays, et même du monde, après Calcutta en Inde²⁵. Comble de malheur, les hôpitaux ne peuvent soigner les enfants de moins de deux ans, faute de place. La mort de tous ces enfants n'est pas seulement une tragédie, mais bien une menace réelle à la survie de la population québécoise.

Née à Québec le 18 janvier 1878, dans le quartier Saint-Roch, Irma Levasseur vient d'une famille de la petite bourgeoisie : son père, Nazaire Levasseur, est écrivain et journaliste et sa mère, Fédora Venner, est une cantatrice de grand talent.

Après avoir étudié sept ans au couvent Jésus-Marie de Sillery, Irma décide de se spécialiser en médecine. Malheureusement, au tournant du siècle, les universités canadiennes sont fermées aux femmes, que la loi ne considère même pas comme des personnes à part entière. Par conséquent, Irma, à l'âge de dix-sept ans, part pour le Minnesota où elle passe six ans avant d'obtenir un doctorat en médecine de la Saint Paul University.

Diplôme en main, Irma revient au Québec en 1900, mais le Collège des médecins refuse de reconnaître ses titres. Elle choisit donc de s'exiler à New York, où elle travaille pendant trois ans avant de rentrer au Canada. Devant l'intransigeance du Collège, Irma s'adresse aux élus politiques, menant un combat féroce jusqu'à l'Assemblée nationale. Enfin, le 25 avril 1903, un projet de loi privé lui permet d'entrer au Collège des médecins et chirurgiens du Québec, avec le droit de pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique²⁶. Chose curieuse, du côté anglais, trois femmes anglophones et protestantes pratiquent déjà la médecine à Montréal et fondent en 1904 le Children's

24. <http://www.erudit.org/culture/cd1035538/cd1042227/8656ac.pdf>.

25. <http://www.nouvelles.umontreal.ca/campus/activites-speciales-et-invites/de-maria-chapdelaine-a-julie-payette.html>.

26. La Faculté de médecine de l'Université McGill a été, en 1918, la première institution au Québec à ouvrir ses portes aux femmes désirant se spécialiser dans ce domaine.

Memorial Hospital²⁷. Malgré ces progrès, il n'y a que 110 lits d'hôpital réservés aux enfants dans toute la ville. Irma décide d'aller parfaire ses connaissances en pédiatrie en France et en Allemagne, où elle passe deux ans.

Le 26 novembre 1907, de retour à Montréal, Irma fait la connaissance de madame Justine Lacoste-Beaubien, épouse d'un riche financier, qui souhaite l'aider à réaliser son grand rêve : fonder un hôpital pour enfants. Convaincue du bien-fondé du projet, Justine mobilise ses relations pour ouvrir avec Irma, quatre jours plus tard, un petit dispensaire de 12 lits, le Refuge des petits enfants malades²⁸, dans la rue Saint-Denis. M^{me} Lacoste-Beaubien est élue présidente²⁹ de l'hôpital, qui reçoit son tout premier patient : un bébé de cinq mois qu'Irma soignait chez elle.

Fait intéressant pour l'époque, la charte de l'hôpital, signée au printemps de 1908, stipule que seules des femmes ont le droit d'être membres du conseil d'administration. Ce critère restera en vigueur pendant presque soixante ans. Il va sans dire qu'une telle situation ne fait pas que des heureux, car bien que ce conseil soit constitué uniquement de femmes, la plupart des médecins sont des hommes. Les désaccords vont bon train et Irma, en tant que femme et médecin, se trouve prise entre deux feux. Finalement, quelques mois seulement après l'ouverture de l'hôpital, elle est exclue du conseil d'administration. Un mois plus tard, elle démissionne. Si le conseil lui reproche son manque de sens des affaires, Irma, de son côté, n'admet pas que ce dernier lui dicte sa conduite. Il faut dire que les médecins ne lui rendent pas la vie facile non plus, la reléguant au dispensaire.

Quoi qu'il en soit, Irma se retrouve quelques années plus tard en Serbie, où sévit une épidémie de typhus³⁰. Les quatre médecins canadiens qui l'accompagnent repartent après un an. Irma reste deux ans de plus, jusqu'en 1917. L'année suivante, elle travaille pour la Croix-Rouge à New York.

Refusant de renoncer à son rêve, Irma quitte les États-Unis pour la ville de Québec, où elle réussit, entre 1920 et 1922, à intéresser les docteurs René Fortier, pédiatre, et J.-Édouard Samson, orthopédiste, à son projet de fonder un hôpital pour enfants pauvres³¹. Elle investit presque toutes ses économies,

27. L'Hôpital de Montréal pour enfants.

28. Aujourd'hui l'Hôpital Sainte-Justine à Montréal. En 1908, le refuge déménage à l'angle des rues de Lorimier et Rachel. Deux ans plus tard, son administration est confiée aux Filles de la Sagesse, religieuses françaises, qui restent en poste jusqu'en 1996. En 1914, l'hôpital déménage de nouveau dans la rue Saint-Denis, au coin de la rue de Bellechasse. Le 20 octobre 1957, l'institution prend possession de ses locaux actuels sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

29. Elle occupera ce poste jusqu'en 1966.

30. Malgré 1 000 vaccinations quotidiennes et l'aménagement de fosses communes, l'épidémie fait 700 000 victimes.

31. Aujourd'hui l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.

soit 30 000 dollars, pour l'achat de la propriété Sheyhn au 55, Grande Allée. En janvier 1923, le dispensaire ouvre ses portes et accueille son premier patient. Au cours de l'été de la même année, le fonctionnement de l'hôpital est confié aux Sœurs dominicaines de l'Enfant-Jésus, ce qui ne plaît pas à Irma. Elle tire sa révérence en 1924 et vend à perte la belle demeure, mettant fin au bail de l'hôpital qui a déménagé au 1204, Saint-Vallier.

Toujours vouée au bien-être des enfants, Irma fonde trois ans plus tard une clinique pour jeunes handicapés. Malheureusement, le projet ne fait pas long feu, car Irma manque de fonds. Cependant, un autre projet qui lui est cher, celui d'une école pour enfants handicapés³², se concrétise vers la fin des années 1930, mais sans son intervention. Ces nombreuses déceptions ont de quoi affaiblir le moral. Quelques années plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, Irma travaille au manège militaire de Québec, où elle faisait passer des examens médicaux aux femmes.

Après toutes ses réalisations, le Cercle des femmes universitaires, en compagnie de Justine Lacoste-Beaubien, souligne enfin le travail remarquable d'Irma Levasseur et organise une fête pour ses cinquante ans de carrière. Peu après, ruinée et laissée pour compte, Irma s'enferme avec son frère dans leur petit appartement de la rue de l'Artillerie à Québec. Fenêtres couvertes de journaux, papiers éparpillés partout, ce logement ne reflète en rien la femme médecin dynamique d'autrefois. Irma néglige son hygiène personnelle et, à la mort de son frère, elle attend trois jours avant d'aviser les autorités. Des voisins, craignant un incendie en raison de tous les papiers amoncelés chez elle, dénoncent l'état de son logement.

Internée à l'âge de quatre-vingts ans à l'asile Saint-Michel-Archange³³, Irma n'a cependant pas encore dit son dernier mot. Après avoir poursuivi en justice le médecin responsable de son internement, elle est libérée huit mois plus tard. La première femme médecin francophone au Québec a vécu les dernières années de sa vie chez elle, pauvre et oubliée de tous, avant de s'éteindre en janvier 1964, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

À part son jubilé d'or et un doctorat *honoris causa* de l'Université Laval, Irma n'a reçu aucune autre reconnaissance de son vivant. Il a fallu attendre presque quarante ans après sa mort pour que son nom soit finalement inscrit à côté de celui de son père sur sa dalle funéraire à Québec³⁴.

32. Aujourd'hui l'école Cardinal-Villeneuve.

33. Aujourd'hui le Centre hospitalier Robert-Giffard.

34. Initiative de l'Association des familles Levasseur.

Ce n'est que tout récemment que l'on a commencé à reconnaître toute l'importance de l'œuvre de M^{me} Levasseur pour la société québécoise. Deux bourses portent son nom³⁵, ainsi qu'un auditorium à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, un pavillon de cégep, un mont et quelques rues³⁶. Ironie du sort, Irma, qui a tant fait pour les enfants, n'en a jamais eu elle-même. Son legs est d'un tout autre ordre. L'Hôpital Sainte-Justine est aujourd'hui, avec ses 400 médecins, 200 chercheurs, 1 300 infirmières, 400 bénévoles et 1 000 professionnels de la santé, le premier centre hospitalier mère-enfant du Québec, le plus grand hôpital de son genre au Canada et le deuxième en importance en Amérique du Nord. Non seulement spécialisé en pédiatrie, l'hôpital abrite également des unités de cancérologie, de chirurgie cranio-faciale et de dialyse. Équipé de 450 lits, dont 30 à l'unité de soins intensifs, ce centre hospitalier accueille chaque année 2 500 étudiants en médecine et 19 000 patients. L'Hôpital Sainte-Justine est à la fois l'aboutissement d'un rêve et sans conteste le plus beau monument à cette femme dévouée tout entière à la cause des enfants...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Gill, Pauline (2006). *Docteure Irma : Tome 1 – La louve blanche*, Montréal, Québec Amérique.
- Gill, Pauline (2008). *Docteure Irma : Tome 2 – L'indomptable*, Montréal, Québec Amérique.
- <http://www.collectionscanada.gc.ca>
- <http://www.cybersciences.com>
- <http://www.ciocensemontreal.org>
- <http://www.banq.qc.ca>



LA FAMILLE DE TONNANCOUR

Novembre 2009

Entre la Vieille Capitale et la métropole de la Belle Province se trouve la ville de Trois-Rivières. Fondée en 1634, elle est la ville française la plus ancienne au Québec après la capitale. Que de mystères à découvrir, enterrés dans les cachots

35. Le prix Irma-Levasseur a été créé au début des années 1980 par l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences.

36. Une rue du quartier Rivière-des-Prairies porte son nom depuis 1988.

de la vieille prison ou cachés derrière les murs du couvent des Ursulines. Que de trésors insoupçonnés dans les Forges-du-Saint-Maurice ou le manoir de Tonnancour, ancienne résidence d'une des plus vieilles familles de la région...

René Godefroy de Tonnancour

René Godefroy de Tonnancour, fils unique de Louis Godefroy de Normanville, procureur du roi, et de Marguerite Seigneuret, est né le 12 mai 1669 à Trois-Rivières. En 1693, il s'est marié avec Marguerite Ameau, fille de Séverin Ameau, notaire, et de Madeleine Beaudoin. Ils ont eu onze enfants :

- Marguerite-Renée, religieuse (1694-1754) ;
- Madeleine-Suzanne ;
- Antoine-Charles, prêtre et chanoine (1698-1757) ;
- Marie-Geneviève, religieuse (1700-1783) ;
- François ;
- François-Antoine ;
- Louise (1706-1791) ;
- Anne-Ursule (1708-?) ;
- Louis-Joseph (1712-1784)³⁷ ;
- Joachim-Jacques (1714-1730) ;
- Ursule.

À l'âge de vingt-quatre ans, René succède à son père en tant que procureur du roi. En 1707, il hérite de la seigneurie de Jacques Labadie à la mort de ce dernier. Sept ans plus tard, René remplace Jean Lechasseur comme lieutenant général civil et criminel de Trois-Rivières, tout en remplissant les fonctions de syndic apostolique des Récollets³⁸. En 1718, il obtient ses lettres de noblesse de Louis XV, du duc d'Orléans et de Phélypeaux, et en 1722, il entreprend la construction du fameux manoir de Tonnancour, qui ne sera achevé que dix ans plus tard. En 1734, l'intendant Hocquart et le gouverneur Beauharnois lui concèdent le fief de Tonnancour, un prolongement du fief de Normanville et le fusionnement des fiefs Dupuys, Sauvaget-Seigneuret, Normanville et Tonnancour, connus sous le seul nom de la seigneurie de Tonnancour.

Humble, protecteur, diplomate, intelligent et bon juge, le premier seigneur de Tonnancour est inhumé le 21 septembre 1738 à Trois-Rivières.

37. Les noms mis en surbrillance seront traités plus en détail dans le texte qui suit.

38. Le syndic devait s'occuper des intérêts temporels des citoyens de sa ville.

Louis-Joseph Godefroy de Tonnancour

C'est Louis-Joseph qui prend la relève de son père. À l'âge de dix-huit ans, il travaille déjà comme commis pour le grand voyer, Jean-Eustache Lanouillier de Boisclerc. L'année suivante, Louis-Joseph devient garde-magasin du roi. À la mort de son père, il lui succède comme syndic apostolique des Récollets de la ville. Le 1^{er} avril 1740, on le nomme procureur de Trois-Rivières et il hérite de son père la seigneurie de la Pointe-du-Lac, où il caresse le projet de construire un village pour les Amérindiens itinérants³⁹. Louis-Joseph devient aussi le seigneur des fiefs de Labadie, de Yamaska, de Roquetaillade, de Godefroy et de l'Île-Marie. En 1740, il est fournisseur de l'État en navires et, vingt ans plus tard, il est une des trois personnes détenant un permis de commerce fixe dans la région de Trois-Rivières.

Le 11 février 1740, Louis-Joseph épouse une Anglaise, Marie-Anne Seamen, ancienne captive des Abénaquis, accueillie et élevée chez les Ursulines. Malheureusement, le mariage est de courte durée car Marie-Anne meurt en couches six ans plus tard, en donnant naissance à leur quatrième fille. Seules Marie (1740-1755) et Marie-Joséphite (1742-1799) survivent à leur mère.

Le 2 novembre 1749, Louis-Joseph se remarie à Québec avec Louise Andresse Carrerot, âgée de dix-neuf ans, fille de Pierre-André Carrerot, commissaire des troupes de l'Isle Royale, et de Marie-Josèphe Chéron. De cette union naîtront neuf enfants :

- **Joseph-Marie** (1750-1834) ;
- Marie-Louise (1751-1823) ;
- Pierre-André, militaire (1752-1798) ;
- Charles-Antoine (1755-1798) ;
- Marie-Josèphe (1757-1819) ;
- Marguerite-Madeleine (1758-1824) ;
- Élisabeth, religieuse (1759-1810) ;
- Marie-Marguerite (1762-1839) ;
- Louis-René Labadie (1763-1837).

Louis devient lieutenant général civil et criminel de Trois-Rivières, où il est également un marchand prospère. Du 16 mars au 30 avril 1764, il est nommé commissaire à l'enregistrement du papier du Canada pour Jean-Baptiste Perrault et René-Ovide Hertel de Rouville. La vie aisée qui correspond à son haut rang lui vaut la visite de gens prestigieux, tant Français qu'Anglais : amis,

39. Vers 1752, on recense neuf cabanes où habitent, dans des conditions parfois difficiles, des Autochtones qui y résideront jusqu'à la fin du régime français.

officiers royaux, dignitaires et ecclésiastiques. Sa fortune personnelle de l'époque s'élève à quelque 150 000 livres en argent de papier⁴⁰, faisant de lui le plus riche marchand de la ville. Malheureusement, à la fin du régime français, Louis-Joseph perd une bonne partie de ses charges et presque toute sa fortune, en raison de la dévaluation de la monnaie de cartes.

Le 7 septembre 1775, Louis est nommé colonel de milice et, avec l'aide du notaire Jean-Baptiste Badeaux, essaie de venir à bout de la neutralité des Trifluviens, car en 1775-1776, la ville est assiégée par les Américains. Malgré l'attitude de ses compatriotes, Louis-Joseph reste fidèle au roi George III, à telle enseigne qu'en février 1776, lorsque Trois-Rivières est occupée par les rebelles du Sud, il est le seul officier à ne pas leur remettre sa commission, avançant qu'elle fait partie intégrante de ses biens personnels. Sa résistance ne l'avance pas à grand-chose toutefois, car les Américains, on le sait, finissent par avoir gain de cause.

Au début de l'année 1784, un incendie rase le manoir de Tonnancour. Il ne reste plus que les fondations, les murs extérieurs, les solives de la cave et les poutres du plafond du rez-de-chaussée. Louis-Joseph planifiait déjà la reconstruction de sa demeure, mais la mort l'empêche de réaliser ses projets. En 1798, le manoir et les terres l'entourant passent aux mains du juge Pierre-Louis Deschenaux, qui se chargera de sa restauration.

Joseph-Marie Godefroy de Tonnancour

Joseph-Marie, le fils aîné de Louis-Joseph, a étudié au Petit Séminaire de Québec entre 1765 et 1771, pour faire ensuite ses humanités au collège jésuite Louis-le-Grand à Paris. Une fois ce cours terminé, Joseph traverse la Manche pour fréquenter l'université d'Oxford en Angleterre⁴¹.

En 1775, Joseph-Marie contribue à défendre le fort Saint-Jean, sur le Richelieu, contre les Américains. La bataille dure 45 jours et se termine au mois de novembre, lorsque les Canadiens sont obligés de capituler. Joseph-Marie est fait prisonnier et déporté dans les colonies anglaises, mais il sera libéré en 1777 lors d'un échange de prisonniers. Il continue à servir dans l'armée jusqu'à la signature du traité de Versailles en 1783. L'année suivante, il s'installe dans la seigneurie de Yamaska, dont il devient le seigneur trois ans plus tard. Joseph-Marie sera colonel de la milice de 1784 à 1831 et servira son pays pendant la guerre de 1812.

40. Voir l'article d'avril 2007 intitulé « L'argent en Nouvelle-France » (p. 87).

41. Il se peut bien que Joseph-Marie soit le premier Canadien à étudier dans cette institution.

Le 23 août 1785, il épouse Marie-Catherine Pélessier, fille de Pierre Pélessier et de Marie-Anne Brouillard, de qui il aura 15 enfants :

- Marie-Joseph (1786-1850) ;
- Catherine (1787-1865) ;
- François-Xavier (1789-1790) ;
- Marie-Anne (1791-1791) ;
- Marie-Ursule (1792-1792) ;
- Léonard (1793-1867) ;
- Charles-Antoine (1795-1860) ;
- Michel-Jean-Baptiste (1797-1855) ;
- Louis-Joseph (1798-1834) ;
- Élisabeth-Agnès (1801-1878) ;
- Marguerite (1803-1873) ;
- Marie-Louise (1805-1834) ;
- Luc-Isaac (1806-1867) ;
- Paul-Roch (1809-1882) ;
- Bibiane (1810-?).

Parmi les nombreuses occupations de ce Trifluvien, on compte celles de juge de paix⁴², de commissaire responsable de la construction des églises et presbytères à Trois-Rivières, en 1819, et même de député de Buckingham pour le Parti canadien, entre 1792 et 1796. Tout comme son père et son grand-père avant lui, Joseph-Marie s'est illustré comme seigneur. Doté d'une grande humanité et d'une excellente culture, il est également reconnu pour son remarquable esprit scientifique⁴³.

Marie-Joseph Godefroy de Tonnancour

Marie-Joseph est nommé lieutenant et aide-major de la milice le 17 avril 1803. Neuf ans plus tard, il devient adjudant, puis lieutenant du 1^{er} bataillon de milice de Yamaska et enfin capitaine le 7 octobre 1813. Marie-Joseph, tout comme son père, sert pendant la guerre de 1812. Le 3 février 1822, on le nomme major et le 1^{er} juillet 1830, lieutenant-colonel. En avril 1820, il est élu député de Trois-Rivières. Lors de la mort de son père, Marie-Joseph était le seigneur d'une partie de Yamaska.

42. En 1784 à Montréal, en 1788, 1790 et 1799 à Trois-Rivières et en 1794 à Québec.

43. Il a sauvé plusieurs milliers de vies grâce à la campagne de vaccination qu'il a menée contre la variole.

Le 24 octobre 1815, il épouse sa cousine Marie-Anne Pélissier, fille de Basile Pélissier et de Marguerite Dugas. Le 15 septembre 1835, il épouse en secondes noces une autre cousine, Charlotte Tonnancour, fille de Pierre-André et de Charlotte Henry. Marie-Joseph n'a laissé qu'une héritière: sa fille Mathilde (1820-1875), née de son premier mariage.

René, Louis-Joseph, Joseph-Marie et Marie-Joseph de Tonnancour: quatre générations d'une famille qui s'est toujours mise au service de son pays et de ses compatriotes. L'espace manque ici pour parler des autres membres notables de cette famille, dont le plus illustre est sans nul doute le peintre Jacques de Tonnancourt (1917-2005).

Malgré les familles nombreuses des premiers temps, il reste aujourd'hui à peine 225 Godefroy (Godfroy) ou (de) Tonnancour(t) au Canada et aux États-Unis. Sont-ils tous des descendants de Jean Godefroy et de Marie Leneuf, les grands-parents paternels de René Godefroy et les premiers de Tonnancour à s'établir en Nouvelle-France?

POUR EN SAVOIR PLUS

- Thibault, Marie-Thérèse (1981). « Le manoir de Tonnancour », *Les retrouvailles*, n° 10.
- <http://www.memoireduquebec.com>
- <http://www.biographi.ca>
- <http://www.assnat.qc.ca>



JEANNE-CHARLOTTE ALLAMAND BERCZY : MONTREALAISE D'ADOPTION, CANADIENNE EXTRAORDINAIRE

Juin 2010

Mariée à un artiste de renom international, cette immigrante est elle-même artiste, gestionnaire et entrepreneuse, de même qu'une enseignante exceptionnelle, quoique méconnue du grand public.

Montréal est redevable à une longue liste de femmes des plus remarquables qui ont contribué, chacune à sa façon, à la bâtir. Certaines, comme Jeanne Mance⁴⁴, Marguerite Bourgeoys⁴⁵, Irma Levasseur⁴⁶ ou Thérèse Forget-Casgrain⁴⁷, jouissent d'une grande renommée, tandis que d'autres nous sont peu ou pas connues. L'article qui suit relate la vie d'une de ces Montréalaises d'exception, que l'histoire a presque complètement oubliée.

Née le 16 avril 1760 à Lausanne, en Suisse, Jeanne-Charlotte Allamand Berczy est la deuxième fille de Jean-Emmanuel Allamand, drapier et teinturier, et de Judith-Henriette-Françoise David. En 1780, Jeanne fait la connaissance à Berne d'un peintre du nom d'Albert Guillaume (William) von Moll Berczy⁴⁸, qui lui donne des leçons de dessin à partir de 1782⁴⁹. Il semble que les deux artistes avaient beaucoup plus en commun que la peinture, car ils se marient en 1785 à Chavanne-le-Veyron, près de Lausanne. Le couple vit d'abord à Genève jusqu'au printemps, avant de s'installer à Berne. Au début de 1787, Jeanne et William déménagent à Florence, où l'ancien élève de l'Académie des beaux-arts de Vienne⁵⁰ avait travaillé comme miniaturiste et copiste. Trois ans plus tard, le couple s'établit à Londres, où tous deux exposent à la Royal Academy; William, une miniature, et Jeanne, deux scènes italiennes. C'est alors que Berczy décide de participer à un projet de colonisation élaboré par William Pultney et Robert Morris, qui viennent d'acheter 1 250 000 acres de terres arables dans l'État de New York⁵¹. Dans ce but, Berczy a commencé à Hambourg, en 1791, le recrutement d'immigrants allemands⁵². L'année suivante, il part avec Jeanne, leurs deux fils, William Bent et Charles Albert, et les immigrants pour la nouvelle colonie. Les nouveaux venus s'installent sur les terrains de la Genesee Association, près de Canaseraga, mais le représentant de l'organisme, Charles Williamson, refuse de respecter l'accord entre l'association et les colons⁵³. Désillusionné, Berczy quitte l'organisme et, pendant l'hiver de 1793-1794, laisse Charlotte et le pasteur luthérien qui les accompagne

44. Cofondatrice de la ville de Montréal avec Paul Chomedey de Maisonneuve.

45. Fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal.

46. Voir l'article de mai 2009 intitulé « Irma Levasseur, championne des enfants » (p. 34).

47. Féministe qui a œuvré activement pour le vote des femmes au Québec dès les années 1920.

48. William Berczy deviendrait un des peintres canadiens les plus célèbres du début des années 1800.

49. Jeanne aurait appris à peindre avant de faire la connaissance de William, puisqu'elle logeait à l'époque chez Marguerite Gruner, fille de peintre. Lors de sa première rencontre avec William, Jeanne travaillait comme gouvernante.

50. Entre 1780 et 1784.

51. Après la Révolution américaine, des membres des Six Nations ont vendu leurs terres et quitté les États-Unis pour l'Ontario.

52. Voir aussi l'article de mai 2007, intitulé « Les germanophones, ces oubliés ».

53. Les immigrants allemands, qui croyaient être propriétaires desdites terres, n'étaient en réalité que métayers.

se charger de la colonie, pendant qu'il cherche les appuis dont ils ont désespérément besoin pour aller de l'avant. Ses démarches portent leurs fruits et, quelques mois plus tard, Berczy s'installe à York⁵⁴. Là, il participe à la fondation de la German Company pour mettre en valeur des terres offertes par le gouverneur Simcoe. De leur côté, Charlotte et le pasteur organisent, à l'insu de Williamson, le départ des immigrants allemands pour le Canada. Peu après, un contingent de 186 personnes rejoint Berczy au Bas-Canada pour former la German Land Company et fonder le village de German Mills, ou Markham, sur la rivière Don, où Berczy a acheté un terrain. William et ses colons défrichent des terres à York et construisent des maisons, un entrepôt, 24 kilomètres de la rue Yonge et 48 kilomètres de rues dans la ville de German Mills. De plus, ils rendent 38 kilomètres de la rivière Rouge propres à la navigation.

Mais ces beaux projets ont failli ruiner les Berczy qui se trouvaient criblés de dettes en raison des nombreux prêts faits aux colons, qui n'étaient pas toujours solvables. Par conséquent, William part souvent à la recherche d'approvisionnements et de bailleurs de fonds, confiant à chacune de ses absences la gestion de l'entreprise à Charlotte.

En 1797, les concessions foncières de Berczy sont réduites de façon importante. William conteste la décision, mais doit finalement se plier au verdict. Il vend sa maison du Haut-Canada et installe sa famille à Montréal vers la fin de 1798. Depuis leur maison montréalaise, Charlotte gère la colonie de Markham entre 1799 et 1802, grâce à l'aide de William Weekes puis de William Willcocks, intermédiaires de son mari, qui est retenu en Angleterre. Elle ouvre à la même époque une mercerie et un magasin de tissus dans le but d'arrondir leurs fins de mois, qui sont souvent difficiles.

William demeure à York entre 1802 et 1804, tandis que Charlotte reste à Montréal, dans la maison de Louis Dulongpré. Elle y ouvre une école qui jouit d'une bonne réputation, où elle enseigne l'aquarelle, le dessin, la musique et les langues⁵⁵. Sa future belle-fille, Louise-Amélie Panet⁵⁶, fille de Pierre-Louis Panet, et ses deux fils comptent parmi ses élèves.

En octobre 1804, William rejoint sa femme à Montréal dans l'espoir de trouver du travail à temps plein comme peintre professionnel. Montréal est alors une grande ville de 6 000 habitants, alors que York n'en compte que 420. De juillet 1808 à juillet 1809, il travaille à Québec. Il fait alors le portrait de

54. Aujourd'hui Toronto.

55. Jeanne y enseigne le français, l'anglais, l'allemand et l'italien. Elle est une des premières professeures d'art de la ville de Montréal.

56. Louise deviendra à son tour peintre et professeure à Montréal et épousera William Bent en 1819.

son fils aîné, William Bent, qui habite avec lui, et l'envoie à sa femme. Dans une lettre au jeune homme, datée du 1^{er} septembre 1808, Charlotte écrit ce qui suit pour le remercier :

L'image de mon William? L'image de ce cher enfant? O, mon William! Embrasse tant et tant de fois ce tendre papa de ma part et dis-lui que ce don a tous les mérites auprès de moi: c'est un chef-d'œuvre de l'art qui retrace à chaque instant à ma vue des traits chéris⁵⁷...

L'année suivante, le couple loue une grande maison à Montréal pour loger et l'école de Charlotte et l'atelier de William Berczy. Malheureusement, ce dernier meurt trois ans plus tard à New York, où il s'était rendu pour publier son histoire illustrée du Canada.

Forcée de faire cavalier seul, Charlotte enseigne encore quatre ans à Montréal, avant de s'établir avec la famille de son fils aîné à Sandwich⁵⁸, dans la maison octroyée à ce dernier en compensation des concessions foncières de son père. Vers 1832, William Bent déménage avec les siens près de Sainte-Mélanie au Québec, dans la seigneurie d'Ailleboust, héritée par sa femme Louise-Amélie lors du décès de M^{me} Panet. Charlotte les accompagne et c'est à cet endroit qu'elle meurt, le 18 septembre 1839.

Que reste-t-il aujourd'hui du legs de Jeanne-Charlotte Allamand Berczy? Au centre-ville de Toronto, le parc Berczy affiche une plaque au pied d'une statue représentant cette famille francophone pionnière de la ville. On peut y lire l'inscription suivante :

Cette sculpture est un don de The Historical Society of Mecklenburg Upper Canada, Inc. avec l'aide financière de la Consumer Gas Company Limited et le Conseil du Toronto Métropolitain, en mémoire de Johann Albrecht Ulrich Moll, mieux connu sous le nom de William Berczy, né le 10 décembre 1744 à Wallerstein en Allemagne. Il fut le cofondateur de York (Toronto) en 1749 lorsque John Graves Simcoe était le Lieutenant-Gouverneur du Haut-Canada. Son jeune fils, Charles Albert Berczy, fut le premier président de la Consumer Gas Company de 1847 à 1856, et Maître de poste de Toronto. Son fils aîné, William Bent Berczy, fut un membre de l'Assemblée législative du Haut-Canada et comme son père et sa mère, un peintre de talent⁵⁹.

57. <http://www.sfohg.com>.

58. Aujourd'hui Windsor.

59. Traduction de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie.

Même si le nom de Charlotte n'y figure pas, on retrouve ses traces dans *Berczy*, le catalogue d'une exposition au Musée des beaux-arts du Canada. Sa correspondance volumineuse avec son mari est conservée précieusement dans le fonds Baby, aux archives de l'Université de Montréal, et a été publiée dans le *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*. De plus, le Royal Ontario Museum et la Art Gallery of Ontario à Toronto gardent des portraits de Jeanne-Charlotte faits par son mari vers 1782. Le musée possède également des portraits que William a peints de sa femme entre 1785 et 1791.

Jeanne-Charlotte Allamand Berczy, à l'instar de beaucoup de femmes, a presque toujours travaillé dans l'ombre. Veillant sur le bien-être des siens avec patience et tendresse, elle a mis ses nombreux talents au service de sa famille. On pourrait dire, sans conteste, que les succès de son mari et de ses enfants sont aussi les siens. C'est peut-être cette existence vouée aux autres qui est le chef-d'œuvre de sa vie.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Igartua, José E. (1988). « Compte rendu de l'ouvrage *La vie aux Illinois au XVIII^e siècle. Souvenirs inédits de Marie-Anne Cerré. Un voyage de Montréal à Kamouraska en 1840* de Marthe Faribault-Beauregard », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n° 2, p. 279-281.
- Dumont, Micheline *et al.* (1992). *L'histoire des femmes au Québec*, Montréal, Éditions du club Québec Loisirs.
- Darsigny, Maryse *et al.* (1994). *Ces femmes qui ont bâti Montréal*, Montréal, Éditions du remue-ménage.
- <http://www.biographi.ca>
- <http://www.sfohg.com>
- <http://www.collectionbaby.umontreal.ca>



LA REINE DU NEBRASKA⁶⁰

Avril 2011

De temps en temps, le destin d'une personne prend une tournure insoupçonnée. Tel a été le cas de Susan LaFlesche Picotte, née le 17 juin 1865 à Macy, dans une réserve amérindienne d'Omaha, au nord-est du Nebraska. La

60. *La reine du Colorado* est le titre français du film *The unsinkable Molly Brown*. Il s'agit d'une femme d'une trempe extraordinaire qui a surmonté des obstacles considérables grâce à son courage.

benjamine⁶¹ de Mary Gale et de Joseph LaFlesche⁶², d'origine franco-canadienne et dernier chef officiel des Omaha, deviendrait ni plus ni moins que la toute première femme médecin amérindienne des États-Unis.

National Anthropological Archives, Smithsonian Institution.



Docteur Susan LaFlesche Picotte

Influents, instruits et respectés dans leur communauté, convertis au presbytérianisme, mais fidèles à leurs traditions Omaha, les parents de Susan travaillent étroitement avec les missionnaires presbytériens de la réserve. Voyant dans le monde des Blancs le seul avenir possible pour son peuple dans un monde en pleine évolution, Joseph encourage ses enfants et sa tribu à s'instruire et à se joindre aux groupes de réformistes blancs. Conscient des ravages que fait l'alcool chez les siens, il prêche la tempérance, avis partagé par Susan, qui témoigne une admiration sans réserve à son père.

De 1870 à 1879, la plus jeune des enfants LaFlesche fréquente les écoles des missionnaires et du gouvernement sur la réserve, où elle apprend

l'anglais. À l'âge de quatorze ans, à l'instar de ses sœurs Suzette et Marguerite, elle part pour le New Jersey, où elle fréquente le Elizabeth Institute for Young Ladies. Susan y passe trois ans à étudier la philosophie, la physiologie et la littérature.

Une fois ses études terminées, la jeune diplômée rentre chez elle et enseigne deux ans à la mission quaker. Dans la réserve, elle fait la connaissance d'Alice Cunningham Fletcher, une ethnologue qui étudie le peuple Omaha. M^{me} Fletcher encourage Susan à retourner dans l'Est pour faire des études en médecine. Forte de ce soutien, mais aussi à la suite d'un incident marquant⁶³, Susan s'inscrit en 1884 au Hampton Normal and Agricultural Institute en

61. Ses frères et sœurs sont : Louis, Suzette (aussi appelée Yeux brillants ; elle sera l'interprète du chef Ours debout pendant son procès en 1879), Rosalie (gérante des finances de la tribu des Omaha) et Marguerite.

62. Le père de Susan, Inshamaza ou « œil de fer », était le fils de Joseph LaFlesche, coureur des bois franco-canadien, et de Watunna, femme de la tribu des Ponca ou des Omaha. Sa mère, Hinnuagsnun ou « une femme », était la fille du docteur John Gale, chirurgien au fort Atkinson dans le Nebraska, et de Nicomi, Métisse des tribus des Iowa et des Omaha.

63. Enfant, Susan a vu mourir une Amérindienne âgée qu'un médecin blanc a refusé de traiter.

Virginie⁶⁴, université pour étudiants noirs et amérindiens. Elle y étudie pendant deux ans avec sa demi-sœur Lucy et sa sœur Marguerite. Voyant tout le potentiel de Susan, Martha Waldron, médecin résidente de l'institution et ancienne étudiante du Woman's Medical College (WMC) de la Pennsylvanie à Philadelphie, l'encourage à s'inscrire au WMC. M^{me} Fletcher aide Susan en lui obtenant des bourses du Département des affaires indiennes des États-Unis et de la Connecticut Indian Association⁶⁵, une division de la Women's National Indian Association (WNIA⁶⁶). Une des nombreuses sociétés de femmes protestantes à surgir à la fin du XIX^e siècle afin d'améliorer le sort des Amérindiens, la WNIA lance un programme de financement d'études professionnelles pour Amérindiens doués. À leurs yeux, Susan est une candidate idéale.

La jeune boursière commence ses études de médecine en octobre 1886. Malgré un emploi du temps très chargé, elle réussit à donner des conférences, à participer à des œuvres caritatives et à finir en deux ans le programme qui s'étend habituellement sur trois ans. Première de sa classe de 36 étudiants, la jeune médecin fait ensuite un stage d'un an au Women's Hospital à Philadelphie, avant de rentrer chez elle pour travailler à la Omaha Agency School de Macy, où elle s'établit et ouvre son cabinet. Bien que ce travail lui permette d'exercer la profession qu'elle aime auprès des siens, il n'est pas de tout repos, car Susan doit se déplacer partout dans la réserve de 450 milles carrés, où se trouvent éparpillées quelque 1 300 personnes. Lorsque les patients sont incapables de se rendre à son cabinet pour une consultation sur place, la docteure Picotte se rend à cheval chez eux. Pourtant, ses journées de quinze heures ne l'empêchent pas de laisser une lampe allumée chez elle la nuit, au cas où on aurait besoin de ses services. Médecin, infirmière et instructrice des nouvelles règles d'hygiène, Susan est également sollicitée pour des conseils financiers et pour la résolution des nombreux conflits familiaux de ses patients. En dépit d'une vie professionnelle bien remplie, Susan se marie, au cours de l'été de 1894, à Henry Picotte, un artiste marginal et un conteur populaire chez les Omaha. Métis⁶⁷ lui aussi, Henry aime cependant s'enivrer, ce que la

64. Fondé en 1868, le HNAI est une des premières universités et parmi les meilleures institutions construites après la guerre de Sécession dans le but d'instruire les esclaves affranchis.

65. Fondée à Hartford en 1881 pour former des missionnaires amérindiens aptes à promouvoir les valeurs chrétiennes dans les réserves. Susan est la première personne à recevoir de l'aide fédérale pour s'instruire. Elle a gardé par la suite une longue amitié avec Sara Kinney, présidente de l'association.

66. Fondée à Philadelphie en 1879 par Mary Lucinda Bonney et Amelia Stone Quinton.

67. Moitié Sioux de Yankton, moitié Franco-Canadien.

famille de Susan ne voit pas d'un bon œil. Henry fait pourtant déjà en quelque sorte partie de la famille puisque son frère, Charles, était le mari de Marguerite depuis six ans.

Peu après son mariage, Susan démissionne de son poste à la réserve, non pas à cause de sa propre santé, déjà compromise⁶⁸, mais pour soigner sa mère⁶⁹, abandonnée à son sort depuis la mort du père de Susan en 1888. Le jeune couple déménage avec Mary à Bancroft, où Susan ouvre un cabinet privé pour Amérindiens et Blancs. Elle donne aussi naissance à deux fils : Caryl et Pierre⁷⁰.

Neuf ans après le mariage, c'est le drame : Henry succombe à une longue maladie, que certains croient due à sa consommation excessive d'alcool. Susan déménage, avec ses fils et sa mère, à la nouvelle ville de Walthill, fondée en 1906, où habite déjà sa sœur Marguerite. Nommée médecin missionnaire auprès des Omaha par le Presbyterian Board of Home Missions, la docteur Picotte a eu le privilège d'être le seul médecin missionnaire amérindien jamais nommé par cette société.

La même année, et malgré l'opposition de certains membres de sa famille, de sa tribu et d'autres Amérindiens progressistes, Susan conduit une délégation à Washington pour pétitionner contre la vente d'alcool dans les réserves d'Omaha et de Winnebago⁷¹. Sa détermination porte fruit, car tout acte de propriété dans ces réserves défend désormais la vente de l'alcool à partir de 1906.

À Walthill, Susan se voue, à l'égal de sa sœur Marguerite, à sa communauté et à son église. Elle participe au cercle féminin, travaille à la promotion de la santé des siens et lutte pour leurs droits et la bonne entente entre les races. Devenue présidente du service municipal d'hygiène et inspectrice de la santé publique, la docteur Picotte fait pression pour obtenir de meilleures lois relatives à la santé publique. Parmi les fondatrices de la Thurston County Medical Association, elle est aussi membre de la Nebraska State Medical Society. Ses nombreuses batailles contre la bureaucratie gouvernementale deviennent encore plus ardues après le décès de son mari, qui ne lui a pas assuré au préalable le droit légal d'administrer l'héritage de ses fils.

68. Pendant une vingtaine d'années, Susan a souffert de maux de tête chroniques et de douleurs atroces à l'oreille.

69. Qui mourra le 28 février 1909.

70. Tous deux iront à l'université et Caryl sera soldat dans les deux guerres mondiales.

71. En 1887, tous les Omaha sont devenus citoyens américains, et ce, bien avant les autres Amérindiens, qui ne jouiront de ce droit qu'en 1924. Leur citoyenneté leur donne le droit d'acheter de l'alcool dans la réserve où le gouvernement n'exerce plus aucun contrôle, avec pour triste résultat une hausse vertigineuse de l'alcoolisme, de la violence et des maladies.

Finalement, en 1913, son plus grand rêve se réalise : grâce à des dons publics et privés, un hôpital est construit à Walthill. Ouvert aux communautés amérindienne et blanche jusqu'en 1940, il devient par la suite un centre pour personnes âgées, et ce, pendant vingt ans. Malheureusement, la docteure Picotte n'a pas eu le temps de profiter du fruit de ses vingt-cinq ans de carrière, puisqu'elle meurt le 18 septembre 1915, à l'âge de cinquante ans, d'une maladie dégénérative des os du visage. Lors de son enterrement à Bancroft, des pasteurs presbytériens ont officié, mais les derniers mots ont été prononcés dans la langue des Omaha par un compatriote amérindien.

Pour honorer cette femme toute dévouée à son peuple, on a rebaptisé, peu après sa mort, l'hôpital de Walthill le Susan La Flesche Memorial Hospital. En 1989, cet hôpital a été rénové et, depuis 1993, il figure dans le registre national des sites historiques. Devenu un centre communautaire, l'actuel Susan LaFlesche Picotte Centre est un musée dédié à la docteure Picotte et aux tribus d'Omaha et de Winnebago, en plus d'abriter le Sacred Child Centre, qui vient en aide aux jeunes en difficulté.

Descendante d'un simple coureur des bois franco-canadien, Susan LaFlesche Picotte est un modèle d'inspiration. Malgré des obstacles presque insurmontables, tant de l'intérieur que de l'extérieur, la reine du Nebraska, courageuse, infatigable et déterminée, s'est dévouée corps et âme au bien-être de sa famille et de son peuple, aux prises avec un monde en pleine mutation.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.americanwest.com>
- <http://www.novelguide.com>
- <http://www.awomanaweek.com>
- <http://www.nde.state.ne.us>
- <http://www.college.cengage.com>
- <http://www.nlm.nih.gov>
- <http://www.nebraskastudies.org>

PARTIE

2

LIEUX DE MÉMOIRE ET DE VIE

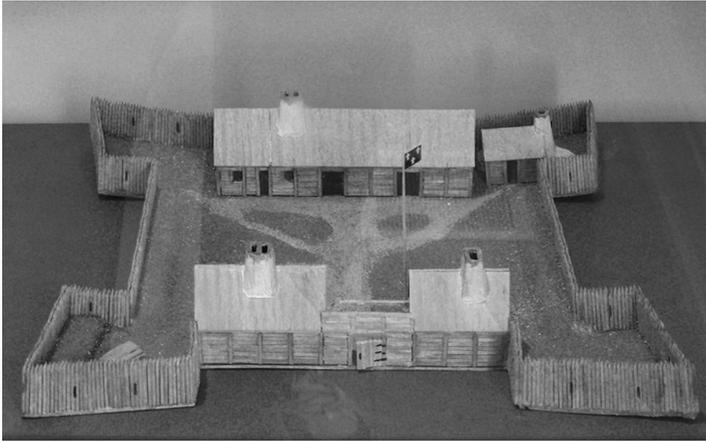
- ✦ Toronto, la naissance d'une ville
- ✦ Sainte-Geneviève, une petite fleur de lys dans la prairie
- ✦ Sainte-Marie-des-Hurons
- ✦ La colonisation française de la Floride
- ✦ Maillardville, un village qui vaut son pesant d'or
- ✦ La fabuleuse République du Madawaska



TORONTO, LA NAISSANCE D'UNE VILLE

Septembre 2006

Toronto: ville cosmopolite par excellence, centre économique d'une nation, agglomération urbaine en expansion perpétuelle... Mais qu'en est-il des débuts de cette métropole florissante de 2,5 millions d'habitants?



Chris Taylor (<http://www.flickr.com/>).

Maquette du fort Rouillé (Toronto)

De toute évidence, la région qui correspond aujourd'hui à Toronto était habitée sporadiquement par divers groupes autochtones au moins 10 000 ans avant l'arrivée des premiers Européens. Malheureusement, faute de travaux archéologiques poussés, on ignore l'identité de chacun de ces peuples.

Par contre, on sait qu'à l'arrivée des premiers Blancs, ce sont les Hurons qui occupent presque toute la rive nord du lac Ontario et les Iroquois, la rive sud.

Un conflit important entre la nation iroquoise et les Français s'annonce en septembre 1615, date à laquelle Champlain, aidé de ses alliés les Hurons, prépare une attaque contre les Iroquois qui harcèlent constamment leurs voisins de la rive nord, où abonde le gibier.

Pour réussir son coup, Champlain envoie Étienne Brûlé, son interprète, chez les Andastes, un peuple ami des Hurons qui habitent au sud du lac Érié. Son émissaire a pour mission de convaincre ces derniers de leur porter secours. Pour ce faire, Brûlé emprunte le portage de la rivière Toronto¹, connu depuis des millénaires des Amérindiens. De fait, on croit que Brûlé est le tout premier

1. Aujourd'hui la rivière Humber.

Européen à utiliser ce portage et à voir les Grands Lacs. Par conséquent, à l'origine, Toronto sert de simple lieu de passage pour se rendre du lac Ontario au lac Toronto² et, de là, gagner les autres Grands Lacs.

D'autres Français ne tardent pas à suivre les traces de Brûlé. Leurs buts sont multiples : la traite des fourrures, l'évangélisation des autochtones et l'établissement de la souveraineté de la France en Amérique du Nord.

Vu l'importance que prendra la traite des fourrures au cours des années suivantes et l'emplacement stratégique des lieux, un premier fort, le fort Douville, voit le jour en 1720. Construit par le capitaine Alexandre Douville, le fort nommé en son honneur est perché sur le promontoire connu actuellement sous le nom de la pointe de Baby. Le poste de Toronto, mot mohawk qui veut dire « l'endroit où les racines des arbres trempent dans l'eau », situé juste au nord de l'embouchure de la rivière Humber, se limite alors à une simple construction rectangulaire palissadée, suffisamment grande pour contenir trois hommes, soit un gérant et deux soldats.

Malheureusement, cette première installation ne dure que dix ans. Le fort est abandonné vers 1730, faute peut-être d'avoir rempli sa mission. Trop éloigné du lac, le poste ne suffit pas à empêcher le commerce entre les Amérindiens et les Anglais installés à Albany.

Vingt ans plus tard, vers 1750, un deuxième poste, le fort de Portneuf, nommé en l'honneur du chevalier Portneuf qui l'a construit, est érigé plus au sud, à l'embouchure de la rivière Humber. Ce fort a la même mission que le premier, mais contrairement à celui-ci, il remplit son rôle avec succès.

En seulement trois mois, les profits du commerce qu'on y fait sont tels que les autorités envisagent la construction immédiate d'un troisième établissement, plus grand, pour la traite avec les Amérindiens.

Le deuxième fort est donc abandonné à son tour, au profit d'un troisième, le fort Rouillé, appelé parfois aussi le fort de Toronto, nommé en l'honneur du comte Louis Rouillé, ministre des colonies de France.

Construit vers 1750 par Joseph Dufaux, un entrepreneur de Montréal, le fort de Toronto se situe plus à l'est, près de l'actuelle rue Dufferin, et constitue une construction beaucoup plus imposante que les deux premières. Les bâtiments hébergent en permanence entre 10 et 15 hommes, civils et soldats confondus. Son but est de promouvoir la traite des fourrures avec les Amérindiens et, dans une moindre mesure, de servir de présence dissuasive face aux Anglais et aux Iroquois qui oseraient s'aventurer dans le secteur.

2. Aujourd'hui le lac Simcoe.

En 1759, à la suite des nombreuses défaites du côté des Français en cette année fatidique, le capitaine Douville, alors posté au fort de Toronto, reçoit l'ordre de brûler le poste. Devant la menace des 3 000 Anglais qui se dirigent vers elle, toute la garnison se replie vers Montréal.

Que reste-t-il de ces trois forts, tout premiers vestiges de la présence française dans la région torontoise? Des deux premiers postes, construits uniquement en bois, on n'a retrouvé aucune trace. Quant au troisième, ce qui a survécu à l'érosion a été nivelé en 1878, lors des travaux d'aménagement de l'exposition nationale du Canada. Un obélisque y a été érigé la même année pour marquer le passage des Français.

Bien des années plus tard, soit entre 1979 et 1982, des fouilles archéologiques ont permis de mettre au jour ce qui restait du fort. La Ville a délimité un périmètre par un trottoir en ciment qui épouse la forme exacte de l'ancien poste, mais sur une plus petite échelle.

Aujourd'hui, avec tous le bruit et le va-et-vient propres à la grande ville, il est difficile d'imaginer ce qu'a été la vie quotidienne des tout premiers citoyens de la Ville-Reine. Le griffon³ d'hier a été remplacé par les voiliers de plaisance et les hors-bord d'aujourd'hui. Les forts d'antan ont fait place à des tours de bureaux modernes, à des maisons cossues et à des parcs. On ne fait plus le commerce avec les Amérindiens, sinon avec les Américains. Les descendants des Britanniques⁴ ont accueilli des Chinois, des Asiatiques du Sud⁵ (Indiens d'Inde) et d'autres ethnies encore. Mais, même s'il ne reste presque plus rien des trois forts français, le quart de million de francophones⁶ qui habitent actuellement la métropole réussissent malgré tout à y laisser leur marque et font aujourd'hui partie intégrante du passé, du présent et de l'avenir de la ville de Toronto.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Brignoli, Dan (1991). *Toronto : fondation et présence francophone de 1720 à nos jours*, Toronto, Société d'histoire de Toronto.
- Perrier, Onil (2005). « L'Amérique aux Québécois! », *La Presse québécoise*, juin, p. 15.
- <http://www.geonames.nrcan.gc.ca>

3. Voilier bâti par Cavalier de La Salle qui mouillait régulièrement en face du fort Rouillé.

4. Selon les données du recensement de 2006, on comptait 1 897 100 citoyens torontois de souche anglaise, écossaise ou irlandaise (Statistique Canada, <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-562/p21-eng.cfm>).

5. Toujours selon le même recensement, ces trois groupes représentaient à eux seuls 1 170 400 individus (<http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-562/p21-eng.cfm>).

6. On estime que le nombre de francophones de la métropole s'élève à quelque 200 000 personnes ([http://www.france-expatries.com/Fiches/detail.asp?NewsID=6430&Nomcat="+Toronto](http://www.france-expatries.com/Fiches/detail.asp?NewsID=6430&Nomcat=)).



SAINTE-GENEVIÈVE, UNE PETITE FLEUR DE LYS DANS LA PRAIRIE

Septembre 2007

La Louisiane, la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-Orléans, Lowell... Ce sont tous des endroits que l'on associe à la francophonie, présente ou passée, en sol américain. Mais c'est curieusement dans le Missouri où se trouve peut-être la fleur de l'ancienne couronne française.



Missouri Department of Natural Resources.

La maison Beauvais-Amoureux (1792) à Sainte-Geneviève, Missouri

Au XVII^e siècle, des explorateurs comme Louis Joliette et Jacques Marquette, Robert Cavalier de La Salle et Le Moyne d'Iberville, ont descendu le Mississippi dans le but d'explorer de nouveaux territoires et de convertir au catholicisme les Autochtones des diverses tribus qui s'y trouvent. Des coureurs des bois, des mineurs et des colons francophones suivent leurs traces et prennent racine dans de petites villes françaises comme Kaskaskia, fondée par les Jésuites en 1703, Fort de Chartres et Prairie du Rocher, en 1719, et Saint-Philippe, en 1721⁷. Ces villes se trouvent le long du Mississippi dans le pays d'Illinois, c'est-à-dire dans la vallée de la rivière Ohio, entre le lac Michigan et le confluent du Mississippi et de la Wabash. Ce territoire correspond aujourd'hui aux États de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois et à une partie du Kentucky. Malgré ses grandes réserves de sel et ses mines de plomb, exploitées par Renault la Motte, la vraie richesse de cette région à cheval sur le Mississippi – et celle

7. <http://gallica.bnf.fr/dossiers/html/dossiers/FranceAmerique/Fr/D5/T5-1-3.htm>.

qui, de loin, attire le plus grand nombre de colons – est les terres alluviales fertiles qui feront de ce territoire le grenier de la Louisiane⁸. À l'ouest du grand fleuve s'étend une zone appelée le Grand Champ, qui est une partie du lit du fleuve particulièrement convoitée par la population en pleine croissance des villes françaises vivant à l'est du grand cours d'eau. C'est à cet endroit précis que la ville de Sainte-Geneviève voit le jour en 1735, bien que la date réelle de sa fondation se situe entre 1722 et 1750. De ce fait, la ville est considérée comme le premier établissement français permanent à l'ouest du Mississippi. Banlieue en quelque sorte des villes françaises de l'est comme Kaskaskia, où se traitaient les affaires civiles ou légales, Sainte-Geneviève acquiert ses lettres de noblesse en 1766, date à laquelle Philippe de Rocheblave, premier commandant de la ville, s'y installe.

D'ailleurs, en 1763, la France cède à la Grande-Bretagne toutes ses terres à l'est du Mississippi, y compris le pays des Illinois, en signant le traité de Paris. Ce traité marque la fin de la guerre de Sept Ans et met un terme, du moins provisoirement, aux hostilités entre la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne⁹. Le roi Georges III d'Angleterre fait de ce vaste territoire, exception faite du Québec, une réserve amérindienne. Tous les habitants doivent partir ou obtenir des autorités britanniques la permission de rester. Un grand nombre de francophones préfère s'établir de l'autre côté du Mississippi, à Sainte-Geneviève, de peur de perdre langue, culture et religion. Par conséquent, la petite ville voit sa population exploser du jour au lendemain. Malheureusement, à son insu¹⁰, la France a vendu aux Espagnols toutes ses terres à l'ouest du grand fleuve l'année précédente. Mais ces derniers, en bons catholiques, permettent aux habitants de la ville de l'administrer à leur guise, sans les brimer dans leurs pratiques linguistiques, culturelles et religieuses.

Pendant une vingtaine d'années, la petite communauté continue de grandir et de fleurir jusqu'en 1785, lorsqu'une inondation dévastatrice oblige les habitants de Sainte-Geneviève à s'établir sur des terres plus élevées, à environ cinq kilomètres du site original. Selon les témoins de l'époque, cette inondation aurait englouti la cinquantaine de maisons de la vieille ville sous quatre à cinq mètres d'eau.

8. Ce territoire français immense comprenait les États actuels de l'Arkansas, du Missouri, de l'Iowa, du Nebraska et des parties des États et provinces actuels de l'Oklahoma, du Kansas, du Nouveau Mexique, du Texas, de la Louisiane, du Minnesota, du Dakota du Nord, du Dakota du Sud, du Montana, du Wyoming, du Colorado, de l'Alberta et de la Saskatchewan, soit 23 pour cent du territoire nord-américain, représentant un total de 530 millions d'acres.

9. Pour voir une copie de ce traité, le lecteur peut consulter le site : <http://www.medarus.org>.

10. L'alliance conclue entre la France et l'Espagne a été faite dans le plus grand secret. De plus, les nouvelles mettaient un certain temps avant d'arriver dans ces terres éloignées.

En 1788, Sainte-Geneviève voit l'arrivée des premiers immigrants américains venant des villes de Cape Girardeau et de New Madrid. Vers 1794, d'autres Américains arrivent des États de la Pennsylvanie, de la Virginie, du Kentucky et du Tennessee. Au milieu du XIX^e siècle, c'est au tour des immigrants catholiques allemands, suivis par des Allemands luthériens.

Entre-temps, en 1800, la France rachète la Louisiane aux Espagnols, mais Napoléon la revend trois ans plus tard aux Américains. C'est le début de la fin. À cette époque, environ 120 familles françaises habitent la ville de Sainte-Geneviève.

Un peu de couleur locale

Dans tous les États-Unis, il ne reste plus que cinq maisons construites « poteaux en terre », une construction particulière utilisée par les Franco-Canadiens. Il y en a une à Pascagoula dans le Mississippi, une autre à Natchitoches en Louisiane et trois à Sainte-Geneviève : les maisons de Jean-Baptiste Sainte Gemme Beauvais, de Jean-Baptiste Bequette et de Vital Sainte Gemme Beauvais. Contrairement aux constructions de bois rond posé à l'horizontale, les rondins de ces maisons sont placés à la verticale. Le plancher y est posé à même le sol, sans fondation, et se rattache aux rondins verticaux formant les murs. Pour améliorer l'isolation, les poteaux sont liés entre eux par des brindilles, formant des poches d'air, et l'espace de six à huit pouces entre chaque poteau contient un mélange de boue ou d'argile, de mousse ou de paille et de cailloux, réduisant ainsi l'infiltration d'air. Les murs sont protégés par un revêtement en plâtre ou par des planches. Ce genre de maison, d'origine amérindienne, canadienne-française et normande, est malheureusement très vulnérable aux inondations, aux termites et à la moisissure, ce qui expliquerait la présence à Sainte-Geneviève d'un autre type de construction, la construction « poteaux sur sol ». Pour cette dernière, les rondins sont aussi dressés à la verticale, mais le plancher, posé sur des lisses de cyprés, des briques ou des colonnes enduites de plâtre, est surélevé comme en Louisiane. L'espace compris entre le sol et le plancher, mesurant entre 60 et 240 centimètres, sert souvent d'entrepôt et préserve la structure principale des insectes et de l'eau. Dans les deux types de construction, une grande galerie, nichée sous un toit à deux croupes, s'étend sur un ou plusieurs côtés de la maison et la protège des intempéries. Rasant les trottoirs qui longent les petites ruelles de la ville, les maisons coloniales françaises en côtoient d'autres, du genre Cape Cod¹¹ ou en briques, styles prisés par les Américains et les immigrants allemands. Les jardins clôturés sont omniprésents.

11. Petite maison rectangulaire en bois avec un toit à deux versants, une porte principale encadrée de fenêtres et une cheminée au milieu.

La maison la plus ancienne de Sainte-Geneviève, la maison en « poteaux sur sol » des Bolduc, date de 1770. Bâtie à l'origine dans le Grand Champ par Louis Bolduc, mineur, marchand et agriculteur franco-canadien, elle a été déplacée par morceaux à son emplacement actuel après la grande inondation de 1785.

La structure la plus imposante de la petite communauté est sans conteste l'église catholique. En 1754, ce n'était encore qu'une petite construction en bois rond. Quarante ans plus tard, les résidants de la ville l'installent sur son site actuel. Une construction en pierre la remplace en 1837 et une autre église, de style gothique et en briques rouges, est construite entre 1876 et 1879 autour de l'ancienne structure en pierre.

Quelques résidants

François Valle, né en 1716 à Beauport au Québec, est arrivé à Sainte-Geneviève en 1749. Venu pour acheter du plomb des Amérindiens, il y reste et fonde la Valle Mining Company.

Philippe-François de Rastel de Rocheblave est né en 1727 à Savournon, en France. Il arrive à Sainte-Geneviève en 1766 et occupe le poste de commandant pendant une dizaine d'années. De Rocheblave a connu une vie assez mouvementée avant de s'établir définitivement à Québec. Ses deux fils, Noël, né à Sainte-Geneviève, et Pierre, né à Kaskaskia, s'installeront pour leur part à Montréal.

Les descendants de Louise Caron, née en 1671, et de son mari, Jean-Baptiste Tessier, dit Lavigne, de Laprairie au Québec se sont établis à Sainte-Geneviève, tout comme plusieurs des enfants de Claude Caron, le petit frère de Louise né en 1672, et de sa seconde femme, Marguerite Jeanne Boyer. Les Tessier, Thomure, Lasource, Placet, Bequette, Charleville, Drury, Aubuchon, Valle, Gouvreau et Lalumondière sont tous issus de ces deux couples canadiens-français.

Aujourd'hui, Sainte-Geneviève compte quelque 4 500 habitants qui fêtent non sans fierté leur héritage français une fois par an. Si on a su y préserver quelques traditions et le charme de l'architecture coloniale française, il n'en va pas de même de la langue. Après 1850, le français n'y est plus parlé. Si de nouveaux immigrants le parlent actuellement, il ne reste cependant qu'une vingtaine de descendants des premiers colons de la région, tous âgés de soixante-dix ans et plus, dans la ville voisine d'Old Mines, capables de s'exprimer dans la langue de leurs ancêtres...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Baronian, Luc (2006). « Les français d'Amérique : état des faits, état de la recherche, perspectives futures », *Association canadienne de linguistique appliquée*, vol. 9, n° 2, p. 9 à 20, <http://www.aclacaal.org/Revue/vol-9-no2-art-baronian.pdf>.
- Marchand, Philip (2005). *The Ghost Empire: How the French Almost Conquered North America*, Toronto, McClelland & Stewart Ltd. The Canadian Publishers.
- <http://www.genealogysource.com/stegeneviève.htm>
- <http://www.assnat.qc.ca>
- <http://www.tlfq.ulaval.ca>
- <http://www.telequebec.tv/video> (capsules de Luck Mervil)

**SAINTE-MARIE-DES-HURONS***Avril et mai 2008*

La mission de Sainte-Marie-des-Hurons est la toute première communauté européenne en Ontario. Situé près de la ville actuelle de Midland, à quelque 143 kilomètres au nord de Toronto, cet établissement se trouvait en plein cœur de ce qui était, autrefois, une des nations amérindiennes les plus puissantes du nord-est américain...

MTBradley (<http://www.flickr.com>).*Sainte-Marie-des-Hurons*

Établie en plein cœur du pays huron sur les bords de la rivière Wye, ou Isaraqui, la mission de Sainte-Marie-des-Hurons¹² a connu une histoire hors du commun. L'œuvre missionnaire de la région, déjà entamée en 1615 à l'arrivée des Récollets, a pris son essor en 1634, avec l'arrivée d'un petit groupe de trois prêtres jésuites et cinq domestiques sous la direction de Jean de Brébeuf. Quatre ans plus tard, Jérôme Lalemant, le nouveau supérieur, rêve d'y fonder une retraite spirituelle pour les missionnaires français, doublée d'un refuge pour les Ouendats¹³ convertis. Ce rêve devient réalité en 1639, avec la construction de Sainte-Marie-des-Hurons. Parallèlement, la mission représente une présence française dans ce territoire à 1 200 kilomètres de Québec¹⁴. À cette époque, 13 prêtres sont déjà à pied d'œuvre chez les Hurons et les Pétuns.

Aménagement des lieux

La mission de Sainte-Marie est divisée en trois quartiers : un quartier français, un quartier pour les Hurons convertis et un dernier pour les Hurons non convertis. Les zones réservées aux Hurons ressemblent à leurs villages nats. Les Ouendats habitent près de terres arables et de sources d'eau dans des maisons de 25 à 30 mètres de long et de 6 à 9 mètres de large. Leurs plus grands villages sont entourés d'une ou de plusieurs palissades entrecoupées de portes étroites et surmontées de tours de guet et de galeries de défense. Leurs maisons, formées de troncs recourbés en arceaux, sont recouvertes d'écorce maintenue en place par un entrelacement d'arbrisseaux. Une ou deux plateformes, servant de lit ou d'entrepôt selon la saison, longent les murs à l'intérieur. Les deux extrémités de la maison sont percées chacune d'une porte et le toit présente plusieurs ouvertures pour permettre à la fumée¹⁵ de sortir et à la lumière d'entrer. Un foyer, tous les six mètres, dessert deux familles, ce qui permet à 40 personnes d'habiter cet espace multifonctionnel mesurant entre 150 et 270 mètres carrés. Cette grande promiscuité chez les Hurons n'est pas sans choquer quelques-uns des Français, qui tiennent mordicus à leur intimité. Par conséquent, ces derniers construisent leur quartier comme un petit village

12. À cinq kilomètres de la ville actuelle de Midland.

13. *Owendat* est un mot amérindien qui signifie « habitants des îles ou d'une péninsule » ; *Huron*, de *hure*, est un terme français et fait allusion à la coiffure originale des hommes de cette nation.

14. Pour se rendre de Québec à la mission de Sainte-Marie-des-Hurons à cette époque, il faut compter une quarantaine de jours (par beau temps) et 50 portages en empruntant le Saint-Laurent, les rivières des Outaouais et des Français et la baie Georgienne. Les hommes, les marchandises et le bétail prennent tous la même route, en canot. Il faut dire que le transport des vaches, couchées sur le dos, pattes liées et yeux bandés, représente un défi de taille. Heureusement, le grand nombre de portages permet aux hommes de vider les embarcations régulièrement.

15. Franchi le cap de la trentaine, les femmes huronnes, qui passent le plus clair de leur temps à l'intérieur des maisons longues, souffrent souvent de troubles respiratoires et oculaires, ou même de cécité, à cause de la fumée.

français : les résidences des pères et des laïcs côtoient les ateliers et résidences du charpentier, du forgeron¹⁶ et du cordonnier-tailleur ; une caserne pour les soldats, une chapelle et une église¹⁷, un hôpital¹⁸ et une pharmacie donnent sur un réfectoire et une cuisine, une ferme, une salle de séchage des peaux, plusieurs bastions, un canal à écluses¹⁹ et un cimetière²⁰. À la différence des maisons longues, les structures françaises sont à colombages, avec piliers à la verticale.

Habitants de la mission

Les Jésuites

La Société de Jésus a été fondée dans les années 1530 par Ignace de Loyola dans le but de répandre la foi catholique dans le monde. La formation des prêtres jésuites est du genre militaire : hautement structurée, dynamique et disciplinée. Le pape est leur chef spirituel et l'ordre est hiérarchisé en huit échelons qu'on peut gravir en treize à quinze ans.

Les frères convers

Ces hommes, bien que novices de la Société de Jésus, ne désirent pas devenir prêtres. Il y en a cinq à la mission et tous sont artisans et catholiques.

Les donnés

Ce sont soit des gens de métier, soit des laboureurs qui, ayant signé un contrat avec la Société, s'engagent à aider les prêtres en échange de nourriture, de vêtements et d'un logement. Il faut dire que les Jésuites n'avaient pas le droit de porter des armes ni d'exécuter un travail physique. Leurs soutanes sont d'ailleurs conçues de sorte qu'ils ne peuvent lever les bras plus haut que les épaules. Malgré l'aide des frères convers et des donnés, les conditions de vie sont difficiles à Sainte-Marie, ce qui oblige les prêtres à modifier quelque peu leur code vestimentaire.

16. Louis Gaubert, un frère convers, est le forgeron de Sainte-Marie-des-Hurons. Les outils de l'époque – en fer et en bois chez les Français, en os, en pierre et en bois chez les Hurons –, comme le rabot de coupe, les contrevents, les mèches et la foreuse à pompe, n'ont guère changé en trois cent cinquante ans. C'est l'âge d'or des outils à main. Le fer, importé de France, est rare et difficile à travailler en raison de l'absence de charbon. C'est à l'aide de simples braises que le forgeron fabrique à grand-peine des clous, des pentures et des crochets.

17. Là se trouvent les sépultures de Jean de Brébeuf et de Gabriel Lalemant.

18. François Gendron, le chirurgien, se sert de remèdes tant autochtones qu'euro péens.

19. La raison d'être du canal n'est pas certaine. Plusieurs avancent qu'il permettait aux canots de la rivière Wye d'entrer dans la mission. D'autres évoquent l'alimentation en eau d'un moulin. D'autres encore prétendent qu'il s'agissait d'une source d'eau douce ou d'un fossé de drainage des eaux usées.

20. Vingt Hurons et un Français sont enterrés dans ce cimetière.

Les engagés

D'autres bras sont nécessaires à la construction de la mission. Si les mobiles des engagés ne sont pas forcément d'ordre religieux, après un ou deux ans de travail, ils prononcent souvent leurs vœux de donnés²¹.

Les militaires

Parfois, en raison des embuscades possibles le long du chemin entre Québec et la mission, des militaires accompagnent les voyageurs jusqu'à Sainte-Marie-des-Hurons. Après y avoir hiverné, les soldats reprennent la route de la capitale.

Les Ouendats

La nation des Hurons se trouve entre la baie Georgienne et le lac Simcoe. Forte de quelque 30 000 à 40 000 individus, la Confédération se divise en quatre tribus : l'Ours, la Corde, la Roche et le Chevreuil. Les Hurons font envie aux nations amérindiennes avoisinantes en raison de leur réseau de commerce très développé et de leur force guerrière. Ils refusent systématiquement d'apprendre d'autres langues autochtones, obligeant par le fait même les tribus voisines à apprendre la leur. Leurs partenaires de commerce principaux sont les Pétuns, les Neutres, les Outaouais, les Nipissings et les Algonquins.

Quelques Français notables de Sainte-Marie-des-Hurons

- ♦ *Pierre Boucher*: Baptisé au Perche, en France, en 1622, Pierre est le fils de Gaspard Boucher et de Nicole Lomar. Arrivé au Canada en 1635 à l'âge de treize ans, le jeune Pierre connaît un destin tout à fait digne d'un roman. Parti en Huronie en 1637, il y reste quatre ans comme aide des missionnaires. Pierre y apprend les langues et les cultures amérindiennes avant de retourner à Québec où il travaille pour le gouverneur Huault de Montmagny en tant que soldat, interprète et agent auprès des Autochtones. En 1649, il épouse une Huronne, Marie Ouebadinskoue, ou Marie-Madeleine Chrestienne, qui meurt en couches en décembre de la même année. Trois ans plus tard, Boucher se remarie avec Jeanne Crevier. Cette union voit la naissance de 15 enfants, dont les descendants se sont éparpillés au Canada, dans l'Illinois, en Louisiane, aux Antilles, en France et même à l'île Maurice. Pierre Boucher est mort à Boucherville le 19 avril 1717, à l'âge canonique de quatre-vingt-quinze ans.

21. S'il se trouvait à la mission des garçons de dix ou onze ans qui travaillaient comme apprentis, il n'y avait pas de femmes européennes, les Jésuites ayant jugé le voyage trop dangereux pour une femme blanche. Il est à noter qu'à part les Hurons et les Français, il y avait un prêtre italien.

- ◆ **Guillaume Couture**: Né en 1617 à Rouen en Normandie, Guillaume est le fils de Guillaume Couture et de Madeleine Mallet. À vingt ans, Guillaume est menuisier et se donne aux Jésuites après une rencontre inoubliable avec René Goupil. Après avoir passé l'hiver de 1641-1642 à Québec, il repart en Huronie avec une partie de 40 Français et Hurons, parmi lesquels se trouvent Isaac Jogues et René Goupil. Quelques jours après le départ, des Iroquois attaquent le convoi. Dans l'escarmouche, Couture tue un de leurs chefs. Capturé, il subit courageusement la torture avant d'être adopté par la famille de sa victime, selon la coutume amérindienne. Il reste captif pendant quatre ans, au cours desquels il apprend la langue et la culture iroquoises. Ses connaissances linguistiques et culturelles de cette nation autochtone ont fait de lui une figure-clé dans les négociations de paix qui ont eu lieu entre les Iroquois et les Français dans la seconde moitié du XVII^e siècle.
- ◆ **Eustache Lambert**: En août 1646, à l'âge de vingt-cinq ans, Lambert a quitté Sainte-Marie-des-Hurons pour y retourner un peu plus tard chargé de deux veaux. En août 1650, il se trouve à Trois-Rivières, et en septembre de la même année, à Québec. Vers 1656, il se marie avec Marie Laurencé, avec qui il aura trois enfants: Gabriel, mari de Françoise Renée Roussel, Eustache, mari de Sophie Vanneck, et Marie-Madeleine, femme de Louis-Théandre Chartier de Lotbinière. Eustache meurt en juillet 1673, laissant aux siens 30 000 livres, fortune amassée grâce à sa pêcherie dans la seigneurie de Lauzon.
- ◆ **Jean Pelletier**: Né en 1627, Pelletier arrive au Canada en 1641, à l'âge de quatorze ans, avec ses parents, Guillaume Pelletier et Michelle Mabile. En 1646, Jean se donne aux Jésuites qui ont promis à ses parents 100 francs pour la première année de son engagement. Le jeune Pelletier accompagne le père Lalemant à Trois-Rivières où il se joint, selon toute vraisemblance, à une expédition de Hurons qui se dirige vers Sainte-Marie-des-Hurons. L'année suivante, il quitte la mission pour épouser Anne Langlois, mais doit remettre son projet de mariage jusqu'en 1649, puisqu'Anne n'a même pas dix ans à l'époque. Le premier de leurs sept enfants naîtra en 1654 à Beauport. Jean Pelletier est mort en 1698.

Régime alimentaire

Les Ouendats sont sédentaires, cultivant le maïs, la fève et la courge. Le maïs représente 65 pour cent de leur régime alimentaire, la fève et la courge, quinze pour cent, le poisson et le gibier, dix pour cent, et le riz, les baies sauvages et autres aliments, dix pour cent.

Le maïs, la fève et la courge sont connus sous le nom des trois sœurs : le maïs, planté au milieu, sert de tuteur aux fèves et le tout est entouré de la courge, qui protège les racines des deux autres plantes, fixe l'azote et conserve l'humidité au sol. Les Hurons broient le maïs pour en faire de la farine, dont ils font du pain ou une soupe appelée *sagamité*. Parfois, on agrémenté ces mets de poisson, de viande, de courge ou de fruits séchés. L'huile de tournesol sert d'assaisonnement et même de crème solaire. Il va sans dire que ce régime plaît peu aux palais français, plus habitués à la viande et aux légumes européens. Pourtant, malgré les quelques poules houdans, cochons et vaches importés de Québec, en plus de leur jardin potager où poussent carottes, betteraves, navets et petits pois, l'ordinaire des Français de Sainte-Marie ressemble de beaucoup, par la force des choses, à celui des Ouendats, à une exception près : les épices. Les Hurons ont sûrement vu d'un œil curieux l'usage de leurs herbes médicinales dans les plats que prépare Ambroise Brouet, le cuisinier français²².

Croyances

Il n'y a pas que des différences de langue ou de culture, de techniques de construction ou encore des préférences culinaires qui distinguent les Hurons des Français. En fait, presque tout sépare ces deux nations, en particulier leurs croyances religieuses. Les Hurons, animistes, croient que tout être vivant de la création est doté d'une âme. Les songes, toujours porteurs de révélations, occupent une place de choix dans leur vie, allant souvent jusqu'à dicter leur conduite. Les Jésuites, de leur côté, croient au Dieu de la Création, mais évangélisent avec une discipline toute militaire et cherchent à convertir les Autochtones, à n'importe quel prix, au catholicisme. Faisant peu de cas de la culture huronne, que certains d'entre eux considèrent à tort comme inférieure à la leur, les Jésuites font peu de disciples. Ceux-ci sont pour la plupart des mourants ou des pseudo-convertis, plus intéressés par les armes et la protection des Français, dont ils pouvaient bénéficier ici-bas en devenant catholiques, que par le paradis lointain des Blancs.

Pourtant, certains chefs de renom se sont convertis au catholicisme, dont Eustache Ahatsistari, Joseph Téondéchoren, Joseph Chiouatenhoua et Étienne Totiri. Ces leaders autochtones ont apporté une aide précieuse aux Français grâce à leur collaboration. Pourtant, leur conversion leur attire de graves ennuis auprès de leurs frères ouendats. Si la nation huronne fait preuve d'une certaine

22. Jésuite, Brouet est né le 18 janvier 1600 à Lyon, en France. Il est venu au Canada en 1641. Après avoir travaillé à la mission de Sainte-Marie-des-Hurons, il est allé au collège des Jésuites à Québec.

tolérance à l'égard des Jésuites, et ce, pour ne pas déplaire aux Français, qui sont leurs principaux partenaires économiques, une grande tension règne entre Hurons convertis et non convertis.

La citation suivante de Joseph Téondéchoren, après sa captivité chez les Iroquois, résume de façon éloquente la situation qui prévaut à l'époque, ainsi que la foi profonde dans le seul et unique Dieu des Autochtones convertis :

On m'a dit que plusieurs se sont réjouis à la nouvelle de ma captivité, et qu'ils s'en prenaient au Dieu que j'adore; – qu'ils prétendaient qu'Il était sous leur pouvoir; – que la misère où Il m'avait abandonné empêcherait les autres de suivre mon exemple de servir un Maître qui n'aurait pas la puissance ou la volonté de nous rendre heureux pour jamais, puisqu'il ne commençait pas dès cette vie. Mes frères, je ne sais pas les desseins de Dieu sur moi. Dans le plus fort de mes souffrances, je n'osais lui demander ni la vie ni la mort, pensant que j'étais un enfant ignorant quel est mon bien, et que Lui, mon Père et mon souverain Maître, avait plus de sagesse pour me conduire que moi-même, et qu'Il ne manquerait pas d'amour pour moi tant que je ne manquerais pas de confiance en Lui²³.

Si l'on considère tous les obstacles auxquels a fait face la poignée d'hommes²⁴ qui ont construit Sainte-Marie-des-Hurons, la réalisation de la mission tient vraiment du miracle. Pourtant, les épidémies d'influenza, de rougeole et de variole, ainsi que la menace constante des Iroquois, et même des Hurons²⁵ non convertis, ont fini par avoir raison de la petite communauté. À la suite de nombreuses attaques de la part des Iroquois, qui font de nombreuses victimes tant chez les Hurons que chez les Français²⁶, les Jésuites, accompagnés des quelques Hurons qui leur sont fidèles, abandonnent la mission après y avoir mis le feu au printemps ou à l'été 1649. Ils gagnent l'île Saint-Joseph²⁷, où ils fondent Sainte-Marie II. Mais un hiver de famine vient à bout de leur zèle et les survivants se voient obligés de retourner à Québec en 1650.

Que reste-t-il aujourd'hui du rêve de Jérôme Lalemant? Une reconstruction impressionnante de Sainte-Marie-des-Hurons se trouve à Midland, en Ontario, à l'emplacement original de la mission. Aujourd'hui, on recense

23. Cité du livre *Vie du P. Isaac Jogues*, R.P. F. Martin s.j., 1873 (<http://www.phpbbserver.com/micael/viewtopic.php?t=768&&sid=e3>).

24. À son apogée, en 1648, Sainte-Marie-des-Hurons loge 19 prêtres, 4 frères laïcs, 23 donnés, 4 garçons, 7 domestiques et 8 soldats, soit un cinquième de la population de la Nouvelle-France.

25. L'arrivée des Récollets et des Jésuites en Huronie a causé un schisme au sein de la nation huronne et a contribué en partie à sa quasi-extinction.

26. Antoine Daniel, Jean de Brébeuf, Gabriel Lalemant, Charles Garnier et Noël Chabanel sont les prêtres martyrisés de la mission.

27. Aujourd'hui l'île Christian.

quelque 3 000²⁸ Ouendats²⁹ appartenant à ce qui reste une des plus grandes nations autochtones en Amérique du Nord. Ils habitent près de Québec et sont pour la plupart catholiques et francophones, bien qu'on constate dernièrement un regain d'intérêt pour la langue et la culture huronnes.

La mission jésuite a-t-elle été un échec lamentable ou une réussite triomphale? La réponse dépend peut-être de celui ou celle à qui on pose la question...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Léon, Pierre (2002). *Un Huron en Alsace*, Toronto, Éditions du Gref.
- Moore, Brian (1986). *Robe noire*, Montréal, Éditions du Roseau (histoire portée à l'écran en 1991).
- Trigger, Bruce G. (1992). *Les Indiens, la fourrure et les Blancs*, Montréal, Éditions du Boréal.
- <http://www.saintemarieamongthehurons.on.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.crcf.uottawa.ca>
- <http://www.biographi.ca>
- <http://www.saintcharlesgarnier.org>
- <http://www.genealogistes-associes.ca>
- <http://www.association.pelletier.ca/GrandesFamilles/GuillaumePelletier/GuillaumePelletier.html>
- <http://www.inventairenf.cieq.ulaval.ca>
- http://www.hwdsb.on.ca/instructionalservices/info_tech/MM/Graphics/Images/images/index.htm
- <http://www.telequebec.tv/video>

28. Voici un bref aperçu de la population huronne et des épidémies principales qui les ont frappés à partir de 1535 :

1535 – 30 000-40 000 individus;
 Début du XVII^e siècle – 20 000-30 000 individus;
 1634 – 18 000 individus (épidémie de petite vérole et de dysenterie);
 1636 – épidémie de grippe maligne;
 1638 – 12 000 individus;
 1639 – épidémie de petite vérole;
 1640 – 9 000 individus;
 1740 – 400-1 000 individus;
 1829 – 179 individus;
 2007 – 3 000 individus.

29. <http://www.firstvoices.com/en/Huronne-Wendat>.



LA COLONISATION FRANÇAISE DE LA FLORIDE

Janvier 2009

Lorsqu'on pense à la Floride, on a tendance à l'associer aux Espagnols et au monde hispanique. Si on la rapproche un tant soit peu de la francophonie, c'est dans le cadre du phénomène assez récent des *Snowbirds* (touristes) ou du flux important d'immigrants d'Haïti que connaît actuellement cet État américain. Pourtant, les Français ont foulé le sol de la péninsule ensoleillée bien avant les retraités québécois ou les immigrés haïtiens !

La présence française en Floride remonte au début de l'année 1524, lorsque Verrazano explore cette région pour le compte du roi François I^{er}, et la nomme la Franciscane³⁰ en son honneur. Après les découvertes décevantes³¹ de Jacques Cartier et du sieur de Roberval au Canada entre 1541 et 1543³², ainsi que l'échec cuisant des colons français au Brésil en 1560, Coligny, chef des huguenots, commence à s'intéresser à la péninsule nord-américaine. Il convainc le roi Charles IX de l'importance de coloniser l'Amérique, pleine de richesses, imitant en cela l'exemple des Espagnols et des Portugais. Coligny choisit pour capitaine de l'expédition un certain Jean Ribault de Dieppe, un coreligionnaire et un des meilleurs navigateurs de la France. René Goulaine de Laudonnière, d'origine bretonne et assistant de l'amiral Coligny, devient son lieutenant. Le 18 février 1562, Ribault et Laudonnière quittent Havre-de-Grâce aux commandes de deux roberges³³, dans le but d'explorer la côte de la Franciscane. Évitant les routes fréquentées par les Espagnols et les Portugais, qui dominent les voies maritimes de l'époque³⁴, l'expédition arrive le 30 avril 1562 sur la côte est de la Floride³⁵, à un endroit boisé qu'ils nomment Promontoire ou Cap français. Ribault et Laudonnière continuent vers le nord jusqu'à la rivière St. Johns³⁶, où ils érigent une colonne portant les armoiries du roi de France. Poursuivant leur route, ils découvrent, le 1^{er} mai 1562, la

30. Aussi connue sous les noms Terre des Bretons et Montagne d'Hercule.

31. Jacques Cartier, croyant avoir découvert de l'or et des diamants au cours de son troisième voyage en 1541-1542, est rentré en France pour s'apercevoir qu'il n'avait trouvé que de la pyrite et du quartz. Il est retourné en Nouvelle-France en 1543 pour trouver Roberval et ceux qui l'accompagnaient affaiblis par le scorbut et les conflits avec les Autochtones. Leur tentative de colonisation s'est soldée par un échec cuisant.

32. Voir l'article « La demoiselle du Saint-Laurent » de février 2008 (p. 184).

33. Un petit navire à trois mats, facile à manœuvrer, destiné à transporter des marchandises.

34. En 1494, le traité de Tordesillas avait divisé le Nouveau Monde entre l'Espagne et le Portugal, la ligne de partage se situant à 46° 37' O. Les Français, qui considéraient les mers libres, étaient pris pour des pirates par ces deux superpuissances.

35. À 29° 30' N., soit un peu au nord de Saint-Augustin.

36. Près de la ville actuelle de Jacksonville.

rivière Mai³⁷. C'est sur l'île Paris³⁸ que les deux Français décident de construire, contrevenant en cela aux ordres de l'amiral Coligny, un petit fort en bois qu'ils baptisent Charlesfort. Les Français entament des négociations avec les différentes tribus amérindiennes de la région, se liant d'amitié avec les Timucuans, mais, par le fait même, s'attirant les foudres des ennemis de ces derniers. Le 11 juin 1562, Ribault laisse une garnison de 30 hommes au fort sous les ordres du capitaine Pierra et repart avec Laudonnière pour la France.

À Charlesfort, les Français semblent boudier la culture de la terre, pourtant fertile. Par conséquent, pour ne pas mourir de faim, ils doivent recourir aux bons offices de leurs amis autochtones. La situation va de mal en pis et une mutinerie générale devient inévitable. Le capitaine Pierra est tué et ses hommes fabriquent un bateau de fortune dans le but de regagner la France. Seul un jeune homme de dix-sept ans, Guillaume Rouffi, décide de rester chez les Amérindiens. Les mutinés, de leur côté, prennent le large et se retrouvent en plein océan Atlantique sans vivres et sans vent. L'accalmie dure vingt et un jours. Aux abois, les mutins mangent leurs souliers et boivent leur urine avant de sacrifier en dernier recours un des leurs, un dénommé Lachère, pour assurer leur survie. Un navire anglais les repère quelque temps après et les amène en Angleterre. Nicholas Barré, le capitaine des Français, est interrogé par la reine d'Angleterre qui le fait par la suite enfermer dans la tour de Londres. Entre-temps, en Floride, les Amérindiens ont livré Rouffi aux Espagnols. Le jeune Français conduit ces derniers jusqu'au fort de Charlesfort, que les Espagnols ne tardent pas à raser par le feu avant de retourner à Cuba.

Le 22 avril 1564, Laudonnière quitte Le Havre pour une deuxième expédition en Floride, cette fois-ci à bord de trois roberges – l'*Elizabeth*, le *Breton* et le *Faucon* –, en compagnie de 300 huguenots, dont Jacques Le Moyne de Morgues³⁹ et quatre femmes. Une fois arrivés sur la rivière St. Johns, quelques jours seulement après la destruction du fort Charlesfort par les Espagnols, les Français décident de chercher un autre emplacement où s'établir. Le 30 juin 1564, ils construisent un deuxième fort, le fort Caroline, nommé ainsi en l'honneur du roi de France Charles IX, sur une île au milieu de la rivière, près du site actuel de Jacksonville. Mais, encore une fois, la culture de la terre est négligée et les vivres commencent à manquer. Les soldats du fort ne tardent pas à se soulever, à l'instigation des marins d'un certain capitaine Bourdet, venus chercher fortune en Floride. Deux mutineries sont désamorçées, mais 13 rebelles réussissent à s'enfuir et gagnent l'île de Cuba, signalant par le

37. Située dans l'État actuel de Caroline du Sud.

38. Près de la ville actuelle de Port Royal, en Caroline du Sud.

39. Le premier des grands peintres de l'histoire de l'Amérique du Nord.

fait même aux Espagnols le retour des Français en Floride. Furieux de la ténacité de ces huguenots qui persistent à s'installer sur ses terres, le roi d'Espagne ordonne à Pedro Menéndez de Avilés, un de ses meilleurs capitaines, de venir à bout des Français en Floride, et ce, coûte que coûte. Entre-temps, John Hawkins, capitaine anglais, en mission de reconnaissance pour le compte de l'Angleterre, fait escale au fort Caroline, où il échange des réserves et un bateau contre quelques canons et de la poudre. Prêt à tout abandonner, Laudonnière met le feu au fort vers la fin du mois d'août 1565. Il s'apprête à rentrer en France lorsque Ribault arrive sur les lieux avec 600 soldats, des vivres, des armes et de la poudre.

Le 4 septembre 1565, la flotte de Ribault tient en respect les navires de Pedro Menéndez de Avilés à l'embouchure de la rivière St. Johns. Dans l'impossibilité de pénétrer la défense française, Menéndez se replie vers le sud, sur la petite ville de Sainte Augustine⁴⁰. Le site s'avère idéal d'un point de vue stratégique pour attaquer les Français par la terre. De son côté, Ribault veut profiter du déplacement des Espagnols pour se débarrasser d'eux et, dans ce but, décide de mettre les voiles vers Sainte Augustine avec la plus grande partie de la garnison du fort Caroline. Malheureusement, une tempête tropicale a raison de sa flotte qui échoue le 12 septembre, près de ce qui est aujourd'hui Daytona Beach. Huit jours plus tard, Menéndez, en guise de riposte, lance ses troupes à l'assaut du fort Caroline. À la tête de 500 soldats, il attaque ce qui reste des bâtiments, protégés presque exclusivement par des civils. En une heure, 145 colons français passent au fil de l'épée⁴¹, tandis que les Espagnols ne déplorent qu'un seul mort. Laudonnière et Le Moyne de Morgues, qui réussit à sauvegarder ses précieux dessins, se cachent dans les roseaux avant de s'enfuir en France avec 45 réchappés, dont un dénommé Nicolas Le Challeux, sur un navire resté en haute mer. Entre les mains des Espagnols, le fort Caroline devient *el fuerte de San Mateo*, question d'effacer toute trace des Français.

Dans l'intervalle, Ribault et ses hommes se dirigent à pied vers Sainte Augustine afin de l'attaquer par la terre. Mais le 29 septembre, ils sont surpris par les Espagnols qui les font prisonniers. Le 12 octobre, au bord de la rivière Matanzas, ce qui veut dire « massacre » en espagnol, les 200 Français, mains attachées dans le dos, sont rangés par groupes de dix et forcés à traverser la

40. Fondée par Menéndez le 8 septembre 1565, Sainte Augustine est la plus vieille ville en Amérique du Nord.

41. Seuls les femmes, les enfants et les catholiques ont la vie sauve.

rivière. Là, ils sont presque tous massacrés. Ribault est parmi les victimes. Seulement 12 Français réussissent à recouvrer la liberté en se déclarant catholiques. Les survivants sont déportés, dont certains au Mexique.

Après avoir été chassés par les Portugais au Brésil, puis par les Espagnols en Floride, les Français finissent par s'installer en Nouvelle-France, formant avec les Anglais et les Autochtones le grand pays qui est aujourd'hui le Canada.

Aujourd'hui, la Floride compte 270 000 résidents dont le créole français est la langue maternelle et 180 000 francophones en résidence permanente. Ce dernier chiffre grimpe facilement à 700 000 en hiver, grâce aux *Snowbirds*, ces Québécois à la retraite qui s'y rendent en hiver. Le nombre de francophones en Floride dépasse facilement celui de l'Ontario, qui compte quelque 550 000 francophones⁴². Mais peu importe qui remporte la palme de la population francophone la plus importante en Amérique du Nord après celle du Québec, les chiffres parlent d'eux-mêmes : il existe bel et bien une communauté francophone en Floride, qui rivalise en importance avec celle de l'Ontario. Selon toute vraisemblance, après presque quatre siècles et demi, les francophones sont en train de reconquérir l'État du soleil⁴³ !

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lhoumeau, Hélène (2000). *Les expéditions françaises en Floride (1562-1568)*, Thèse de l'École des Chartes, Paris, La Sorbonne.
- <http://www.republiquelibre.org>



MAILLARDVILLE, UN VILLAGE QUI VAUT SON PÉSANT D'OR

Juin 2009

Lors des Jeux olympiques d'hiver de 2010, tous les yeux du monde se sont tournés vers la ville de Vancouver. C'est précisément dans ce coin du Canada que se trouve le quartier de Maillardville. Juste au nord de Surrey et de la rivière Fraser, ce petit village a été considéré pendant longtemps comme la communauté francophone la plus importante à l'ouest de Saint-Boniface.

42. <http://grandquebec.com/quebec-et-monde/floride/>,
<http://www.tifq.ulaval.ca/axl/amnord/floride.htm>,
<http://www.ofa.gov.on.ca/fr/franco-stats-1999infostats1.html>.

43. <http://www.immigrer.com/faq/sujet/La-langue-francaise-progresse-en-Floridedevant-lOntario-.html>.

Tout a commencé en 1889 par la fondation de la Canadian Western Lumber Company Limited⁴⁴. Les ouvriers du moulin, en grande partie d'origine européenne ou asiatique, mènent la vie dure à la direction, qui finit par envoyer un certain Théodore Thérout dans l'est du pays pour recruter des Canadiens français, dont la réputation comme bûcherons n'est plus à faire. Accompagné du père William O'Doyle, M. Thérout part pour l'Ontario et le Québec et revient à Fraser Mills le 27 septembre 1909 avec une centaine d'ouvriers francophones. Le village, sans électricité ni eau courante, ne compte que la scierie, quelques maisons et une pension pour 300 personnes. Malgré cela, les Canadiens français peuvent se compter chanceux : la compagnie leur offre un emploi à 2,50 \$ par jour⁴⁵, un terrain à 150 \$⁴⁶ et du bois gratuit pour la construction non seulement de leurs maisons, mais encore d'une école, d'une église et d'un presbytère⁴⁷, de sorte qu'ils peuvent garder leur langue et leur culture.

La ville de New Westminster se trouvant à trois milles du village et étant accessible seulement par un simple sentier à travers le bois, les Franco-Canadiens ont installé leur propre école catholique et francophone au-dessus du magasin général. La première enseignante est une jeune fille du nom d'Adrienne Blancard. Son départ en décembre 1909 permet aux Sœurs de l'Enfant-Jésus de New Westminster de venir prendre la relève. En attendant la construction de l'église, on célèbre la messe dans l'école et chaque croyant apporte sa propre chaise. Fraser Mills devient alors la paroisse de Notre-Dame de Lourdes.

Le 28 mai 1910, un autre contingent de 100 travailleurs francophones arrive. À Noël, on fête la première messe dans la nouvelle église au carré Laval. L'école se trouve à côté, après avoir été relocalisée brièvement dans une buanderie chinoise.

En 1912, la paroisse est rebaptisée Maillardville⁴⁸ en l'honneur du père français Edmond Maillard, premier prêtre catholique de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de France. Après deux ans de service, il est remplacé brièvement en 1912 par l'abbé DeWilde, lui-même remplacé par l'abbé E. Garon, en fonction de 1912 à 1916. Détruite par les flammes le 26 février 1912, l'église sera reconstruite peu après.

44. À un moment donné, c'était la plus grande scierie de l'Empire britannique.

45. Les hommes travaillaient dix heures par jour, six jours par semaine; ils défrichaient des terres non seulement pour la compagnie, mais aussi pour permettre la construction de leur propre maison et de l'église.

46. Payable en versements mensuels de cinq dollars, prélevés sur le chèque de paie.

47. L'école, l'église et le presbytère étaient exempts d'impôts fonciers.

48. Malheureusement, les tentatives d'incorporation ont échoué et le quartier fait partie actuellement du district de Coquitlam.

Pendant la Première Guerre mondiale, le village a connu une vague de prospérité qui lui a permis de se développer le long de la rue King Edward. Mais, à la suite de nombreuses inondations, Maillardville a été relocalisée sur des terres plus hautes, à côté de l'église. Le premier chef de police, Emery Paré, installe son bureau chez lui et fait construire deux cellules de prison dans son arrière-cour. Une brigade de pompiers volontaires est également formée. À quoi ressemble le quotidien des résidants de Maillardville à cette époque? Les gens assistent aux assemblées municipales et aux réunions du conseil scolaire. Une fanfare est mise sur pied ainsi que des équipes de baseball et de hockey. On patine sur les lacs Como et Lost, on luge sur la colline Marmont, on cueille des baies, on nage et on pêche dans la rivière Pitt. Il y a des soirées dansantes, des bingos, des ventes de charité et des pique-niques. Tous les 1^{er} juillet, la ferme Booth donne rendez-vous à toute la communauté pour un pique-nique et des activités sportives. En 1913, le bureau de poste s'installe dans le magasin général Proulx au coin des rues Pitt River et Laval et, en 1914, la salle Tremblay⁴⁹ est construite à côté de la cordonnerie de John Grevelyn et de la boucherie Thrift. Le 16 mai 1917, on fonde la congrégation des Dames de Sainte-Anne.

Pourtant, la fin de la guerre en 1918 entraîne une augmentation de la compétition, d'accidents du travail et de renvois, en raison d'une baisse de la demande en bois d'œuvre. La situation va en s'empirant jusqu'aux années 1927-1928, lorsque quatre baisses de salaire en vingt mois, ajoutées aux nombreux renvois, incitent des ouvriers du moulin à se joindre secrètement au Lumber Workers Industrial Union. Le 14 septembre 1931, on tient une assemblée générale du syndicat. Des 653 travailleurs, dont 121 Canadiens français, 266 se sont regroupés pour revendiquer leurs droits. C'est le début du mouvement syndicaliste en Colombie-Britannique.

Le 16 septembre 1931, lors d'une deuxième réunion où 322 membres sont présents, 251 votent en faveur d'une grève. Harold Pritchett en est le responsable et deviendra par la suite le premier président du International Woodworkers of America. Le conflit dure trois mois, jusqu'au 20 novembre 1931. Des concessions sont faites de part et d'autre, mais l'entreprise refuse de reconnaître le syndicat.

49. En fonction jusqu'à la fin des années 1930.

La Seconde Guerre mondiale apporte un regain de prospérité à Maillardville. En 1945, le village participe à la fondation de la Fédération canadienne-française de la Colombie-Britannique (FCFCB), dont elle deviendra le siège social. Le 6 avril 1946, à la suite d'une pétition signée par 22 personnes, la Caisse populaire de Notre-Dame-de-Lourdes voit le jour⁵⁰.

Mais tout ne va pas pour le mieux dans la petite ville de Maillardville. Le 2 avril 1951, une autre grève est déclenchée, suivie d'une manifestation. Ce sont le conseil scolaire et 840 élèves qui dénoncent les injustices que subissent les écoles confessionnelles de langue française. En effet, sur les instances du clergé protestant, les élèves sont envoyés dans des écoles publiques neutres, sauf les jours d'instruction religieuse. Maillardville défraye la chronique au Canada et même à Londres à cause de ce soulèvement qui dure plus d'un an. L'impasse demeure, mais une grève ultérieure au sujet des impôts fonciers des écoles a pour résultat l'exemption de ces taxes pour toutes les écoles catholiques de la province.

En 1955, l'Association des scouts francophones de Maillardville est créée et, deux ans plus tard, c'est au tour des Guides catholiques du Canada. Le 21 novembre 1963, on fonde la Société biculturelle de Maillardville dont le but est de financer la construction d'un centre communautaire bilingue par la vente d'actions à 100 dollars chacune. Entre 1965 et 1971, Roméo Paquette, agent de la FCFCB, et André Piolat, secrétaire de la même société, publient un journal, *L'Appel*, et on construit en 1969 le Foyer Maillard, un centre pour personnes âgées. L'enseignement du français devient officiel dans ces écoles françaises laïques en 1969 et, à partir du milieu des années 1970, un programme d'immersion est offert à l'école de Notre-Dame-de-Fatima. Deux ans plus tard, la FCFCB, devenue la Fédération des Franco-Colombiens, déménage ses bureaux à Vancouver. La chorale Les échos du Pacifique est née en 1973 et, un an plus tard, Jean Riou et Jean-Guy Lalonde fondent la Francofête lors de la Saint-Jean-Baptiste. Cette fête s'est tenue à Maillardville entre 1977 et 1981. Deux ans plus tard, le 23 avril, le Festival du sucre, auquel participent 400 personnes, est organisé par Maillardville-Uni, une société incorporée le 6 septembre 1983. La même année, une entente est conclue entre les paroisses de Maillardville et de All Saints pour partager les frais des deux écoles catholiques françaises : le programme d'immersion française est désormais offert à Notre-Dame-de-Fatima et le programme anglais, à Notre-Dame-de-Lourdes. Aujourd'hui, il y a cinq écoles élémentaires en plus de l'école Notre-Dame-

50. Cette caisse deviendra par la suite la Caisse populaire de Maillardville. En décembre 1983, elle comptait presque 7 000 membres et avait plus de 28 millions de dollars en avoirs (http://www.mcgill.ca/files/maritimelaw/History_Appendices_2005.pdf).

de-Fatima qui offrent des cours en immersion, deux écoles élémentaires avec des programmes d’immersion tardive et trois écoles intermédiaires ainsi qu’une école secondaire ayant des cours en immersion.

En 1984, on a fêté le soixante-quinzième anniversaire de la ville, le tout coordonné par Maillardville-Uni et financé par les trois ordres de gouvernement, avec de modestes contributions du gouvernement du Québec et de quelques organismes privés. Six ans plus tard, des panneaux bilingues affichent fièrement les noms des rues, dont beaucoup portent le nom des familles fondatrices ou de personnages importants de la ville.

Si, dans un passé pas si lointain, Maillardville remportait le titre de la communauté francophone la plus importante à l’ouest de Saint-Boniface, tel n’est plus le cas aujourd’hui. Malgré tous les efforts de la ville pour conserver sa langue et sa culture, il n’y a plus que 0,7 pour cent des 7 825 habitants qui parlent français à la maison⁵¹.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.maillardville.com>
- <http://www.ocol-clo.gc.ca>



LA FABULEUSE RÉPUBLIQUE DU MADAWASKA⁵²

Décembre 2009 et janvier 2010

Le Madawaska est un vaste territoire de 31 200 kilomètres carrés à cheval sur le Québec, le Nouveau-Brunswick et l’État du Maine. Qu’ils soient sous l’autorité d’une des deux provinces canadiennes ou de l’État américain, selon l’endroit précis où l’on se trouve, les Madawaskayens se disent citoyens de ce qu’ils appellent affectueusement la République du Madawaska...

51. Statistique Canada, recensement de 2006.

52. Je tiens à remercier chaleureusement M^{me} Claire Charest-Knoetze de la bibliothèque de l’Université de Moncton pour les précieux documents qu’elle m’a fournis pour la rédaction de cet article.

À l'origine, le Madawaska⁵³ était habité par les Malécites et les Micmacs⁵⁴, et ce, durant environ 10 600 ans. Cette vaste région forestière, englobant toutes les terres où coulent le fleuve Saint-Jean et ses tributaires, s'étale sur deux provinces canadiennes et un État américain. C'est Samuel de Champlain lui-même qui, en découvrant le 24 juin 1604 ce grand fleuve dans l'embouchure de laquelle se trouve l'île Sainte-Croix, lui a donné le nom de Saint-Jean. En remontant ce cours d'eau, Champlain aurait découvert par la suite la rivière Madawaska⁵⁵ vers 1612. En raison de son vaste réseau fluvial et de sa position géographique, la région du Madawaska devient le lieu de passage par excellence entre l'Acadie et le Canada. Longtemps fréquenté par des hommes d'Église, des militaires et des coureurs des bois⁵⁶, le Madawaska sera pendant de longues années un point chaud interprovincial et international⁵⁷.

Seigneurs et colons

Ce n'est que le 25 novembre 1683 qu'Antoine et Marguerite-Angélique Aubert de La Chesnaye, enfants du sieur Charles Aubert de La Chesnaye, l'homme d'affaires le plus riche de la Nouvelle-France, ont hérité de la nouvelle seigneurie située à cheval sur la rivière Madawaska. Au fil des ans, la propriété a changé de mains au moins une demi-douzaine de fois⁵⁸, mais très peu de gens sont venus habiter la région, préférant exploiter les richesses de ces terres éloignées sans s'y installer.

Il faudra attendre une centaine d'années avant de voir l'arrivée au Madawaska des premiers colons permanents : deux demi-frères du Canada, Pierre Lizotte, âgé de quatorze ans seulement, et Pierre Duperré. Le premier est arrivé en 1782 et le second, l'année suivante. Ils sont suivis en 1784 de Louis Mercure, courrier acadien né en 1753 à Port-la-Joie à l'île Saint-Jean⁵⁹. Ce dernier se réfugie, comme beaucoup de ses compatriotes peu après le Grand Dérangement, sur

53. D'origine abénaquise, *Madaoueskak* veut dire «place des porcs-épics». Le porc-épic est la mascotte officielle de la région et figure sur son drapeau et ses armoiries.

54. Les Micmacs vivaient le long de la côte est du Nouveau-Brunswick et les Malécites, le long de la rivière Saint-Jean.

55. Longue d'une trentaine de kilomètres, la rivière Madawaska trouve sa source dans le lac Témiscouata au Québec.

56. Venus du Kamouraska aux XVII^e et XVIII^e siècles, les coureurs des bois faisaient la traite avec les Amérindiens et ont ouvert quelques comptoirs temporaires. En 1756, il y en avait deux dans la région.

57. Voir l'article «La guerre qui aurait pu avoir lieu» de décembre 2006 (p. 151).

58. Après le décès du sieur Charles et à la suite d'un procès, la seigneurie est transférée au sieur Blondeau, dit la Franchise de Charlesbourg. Un certain Pierre Claverie, garde des magasins du roi à Québec, la lui rachète en 1763. James Murray en fait l'acquisition par la suite et la garde pendant trente-neuf ans. En 1802, elle est vendue à Henry Caldwell, puis à Alexandre Fraser, qui la revend en 1835 à Stephen Cummings.

59. Aujourd'hui l'Île-du-Prince-Édouard.

un site près de l'actuelle ville de Fredericton. Le flux continu de loyalistes dans cette ville les pousse à chercher asile ailleurs. Mercure demande donc au général Haldimand de lui concéder des terres au Madawaska. Le gouverneur du Canada acquiesce à sa demande et Louis s'installe près du village amérindien au sud de l'actuelle ville d'Edmundston⁶⁰. Deux ans plus tard, 20 familles acadiennes, dont les Cyr, qui sont parmi les premiers colons à s'établir sur la côte nord du fleuve, lui emboîtent le pas. L'année suivante, c'est au tour des Soucy, des Albert, des Michaud, des Levasseur, des Charest et des Saucier, tous de Kamouraska. Les Dubé, les Beaulieu et les Gagné sont arrivés de l'Isle Verte, les Guimond et les Ouellet de la Rivière-Ouelle et les Desnoyers, de la rivière du Sud. Une autre vague d'immigration, en 1790, dont faisaient partie les Lizotte, d'autres Dubé, les Mazerolle et les Thériault, porte à plus de 80 le nombre de familles vivant des deux côtés du fleuve Saint-Jean. Du côté sud se trouvent notamment les Daigle, les Ayotte, les Cyr, les Potier et les Thibodeau, de l'Acadie, et les Duperré, les Fournier et les Sansfaçon, du Québec. La plupart des colons acadiens sont d'origine poitevine, saintongeaise ou bretonne, tandis que les Québécois viennent plutôt des provinces du Nord de la France comme la Normandie, la Picardie, le Maine et l'Île-de-France. Certains ont fait fortune au Madawaska, comme Firmin Thibodeau, mieux connu comme le seigneur de la Rivière-Verte. Sa ferme était la plus prospère de la région au XVIII^e siècle, comptant 150 moutons, 150 porcs, 25 vaches laitières et 8 chevaux.

De l'agriculture à l'industrie

Malgré la prospérité de certains, tout n'était pas rose au pays des porcs-épics. Éloignés de tout, les Madawaskayens, ou Brayons⁶¹, doivent apprendre à se tirer d'affaire seuls. Lorsque de nombreuses famines causées par les gelées

60. Il faut dire que le gouverneur du Canada, Lord Dorchester, apprenant la double spoliation des Acadiens, d'abord en Acadie et ensuite à Fredericton, exige que son frère, le sieur Thomas Carleton, gouverneur du Nouveau-Brunswick, leur concède des terres dans le Madawaska. Pourtant, en 1799, Edward Winslow, gouverneur par intérim du Nouveau-Brunswick, s'attend à ce que la région passe aux mains des Américains et se réjouit d'avance à l'idée d'être « débarassé » des « misérables Français », même si, en 1808, il ne peut nier la prospérité évidente de la nouvelle colonie. En effet, Winslow anticipe en 1811 une invasion imminente venant du Sud, mais se soucie peu des Madawaskayens, à l'instar de l'évêque de Québec, Mgr Joseph-Octave Plessis qui, pendant une visite dans la région en 1812, écrit dans son journal que toute la région devrait revenir aux Américains. Le prélat taxe les Brayons (voir la note suivante) de « rebus de l'Acadie et du Canada, mal unis, indociles », car il ne se fie pas à ces colons qui, de peur de perdre leurs titres de propriété, préfèrent rester neutres plutôt que de combattre pour la couronne britannique. De fait, même si Winslow avait nommé Pierre Duperré capitaine de milice à la demande des habitants, bien des Madawaskayens ont refusé de porter les armes (Winslow à Craig, Fredericton, 4 avril 1808, Winslow Papers, 617).

61. Il y a plusieurs hypothèses sur l'origine du mot *brayon*, mais la plus répandue fait référence aux pionniers de la région qui pratiquaient la culture du lin à Saint-Basile. On appelait *braie* l'instrument avec lequel ils broyaient le lin. Par conséquent, les Québécois auraient baptisé Brayons les Madawaskayens parce qu'ils se servaient de cet outil.

et les inondations compromettent les récoltes, les habitants se tournent vers d'autres entreprises, comme la vente de sucre, de sirop d'érable ou d'alcool. Au XVIII^e siècle, le Madawaska est principalement une région agricole, comme en témoignent les nombreux moulins érigés le long de la rivière pour moudre le sarrasin, un blé sauvage propre à la région⁶².

Au XIX^e siècle, ce n'est plus l'agriculture qui attire de nouveaux colons, mais les vastes forêts vierges qui séduisent les entrepreneurs forestiers. Nathan Baker a fondé une des premières scieries près de la rivière, scierie qui porte toujours son nom. Robert Connors en a installé une plus grande au village qui portera éventuellement son nom. Son entreprise se vante d'employer plus de 40 personnes, ce qui nécessite l'aménagement d'une ligne de chemin de fer dès 1878⁶³ et justifie la construction d'un hôtel. Grâce au chemin de fer, la région de Madawaska n'est plus isolée du reste du monde, de sorte qu'elle commence à se développer à un rythme accéléré. En 1911, l'Écossais Donald Fraser fait construire à Edmundston⁶⁴ la scierie Fraser Ltd. Six ans plus tard, son petit-fils Archibald convertit la scierie en pulperie et change le nom de l'entreprise pour Fraser Companies Ltd. En 1925, l'entreprise construit des pipelines pour acheminer la pâte à la papeterie de Madawaska, dans le Maine, dont les produits sont aujourd'hui vendus dans le monde entier. C'est l'aube du XX^e siècle et le début de l'ère industrielle...

Le développement de la communauté

Les Madawaskayens ont érigé une première chapelle en 1786, à Saint-Basile, où Adrien Leclerc, originaire de L'Isle-Verte, est prêtre itinérant. Huit ans s'écoulent avant l'arrivée du premier curé résident, un dénommé François Ciquart. L'éducation est assurée au début par des maîtres ambulants comme Thomas Costin, Pierre Duperré et Antoine Joliet. La première école ne voit le jour qu'en 1817, sur les instances du curé André-Toussain Lagarde, qui réaménage son vieux presbytère en salle de classe. Vingt ans plus tard,

62. Les Madawaskayens confectionnent avec cette farine ce qui est devenu leur plat régional, une sorte de crêpe vert-jaune appelée *ploye*, dont des « yeux » percent le dessus sous l'effet de la levure (<http://www.acadian.org/ploye.html>).

63. La New Brunswick Railway – Canadien Pacifique relie Edmundston à Fredericton en 1878 et Edmundston à Rivière-du-Loup, en 1889. Deux ans plus tard, on construit un nouveau tronçon entre Edmundston et Connors. En 1910, l'International ouvre une ligne entre Edmundston et Campbellton et le Transcontinental joint Edmundston et Moncton en 1912 (Société historique du Madawaska; *Chroniques radiophoniques : célébration du 50^e anniversaire*; rédigées par Richard LeBlanc, été 2003).

64. À l'origine, Edmundston s'appelait Petit-Sault en raison du petit saut que fait la rivière Madawaska en se jetant dans le fleuve Saint-Jean. En 1851, la visite d'Edmund Walker Head, le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick, a tant impressionné les villageois qu'ils ont troqué le nom de Petit-Sault pour celui d'Edmund'town (La « République du Madawaska » : *carrefour historique de l'hospitalité*, Oneil Clavet, Edmundston).

le premier bureau de poste s'installe dans le magasin de M. Emmerson, à Edmundston. Bien que la plupart des résidents soient analphabètes, les besoins commerciaux de la région sont importants, ce qui entraîne l'ouverture d'autres bureaux de poste à Saint-Léonard, à Baker-Brook et à Saint-François. De compétence provinciale à l'origine, la poste relève actuellement d'un ministère fédéral, et ce, depuis 1867⁶⁵. M. John Hodgson a été le premier facteur fédéral d'Edmundston et, à l'époque, les timbres coûtaient entre deux et six sous...

Pour venir en aide aux plus démunis de la région, les religieuses hospitalières de Saint-Joseph fondent en 1874, avec la collaboration de sœur Maillet, la première académie, Mont-Sainte-Famille, ainsi que le premier couvent, le premier orphelinat et le premier hôpital, sans parler de leur propre briqueterie, qui ouvre ses portes en 1880.

Après le chemin de fer et la poste, c'est au tour de la Madawaska Telephone Company de connecter les Madawaskayens au reste du monde. Installée à Edmundston en 1896, l'entreprise ne compte à ses débuts que 30 abonnés. Suit le premier journal francophone, *Le Madawaska*, publié à partir de novembre 1913⁶⁶ par l'avocat Maximilien D. Cormier et le docteur Albert M. Sormany. Son but est de promouvoir le nationalisme brayon, la langue française et le catholicisme. Dix ans plus tard, J. Gaspard Boucher, député fédéral, achète le journal et en devient le rédacteur, avant de le léguer à ses enfants.

La neutralité légendaire des Madawaskayens est on ne peut plus évidente lorsqu'on constate le peu d'intérêt que suscite la Première Guerre mondiale : sur les 14 927 soldats enrôlés au Nouveau-Brunswick, seulement 165 viennent du Madawaska. Inutile de dire que la conscription imposée par Borden ne lui a pas fait gagner de votes dans la région...

Vers la même époque, en 1916 précisément, une loi de prohibition est adoptée au Nouveau-Brunswick, dans le but de mettre fin à la criminalité et à la pauvreté engendrées par l'industrialisation en plein essor. Quatre ans plus tard, c'est au tour des États-Unis d'adopter une mesure semblable. Pourtant, les lois n'arrêtaient pas les contrebandiers⁶⁷ et les îles de Saint-Pierre et Miquelon fournissent généreusement aux contrevenants de quoi étancher la soif de leurs clients. Le Madawaska devient de ce fait une plaque tournante de

65. Voir l'article « Une lettre pour vous! » de décembre 2008 (p. 101).

66. Il compte à ses débuts quatre pages et coûte deux cents. Ce journal paraît encore aujourd'hui.

67. Les plus entreprenants étaient Maxime Albert de Saint-Hilaire, Fred Levesque d'Edmundston et Albénie J. Violette, alias Jos Walnut, de Saint-Léonard. Voir l'article de novembre 2008 intitulé « Conrad Labelle, le roi du *bootlegging* » (p. 187).

la contrebande de boissons alcoolisées entre les îles françaises et les États-Unis. Certains Madawaskayens téméraires se mettent même à fabriquer de la « bagosse », pour leur propre consommation ou pour la revente.

Avec les années, grâce au chemin de fer, à la poste, au téléphone et au journal, le Madawaska se met au diapason du reste du monde. Entre 1910 et 1922, Patrick Thériault, sénateur à Augusta dans le Maine, et Pius Michaud, député du Madawaska à Ottawa, font cause commune pour obtenir la construction de trois ponts internationaux. Le premier pont est construit en 1911, entre Saint-Léonard et Van Buren. Deux ans plus tard, un autre est érigé entre Clair et Fort Kent. Finalement, en 1922, un dernier pont est inauguré, rejoignant Edmundston à la ville de Madawaska dans le Maine. Malheureusement, toutes ces initiatives de rapprochement avec le monde extérieur n'ont pas été sans conséquence...

Octobre 1929: c'est le krach boursier à l'origine de la Grande Dépression. En 1930, on compte dans la région plus de 326 chômeurs, dont 126 pères avec 447 personnes à charge. Le manque de ressources publiques force bien des familles à retourner à la campagne pour défricher la terre. D'autres choisissent de quitter la région dans l'espoir de faire fortune ailleurs. Il faut attendre 1937 pour que les premières caisses populaires ouvrent leurs portes à Saint-François et à Baker-Brook afin de venir en aide aux gens de la classe ouvrière, aux cultivateurs et aux commerçants, à savoir les victimes les plus éprouvées par la crise économique.

Malgré une situation économique morose, les Madawaskayens boudent la conscription de la Seconde Guerre mondiale, comme en 1917. Leurs priorités sont plutôt d'ordre local et pacifique. Le 1^{er} septembre 1946, l'année suivant la fin de la guerre, on ouvre le premier collège classique pour garçons au Madawaska, le collège eudiste Saint-Louis, sur l'emplacement de l'ancien camp militaire d'Edmundston. Les baraques militaires sont transformées en salles de classe en attendant la construction d'une école. En 1949, les religieuses hospitalières de Saint-Joseph mettent sur pied un collège pour jeunes filles, le collège Maillat à Saint-Basile, affilié au collège Saint-Louis. Ces deux institutions décernent le baccalauréat ès arts à leurs étudiants. Les deux écoles sont fusionnées en 1972, sous le nom de collège Saint-Louis-Maillat, puis l'institution devient le Centre universitaire Saint-Louis-Maillat d'Edmundston en 1976, qui est un des trois campus de l'actuelle Université de Moncton.

L'origine des idées républicaines

La légende de la République du Madawaska trouve ses origines en partie chez les Madawaskayens francophones qui, de par leur éloignement, ont développé un esprit d'indépendance. Refusant presque toujours de prendre part aux

guerres des autres, ils privilégient la neutralité et nagent de ce fait en pleine incertitude pendant soixante ans quant à leur citoyenneté. Même après l'établissement d'une frontière internationale en 1842, les Madawaskayens du côté nord ignorent jusqu'en 1851 à quelle province, le Québec ou le Nouveau-Brunswick, ils appartiennent. De là germe l'idée de séparation et des États-Unis et du Canada pour fonder une république qui leur serait propre.

C'est à l'arrivée des premiers Américains, vers 1817, qu'un geste concret a été posé. Un dénommé John Baker voulait que le Madawaska fasse partie de l'État du Maine. Le 14 juillet 1827, à Meriumticook, l'actuel Baker-Brook, il hisse un drapeau⁶⁸ fait par sa femme, Sophia Rice, et établit un gouvernement formé de lui-même, comme général, et de deux amis, Charles Studson et James Bacon. Baker souhaite administrer la nouvelle république pour un an, c'est-à-dire jusqu'à ce que ce territoire indépendant devienne américain. À sa grande surprise, le général autoproclamé est arrêté par les autorités britanniques et accusé de sédition pour, en plus des délits susmentionnés, avoir fait circuler une pétition – que les francophones ont refusé de signer, soit dit en passant – incitant les Madawaskayens à refuser d'obéir aux lois britanniques sur leur territoire. Baker a été condamné à deux mois de prison et à une amende de 25 livres sterling. Pourtant, il refuse de baisser les bras et récidive en 1831 avec plus ou moins les mêmes résultats, puisque les francophones refusent toujours de participer à son coup d'État. « Cette société française, catholique, rurale, industrielle et autosuffisante », selon Peter Fisher, premier historien du Nouveau-Brunswick, « s'autogouverne comme en Acadie et ne demande qu'à vivre en paix⁶⁹ ».

Le Madawaska n'est pas une province comme le Québec, ni même un territoire comme le Nunavut, mais il a une langue, une culture et un peuple. À cheval sur deux pays et deux provinces, ses habitants partagent un passé

68. Ce drapeau montre un aigle surmonté de six étoiles disposées en demi-lune. L'aigle représente l'indépendance et les étoiles symbolisent les six peuples fondateurs du Madawaska, soit les Amérindiens, les Acadiens, les Québécois, les Américains, les Anglais et les Irlandais. En grande partie francophones, les Madawaskayens, sont, comme le dit si éloquemment Oneil Clavet dans *Notre légendaire république*, « un peuple très distinct issu d'un mélange de patriotisme québécois, d'endurance acadienne, de persévérance irlandaise, de spéculation anglaise, d'indépendance américaine et de fierté indienne » (*La « République du Madawaska » : carrefour historique de l'hospitalité*, Oneil Clavet, Edmundston, p. 8). Il ne faut surtout pas passer sous silence l'hospitalité de ces derniers, sans laquelle les colons n'auraient pu survivre. En plus du drapeau, qu'elle arbore fièrement depuis 1965, la République du Madawaska a aussi ses armoiries et son président. Les armoiries représentent deux mains jointes, une française et une anglaise, tenant un flambeau au-dessus d'une fleur de lys. En arrière-plan, un porc-épic est entouré de pins. Les mots République du Madawaska sont écrits dans les deux langues. Quant au président, qui est officieusement le maire d'Edmundston, il décerne depuis 1947 des certificats de citoyenneté honoraire. Le premier de ces certificats a été émis en janvier 1947 au lieutenant-général John Carl Murchie, né à Edmundston en 1895.

69. Propos du révérend Charles W. Collins de Portland (*Reverend Charles W. Collins, Acadians of Madawaska*, Boston, 1902, 61 p., cité par W.O. Raymond, n° 9, *op. cit.*, p. 347).

commun et sont tous citoyens à part entière de ce grand territoire qu'on appelle, même si c'est parfois avec un brin d'humour, la République du Madawaska...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Clavet, Oneil. *La « République du Madawaska » : carrefour historique de l'hospitalité*, Edmundston.
- LeBlanc, Richard (2003). *Chroniques radiophoniques : célébration du 50^e anniversaire*, Madawaska, Société historique du Madawaska.
- Pichette, Robert (1994). *La République du Madawaska : de l'éphémère au mythe*, Poitiers, Université de Poitiers.

PARTIE

3

LA VIE AU QUOTIDIEN

- ✦ Le chien de tournebroche
- ✦ L'argent en Nouvelle-France
- ✦ Épidémies et maladies en Nouvelle-France
- ✦ L'école acadienne à l'île Saint-Jean aux XVII^e et XVIII^e siècles
- ✦ Une lettre pour vous !
- ✦ Les citadins en Nouvelle-France
- ✦ Le maître officiel des hautes œuvres du Canada
- ✦ L'habit fait-il le moine ?
- ✦ Le ginseng en Nouvelle-France
- ✦ Cap sur la Nouvelle-France
- ✦ Les petites filles aux allumettes de Hull
- ✦ L'esclavage au Canada français
- ✦ Tous à table !
- ✦ Le mystérieux mal de terre



LE CHIEN DE TOURNEBROCHE

Novembre 2006

Le grand classique de la littérature canadienne *Le chien d'or* a été écrit par William Kirby en 1877. Ce livre brosse un tableau fascinant de la Nouvelle-France au temps de La Galissonnière, gouverneur intérimaire de 1747 à 1749. À la page 41 (*Le chien d'or*, Québec, Éditions Garneau, 1971), il y a une note au sujet d'un appareil utilisé à l'époque, une sorte de roue qui sert à faire tourner la broche. Le plus curieux, c'est qu'on attache un chien sur la roue pour la faire tourner. La pratique est, semble-t-il, assez courante. On se sert du même mécanisme à la forge pour faire fonctionner le soufflet ou à la ferme pour aiguiser les couteaux, faire tourner la meule, baratter la crème, pomper l'eau, moudre le maïs et laver le linge. En installant le chien sur la roue, on pouvait faire marcher jusqu'à quatre machines à coudre.

Selon toute apparence, la roue à chien remonte au XI^e siècle, lorsqu'un seigneur aurait pensé à ce mécanisme, peut-être pour alléger la tâche du servent à qui incombait cette corvée. Comme il ne s'agit pas d'un travail très prestigieux, c'est en général celui ou celle au plus bas de l'échelle de la domesticité qui s'en occupe. La roue à chien commence à gagner en popularité à partir du XVII^e siècle. Cependant, son utilisation est sévèrement remise en question par Henry Bergh, fondateur de l'American Society for the Prevention of Cruelty to Animals (ASPCA)¹ en 1866. Certains propriétaires n'ont peut-être pas compris l'esprit de la mission de M. Bergh, car lors d'une de ses inspections, il aurait surpris deux restaurateurs qui avaient tout simplement substitué des enfants noirs au chien de tournebroche... Pour certains enfants, néanmoins, ce travail est rémunéré. Outre les chiens et les enfants, il semblerait que des oies aient pu servir de tournebroche, parfois jusqu'à douze heures d'affilée. Vers la fin du XIX^e siècle, grâce à de nouvelles inventions, la roue à chien est désormais considérée comme chose du passé, même s'il faut attendre une cinquantaine d'années pour que cette pratique disparaisse tout à fait.

Quel type de chien est le plus apte à exécuter ce genre de travail? Une race de chien est particulièrement prisée, le corgi : il est court sur pattes, a les oreilles tombantes, un corps long et des pattes postérieures particulièrement fortes. D'une résistance hors pair, il pèse entre 11 et 16 kilogrammes et est d'une hauteur d'environ 33 centimètres. Dans les tableaux de l'époque, on le voit souvent avec une raie blanche au milieu du front. Une liste datant de 1576 mentionne cette race pour la première fois. Carolus Linnaeus en parle en

1. Une société vouée à la protection des animaux.

1756 et le pasteur W. Bingley en fait mention en 1809. Darwin fait allusion à ce chien dans *L'origine des espèces*, publié en 1859. Il cite le chien de tournebroche à titre d'exemple d'une race qui serait apparue dans l'espace d'une seule génération. Le tournebroche serait par la même occasion la seule et unique race de chien dont on aurait documenté à la fois l'apparition et l'extinction.

Quelles sont les conditions de travail du chien de tournebroche? Dans les cuisines modestes, un seul chien suffit à faire tourner la broche pendant les trois heures nécessaires à la préparation d'un repas. Dans les grandes cuisines, où on utilise le tournebroche sur une base quotidienne, deux chiens se partagent la besogne, chacun travaillant un jour sur deux. Pendant son jour de congé, si le chien ne sert pas de chauffe-pieds dans les églises pendant la saison hivernale, il est souvent gardé dans une cage. La roue étant l'équivalent canin du baignoire, le forçat est tenté de s'évader à la première occasion. Il faut dire que ces chiens étaient particulièrement bien dressés, car si un des chiens faisait faux bond, on raconte que, dans certains cas, l'autre partait à sa recherche pour ramener le fautif.

Quant à la roue servant à faire fonctionner les machines à coudre, on y fait référence dans la revue française *Nature* en 1880. L'engin est inventé à Paris par un certain M. Richard pour subvenir aux besoins de la métropole en uniformes militaires. Le chien, placé sur la roue dans une sorte de boîte, travaille de façon intermittente en marchant sur une espèce de tapis roulant installé sur des rouleaux. Ces derniers sont reliés à un système de courroies qui, à leur tour, actionnent la machinerie. Si la revue française dénonce cette pratique, les Français, eux, auraient continué jusqu'à peu avant la Seconde Guerre mondiale à se servir de chiens pour baratter la crème à la ferme. Au Canada, les Fransaskois emploient ce type de mécanisme à la ferme pour pomper l'eau, et ce, jusqu'à l'arrivée de l'électricité à la campagne, vers 1950.

Les roues font entre deux et trois mètres de diamètre et leur largeur varie selon la taille du chien. On attire l'animal vers la roue grâce à un morceau de viande et, une fois le chien en place, on entraîne celle-ci en tournant le mécanisme, ce qui oblige le chien à marcher pour ne pas tomber. Après un certain temps, le chien apprend à faire démarrer la roue tout seul.

Si pour les enfants, les chiens et les oies, la roue peut devenir synonyme d'instrument de torture, quelques petits Fransaskois, eux, l'auraient considérée comme une sorte de manège. On raconte qu'en se calant à l'intérieur, l'enfant « se faisait tourner » par un ami, ce qui donnait lieu à des parties de plaisir hors du commun. On peut se demander si la roue humaine qu'on voit dans les cirques modernes ne serait pas une version contemporaine de la roue à chien.

Peu à peu, de nouvelles technologies ont remplacé la roue, et le petit chien qui la faisait tourner si courageusement a été condamné à l’extinction. À part quelques artefacts², une poignée de gravures, des expressions idiomatiques et un certain nombre de références littéraires, il ne reste plus rien de cette race. Jugée laide et insignifiante par les gens de l’époque, elle a sombré dans l’oubli, car, ironiquement, l’objet qui faisait son malheur assurait en quelque sorte sa survie...

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.dself.dsl.pipex.com>
- <http://www.gtj.org.uk>
- <http://www.societehisto.com>
- <http://www.bbc.co.uk>
- <http://www.thebookofdays.com>
- <http://www.veterinet.net>



L’ARGENT EN NOUVELLE-FRANCE

Avril 2007

Qu’ont Wilfrid Laurier, John A. MacDonald et la reine d’Angleterre en commun? Leurs visages figurent respectivement sur les coupures canadiennes de 5, 10 et 20 dollars. Mais qu’en est-il à l’époque de la Nouvelle-France? Le roi, la reine et le valet ornent la monnaie, mais pas ceux de France ni d’Angleterre; ce sont plutôt les figures de trèfle, de pique, de cœur et de carreau! Voici l’histoire fascinante de la monnaie de carte...

Les premiers Canadiens sont pour la plupart des gens pauvres qui, après plusieurs années dans la colonie, ont vite épuisé leurs maigres économies. Par conséquent, faute d’argent comptant, ils ont recours au troc. Il faut préciser ici que, de façon générale, les espèces sonnantes et trébuchantes de la mère patrie se font rares en Nouvelle-France, car les risques associés au transport des liquidités outre-mer sont bien réels. La France envoie dans sa colonie des soldats avec en poche leur solde en argent comptant, sans parler des espèces

2. Une chienne nommée Whiskey fut la dernière représentante connue de cette race aujourd’hui éteinte. Ce spécimen est conservé au musée d’Abergavenny, au pays de Galles. On dit que le petit terrier d’Imaal, originaire d’Irlande, en serait un cousin lointain. Par ailleurs, une roue à chien est exposée au château de Ramezay à Montréal.

destinées à payer les dépenses du gouvernement de Québec. Les ennemis de la France, dont les pirates et les Britanniques ne sont pas les moindres, n'hésitent pas à couler un bateau battant pavillon français afin de saisir son butin. Faute de mieux, en 1663, les Canadiens adoptent comme monnaie d'échange le castor, dont une peau vaut quatre francs ou livres. Un contingent de soldats arrivés en 1665 avec leur solde n'ayant rien résolu, c'est au tour du blé de servir d'unité monétaire à partir de 1669. On fixe sa valeur à quatre livres le minot. Finalement, en 1674, le blé est remplacé par l'original, dont une peau se paie trois livres. Comble d'ironie, la même année, le roi de France ordonne que tout compte soit payé en espèces sonnantes.



Planète Généalogie et Histoire,
<http://genealogie.planete.qc.ca>

Monnaie de carte d'une valeur de 50 livres et datant de 1714; signée par le gouverneur général Vaudreuil et l'intendant Bégon.

Avec le temps, la situation ne fait que s'aggraver et l'argent comptant se fait de plus en plus rare dans la colonie. Le 8 juin 1685, c'est la panique généralisée, car le roi envoie un nouveau contingent de soldats en Nouvelle-France, mais sans solde.

Étant donné que les fonctionnaires, les fournisseurs, les soldats et les commis sont tous payés à même les coffres de la France, la situation est on ne peut plus désespérée. En temps normal, le gouvernement de la colonie solde ses comptes auprès des commerçants à l'arrivée en été des bateaux en provenance de la France, mais il ne peut pas se permettre d'en faire autant pour ses soldats, qu'il doit payer sur une base régulière.

Ayant épuisé toutes ses ressources et refusant les conditions offertes par les commerçants, Jacques de Meulles, intendant de la Justice, de la Police et des Finances, a l'idée d'émettre ce qui deviendra la première monnaie de papier en Amérique du Nord. Le principe est des plus simples : on a recours aux cartes à jouer, très abondantes à l'époque pour meubler les longues soirées d'hiver.

Chaque carte porte la signature de l'intendant. Une carte entière vaut quatre livres, une demi-carte, deux livres et le quart d'une carte, quinze sous, soit le sixième d'une livre.

Les cartes sont échangeables contre des espèces sonnantes ou des lettres de change sur le trésor royal, et ce, avant que les navires ne repartent pour la France en automne. Leur cours est donc limité à trois mois et, une fois l'échange effectué, les cartes sont détruites.

Le manque chronique d'espèces sonnantes est responsable d'une deuxième vague de cartes qui déferle sur la colonie en février 1686 et celles-ci deviendront « monnaie courante » entre 1689 et 1719. La guerre qui fait rage en Europe au début du XVIII^e siècle est en partie responsable de cet état de choses, privant la colonie de son soutien financier et la rendant de plus en plus dépendante du papier-monnaie. Malheureusement, une inflation galopante se fait sentir dès 1690, vu le nombre excessif de billets en circulation, et ce n'est qu'en 1717 que le gouvernement de la colonie commence finalement à acheter les cartes, à la moitié de leur valeur soit dit en passant, pour les remplacer par la monnaie de France. Cette démarche a pour effet de déclencher une récession, qu'on pallie en frappant des pièces de monnaie de cuivre en 1722. Des particuliers vont jusqu'à émettre leurs propres billets, basés sur leur solvabilité, pratique qui continue pendant le reste du XVIII^e siècle et une bonne partie du XIX^e. Le gouvernement, de son côté, émet des ordonnances censées remplacer la monnaie de carte. L'ordonnance est un ordre de paiement signé par l'intendant et échangeable, tout comme les cartes et les certificats, contre une lettre de change du Trésor de la marine. En 1714, on estime à deux millions de livres la monnaie de carte en circulation, dont la valeur unitaire varie entre dix sous et cent livres.

Il faut dire que, si la monnaie de carte est assez populaire en Nouvelle-France, les autorités en France ne partagent pas cet engouement. On craint des contrefaçons inévitables et une perte de contrôle du budget, craintes qui s'avèrent fondées puisque de faux billets commencent à circuler dès l'apparition des premières cartes. Les peines pour ce crime sont sévères : le 2 septembre 1736, un certain Louis Mallet et sa femme, Marie Moore, sont pendus à Québec pour avoir voulu s'enrichir aux dépens de l'État.

En mars 1729, douze ans seulement après le retrait des cartes, de graves pénuries de pièces de monnaie rendent nécessaire une nouvelle émission de monnaie de carte. Cette fois-ci, ce sont les commerçants qui en ont fait la demande auprès du roi, contrairement à ce qui s'est passé en 1685, lorsque l'intendant avait dû les convaincre de l'utilité des cartes. La nouvelle monnaie de carte est un carton blanc uni, au lieu d'une carte à jouer proprement dite.

Chaque coupure a une forme qui lui est propre. Les cartons revêtent deux sceaux officiels, l'un de France et l'autre de Navarre, et des inscriptions manuscrites, soit celles du trésorier, du gouverneur et de l'intendant.

Une carte entière vaut 24 livres et représente la somme la plus élevée. Une carte aux coins tronqués vaut 12 livres et ainsi de suite. Les cartes ont cours pendant un an et peuvent être échangées contre des biens ou des lettres de change. Ces cartes, émises en nombre limité, ne suffisent cependant pas à remplacer les ordonnances du gouverneur. Par conséquent, vers la même époque, c'est-à-dire entre 1720 et 1760, d'autres monnaies de papier font surface : les certificats, c'est-à-dire une somme certifiée au fournisseur par un commerçant, et la traite, à savoir une lettre de change dont se servent, d'une part, le gouvernement pour racheter la monnaie de papier et de l'autre, les colons pour éviter le transfert en espèces.

La conquête de 1760 sonne le glas de la monnaie de papier en général et de la monnaie de carte en particulier. À ce moment-là, on estime à quelque 16 millions de livres la valeur de la monnaie de papier en circulation, dont 640 000 en monnaie de carte. Pourtant, tout comme en 1717, la France se voit dans l'impossibilité de rembourser le papier-monnaie, qui a perdu la presque totalité de sa valeur dans les années suivant l'invasion britannique. Entre-temps, les colons, de plus en plus méfiants, sont devenus très économes. Le papier-monnaie cède donc sa place au bon vieux bas de laine qui retrouve toute son utilité après la chute du régime français.

Tableau 3.1

 **Quelques monnaies courantes aux XVII^e et XVIII^e siècles**

1 louis ^a	=	20 livres
1 pistole	=	10 livres
1 écu ^b	=	3 livres et 2 sous (sol)
1 livre (franc)	=	20 sous (sol) ^c
1 sou (sol)	=	12 deniers ^c
1 liard ^c	=	3 deniers

a) en or b) en argent c) en cuivre

Tableau 3.2
 ✦ **Quelques salaires annuels vers le milieu du XVII^e siècle**

Chirurgien	=	100-150 livres
Menuisier	=	100 livres
Armurier et ouvrier	=	100 livres
Charpentier	=	75-100 livres
Armurier et serrurier	=	80 livres
Maçon	=	80 livres
Serrurier	=	75 livres
Armurier défricheur	=	75 livres
Cordonnier	=	60 livres
Tailleur	=	60 livres

Tableau 3.3
 ✦ **Valeur des peaux au début du XVIII^e siècle**

Élan	=	10 livres
Ours	=	5 livres
Loutre	=	5 livres
Raton laveur	=	5 livres
Ourson	=	2,5 livres
Loup	=	2 livres
Martre	=	45 sous
Renard	=	35 sous

Tableau 3.4
 ✦ **Prix de quelques objets de la vie quotidienne au début du XVIII^e siècle**

1 poêle	=	100 livres
1 cheval	=	40-100 livres
1 vache	=	40 livres
1 cochon	=	15 livres
1 mouton	=	5 livres
1 fromage de 3 livres	=	30 sous
1 gros melon	=	15-20 sous
Du beurre frais	=	15 sous
Du beurre salé	=	10 sous
1 melon d'eau	=	3-6 sous

Aujourd'hui, le taux d'endettement des Canadiens représente 150 pour cent de leur revenu brut. Cela signifie qu'un salarié qui gagne 100 000 dollars par an est endetté de 150 000 dollars. C'est plus que le taux d'endettement des Américains et un bond de 57 pour cent en vingt ans. Les Canadiens n'économisent que 4,2 pour cent de leur salaire, une baisse de presque 9 pour cent depuis 1990, alors qu'un tiers des Canadiens n'épargnent pas du tout³.

La monnaie de papier et la monnaie de carte en Nouvelle-France se sont avérées des solutions à court terme imparfaites. Qu'en sera-t-il des monnaies de papier et de plastique d'aujourd'hui?

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.collections.ic.gc.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.civilization.ca>
- <http://www.mcq.org>
- <http://www.genealogie.org>
- <http://www.cdesjardins.com>
- <http://www.bankofcanada.ca>



ÉPIDÉMIES ET MALADIES EN NOUVELLE-FRANCE

Octobre 2007

Entre les XVI^e et XIX^e siècles, la Nouvelle-France a connu son triste lot de maladies et d'épidémies. Parmi les maladies, on compte :

- les maladies respiratoires, dont les maux de gorge, la coqueluche, la fluxion de poitrine, la pleurésie, la grippe et le rhume ;
- les maladies du ventre comme la dysenterie, la diarrhée et les vers intestinaux ;
- la gale et les abcès ;

3. <http://www.lesaffaires.com/bourse/nouvelles-economiques/lendettement-des-canadiens-saccroit-plus-vite-que-celui-des-americains-/519576> ; <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/canada/201102/17/01-4371345-la-dette-moyenne-des-menages-canadiens-correspond-a-150-de-leur-revenu.php> ; <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/finances-personnelles/planification-financiere/200906/07/01-863783-recouvrez-votre-sante-financiere.php> ; http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchReports/ca_rep_2007-10_debt-consumption_f.pdf.

- les maux de dents;
- le cancer et les tumeurs en tous genres;
- les maladies vénériennes comme la syphilis et la blennorrhagie;
- le rhumatisme et la goutte;
- le scorbut.

Cette liste n'est nullement exhaustive, mais sert à montrer sommairement à quoi s'exposaient les Canadiens français.

Quant aux épidémies, on peut les grouper en plusieurs catégories, selon le genre d'infection :

- le choléra (1832, 1854);
- la fièvre sans cause identifiée (1749);
- la fièvre maligne ou maladie de Siam ou fièvre jaune (1710, 1717-1718);
- la fièvre rouge ou dengue (1783);
- la fièvre typhoïde (1847);
- l'épidémie A melancholy (1809);
- la petite vérole (1699, 1702⁴, 1755, 1763⁵);
- la « picote » ou varicelle (1701, 1729, 1783, 1889);
- la rougeole (1687);
- le typhus (1743-1745, 1750, 1756-1759, 1847);
- la variole (1734, 1784, 1819-1821);
- les épidémies non identifiées (1733, 1735, 1748, 1765, 1797).

Ainsi, un calcul rapide permet de constater qu'en deux cent deux ans, le Québec a survécu à 27 épidémies, soit en moyenne une épidémie tous les sept ou huit ans.

Causes

Même si c'est la théorie des humeurs qui a la cote à l'époque de la Nouvelle-France et que l'on croit pouvoir guérir tout mal à l'aide de saignées, de lavements et de purges, la réalité est tout autre. La propagation des maladies trouve son origine dans le climat, l'hygiène et la mauvaise alimentation. Si le climat

-
4. L'année 1702 a été particulièrement difficile. L'effondrement du marché du castor s'accompagne de la disparition de la dixième partie de la population en raison de la petite vérole. Le nombre de décès quotidiens est si élevé que l'on enterre parfois jusqu'à 18 morts à la fois, et ce, pendant des mois.
 5. Premier cas de guerre bactériologique en Amérique du Nord. Au cours de l'été 1764, Henri Bouquet (1719-1765), d'origine suisse, communique à son commandant, le général Jeffrey Amherst, son plan d'infecter les Amérindiens de la petite vérole en leur faisant cadeau de couvertures contaminées, prises à l'hôpital du fort.

canadien est toujours assez rude de nos jours, l'hygiène a fait beaucoup de progrès au fil des ans. Disons qu'avant la seconde moitié du XIX^e siècle, elle est pratiquement absente. On fait ses ablutions avec peu ou pas d'eau, se limitant aux parties du corps exposées, c'est-à-dire le visage et les mains, car on croit que l'eau transmet la maladie, ce qui n'est pas tout à fait faux, comme on le verra plus loin. Quant aux cheveux, on les poudre tout simplement ou on porte la perruque si on en a les moyens. En ce qui concerne les dents, le commun des mortels les frotte avec un bout de tissu sec ou avec le doigt.

Dans les villes, des ordures de toutes sortes s'entassent dans les égouts à ciel ouvert, les pots de chambre sont le plus souvent vidés par les fenêtres et les bêtes circulent librement dans les rues, en laissant des excréments sur leur passage. Ces pratiques insalubres contaminent l'eau potable que les gens puisent aux petites rivières des villes ou, dans le cas des habitants plus aisés, aux puits. Par conséquent, la crainte de maladies redoutables transmises par l'eau n'est pas tout à fait sans fondement.

Côté alimentation, les colons mangent plus souvent à leur faim qu'en France, mais le régime de certains Franco-Canadiens présente de graves carences vitaminiques. Les repas, principalement constitués de céréales – de pain de ménage surtout – et de lard, manquaient, entre autres, de vitamines C et D, d'où l'apparition du scorbut. Cependant, quand la nourriture abonde, il y en a pour tous les goûts :

Par exemple, on trouve à la ferme :

- crème, beurre, fromage ;
- cochons, œufs ;
- pigeons français ;
- betteraves, concombres, oignons, choux, navets, citrouilles, pommes, fines herbes, poireaux.

La chasse, la pêche et la cueillette, quant à elles, fournissent :

- oiseaux et poissons de toutes sortes, dont l'anguille ;
- élans, caribous, ours noirs, lièvres, castors, rats musqués ;
- bleuets, fraises, framboises, groseilles, mûres, prunes.

Corps médical et médicaments

Si on tombait malade aux XVI^e ou XVII^e siècles, quels secours pouvait-on espérer? Les spécialistes de la santé de l'époque sont médecins, chirurgiens⁶, infirmières, pharmaciens ou apothicaires, sages-femmes, ramancheurs⁷, arracheurs de dents, chamans autochtones et sorciers, sans parler des colporteurs et des magasins généraux qui vendent des soi-disant cures. Les premiers s'installent surtout à Québec ou à Montréal, laissant la campagne aux autres. En général, si le médecin a suivi une formation de six ou sept ans, il se contente de poser un diagnostic et de prescrire un remède, sans vraiment ausculter le patient. En fait, c'est le chirurgien qui pratique la plupart des interventions chez le malade, mais celui-ci apprend le métier le plus souvent sur le tas. Le plus ironique, c'est qu'une certaine rivalité oppose les médecins aux chirurgiens vers 1760, les premiers étant considérés comme faisant partie de la classe noble, les derniers, de la bourgeoisie et, par conséquent, méprisés par eux. Ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle que l'on a mis fin à ce conflit.

À la campagne, on a souvent recours aux services d'une sage-femme ou d'une guérisseuse, qui connaît les secrets des plantes. Parfois accusées de sorcellerie et persécutées avec acharnement en Europe entre les XIV^e et XVII^e siècles, ces femmes ont joué un rôle des plus importants en Nouvelle-France.

Quelques remèdes communs comprennent l'achillée millefeuille ou le pissenlit contre la fièvre, l'ail contre les vers et le thé d'écorce de cèdre blanc, la pomme de terre, le jus de citron, les aiguilles et l'écorce d'épinette blanche ou de pruche contre le scorbut. Malheureusement, à part le quinquina et l'ipécacuanha, les remèdes amérindiens ne sont pas toujours vus d'un bon œil et une bonne partie de cette pharmacopée a été irrémédiablement perdue.

-
6. Entre les XV^e et XVIII^e siècles, le chirurgien exerce la double fonction de chirurgien et de barbier. Ce n'est qu'en 1743 que Louis XV en fait deux métiers à part entière.
 7. Les ramancheurs sont des guérisseurs réputés miraculeux, souvent de génération en génération, dont la tâche consiste à replacer les os disjoints ou sortis de leur emplacement naturel, souvent par manipulation (massage) ou par immobilisation du membre blessé avec un bout de bois entouré d'une pièce de tissu (ancêtre du plâtre).

Tableau 3.5

 **Quelques médecins et chirurgiens qui ont marqué l'histoire de la Nouvelle-France**

Robert Giffard de Moncel (1587-1668) (l'avenue Robert et la rue de Moncel à Québec lui sont dédiées, ainsi que le Centre hospitalier Robert-Giffard [1976-2009] et le Centre de recherche de l'Université Laval Robert-Giffard [depuis 1987])

Étienne Bouchard (1622-1676)

Louis Chartier (1633-1660)

Pierre Piron (1653-?)

Gervais Beaudoin (1641-1700)

Michel Sarrazin⁸ (1659-1734) (médecin du roi de la Nouvelle- France)

Jean Casaux dit Bascout (1699-1761)

Jean-François Gaultier⁹ (1708-1756) (successeur de Michel Sarrazin)

Tableau 3.6

 **Premiers hôpitaux de la colonie et collège au Québec**

Hôtel-Dieu à Québec	Fondé en 1639 par les Hospitalières
Hôtel-Dieu à Montréal	Fondé en 1643 par Jeanne Mance
Hôtel-Dieu à Trois-Rivières	Fondé en 1697 par les Ursulines
Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec	Fondé en 1847

Malgré une liste impressionnante d'épidémies et de maladies qui sont le lot quotidien de l'habitant – une alimentation parfois déficiente, des professionnels de la santé en nombre et au savoir limités et des remèdes pas toujours à la hauteur –, la population canadienne-française a explosé. De la centaine de colons qu'elle comptait en 1627, la population de la Belle Province se chiffrait à 7 651 531 habitants en 2006 selon l'Institut de la statistique du Québec.

-
- Une partie des responsabilités de Sarrazin, en tant que médecin du roi, est de recueillir des données sur les animaux, les plantes et les minéraux en Nouvelle-France. De plus, il soigne les soldats et la population de la ville de Québec. Il meurt en 1734 à la suite d'une fièvre causée par la petite vérole ou la variole.
 - En plus de ses observations des règnes animal, végétal et minéral en Nouvelle-France, Gaultier s'intéresse à la médecine météorologique, qui fait école en Europe au XVII^e siècle et qui cherchait à montrer l'impact du climat sur l'être humain. Gaultier est mort du typhus en 1756.

Il est important de souligner que ce nombre ne tient pas compte des millions de Franco-Canadiens qui se sont installés ailleurs au fil des ans. Voilà de quoi être fier et la preuve que les Canadiens français ont du sang dans les veines!

POUR EN SAVOIR PLUS

- Tésio, Stéphanie (2003). « Expansion coloniale et développement des savoirs scientifiques en Nouvelle-France: l'apport des médecins du roi Michel Sarrazin (1659-1734) et Jean-François Gaultier (1708-1756) », Caen et Québec, Université de Caen et Université Laval.
- <http://www.cbc.ca>
- <http://www.civilization.ca>



L'ÉCOLE ACADIENNE À L'ÎLE SAINT-JEAN¹⁰ AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Octobre 2008

Peu ou pas de livres, écoles mal entretenues, fréquentation irrégulière des élèves, parents peu engagés, salaires dérisoires; voilà seulement quelques-uns des problèmes auxquels tout instituteur de l'île Saint-Jean doit faire face après le Grand Dérangement. L'enseignant est le plus souvent un homme avec peu de connaissances en pédagogie¹¹ et qui, faute de moyens, est logé et nourri chez les gens de la région. La plupart de ses élèves sont âgés de sept à quatorze ans, et la classe se fait dans la même salle pour tout le monde. Voici, dans ses grandes lignes, l'histoire des écoles et des enseignants à l'île Saint-Jean aux XVII^e et XVIII^e siècles...

AVANT 1755 Les écoles comme telles n'existent pas dans l'île et la plupart des gens sont analphabètes, chose très commune à la campagne tant en Amérique du Nord qu'en Europe.

1799 L'abbé de Calonne veut construire une école française à Charlottetown, malheureusement, le gouvernement ne donne pas son aval au projet.

10. Aujourd'hui l'Île-du-Prince-Édouard.

11. Beaucoup de ces enseignants ne peuvent obtenir leur brevet d'enseignement – obligatoire à partir de 1863 –, puisque la formation et les examens ne sont offerts qu'en anglais. Ils ne possèdent donc que certaines notions rudimentaires qui leur permettent d'enseigner la lecture, l'écriture, la grammaire et l'arithmétique de base.

- 1815 Jean-Louis Beaubien, missionnaire québécois, ouvre la première école acadienne à Rustico. François Buote, natif de la ville, en devient le premier instituteur. Il enseignera par la suite à Miscouche et à Tignish, avant de prendre sa retraite en 1857.
- 1816 Une deuxième école acadienne voit le jour à Tignish, où Dominique Charles Auffray, jeune Breton, enseigne pendant trois ans.
- 1825 Le gouvernement de l'île commence à subventionner en partie les écoles. Avant cette date, elles étaient entièrement financées par les parents et considérées comme un luxe.
- 1830 Le gouvernement provincial crée le Bureau d'éducation. Ses cinq membres ont la responsabilité de décerner les brevets d'enseignement. Une somme de 590 livres subvient en partie aux salaires des enseignants¹². Cependant, ce montant est nettement insuffisant et 80 pour cent du salaire d'un instituteur provient des contribuables ou des frais de scolarité des élèves. Quant aux coûts liés à la construction de nouvelles écoles, à l'entretien de celles qui existent déjà, au mobilier ou aux livres, ils sont assumés entièrement par des particuliers.
- 1831 Le gouvernement vote une allocation de 36 livres à une poignée d'enseignants acadiens. C'est-à-dire que chaque heureux élu reçoit un maximum de six livres, allocation qui serait éventuellement réduite à cinq livres. Il est à noter que les enseignants acadiens gagnent moins que leurs collègues anglais. Le gouvernement de la province considère comme inférieurs ces écoles et leurs instituteurs, pour qui le brevet n'était pas encore obligatoire. À cette époque, il y a six écoles acadiennes dans l'île : à Miscouche, à Tignish, à Magitte, à Saint-Chrysostome et à Rustico, où on en compte deux.
- 1834 La loi scolaire répartit les enseignants en trois groupes. Ceux de première classe¹³ doivent enseigner l'anglais, la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Les enseignants du deuxième groupe sont chargés d'enseigner toutes ces matières ainsi que des mathématiques plus avancées et la grammaire anglaise. Ceux de la troisième classe doivent

12. Un enseignant peut gagner un peu plus de sept livres par année scolaire. En 1875, un instituteur reçoit 48 cents par jour et une institutrice, 35 cents. Ces salaires ridiculement bas n'ont rien d'attrayant et beaucoup d'enseignants abandonnent la profession après quelques années.

13. L'enseignant acadien qui maîtrise l'anglais suffisamment bien pour l'enseigner peut voir son école promue à la première classe si une majorité de ses élèves étudient cette langue. En 1847, John McNeill, l'inspecteur, constate que les écoles acadiennes enseignent de plus en plus l'anglais, langue qui, selon lui, est beaucoup plus utile que le français.

enseigner, en plus des classiques, les mathématiques les plus avancées et la géographie. Pour obtenir son brevet, l'instituteur doit réussir l'examen du Bureau d'éducation.

- I837 John McNeill devient le premier inspecteur des écoles. À cette époque, il y a 51 écoles et 1 169 élèves répartis dans l'île. La population totale de l'île est de 47 000 personnes.
- I843 Il y a environ 5 000 Acadiens, dont 150 jeunes qui fréquentent les écoles acadiennes. De ce nombre, seulement 60 pour cent vont à l'école régulièrement.
- I847 Un amendement à la loi scolaire stipule que tout instituteur d'une école acadienne doit être catholique et titulaire d'un brevet d'enseignement du prêtre local. De cette façon, le curé s'assure des bonnes mœurs du candidat et de ses qualifications en français et en anglais. À la suite de cette mesure, le salaire de l'enseignant acadien est augmenté à dix livres, soit presque la moitié du salaire gagné par ses collègues anglophones.
- I849 Une disette force la fermeture de nombreuses écoles acadiennes.
- I852 Le gouvernement libéral impose aux propriétaires fonciers des districts pourvus d'une école ou qui en désirent une une taxe scolaire pour financer la construction, l'entretien et l'équipement de ce type d'institution. L'instituteur n'a plus le droit d'exiger des frais de scolarité à ses élèves, son salaire étant payé par le gouvernement et, dans certains cas, augmenté par les dons des particuliers. Grâce à cette initiative, les effectifs des écoles doublent en deux ans.
- I854 Un autre amendement force tous les instituteurs à enseigner la lecture, l'écriture et l'arithmétique en anglais. À cette époque, il y a 13 écoles acadiennes dans l'île et le clergé choisit les matières à enseigner, les professeurs et les livres.
- I855 On dénombre 781 jeunes Acadiens qui fréquentent les écoles de l'île.
- I856 Après l'ouverture officielle de la Normal School à Charlottetown, destinée à former les enseignants, certains protestants et orangistes critiquent sévèrement le gouvernement qui continue à financer les écoles catholiques françaises.
- I860 Pour obtenir leur brevet, les enseignants acadiens doivent désormais subir un examen provincial. Les récalcitrants voient leur salaire amputé de 5 livres, passant de 40 à 35 livres par an.
- I862 Le père George-Antoine Belcourt ouvre une école secondaire à Rustico dans le but de former des enseignants acadiens. L'instituteur de cette école est Israël J.-D. Landry, natif de Montréal. Son salaire est assuré

par les Acadiens et l'empereur Napoléon III. En 1867, Landry fonde un journal, *Le Moniteur acadien*. Même si l'école du curé Belcourt a connu un grand succès, elle n'est restée ouverte que quelques années. L'institution a néanmoins réussi à former un nombre suffisant d'enseignants pour pallier la pénurie.

- 1863 Les écoles acadiennes perdent leur statut spécial. On n'exige plus des instituteurs des écoles acadiennes qu'ils soient catholiques et francophones, mais ceux-ci doivent avoir fréquenté une École normale. Ils peuvent toujours enseigner en français, mais une maîtrise insuffisante de l'anglais empêche bien des instituteurs acadiens d'obtenir leur brevet. Le manque d'enseignants francophones ne tarde pas à se faire sentir. Pour comble de malheur, la nouvelle loi oblige plusieurs écoles acadiennes à fermer leurs portes dans les régions où il existe déjà une école anglaise.
- 1864 Le gouvernement revient sur sa décision et permet la coexistence de deux écoles dans un même district, là où le nombre d'élèves le justifie. Par conséquent, quelques écoles acadiennes restent ouvertes. La même année, un des premiers couvents des Maritimes ouvre ses portes dans le village de Miscouche. Trois religieuses de la Congrégation Notre-Dame de Montréal y assurent l'enseignement. Leur but est de préparer les filles pour l'École normale et à l'examen qui leur permettra de devenir institutrices à leur tour. Le programme d'études est le même que celui de la Congrégation au Québec. La survie de l'école dépend de la générosité de la population.
- 1868 Grâce à une motion du député Joseph-Octave Arsenault, les enseignants sont encouragés à se perfectionner en français. Ils reçoivent une augmentation salariale de dix livres par an. Un deuxième couvent est construit à Tignish.
- 1877 Après un peu plus d'une décennie de conflits entre catholiques et protestants au sujet du rôle de l'Église et de l'État dans l'éducation des enfants, une loi scolaire est votée, rendant non confessionnelle toute école publique de l'île. Il y a uniformisation de tous les manuels scolaires au profit de l'anglais. Face à cette mesure, l'évêque Peter McIntyre prend la défense des Acadiens, alléguant que leurs écoles sont des écoles séparées et, par conséquent, protégées par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Malgré un boycottage des écoles publiques par les Acadiens, le gouvernement de l'île obtient gain de cause en prouvant, en vertu de la loi de 1863, que les écoles acadiennes ont le même statut que les écoles publiques.

1882 Un troisième couvent voit le jour à Rustico, mais la plupart des élèves acadiens fréquentent déjà une école publique de langue anglaise. Les Acadiens déplorent la piètre qualité du français de leurs enseignants.

Colonisée par les Français en 1720, l'île Saint-Jean a été cédée aux Anglais en 1758. Aujourd'hui, les francophones ne représentent que 4,5 pour cent de la population¹⁴ de l'Île-du-Prince-Édouard. Il y a six écoles de langue française et l'éducation postsecondaire est assurée par le Collège communautaire de langue française de l'île. Malgré quelques gains importants au XX^e siècle, Charles Castonguay, professeur à l'Université d'Ottawa, estime que la proportion de francophones a chuté de 31 pour cent dans l'île depuis 1971, un phénomène attribuable au taux d'assimilation omniprésent¹⁵.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Arsenault, Georges (1987). *Les Acadiens de l'Île, 1720-1980*, Moncton, Les Éditions d'Acadie.



UNE LETTRE POUR VOUS!

Décembre 2008

Courriels, textos, clavardage, téléphonie sur IP, microblogage et réseaux sociaux sont autant de façons de garder le contact avec les gens dans notre monde en évolution perpétuelle. Que de progrès depuis le téléphone d'Alexandre Graham Bell, datant de 1876, le télégraphe de Samuel Morse, inventé en 1837, ou la bonne vieille lettre... Pourtant, en Nouvelle-France, la communication à distance ne se faisait que par courrier, même si, au cours des années, l'échange des lettres a beaucoup évolué.

Les faits saillants de l'histoire du courrier au Canada

C'est à compter du XVII^e siècle que les courriers officiel et privé commencent à faire la navette entre la France¹⁶ et le Canada. Les bateaux arrivent dès la fonte des glaces. Souvent, les colons, avides de nouvelles après un long hiver, se rendaient en barque au-devant des bateaux pour récupérer les lettres de la France.

14. <http://www.edu.pe.ca/cslf/> et <http://www.collegeacadieipe.ca/>.

15. <http://www.mef.qc.ca/docs/tendancesfr.htm>.

16. De La Rochelle surtout.

- 1693 Pedro da Silva, colon portugais à Québec, transporte des lettres entre Montréal et Québec. Douze ans plus tard, l'intendant Raudot le charge de la distribution de tout le courrier dans la colonie. Da Silva meurt en 1707, mais son beau-fils, Jean Moran, prend sa relève.
- 1721 Le sieur Nicolas Lanoullier se voit accorder l'exclusivité de la livraison du courrier entre Montréal et Québec. Il souhaite établir des bureaux de poste dans les trois grandes villes¹⁷ de la colonie, en plus de mettre sur pied un service de messagerie et de faire construire des relais le long de la route.
- 1723 Le courrier voyage librement et gratuitement entre Québec et La Rochelle. En payant sept sols, un Parisien peut envoyer une lettre à Québec, mais le service, qui dépend des bateaux en route pour La Rochelle ou la Nouvelle-France, n'est pas toujours régulier.
- 1732 Gilles Hocquart, l'intendant de la Nouvelle-France, dicte des règles pour le bon déroulement du déchargement du courrier. Les capitaines doivent décharger le courrier à des endroits spécifiques, à partir desquels il est expédié vers Montréal à bord de bateaux à voiles. Malheureusement, en raison du système routier peu développé, les régions éloignées ne sont pas desservies par ce réseau.
- 1737 On termine la construction du chemin du Roy, entre Montréal et Québec, projet entrepris trente et un ans plus tôt, grâce en grande partie aux efforts de Jean-Eustache Lanoullier de Boisclerc, grand voyer de la colonie¹⁸. Dès son entrée en fonction en 1731, le nouveau ministre avait institué des corvées du Roy qui obligeaient chaque censitaire possédant un terrain le long du chemin à construire une partie de la voie. La nouvelle route facilite de beaucoup le transport du courrier. De plus, des relais jalonnent le chemin du Roy, fournissant aux voyageurs le lit et le couvert, ainsi que le transport. Chaque relais est équipé pour recevoir lettres et argent.
- 1753 Benjamin Franklin est nommé maître général adjoint des Postes pour l'Amérique anglaise. Le tout premier bureau de poste ouvre ses portes à Halifax, en Nouvelle-Écosse.
- 1760-1763 La circulation du courrier privé est entravée en raison du régime militaire britannique nouvellement institué.

17. Québec, Trois-Rivières et Montréal.

18. L'équivalent du ministre des Transports.

1763 M. Franklin ouvre un deuxième bureau de poste à Québec, ainsi que des succursales à Trois-Rivières et à Montréal. Il désigne Hugh Finlay, un immigrant écossais, comme maître de poste. Onze mois plus tard, Finlay remplace Franklin à la tête des Postes, les tendances révolutionnaires de ce dernier ne plaisant pas aux Britanniques.

1775 Le service postal canadien est interrompu par des révolutionnaires américains.

1784 Finlay embauche Pierre Durand comme messenger pour assurer la livraison du courrier entre Québec et Halifax.

DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE Le courrier est transporté par diligence, voiture à cheval ou traîneau à chiens. Plus tard, les facteurs des grandes villes reçoivent des billets pour le transport en commun, c'est-à-dire le tramway à cheval.

1834 Un seul facteur est au service des 9 000 Torontois de l'époque. Il demande un cent par lettre. Seize ans plus tard, la population de la Ville Reine a grimpé à 21 000 habitants. Le prix de la livraison double, mais il n'y a toujours qu'un seul facteur pour toute la ville.

1840 Sir Rowland Hill, inventeur britannique, réforme de façon radicale le système postal. À cette époque, c'est au destinataire qu'incombent les frais de livraison. Malheureusement, le facteur en fait justement trop souvent les frais, puisque plusieurs destinataires refusent de payer. À partir de cette année, c'est désormais le poids, et non la destination de la lettre, qui détermine le prix à payer.

Le tout premier timbre-poste gommé du monde, le Penny Black, qui montre une très jeune reine Victoria, fait son apparition la même année et se vend pour un penny. Le timbre-poste gommé est rapidement adopté dans le monde entier.

1847 Les Américains adoptent le timbre-poste à leur tour.

1850 Le Canada – c'est-à-dire l'Ontario (Haut-Canada) et le Québec (Bas-Canada) –, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse mettent sur pied un système postal. Ils émettaient chacun leurs propres timbres jusqu'en 1867, année où est créé le Dominion Post Office Department, un des premiers ministères à voir le jour à la fondation du pays. Au fur et à mesure que les autres provinces canadiennes se joignent à la confédération, elles abandonnent leurs propres timbres au profit de ceux du Canada.

1851 Sir Sandford Fleming, un ingénieur d'origine écossaise, conçoit pour le Canada le premier timbre-poste illustré, le Three Pence Beaver.

- 1854 Les premiers wagons-poste, équipés d'un bureau de tri, font la navette entre Toronto et Montréal. Les trieurs, ou commis ambulants, travaillent la nuit et sont considérés comme l'élite du service des Postes.
- ENTRE 1870 ET LE DÉBUT DU XX^e SIÈCLE On construit un grand nombre de bureaux de poste, le plus souvent près des gares. On en compte 13 324 en 1911.
- 1874 À partir du 1^{er} octobre, le courrier est livré gratuitement à domicile à Montréal, puis à Toronto. Faute de boîtes, le facteur doit sonner à chaque porte¹⁹. Il transporte des sacs de 15 kilogrammes et fait entre sept et dix kilomètres par jour.
- 1875 Pour mettre fin définitivement à la pratique qui consiste à faire payer le destinataire, le maître général des Postes annonce que toute lettre non affranchie sera renvoyée à l'expéditeur. Entre 1879 et 1913, un timbre spécial, à l'effigie de la reine Victoria, est apposé sur ces lettres.
- 1880 Les facteurs reçoivent leurs premiers uniformes. En plus d'un costume de style militaire bleu foncé, le facteur est pourvu de plusieurs pantalons et chemises, ainsi que de manteaux et de chapeaux. Une plaque épinglée à son col indique son matricule, avec les lettres CPO pour Canada Post Office.
- 1887 Naissance officielle de la philatélie au Canada.
- DÉBUT DU XX^e SIÈCLE On utilise des bicyclettes à quatre roues et des camions électriques de la Poste royale pour livrer le courrier.
- 1908 La livraison du courrier dans les campagnes est désormais assurée. En voiture à cheval ou traîneau à chiens, le facteur dépose lettres et paquets dans des boîtes plantées au bord de la route.
Pour le tricentenaire de la ville de Québec, les Postes émettent une série de huit timbres imprimés pour la première fois en français seulement, sauf pour la mention *Canada Postage*.
- 1918 Le capitaine Brian Peck réalise le premier vol postal en biplace entre Toronto et Montréal. Les vols réguliers ne seront instaurés que dix ans plus tard, lors de l'ouverture des liaisons entre Pointe-au-Père et Montréal et entre Montréal et Toronto.
- 1927 Le mot Postes apparaît pour la toute première fois sur les timbres canadiens, même si le français est la langue officielle de l'Union Postale Universelle.

19. On n'a qu'à penser au film *Bienvenue chez les Ch'tis* pour se faire une petite idée de la journée typique du facteur d'alors.

1939 La Route aérienne postale transcanadienne, un projet qui s'étalera sur dix ans, relie Halifax à Vancouver, qu'une distance de quelque 8 000 kilomètres sépare, et les territoires du Nord au reste du Canada.

1947 Les timbres-poste deviennent officiellement bilingues.

Au cours des années, Postes Canada a émis de nombreux timbres représentant des scènes²⁰ ou des personnages historiques, politiques ou autres du Canada français. Aujourd'hui, Postes Canada est bilingue et traite chaque jour, avec Purolator, sa filiale, 38 millions d'envois. Ses 6 000 voitures et camions parcourent plus de 77 millions de kilomètres par année et ses quelque 20 000 facteurs, plus de 165 000 kilomètres par jour. Que de chemin parcouru depuis l'époque de Pedro da Silva!

POUR EN SAVOIR PLUS

- Donaldson, Gordon (1990). *Images du Canada: l'histoire par le timbre-poste*, Montréal et Toronto, Éditions Grosvenor Inc.
- <http://www.postescanada.ca>
- <http://www.cfqlmc.org>



LES CITADINS EN NOUVELLE-FRANCE

Février 2009

En 2001, 80 pour cent de la population québécoise habitait les grands centres urbains de la province et ce pourcentage ne cesse d'augmenter. Pourtant, en Nouvelle-France, seulement un quart de la population vivait en ville²¹. Le rôle principal de ces agglomérations est d'offrir des services à la population rurale et les métiers qu'on y exerce à l'époque témoignent de cette réalité. Des Canadiens de toutes conditions se côtoient plus aisément que leurs semblables restés en France. Par contre, les amitiés se tissent et les mariages se font généralement entre gens du même milieu et de la même classe.

20. Pour le quadricentenaire de Québec, Postes Canada a émis une série de cinq timbres. Le dernier est d'une beauté exceptionnelle. D'une valeur nominale de 52 cents, il est imprimé, ainsi que les autres timbres de la série, en utilisant une technique ancienne, la taille-douce. Les trois couleurs du timbre ont été obtenues grâce à un procédé au pochoir ressemblant de beaucoup à celui dont on se sert pour imprimer les billets de banque. La France a émis le même timbre en employant les mêmes techniques pour souligner son amitié avec le Canada.

21. C'est-à-dire à Québec, à Montréal et à Trois-Rivières (<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=f1ARTF0006591>).

Les élites

Constituée de commerçants très fortunés, d'officiers et de religieux, la classe des élites administre la ville et ne compte que pour trois pour cent de la population active. Chaque ville importante possède un marché, une église, un tribunal et son administration locale, c'est-à-dire que tout tribunal a un magistrat, un greffier, un procureur, des huissiers, des notaires²² et des praticiens. En haut de l'échelle sociale, on trouve le gouverneur général et l'intendant, suivis des officiers militaires et civils, des ecclésiastiques et des laïcs, et des négociants et commerçants prospères. Très à l'aise financièrement, ou se croyant tels, ces gens mènent grand train, offrant bals et soirées ou assistant à de tels événements, parfois au point de se ruiner.

Un cas particulier : les commerçants

Les gros commerçants approvisionnent la colonie en biens européens. Leurs profits sont énormes, allant de 20 pour cent à 100 pour cent, ce qui leur permet d'amasser des fortunes colossales. Les petits commerçants, par contre, ne peuvent s'offrir que peu de luxes et ne font pas partie de la classe des élites. Ils travaillent dur et mettent le plus souvent toute la famille à contribution. La femme fait office de comptable et les fils apprennent le métier sur place ou en France. Très engagés dans la vie de la communauté, ce sont surtout les petits marchands qui s'occupent des pauvres.

La classe moyenne

La classe moyenne se compose d'artisans²³, de domestiques et de soldats. Les maréchaux-ferrants et autres travailleurs du fer, tout comme les tanneurs, gagnent bien leur vie, tandis que les cordonniers ont du mal à joindre les deux bouts. Quant aux ouvriers de la construction²⁴, leur sort dépend de la générosité du roi et des projets du moment de la France.

22. Champlain a écrit une lettre au roi lui demandant dès 1618 d'interdire aux avocats d'exercer leur profession en Nouvelle-France. Cette interdiction est édictée en 1678. On cite le nombre réduit d'habitants de la colonie ainsi que la situation juridique de cette dernière comme raisons plausibles de cette demande (<http://lesaffairesweb-avocats.blogspot.com/>).

23. L'artisan en Nouvelle-France peut devenir maître après seulement six ans de pratique, ce qui lui permet d'ouvrir son propre atelier et de former des apprentis à son tour.

24. Les maçons, charpentiers, cloutiers, chaudronniers, tonneliers et boulangers gagnent entre 90 et 100 livres par année.

Les journaliers sont des travailleurs saisonniers. Leur situation est assez précaire en raison du nombre limité de mois pendant lesquels ils peuvent travailler. S'ils gagnent bien leur vie pendant la belle saison²⁵, ils peinent à se nourrir pendant l'hiver, sans parler des ouvriers qui doivent faire vivre toute une famille.

Les apprentis commencent leur apprentissage entre dix et dix-sept ans. Le plus souvent, ils sont placés chez un parent ou un confrère qui s'occupe d'eux pendant trois ou quatre ans. Un contrat notarié oblige le jeune à faire ce qu'on lui demande. Celui qui s'enfuit fait face à une amende sévère et à un avenir peu prometteur, les autres artisans refusant de l'embaucher.

Tout comme les apprentis, les domestiques sont liés à leur maître par un contrat écrit. Ces hommes et femmes sont de deux types : les salariés, qui sont payés sur une base régulière, et les autres, qui reçoivent leur paie à la fin de leur engagement. Les domestiques salariés en font généralement une carrière et sont bien rémunérés. Célibataires pour la plupart, ils sont peu nombreux et s'engagent pour un maximum de deux ans.

Pour ce qui est des autres domestiques, ils se composent surtout d'enfants de familles nombreuses. Mais il n'est pas rare que ce soient des orphelins ou encore des enfants abandonnés ou illégitimes. Ils restent chez leur maître jusqu'à leur majorité ou leur mariage, selon le cas.

Les soldats font partie des compagnies franches de la marine ou des troupes de terre. Ils sont très présents dans les villes, mais gagnent souvent très peu d'argent²⁶. Pour arrondir leurs fins de mois, certains soldats s'adonnent à des activités civiles, comme la construction des murs de la ville, car la main-d'œuvre fait cruellement défaut en Nouvelle-France. En revanche, d'autres se livrent à des pratiques illicites comme le vol ou encore la contrefaçon de billets ou de monnaie de carte. Certains soldats sont de véritables « piliers de taverne » et passent leur temps libre à se soûler, à se provoquer en duel ou à courir les prostituées.

25. Un journalier peut gagner entre 30 et 40 sols par jour, soit entre 12 et 15 livres par mois, mais ne travaille que cinq mois par année. À titre d'exemple, le pain et le loyer coûtent entre 150 et 170 livres par année pour une personne.

26. Un simple soldat gagne environ 60 livres par année, tandis que les matelots et les canonniers en reçoivent le double ou même un peu plus.

Les femmes

Les femmes sont présentes à tous les échelons de la société. Leur rôle consiste surtout à seconder leur mari financièrement. Servantes, marchandes, institutrices²⁷ ou aubergistes, elles contribuent de façon importante au bien-être de la famille et de la société.

Malheureusement, les veuves constituent un grand pourcentage des gens pauvres des villes en Nouvelle-France. Elles sont prises en charge par l'Église, ce qui n'est cependant pas toujours le cas des femmes abandonnées qui, elles, se tournent souvent vers la mendicité, le vol ou la prostitution. En principe, la mendicité sous toutes ses formes est illégale dans la colonie et sujette à une punition corporelle. Mais, en réalité, l'État n'a pas la main-d'œuvre nécessaire pour enrayer complètement ce fléau. Dans le but de mettre fin à cette pratique indésirable, les villes tentent de venir en aide aux plus démunies. Elles divisent ces dernières en deux groupes : celles qui sont aptes au travail et celles qui ne le sont pas, et leur donnent nourriture ou marchandises selon leurs besoins.

Certaines femmes, dans l'incapacité de nourrir tous leurs enfants, sont parfois obligées d'en abandonner quelques-uns. Les plus consciencieuses leur trouvent une place chez un parent ou une amie. Les autres les laissent devant la porte d'un couvent ou d'un hôpital. L'enfant devient alors un « enfant du roi » et par conséquent la responsabilité de l'État.

Quant aux enfants illégitimes, il en naît presque autant dans les villes qu'à la campagne. Montréal est la ville qui connaît le plus grand nombre de naissances illégitimes, suivie de Québec et de Trois-Rivières.

Les esclaves

Tout en bas de l'échelle sociale des villes se trouvent les esclaves, qui représentent 20 pour cent de la population en Nouvelle-France. Contrairement à ce qui se fait ailleurs, les esclaves en Nouvelle-France sont surtout des Pawnee du Missouri. Marcel Trudel estime leur nombre à 1 685, comparé à 402 Noirs dans la colonie (Marcel Trudel, *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2009). D'ailleurs, ces derniers ne sont entrés en scène que très tardivement, vers 1740. L'esclavage est légalisé vers la fin du XVII^e siècle par le roi Louis XIV et l'intendant Raudot, et ne sera aboli qu'avec l'arrivée des Britanniques. L'esclave est acheté et vendu comme n'importe quel bien. Par contre, il peut porter le nom de famille de son maître, a le droit de

27. Les institutrices ont acquis leurs lettres de noblesse à partir de 1639. C'étaient surtout des religieuses qui enseignaient à des couventines, dont certaines devenaient institutrices à leur tour, soit en ville, soit à la campagne.

se marier – avec l'accord de ce dernier –, d'être soigné s'il tombe malade et de devenir catholique s'il le désire. Pourtant, il lui est expressément défendu d'exercer la profession de prêtre. La plupart des esclaves se trouvent à Montréal et à Québec, et travaillent comme domestiques. Bien des gens de l'élite ont deux esclaves et le fait d'en avoir, plutôt que de répondre à un besoin économique comme dans le Sud des États-Unis, témoigne d'un certain statut social.

En se transportant dans les grandes villes de la Nouvelle-France, on voit une ébauche de ce que deviendraient les grands centres urbains canadiens actuels. Si certains métiers ont changé, les classes sociales sont restées essentiellement les mêmes, à quelques exceptions près. Et les grandes villes de demain ? Avec la population urbaine en pleine croissance et le marché du travail en évolution permanente, de quoi auront-elles l'air ?

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lachance, André (1987). *La vie urbaine en Nouvelle-France*, Montréal, Les Éditions du Boréal.
- Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.
- <http://www.civilization.ca>
- <http://www.samizdat.qc.ca>
- <http://www.genealogie.org>
- <http://www.statcan.ca>



LE MAÎTRE OFFICIEL DES HAUTES ŒUVRES DU CANADA

Mars 2009

De tous les métiers en Nouvelle-France, aucun n'est aussi ingrat que celui de bourreau. Le plus souvent des criminels disculpés par le Conseil souverain, ces hommes sont grassement payés²⁸. Toutefois, le bourreau et sa famille sont mis à l'écart par le reste de la population et logent le plus souvent à l'extérieur des murs de la ville²⁹.

28. Ils reçoivent 300 livres par an, sans parler des 30 livres annuelles qui leur sont allouées pour le logement (<http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/histoire/officiers.htm>).

29. Il n'y a qu'un bourreau en permanence en Nouvelle-France et il demeure à Québec.

Le tout premier bourreau officiel de la colonie est un tambour de garnison. En 1648, il est reconnu coupable d'un crime contre nature, mais grâce à l'intervention des Jésuites, le soldat devient bourreau au lieu d'encourir la peine capitale à laquelle l'avait condamné le gouverneur Maisonneuve.

Le 29 avril 1653, un certain M. Charron de l'île d'Orléans, est tué par deux de ses serviteurs. L'un des assassins est pendu et l'autre remplace l'ancien tambour comme bourreau, mort de causes naturelles.

Le 14 janvier 1665, le Conseil souverain installe le bourreau dans la maison de Nicolas Marsolais dans la Grande Allée à Québec. De plus, le Conseil assure sa protection et celle de sa famille contre les agressions verbales ou physiques de ses concitoyens.

Au fil des ans, d'autres hommes sont devenus bourreaux à leur tour : Jacques Daigle, Jean Rattier, Jacques Élie et Pierre Rattier, le fils de Jean, sans compter quelques bourreaux temporaires. Mais, en 1726, frustré de leur incompétence et de leur mauvaise conduite, le gouverneur de Beauharnois demande au roi d'envoyer un bourreau de France. Un dénommé Gilles Lenoir est dépêché sur les lieux, mais il se révèle ivrogne, épileptique et handicapé mental. C'est alors que l'intendant Hocquart décide d'acheter un esclave noir de la Martinique, du nom de Mathieu Léveillé. Ce dernier entre en fonction en 1733. Il meurt dix ans plus tard. Un Irlandais du nom de Denis Quévillon occupe ensuite ce poste mais, condamné pour vol à l'âge de dix-neuf ans, il est pendu le 19 septembre 1755. Quévillon est remplacé par Joseph Montelle, le dernier bourreau officiel en Nouvelle-France.

Bourreau de père en fils

Si on n'en sait pas long sur la vie de certains bourreaux, celle de Jean Rattier est mieux documentée. Né à Saint-Jean-d'Angely en Saintonge vers 1650, Rattier devient domestique à Trois-Rivières en 1666. Il y épouse le 6 février 1672 Marie Rivière, native de Cause dans la même province que son mari. De cette union naîtront cinq enfants.

Le 28 janvier 1676, Jean déménage à Saint-François-du-Lac pour y cultiver la terre de Laurent Philippe dit Lafontaine. À peine trois ans plus tard, le 23 octobre, Jean se trouve mêlé à une bagarre avec un dénommé Jean Crevier. Un habitant du village, Pierre Couc, est grièvement blessé et sa fille Jeanne meurt des suites de ses blessures. On condamne Rattier à être pendu sur la place publique, mais il n'y a pas de bourreau pour exécuter sa sentence, puisque Jacques Daigle est mort le 26 mars 1680 sans qu'on lui trouve de remplaçant.

Par conséquent, le condamné doit choisir entre attendre en prison l'arrivée d'un bourreau ou accepter de devenir bourreau à son tour. Rattier préfère être bourreau et en vie que condamné à mort.

À l'été 1695, Marie Rivière et sa fille Charlotte sont accusées de vol de chaudières chez les veuves Gourdeau, Beaulieu et Pellerin Saint-Amant. On condamne M^{me} Rivière à être battue de verges, peine qui sera réduite puisque son mari se trouve être son bourreau. Le 5 juillet, vers huit heures du matin, elle se trouve donc sur la place publique de la basse ville, tête et mains dans le carcan. Charlotte s'en tire avec une peine mineure de quinze jours d'emprisonnement à l'Hôpital général. Quatre ans plus tard, elle se marie avec Daniel Boit, un Bordelais d'origine, avec qui elle mènera une vie paisible. Malheureusement, les autres enfants du couple Rattier-Rivière ne s'en sortent pas aussi bien. Leur fille Marguerite s'adonne à la prostitution et dépérit dans la débauche. Baptisé à Trois-Rivières le 9 juillet 1680, Pierre, le fils cadet du couple, s'apprête à partir pour la Nouvelle-Angleterre en 1703. Son père meurt le 21 mai de la même année à l'Hôtel-Dieu de Québec. Pour des raisons de lui seul connues, Pierre remet son voyage indéfiniment et se marie en 1704 avec Catherine Rousseau, native des Sables-d'Olonne dans le Poitou. Ils auront sept enfants. Pierre se fait journalier dans les environs de Québec et arrondit ses fins de mois en volant ses patrons avec la complicité de sa femme et de Jacques Élie, le bourreau en titre. Pierre est finalement emprisonné, accusé avec sa femme de vol. Le Conseil souverain offre sa liberté au jeune Rattier s'il accepte de devenir le nouveau bourreau, puisque Élie vient d'être assassiné. Il y consent et devient, le 7 juillet 1710, le sixième bourreau officiel de la colonie et le premier bourreau officiel né en Nouvelle-France. Il occupera ce poste jusqu'à sa mort à l'Hôtel-Dieu de Québec le 21 août 1723, exactement vingt ans et trois mois après le décès de son père.

Peines infligées par le bourreau

En Nouvelle-France, la présomption d'innocence, les avocats et les appels n'existent pas. Les criminels sont jugés par un Conseil souverain formé de nobles. Les peines servent à dissuader, à punir, à stigmatiser, à protéger la société en enfermant les coupables et, dans le cas qui nous occupe, c'est-à-dire la torture, à faire avouer des crimes ou à faire dénoncer des complices.

Les peines, à l'époque, sont dites « légères » ou « afflictives et infamantes ». Pour les crimes les plus graves, on impose la peine capitale. Une peine légère convient aux injures verbales, aux voies de fait qui portent atteinte à la propriété

privée ou à l'honneur d'un individu³⁰ et aux crimes commis par indiscretion ou imprudence. Le Conseil tient compte des circonstances et des conséquences du crime, du statut social du criminel et de la victime, ainsi que de l'intention du criminel. Les peines consistent en une réparation civile, écrite ou publique, une admonestation, une amende, la confiscation des biens ou l'enfermement dans un hôpital général³¹.

Les peines afflictives et infamantes se divisent en trois catégories. Les premières consistent en des crimes scandaleux comme l'adultère, l'ivresse publique, la diffamation, une première offense, ainsi que des crimes pour lesquels l'accusé est reconnu coupable, mais jugé inconscient de la gravité de son acte. Il s'agit en somme de crimes plus sévères que ceux méritant une peine légère. Le châtiment vise à blâmer, à faire amende honorable ou à exposer publiquement.



Langue sauce piquante, blogue des correcteurs du *Monde*.

Le supplice des brodequins

30. Intimement lié à l'estime sociale et à la bonne réputation, l'honneur est un élément fondamental à l'époque.
31. Pour la femme, la réclusion sert aussi de mesure punitive contre l'adultère ou de condamnation substitutive aux galères, peine réservée exclusivement aux hommes. Pour l'homme, la prison n'est qu'un lieu de garde pendant son procès.

Les deuxièmes – les crimes graves et les crimes des récidivistes –, ont pour peine le fouet, la flétrissure, à savoir la marque au fer rouge, la mutilation ou l’amputation, les galères, le bannissement ou la réclusion. Le choix de la peine dépend de l’âge du criminel, du moment auquel le crime a été commis – puisqu’un crime nocturne peut entraîner la peine capitale –, et de l’instance qui condamne, une première condamnation pouvant être commuée par le Conseil supérieur.

Enfin, les troisièmes peines consistent en une suite de tortures auxquelles on soumet les accusés d’un crime et mènent à la peine capitale. Elles ont pour but l’aveu du crime ou la dénonciation des complices. Les bourreaux semblent préférer le brodequin, qui brise les genoux de l’accusé entre deux morceaux de bois. Il est à noter que les adolescents, les vieillards, les malades, les femmes enceintes, les sourds, les muets, les insensés et les nobles sont exempts de la torture.

La peine capitale, qui correspond le plus souvent à la pendaison, n’exclut pas l’usage de l’occasion de la roue³², du feu³³ ni de la décapitation³⁴. Le viol, le vol nocturne, le faux monnayage, la désertion et le meurtre justifient de telles peines, bien que l’intention, le moment du crime et l’âge du criminel soient pris en compte par le Conseil souverain qui souvent finit par adoucir la peine. On estime à entre 30 et 67 le nombre de criminels exécutés par les bourreaux en Nouvelle-France³⁵.

Le bourreau connaît un sort peu enviable en Nouvelle-France. Souvent un ancien criminel disculpé, ni lui ni les siens ne sont acceptés par les honnêtes citoyens, malgré leur situation matérielle confortable. Avec si peu de possibilités d’être dans les bonnes grâces de ses concitoyens, on peut se demander si le bourreau ne subissait pas la pire condamnation de toutes...

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.veillee.net/ancestry/jeanrattier.htm>
- <http://www.biographi.ca>
- <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/peinedemort/>
- <http://www.canoe.com/divertissement/arts-scene/nouvelles/2003/08/>
- <http://www.crime-reg.com/histoire/cours7.pdf>
- <http://justice.gouv.qc.ca/FRANCAIS/ministere/histoire/peines.htm>
- <http://justice.gouv.qc.ca/FRANCAIS/ministere/histoire/proces.htm>

32. Réservee aux hommes et pour des délits extrêmement graves.

33. Rare, seule une esclave noire qui avait mis le feu à Montréal et un Iroquois condamné par Frontenac ont été brûlés.

34. Privilège des nobles.

35. <http://www.crime-reg.com/histoire/cours7.pdf>.



L'HABIT FAIT-IL LE MOINE ?

Avril 2009

Les fêtes de la Nouvelle-France sont l'occasion rêvée pour revêtir les vêtements typiques de la Nouvelle-France. Certains dépensent de petites fortunes pour un costume sur mesure, tandis que d'autres passent toute l'année à préparer leur propre costume, accordant une attention minutieuse à chaque détail pour que le tout soit le plus authentique possible. Mais pour les non-initiés à la mode d'antan qui voudraient en savoir plus, voici une petite description de l'habillement de cette époque.

Le peuple

Les vêtements féminins, faits d'une étoffe filée et tissée à la maison ou par un tisserand local, sont calqués sur le style de la campagne française. La femme porte en dessous une chemise blanche en coton. L'encolure est dégagée et les manches, courtes. Son corsage est ajusté, avec basques et manches, et lacé devant ou derrière. La jupe de laine, longue et ample, est plissée et se porte sur un jupon. Il est à noter que le corsage et la jupe ne sont pas toujours assortis. Pour le travail, la femme met un tablier de toile ou de laine, tandis que pour les sorties, elle porte un tablier blanc. Elle enfle des bas en laine retenus par des jarrettières et des souliers de cuir noir, des galoches³⁶ de cuir ou des sabots³⁷ de bois, qui protègent ses pieds. Sur la tête, la femme porte une coiffe nouée sous le menton et autour du cou, un mouchoir de toile ou de mousseline, arborant parfois une petite croix.

L'homme porte une chemise de coton blanc dont le col et les poignets peuvent être boutonnés. Ses culottes de laine recouvrent tout juste le genou et la braguette est boutonnée. Une veste de laine, parfois sans doublure, boutonnée sur le devant avec basques et poches, se porte par-dessus la chemise. Aux pieds, des bas de laine retenus par des jarrettières et des galoches, des sabots ou des souliers français retenus par une boucle en métal. Le chapeau étant un luxe, l'homme porte une tuque rouge, quand il ne laisse pas ses cheveux longs découverts. Une cravate de toile fine, dont les deux bouts retombent sur la poitrine, se noue autour du cou. Il y a aussi les vêtements très utilitaires, d'inspiration autochtone, pour les coureurs des bois et les voyageurs : vêtements de

36. Populaires en Angleterre, ce sont des souliers en cuir, à la semelle de bois comme le sabot.

37. Populaires en France, en Belgique et en Hollande, les sabots sont imperméables et bon marché. Taillés dans une seule pièce de bois, ils se portent seuls, avec de la paille à l'intérieur, ou sur des souliers. Par temps froid, on peut y mettre des cendres chaudes pour les réchauffer.

lin ou de chanvre doublés de fourrures et de peau d'animaux, gilets de laine, brayets³⁸, mitasses³⁹, mocassins de cuir – résistants à l'humidité et indispensables pour la raquette –, mitaines et capots de laine.

La bourgeoisie

La bourgeoisie porte en dessous une longue chemise blanche de toile fine, dont le cou et les poignets sont garnis de dentelle ou de mousseline. Le corset, sans manches, descend jusqu'à la taille. Une robe à la française⁴⁰ est portée sur de nombreuses jupes plissées ou jupons très larges et sous un manteau de robe, ouvert sur le devant, le bas épinglé à l'arrière. Elle porte un tablier de dentelle dans la maison ou au jardin. Des bas de laine ou de soie et des souliers à talons élevés en bois recouvert de cuir ou de tissu couvrent ses pieds. Sur la tête, la femme porte une coiffure à la Fontange⁴¹ ou une coiffe en mousseline ou en toile fine avec des dentelles et des rubans brodés. Un mouchoir de tissu fin est noué autour du cou. En hiver, les bourgeoises portent une longue cape à capuchon de laine et en été, un mantelet court de tissu léger. Un éventail, une ombrelle ou des gants complètent parfois l'ensemble.

Quant au bourgeois, il porte une chemise blanche de toile fine avec jabot et manchettes de dentelle ou de mousseline. Enfilé par-dessus, un justaucorps très ample descend jusqu'aux genoux, garni d'une rangée de boutons sur le devant qui sépare les deux poches aux pattes. Une veste du même modèle que le justaucorps, mais plus courte et moins ample, est portée dessous. Une culotte de drap, ornée de boutons de métal, complète l'ensemble. Des bas de laine ou de soie, de préférence de la même couleur que l'habit, montent au-dessus du genou et entrent sous la culotte. Parfois, on porte même des chaussettes ou des chaussons sous les bas pour être plus confortable. Les souliers de cuir noir à double semelle, à talon plat en cuir ou en bois et à bout carré, se ferment grâce à des boucles en métal, parfois en or ou en argent. Les escarpins ont la même apparence, mais sont plus légers. L'indispensable perruque⁴² est à demi cachée sous un tricorne en castor ou en laine, orné de plumes. Les bouts d'une cravate de mousseline, longue et étroite, nouée autour du cou, reposent bien en vue sur la poitrine. Une redingote peut remplacer le justaucorps ou se porter par-dessus en hiver. Une canne et des gants couronnent le tout.

38. Culotte courte de drap épais, renforcée de cuir au siège et aux genoux.

39. Jambières très résistantes de drap ou de peau de cerf.

40. Le devant s'ouvre sur une sorte de jupe coupée dans la même étoffe; les manches sont courtes et étroites.

41. Coiffure très élaborée de l'époque.

42. La perruque à bourse est à la mode.

La noblesse

La femme noble porte une chemise blanche de toile fine à encolure dégagée et garnie de dentelle. Les engageantes, ou garnitures amovibles rattachées au bas des manches des chemises, sont en point de France ou en point de Venise. La robe de brocart ornée de fils d'or et d'argent, dont la jupe est ornée de frange sur plusieurs jupons, est très à la mode. Aux pieds, Madame porte des bas de soie et des souliers recouverts de brocart. Une coiffure à la Fontange, faite de dentelle rehaussée de guêpes ou de papillons faits de pierreries, met son visage en valeur. La dame noble ne sort jamais sans ombrelle ni gants pour protéger sa peau délicate du soleil.

Monsieur porte une chemise blanche à jabot et aux manchettes de dentelle en point de France ou en point de Venise. Il porte une veste brodée de fils d'or et d'argent sous un justaucorps richement agrémenté. Sa culotte de brocart couvre le haut de ses bas de soie. Le noble porte des souliers recouverts de brocart et sur sa tête trône une perruque parfois si énorme qu'il doit porter son chapeau sous le bras. Sa cravate n'est nouée qu'à demi et les bouts de celle-ci sont insérés dans la sixième boutonnière de son justaucorps. Canne et gants complètent sa tenue.

À première vue, la mode en Nouvelle-France est assez homogène, à quelques exceptions près, quel que soit le rang social des gens. Les enfants, à partir de l'âge de six ans, s'habillent comme les adultes de leur classe. Toutefois, des différences existent bel et bien au niveau des tissus et des accessoires, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, la laine est rare à l'époque, car les éleveurs n'arrivent que difficilement à protéger leurs troupeaux des prédateurs. À cause de ses propriétés absorbantes, ce tissu sert surtout à confectionner des sous-vêtements.

Deuxièmement, un costume neuf coûte très cher, car les bateaux en provenance de la France n'arrivent qu'une fois par an. Au XVII^e siècle, les habits sont importés ou fabriqués localement⁴³, à partir de tissus importés ou de peaux apprêtées. Pourtant, vers la fin du siècle, quelques bottiers et chapeliers font leur apparition dans la colonie. C'est aussi à cette époque que le capot canadien-français est inventé spécialement pour les hivers rigoureux⁴⁴. Au début du XVIII^e siècle, le tissage prend son essor en Nouvelle-France et vers

43. La confection des habits est réservée surtout aux femmes, qui tissent aussi les couvertures. Par mesure d'économie, beaucoup de vêtements sont recyclés en courtépoinées et en tapis.

44. La ceinture fléchée n'entre en scène qu'au début du XIX^e siècle. Les Québécoises les tressent à la main jusqu'à la fin du siècle. Souvent utilisée comme monnaie d'échange dans la traite, elle est le plus souvent portée sur un capot coupé dans une couverture.

1750, une véritable mode canadienne voit le jour. Les tissus unis, rayés ou à carreaux sont les plus prisés. Les gens recherchent les étoffes du pays et s'inspirent des modes venues de France, d'Angleterre et de Nouvelle-Angleterre.

La dernière raison pour expliquer la différence entre les vêtements du peuple et ceux des autres est d'ordre utilitaire. Les vêtements des paysans ont moins d'agréments pour la simple raison qu'ils sont plus pratiques pour les travaux manuels.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lachance, André (1987). *La vie urbaine en Nouvelle-France*, Montréal, Éditions du Boréal Express.
- <http://www.nouvellefrance.qc.ca>
- <http://www.ropfo.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>

Pour voir à quoi ressemblent tous ces vêtements, le lecteur est invité à consulter le site <http://www.nouvellefrance.qc.ca/fr/costumez-vous>. Les Fêtes de la Nouvelle-France ont lieu à Québec chaque été depuis 1997. C'est l'occasion rêvée non seulement de se costumer, mais encore de se plonger dans l'histoire de la Nouvelle-France.



LE GINSENG EN NOUVELLE-FRANCE

Septembre 2009

Bien souvent, lorsqu'on pense à l'économie de la Nouvelle-France, c'est l'image du castor et de sa fourrure qui vient à l'esprit. Ce mammifère est un des symboles canadiens les plus intimement liés à son histoire, pour le meilleur et pour le pire. Toutefois, ce que plusieurs ignorent, c'est que les *pelus* ont failli être détrônés comme premier produit d'exportation, et ce, par une toute petite plante sauvage qui est toujours extrêmement populaire de nos jours.

Qu'est-ce que le ginseng ?

Le ginseng nord-américain est une plante qui pousse dans les sous-bois d'éra-blières matures, là où le sol est sableux, peu acide et bien drainé. Il atteint la maturité après une dizaine d'années de croissance, mais ce sont les plantes d'au moins une vingtaine d'années qui fournissent le plus grand nombre de

graines⁴⁵ et produisent les meilleures racines⁴⁶. À maturité, le ginseng mesure entre 20 et 70 cm de haut et arbore trois ou quatre feuilles. Les fleurs jaunes produisent des fruits rouges en été et seules les plantes de plus de trois ans donnent des graines.

Un peu d'histoire

Les Amérindiens utilisent le ginseng depuis des millénaires comme remède pour toutes sortes de maux dont la fièvre, la toux et les maux de tête. Cette plante polyvalente pousse dans le sud du Canada, depuis le Québec jusqu'au Manitoba. Toutefois, il semble que les Français ont mis quelque temps avant de découvrir à leur tour cette petite merveille de la nature. C'est en 1704 précisément que Michel Sarrazin, médecin du roi et botaniste éminent en Nouvelle-France, trouve du ginseng à cinq folioles au Québec. Bien qu'il en envoie à son ami, le père Tournefort, au Jardin royal des plantes de Paris, la valeur marchande du ginseng reste encore insoupçonnée des Français. Il faut attendre 1714 pour que le père Jartoux (1668-1720), missionnaire jésuite en Chine rattaché à l'Empereur, mentionne le premier les vertus du ginseng asiatique dans une publication écrite à l'intention des Occidentaux. Le missionnaire croit qu'on peut trouver du ginseng en Amérique du Nord, là où le climat est semblable à celui de la Tartarie dans le nord de la Chine, où pousse cette plante. Les renseignements sur le ginseng et les croquis que Jartoux fournit aux Jésuites de Paris sont donc transmis aux confrères du Canada. Instruit de cette recherche, le père Joseph Francis Lafitau⁴⁷ ne tarde pas à trouver du ginseng à cinq folioles près de Montréal, en 1716, grâce à l'aide des Iroquois à qui il a montré les dessins du père Jartoux. Il envoie ensuite en Chine des racines séchées, selon les indications de ce dernier. Après un examen minutieux du ginseng nord-américain, l'Empereur fait savoir qu'il paiera en argent trois fois le poids des racines. Flairant la bonne affaire, les Jésuites s'improvisent cueilleurs de ginseng et font l'impossible pour ne pas ébruiter leur chasse gardée. Pourtant, l'intérêt aussi soudain qu'exagéré des prêtres pour une plante aux vertus que

45. Une plante peut vivre une soixantaine d'années et produire jusqu'à 150 graines, bien que seuls quelques individus arrivent à maturité en forêt.

46. La racine est la partie de la plante contenant presque toutes ses propriétés médicinales. Elle mesure entre un et trois centimètres d'épaisseur et entre cinq et dix centimètres de long. La plus grosse racine documentée a été trouvée dans le Michigan par Custer Higgins et pesait 1,2 kg. Une racine de cette taille ou de forme inhabituelle peut coûter des milliers de dollars le kilogramme.

47. Missionnaire jésuite établi depuis 1712 chez les Iroquois à la mission du Sault-Saint-Louis. Le père Lafitau a eu le premier l'idée de soumettre le ginseng à une batterie de tests effectués par l'Académie des sciences, et ce, dans le but de découvrir les propriétés de la plante. Fait intéressant, c'est grâce à la ressemblance entre le ginseng asiatique et le ginseng nord-américain que Lafitau a formulé l'hypothèse que les Amérindiens seraient originaires d'Asie, ayant traversé le détroit de Béring à un moment donné de leur histoire.

certain qualifient d'aphrodisiaques éveille des soupçons dans la colonie. Il ne faut pas longtemps pour que les gens découvrent le pot aux roses et qu'une véritable ruée vers le ginseng se déclare. La cueillette de la plante s'avère si rentable qu'au XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, il s'agit de l'exportation la plus importante après la fourrure, qu'elle supplante presque à un moment donné. Sa popularité en Chine fait en sorte que le prix de la livre de racines séchées augmente en flèche, passant de 3 livres à 25 livres à Québec. Ce même poids, que la Compagnie française des Indes orientales⁴⁸ paie 33 livres à La Rochelle, se revend cinq fois plus cher en Chine. On estime qu'en 1753, presque 35 000 livres de racines, d'une valeur de 500 000 livres, ont été exportées du Canada, faisant du ginseng l'une des cultures les plus lucratives du monde. Malheureusement, comme c'est souvent le cas, la cupidité des uns et la nécessité des autres ont failli faire disparaître l'espèce. On commence à sécher les racines en mai au lieu de le faire en septembre. Pour faire plus vite encore, les racines sont séchées au four au lieu de les laisser sécher naturellement⁴⁹. Ces procédés détruisent les nombreuses propriétés médicinales de la plante, diminuant de beaucoup sa valeur marchande. Enfin, la guerre de Sept Ans sonnera le glas de cette industrie autrefois si florissante en Nouvelle-France.

À la fin du XIX^e siècle, les Anglais se mettent à leur tour à cultiver le ginseng⁵⁰, avec un succès mitigé cependant, exportant entre 300 000 et 400 000 livres par an au début des années 1900. Pourtant, la variété sauvage de la plante se fait de plus en plus rare, et disparaît presque vers 1980. Les récoltes abusives, sans parler de la déforestation, ont réduit de façon considérable l'étendue du ginseng sauvage au Canada, à telle enseigne que, de nos jours, on évalue qu'il reste seulement entre 20 000 et 30 000 de ces plantes au Québec et en Ontario. En vue de protéger ce patrimoine, le ginseng sauvage est considéré comme une espèce en voie de disparition au Canada depuis 1999 et comme une espèce menacée au Québec depuis 2001.

48. Embarquées à Montréal et à Québec, les racines traversent l'Atlantique pour transiter dans les ports français, avant d'être réembarquées sur des navires de la Compagnie française des Indes orientales (fondée en 1664 par Jean-Baptiste Colbert pour remplacer la Compagnie des Cent-Associés, fondée en 1627 par le cardinal Richelieu). Ces bateaux se dirigeaient vers Canton en Chine, où une livre de ginseng se paie jusqu'à soixante fois son prix initial.

49. Les racines doivent être séchées lentement au soleil, de façon progressive, et à basse température.

50. Les Hellyer, dans la région de Waterford en Ontario, sont parmi les premiers cultivateurs de ginseng.

La culture moderne du ginseng

Actuellement, c'est surtout dans l'ouest de l'Ontario et dans le sud de la Colombie-Britannique qu'on cultive de façon semi-naturelle⁵¹ le ginseng. Si, en Colombie-Britannique, la production de la plante est en déclin depuis 2002 (cette industrie ne représente plus que 7,4 millions de dollars en 2007), le ginseng est devenu la cinquième culture la plus rentable de l'Ontario, où un seul kilo de racines peut rapporter jusqu'à 650 dollars, selon sa qualité. En 2008, cette province a récolté quatre millions de livres de ginseng, d'une valeur de 88 millions de dollars. En 2007, le Canada a exporté en Chine 2 890 tonnes de ginseng, d'une valeur de presque 92 millions de dollars, soit 92 pour cent de toute sa production⁵², faisant de lui le plus grand producteur de ginseng après la Chine et la Corée du Sud. D'où vient cet engouement des Chinois pour le ginseng canadien, puisqu'ils en produisent tant eux-mêmes? Il faut savoir que les ginsengs asiatique et nord-américain n'ont pas les mêmes propriétés chimiques. Le ginseng asiatique, ou *panax ginseng*, «panacée» en latin, et *jen-sheng* en chinois ou «racine en forme d'homme», et le ginseng nord-américain, ou *panax quinquefolius*, sont complémentaires, bien que les ginsénosides, ou saponines⁵³, soient concentrées dans les racines des deux espèces.

Que ce soit sous forme de tisanes, de bonbons, de boissons ou de capsules, le ginseng produit un effet rafraîchissant. Il aurait pour propriétés de réduire le stress et la fatigue, de renforcer le système immunitaire, d'améliorer la mémoire à court terme, de diminuer la tension artérielle, etc. Actuellement parmi les herbes médicinales les plus vendues de la planète, le ginseng faisait autrefois partie intégrante du quotidien des Franco-Canadiens et des Amérindiens. Son utilité assurera sans nul doute sa popularité pour les générations futures.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Nault, Andrée (1998). *La situation du ginseng à cinq folioles (Panax quinquefolius L.) au Québec*, Québec, Gouvernement du Québec.
- Robitaille, Denis (2000). «Le ginseng à cinq folioles», *Association forestière des cantons de l'Est*, n° 6, p. 1-2.

51. On essaie de reproduire artificiellement les conditions de reproduction de la plante dans la nature.

52. Hong-Kong est le centre mondial de distribution du ginseng.

53. Il s'agit de glucides complexes combinés avec un alcool ou un phénol.



CAP SUR LA NOUVELLE-FRANCE

Avril et mai 2010

En 2010, le Canada a accueilli 280 636 résidents permanents, 182 322 travailleurs étrangers temporaires, 96 147 étudiants étrangers et 12 098 réfugiés. Ces nouveaux venus viennent de tous les pays du monde, et ce, pour toutes sortes de raisons. Que des défis de taille se dressent devant eux, en raison de la langue ou de la culture par exemple, n'a rien de nouveau. Les premiers immigrants en Nouvelle-France ont dû faire preuve de beaucoup de courage pour relever tous les défis que leur réservait leur pays d'accueil. Voici leur histoire...

« Beau site à vendre en Nouvelle-France! Loin de tout et de tous. La nature à l'état pur. Accessible seulement par le Saint-Laurent. Beaucoup de couleur locale : maringouins en été et neige en abondance l'hiver. Chaleur infernale et froid sibérien. Visites périodiques des Sauvages. Nombreuses activités dans le secteur : essouchement, semailles, pêche, chasse, raquette, traîneau à chiens, canotage, et beaucoup plus encore! »

Voici comment aurait pu se lire une petite annonce dans un journal français aux XVII^e et XVIII^e siècles. Rien de très attrayant pour inciter les gens à s'établir dans cette terre lointaine. Malgré tout, un petit nombre de personnes extrêmement courageuses ont relevé ce défi qui commençait sur le navire du roi.

La traversée entre la France et la Nouvelle-France, qui peut se faire de nos jours en six heures par avion, dure à cette époque en moyenne deux mois. Les grands voiliers sont soumis aux caprices du vent, puisque sans vent, tout s'arrête. On s'arme donc de patience, car on peut attendre des heures, des jours, voire des semaines pour qu'une brise suffisante se lève et pousse l'embarcation dans la bonne direction.

Non seulement le voyage prend un temps considérable, mais il n'y a qu'un seul bateau par an⁵⁴, à savoir le vaisseau du roi, qui transporte passagers, courrier, espèces sonnantes, ainsi que marchandises de toutes sortes. C'est un vaisseau de commerce d'entre 200 et 800 tonneaux, muni de canons et mesurant jusqu'à une soixantaine de mètres de long sur treize mètres de large. En raison de ces dimensions réduites, l'espace compris entre chacun de ses ponts n'est que de 1,68 mètre, de sorte que bien des gens n'arrivent pas à s'y tenir debout.

54. Des navires marchands, qui traversent également l'Atlantique une fois par an, partent avant le vaisseau du roi, mais ne sont pas conçus pour le transport de passagers.

Tout au fond du navire se trouve la cale, où de grosses pierres reposent dans des paniers d'osier. Ce lest est absolument indispensable à l'équilibre du navire⁵⁵. À côté, on arrime des barils de poudre destinée aux canons qui servent advenant une mauvaise rencontre.

Au-dessus de la cale se trouve le pont réservé aux marchandises destinées à la colonie : du linge et des toiles, des meubles et de la vaisselle, des livres et du papier, des épices, de la farine et de l'huile, des outils, du vin et des barriques d'eau-de-vie. Dans un coin, des sacs de courrier alourdis de boulets de canon. En cas de capture, lesdits sacs étaient jetés par-dessus bord pour faire disparaître rapidement toute correspondance compromettante.

Enfin, à l'étage supérieur, qu'on appelle communément l'entrepont ou la Sainte-Barbe⁵⁶, dorment l'équipage et les passagers. Quelques privilégiés ont une cabine privée, mais la plupart des passagers doivent se contenter d'un simple hamac. Dans le pire des cas, on couche à la dure dans cet espace réduit qui sert à la fois de chambre à coucher⁵⁷ et de salle à manger.

Pour ce voyage de deux mois, qui coûte 75 livres en classe économique et entre 200 et 300 livres en première classe⁵⁸, on prévoit pour chaque passager de la nourriture pour soixante jours, ainsi que 66 litres d'eau. L'ordinaire consiste en des biscuits de matelot, du lard salé, des pois, de la morue séchée ou du hareng, de l'huile d'olive et du beurre, de la moutarde, de la choucroute, des citrons et du vinaigre pour prévenir le scorbut, du vin et de la bière, du sel et – pour quelques privilégiés – des fruits confits et de la viande fraîche. Étant donné que l'eau douce fermente vite et qu'il s'y développe des vers (malgré les pierres chaudes qu'on y jette ou les mèches de soufre qu'on y brûle), on embarque du cidre à raison de 2,3 litres par jour par personne. Un poêle sert à cuisiner les aliments quand l'océan est calme ; autrement, on mange froid. Il n'y a pas de chauffage non plus.

Faute d'eau fraîche et de repas variés, les maladies sont presque toujours au rendez-vous. Mal de mer, scorbut, rougeole, variole, dysenterie, typhus, fièvre typhoïde et choléra, sans parler de la famine qui fait rage lorsque le voyage se prolonge, peuvent faucher jusqu'à 30 pour cent des passagers et de l'équipage. À ces inconvénients du voyage s'ajoute une hygiène déficiente qui

55. La bonne répartition du poids et l'arrimage de tous les objets assurent la stabilité du navire. L'adjoint du capitaine est responsable de cette manœuvre cruciale.

56. Cet espace est réservé en temps normal à l'entreposage des munitions. Pour accommoder les passagers, on met une partie de cette cargaison dans la cale.

57. Les étages sous le niveau de la mer étant étanches, le taux élevé de monoxyde de carbone suffoque plus d'un malheureux pendant son sommeil.

58. Cela équivalait au salaire de toute une année. Quelques heureux élus, dont les hauts fonctionnaires et les ecclésiastiques, voyagent aux frais du roi et mangent à la table du capitaine.

ne fait que grossir le nombre de victimes à bord⁵⁹. La grande promiscuité décourage les ablutions. Ceux qui y tiennent se lavent à l'eau de mer qui, en raison du sel, assèche la peau tout en empêchant le savon de mousser. À la rigueur, on peut laver ses vêtements à l'eau salée, mais sans endroit isolé où se changer. Par conséquent, pendant les deux mois que dure généralement la traversée, on ne peut changer ni ses vêtements ni la literie, qui finit par grouiller de poux ou d'autres vermines. Les marins, astucieux, ajoutent du goudron à leurs vêtements imprégnés de graisse et de sel pour les rendre imperméables au vent et à la pluie. Quant aux besoins naturels, on les fait à l'avant du navire, à un endroit familièrement appelé «la tête», sur un siège percé d'un trou ou sur un simple caillebotis. À mesure que le navire avance, l'eau de mer nettoie tant bien que mal les souillures. Vu la promiscuité avec les chevaux, vaches, moutons, cochons et autres animaux, difficile de ne pas être tenté de se soulager ailleurs, même s'il s'agit d'un crime sévèrement puni sur les vaisseaux.

Qui est à bord du navire du roi? Du côté de l'équipage, il y a au sommet de la hiérarchie le capitaine, secondé par son adjoint. Ensuite viennent le pilote et ses apprentis, le contremaître et ses quatre quartiers-mâîtres, le chirurgien, le maître-valet et le cuisinier. Le charpentier, le tonnelier, le calfateur et le fabricant de voile sont chargés de l'entretien du bateau⁶⁰. Enfin, il y a les mousses et les matelots, le forgeron et le canonnier, l'écrivain et l'aumônier.

Quant aux passagers, on trouve des fonctionnaires et des écrivains, un médecin et parfois un avocat, qui deviendra notaire ou juge en Nouvelle-France, de jeunes nobles en exil, des engagés dont la plupart sont des hommes de métier, de petits criminels et des filles du roi (avant 1672)⁶¹.

Un coup de canon, qu'on appelle le «coup de partance», annonce le départ. Le voyage en bateau s'annonçant très long, les gens doivent trouver à s'occuper. On chante et on fait de la musique ou, pour ceux qui savent lire, un bon roman fait l'affaire. Certains jouent aux cartes, d'autres se baignent si le temps le permet et selon la température de l'eau. Les uns pêchent, les autres inventent des concours. Des ecclésiastiques donnent des conférences et encouragent les fidèles à prier. La prière à l'heure de l'Angélus du soir, et du matin est de rigueur. On chante aussi l'*Ave Maris Stella* pour conjurer le mauvais sort.

59. Même si on lâche périodiquement un cochon pour nettoyer les ponts, une fois au port, les navires sont systématiquement désinfectés à la fumée de goudron pour éviter tout risque de contagion des passagers du prochain voyage. La quarantaine s'impose dans les cas suspects.

60. Parfois ces vaisseaux sont si vieux et en si mauvais état qu'ils ne réussissent même pas à gagner le large.

61. Les femmes qui font la traversée après cette date sont toujours accompagnées.

Ces activités sont parfois interrompues par une tempête ou par l'arrivée inopportune de corsaires ou de pirates. On pourrait comparer les premiers à des voyageurs, qui exercent leurs fonctions avec la bénédiction du gouvernement, et les seconds à des coureurs des bois, qui sont dans l'illégalité. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les malheureux qui tombent entre les mains des corsaires ou des pirates risquent de voir leurs plans de voyage gâchés.

Une fois en vue de l'embouchure du Saint-Laurent, un petit arrêt à l'île Percée et à Gaspé s'impose. On y fait le plein d'eau et de légumes frais, que les gens cultivent sur place en prévision des navires qui passent.

Ensuite, on s'engage dans le grand fleuve, dont les bourrasques, brouillard et récifs ont été l'écueil de bien des navires. Cette dernière étape du voyage prend un minimum de deux à trois semaines, selon le nordet, un vent particulier au Saint-Laurent. En règle générale, on attend le vaisseau du roi au début de l'été. Il repart au début de l'automne, après une escale de trois mois, avec à son bord matelots, hommes d'affaires et fonctionnaires, touristes et réprouvés, quelques habitants voyageant pour leurs affaires personnelles et des immigrants déçus...

La première impression de l'immigrant qui arrive en Nouvelle-France est peut-être celle de la démesure. L'embouchure du Saint-Laurent est large d'une centaine de kilomètres. Même à 500 kilomètres en amont, l'eau salée continue à couler entre ses rives et la marée se fait toujours sentir. En bateau, Québec est à deux ou trois jours de Trois-Rivières, et à quatre ou six jours de Montréal. Trois ou quatre heures séparent les paroisses et les gens de la campagne doivent parcourir au moins un quart de kilomètre pour rendre visite à leur voisin le plus proche. Pour couvrir ces distances, il n'y a pas de rues pavées comme il en existait en Europe à l'époque. En Nouvelle-France, les routes sont les fleuves et le *canot*⁶² est le moyen de transport le plus pratique en été⁶³.

On voyage en bateau, accroupis, et en mocassins ou sans chaussures. Le portage est nécessaire aux rapides. On se contente de coucher sous le canot renversé. Pour les déplacements en hiver, on chausse ses *raquettes* ou on se déplace en carriole ou en *traîneau*, couvert d'une fourrure épaisse pour se garder des intempéries. Premier constat pour l'immigrant : le transport se fait autrement en Nouvelle-France.

Le deuxième défi de l'immigrant est de trouver une source de revenus. Si on n'est pas fonctionnaire ou marchand, on peut offrir ses services à un seigneur qui a besoin d'engagés pour mettre sa terre en valeur. Souvent, le colon avait déjà signé un contrat dans son pays d'origine, auquel cas son voyage

62. Les mots en gras et italique représentent des objets du quotidien des Autochtones.

63. Avant la construction du chemin du Roi entre Québec et Montréal, inauguré en 1737, il n'y avait que des bouts de chemin non reliés entre eux.

était payé par l'employeur. D'habitude, l'engagé travaille pour une période de trois ans, à raison de 75 livres par an selon son métier⁶⁴. À la fin de son contrat, le travailleur peut se faire concéder un terrain par le seigneur ou retourner en France aux frais de son employeur. S'il décide de rester, il doit défricher la terre concédée⁶⁵, dont il n'est pas officiellement le propriétaire. L'engagé devient censitaire, car il doit payer le cens (c'est-à-dire l'impôt) au seigneur, ainsi qu'une rente foncière annuelle. Le cens vaut entre deux deniers par concession et douze deniers par arpent de front, à savoir presque 37 000 pieds carrés, ou trois deniers par arpent de superficie. Les rentes, plus considérables, valent entre 20 sous et deux chapons⁶⁶ vifs (d'une valeur de 40 sous) et 40 sous et quatre chapons vifs (d'une valeur de 80 sous). Ce tribut constitue le revenu principal du seigneur. À ces sommes s'ajoutent la taxe des lods et ventes, la taxe du quatorzième minot, la taxe de la commune et les taxes liées à la pêche commerciale⁶⁷. Pour ceux qui préfèrent les grands espaces à la culture de la terre, le métier de voyageur ou de coureur des bois est tout indiqué.

En principe, l'immigrant arrive au cours de l'été. Mais la saison estivale est de courte durée. S'ensuit le mois de novembre et les premières chutes de neige, qui enterrent progressivement le paysage sous une couche blanche de deux mètres, pendant une période de cinq à six mois. Le logement est donc un autre besoin primordial des immigrants. Soit ils logent chez un voisin, soit ils se construisent un abri de fortune, qui se résume le plus souvent à une cabane d'une pièce faite de billots, avec un toit de chaume et une porte. Cette cabane est dépourvue de fenêtres, à cause du froid, ou alors elles sont toutes petites et recouvertes de parchemin huilé, puisque la vitre est hors de prix. Plus tard, l'habitant peut se construire une maison mieux adaptée au froid, avec une cave qui isole la structure du sol gelé en hiver. Les murs en bois et le toit en bardeaux, meilleurs conducteurs de chaleur, sont plus populaires que la pierre et l'ardoise. La cheminée de style européen, qui entraîne des pertes importantes de chaleur, est remplacée par une structure de briques sur une plaque de fonte. Puis, à partir de 1733, les forges du Saint-Maurice fabriquent un poêle à deux ou trois ponts, pourvu d'un tuyau qui achemine la chaleur à toutes les pièces de la maison. Comme il fait plus froid la nuit que le jour, on

64. Voir l'article « Les citadins en Nouvelle-France » de février 2009.

65. Le défrichage était un travail éreintant. On abattait et arrachait les souches, laissant pourrir les plus grosses, quitte à les enlever plus tard. On brûlait ce qui restait et enlevait les pierres. Un demi-hectare, qui mesurait 5 000 m², représentait un an de travail pour un homme seul. Parfois deux hommes s'associaient pour faciliter la tâche.

66. Jeune coq châtré que l'on engraisse pour la table (*Le Petit Robert*, 2006).

67. La taxe des lods et ventes représente la douzième partie du prix de vente d'un terrain payé par l'acheteur au seigneur. La taxe du quatorzième minot est payée lors de la mouture du grain au moulin du seigneur. Si, en plus, le censitaire fait paître ses bêtes sur les terres du seigneur, il doit payer la taxe de la commune.

dort bien emmitoufflé dans des lits-cabanes, ou armoires, sur des pierres ou des briques chaudes, ou encore à côté de la demoiselle⁶⁸. Chaque hiver, il faut prévoir une vingtaine de cordes de bois pour le chauffage, ce qui représente des semaines de travail.

Quant à la grange, structure importante de la ferme, elle mesure environ 1 000 pieds carrés et abrite bêtes, fourrage, charrette et charrue. Contrairement à ce qui se fait dans l'ouest de la France ou en Nouvelle-Angleterre, les Canadiens préfèrent l'habitat dispersé à la ferme-bloc⁶⁹, malgré le froid intense en hiver. Les grandes fermes sont la propriété d'institutions ou de seigneurs. En moyenne, l'habitant n'a qu'une dizaine de bêtes⁷⁰.

Autre souci de l'immigrant? La nourriture. Là encore, il faut modifier ses habitudes à cause de la courte saison estivale, même si les hivers canadiens permettent de conserver les denrées plus longtemps qu'en France. On cultive du blé, de l'orge, de l'avoine et du seigle, mais aussi des pois, du blé d'Inde, des melons et des melons d'eau⁷¹, des choux et des citrouilles. Ces dernières entrent dans la composition d'un potage au lait ou sont frites, cuites au four ou sous la *braise*. On cueille des prunes, des groseilles vertes, du pimbina, des bleuets et des framboises, dont on fait de la marmelade, de la confiture ou des boissons, alcoolisées ou non. Les hommes pêchent et chassent comme les Autochtones. Anguille, lièvre, castor et tourtre agrémentent leur ordinaire. Avec le blé d'Inde et le poisson, on fait de la *sagamité*. Au printemps, on prépare ce délice qu'est le sirop d'*érable*. Les Canadiens se mettent à boire de grandes quantités d'eau⁷², comportement qui fait horreur à leurs cousins français. Beaucoup fument la *pipe*.

Une autre adaptation nécessaire concerne l'habillement. Même si les Franco-Canadiens observent la mode européenne jusqu'à un certain point, ils doivent y apporter quelques modifications⁷³ d'ordre pratique. Par exemple, les souliers français à talon haut sont moins pratiques que les *mocassins*, chaussures faites pour les déplacements en raquettes ou en canot. Les gants sont remplacés par les mitaines (ou mouffles) ou le manchon de *castor* et on ajoute une

68. Bouteille remplie d'eau bouillante.

69. La ferme-bloc organise les bâtiments principaux autour d'une cour centrale, tandis que dans l'habitat dispersé, les bâtiments sont éloignés les uns des autres.

70. Un bœuf vaut entre 150 et 200 livres, une vache à lait, 100 livres et un cochon, 50 livres. Il y a aussi de la volaille. Les premiers chevaux sont arrivés en 1665.

71. On les sale ou les sucre, selon ses goûts.

72. Faute de mesures d'hygiène adéquates, la plupart des sources d'eau en France étaient contaminées.

73. Voir l'article « L'habit fait-il le moine? » d'avril 2009 (p. 114).

doublure aux vêtements. Chez les voyageurs et les coureurs des bois, les mitasses et les *brayettes* remplacent les bas et les hauts-de-chausse. Le brocart et la laine cèdent la place à la fourrure, aux peaux et au chanvre tissé.

En raison des grandes distances qui séparent et isolent les gens, des particularismes locaux font peu à peu leur apparition. Même si la langue officielle est le français de l'Île-de-France, les immigrants proviennent de Normandie, du Perche, du Poitou et de La Rochelle. Beaucoup de mots de la marine du XVII^e siècle ont intégré le français parlé en Amérique. Ce parler s'est également enrichi d'un grand nombre de mots amérindiens, qui permettent d'exprimer une réalité qui n'existe pas en Europe. Pour faire du commerce, les Canadiens français ont dû apprendre les langues et les coutumes des Autochtones. En retour, les Amérindiens ont partagé avec eux leur savoir-faire plusieurs fois millénaire.

Que les défis aient été de nature géographique, climatique ou autre, plusieurs immigrants ont réussi à s'intégrer parfaitement à leur nouveau pays. Grâce à sa détermination et à l'amitié des Autochtones, l'immigrant est devenu citoyen et le Français est devenu Canadien.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Trudel, Marcel (2006). *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.



LES PETITES FILLES AUX ALLUMETTES DE HULL

Octobre 2010

Entre Hull et Ottawa, on peut parcourir le boulevard des Allumettières⁷⁴ et prendre la rue Eddy en direction sud. Juste avant le pont des Chaudières, on remarquera à droite un bâtiment imposant, tout en pierre, qui, avec ses petites fenêtres et ses murs épais, pourrait facilement passer pour une prison. Cet édifice est l'ancienne usine d'E.B. Eddy, où les allumettières ont subi un véritable supplice...

74. Odonyme officialisé le 27 février 2007.

Pour comprendre l'histoire de ces femmes qui fabriquaient des allumettes, il faut connaître un peu l'histoire de l'allumette en tant que telle. L'allumette moderne a été inventée en 1827 par le chimiste anglais John Walker, qui se sert d'un mélange de sulfure d'antimoine, de chlorate de potassium, de gomme et d'amidon, mélange qui s'enflamme par un simple frottement sur n'importe quelle surface rugueuse. Cependant, la flamme de ces allumettes est instable et la réaction très violente, sans parler de l'odeur nauséabonde qui s'en dégage. En 1831, le Français Charles Sauria remédie à ce problème en ajoutant du phosphore blanc au mélange original. Ces nouvelles allumettes, conservées dans une boîte hermétique, bien que populaires, exposent ceux et celles qui les fabriquent à une terrible maladie osseuse et à des brûlures chimiques importantes, car le phosphore blanc est absorbé par la peau, au point de brûler les organes internes. Conscient de ces dangers, on cherche une solution de rechange. Le Suédois Gustaf Erik Pasch la trouve en 1844 : l'allumette de sûreté⁷⁵. Introduites sur le marché au début des années 1850, les allumettes suédoises ont mis du temps à s'imposer en raison de leur prix élevé. Mais, de plus en plus conscients du grand danger posé par le phosphore blanc⁷⁶, les pays ont commencé à le bannir les uns après les autres.

Tableau 3.7



Années du bannissement du phosphore blanc par pays

1872	Finlande	1906	La Convention de Berne stipulait que chaque pays devait passer des lois interdisant l'usage du phosphore blanc.
1874	Danemark	1910	Grande-Bretagne
1879	Suède	1912	Canada
1881	Suisse	1913	États-Unis (ils n'interdisaient pas le phosphore blanc, mais le surtaxaient, rendant son usage moins rentable)
1898	France	1919	Japon et Inde
1901	Pays-Bas	1925	Chine

<http://pgr5788.chez.com/histoire/texteenclair.htm>; http://agora.qc.ca/Extraits/MultiMondes/La_pollution_hier_et_aujourd'hui_par_Rick_Smith_ruce_Laurie; <http://en.wikipedia.org/wiki/Match>.

75. Contrairement à l'allumette faite avec du phosphore blanc, cette allumette est composée d'une pointe explosive au bout d'une tige enduite de paraffine qu'il faut frotter contre un grattoir spécial pour produire une flamme.
76. Depuis 1983, l'utilisation du phosphore blanc comme arme offensive est considérée comme un crime de guerre par l'ONU. Ce protocole n'a toutefois pas été signé par les États-Unis, Israël ni les pays du monde arabo-musulman. Ce produit chimique est particulièrement prisé comme agent incendiaire, écran de fumée ou composant d'armes antipersonnel. On se rappellera ses terribles effets pendant la guerre en Irak, en 1991, lorsque l'armée de ce pays l'a utilisé contre les Kurdes. Ironiquement, même après avoir condamné l'usage de ces armes chimiques, les Américains s'en sont servi contre les Irakiens en novembre 2004.

Qui était Ezra Butler Eddy ?

Né le 22 août 1827, cet homme d'affaires prospère et politicien canadien influent est un Américain d'origine modeste de Bristol dans le Vermont. Son père, Samuel Eddy, est cultivateur et sa mère, Clarissa Eastman, une descendante de Miles Standish, le fameux capitaine puritain qui a voyagé à bord du *Mayflower*. Eddy a fabriqué des allumettes à la main à Burlington dans son Vermont natal, entre 1847 et 1854. À l'âge de vingt-sept ans, le jeune entrepreneur se rend à Hull, où il reprend son métier d'allumettier avec sa femme Zaïda. Les affaires marchent si bien qu'Eddy diversifie ses activités⁷⁷ et fonde la E.B. Eddy Company en 1886.

Non satisfait d'être un homme d'affaires influent, Ezra Butler fait aussi de la politique. Il est élu échevin de Hull de 1878 à 1888 et de 1891 à 1892, puis maire de la ville à trois reprises⁷⁸. Ce *self-made-man* meurt à Hull le 10 février 1906, à la tête d'une fortune colossale, estimée pour l'époque à 2,5 millions de dollars.

Les allumettières de Hull

En 1869, une soixantaine de femmes et une dizaine d'hommes travaillent déjà dans l'usine d'Ezra Eddy, ouverte en 1860. Au poste du lundi au samedi, dix heures par jour⁷⁹, les femmes trempent le bout de 1 544 000 allumettes à l'heure dans une solution chimique de soufre et de phosphore blanc. La plupart des allumettiers sont de jeunes filles⁸⁰, pauvres et peu instruites, obligées de travailler pour aider leurs parents, qui gagnent un salaire de famine de 15 ou 20 sous de l'heure⁸¹. Dans des salles surchauffées et fermées à clé, les allumettières suent à côté de leur seau d'eau, qui est indispensable pour éteindre la vingtaine d'incendies qui se déclarent chaque jour sur la courroie où se trouvent les allumettes. Les travailleuses se brûlent, se coupent les doigts sur le papier, s'écorchent les mains sur les boîtes. Ces accidents du travail sont monnaie courante, mais ne sont rien à côté de la nécrose maxillaire. Cette maladie osseuse, qui attaque principalement les mâchoires, est le résultat d'une exposition prolongée au phosphore blanc. Elle se manifeste d'abord par une rage de dents, suivie de l'enflure des mâchoires et des gencives. Ensuite, la bouche se remplit d'abcès d'où s'écoule un pus jaune ou brun. Les mâchoires se déforment et grossissent, pour finir par se désagréger en morceaux noirâtres.

77. Il agrandit son entreprise : il produisait déjà d'autres objets en bois et avait construit une scierie ; avec la fondation de son entreprise, il s'est aventuré dans l'industrie des pâtes et papiers.

78. Entre 1881-1885, 1887-1888 et 1891-1892.

79. À l'époque, 90 pour cent des allumettes produites au Canada proviennent de Hull.

80. L'âge légal pour travailler est de quatorze ans, mais cette loi n'est pas toujours respectée.

81. Les heures supplémentaires ne sont pas payées.

L'haleine et les urines deviennent phosphorescentes. Se développant insidieusement pendant des années, la dernière phase de cette maladie ne dure pas plus de dix-huit mois : inflammation du cerveau, convulsions, hémorragie des poumons, le tout voué à une mort certaine. Les plus chanceuses n'y réchappent qu'en se faisant enlever les parties affectées dès les premiers signes de la maladie, ce qui nécessite parfois l'ablation complète d'une ou des deux mâchoires. Cette procédure, bien qu'elle sauve la vie de la patiente, la condamne à une vie de recluse, car elle ne peut plus parler ni manger comme avant.

Une lueur d'espoir

Sensible aux conditions déplorables dans lesquelles travaillent les allumettières, le père Étienne Blanchin fonde, en 1919, le Syndicat catholique des allumettières de Hull⁸². Sous les auspices des oblats de la paroisse Notre-Dame, ce syndicat, qui dépend du syndicat des hommes pour faire respecter les droits professionnels de ses membres, a pour but principal la sauvegarde de la santé physique et spirituelle des ouvrières pour qu'elles puissent éventuellement se marier et assumer leur rôle de mère. Pour ce faire, le syndicat offre des cours du soir⁸³, organise des assemblées et des rencontres sociales, met sur pied une caisse populaire et une caisse de secours, ainsi qu'une coopérative, un bureau de renseignements et un bureau de placement.

Les objectifs du syndicat et ceux de l'entreprise étant diamétralement opposés, des difficultés ne tardent pas à faire surface. Un premier conflit de travail surgit en décembre 1919, lorsque la E.B. Eddy tente d'imposer aux travailleurs deux quarts de travail de dix heures chacun pour suffire à la demande croissante de ses clients. Les allumettières sont prêtes à travailler un quart de dix heures par jour, tous les jours, pendant deux mois. L'entreprise refuse et ferme l'usine le 13 décembre. Des négociations aboutissent à une offre d'une semaine de quarante-quatre heures et demie et une augmentation salariale de 25 pour cent, à condition que les ouvrières acceptent le roulement des équipes et qu'elles renoncent au syndicat. Nouveau refus de la part des allumettières; nouvelles négociations. Enfin, l'entreprise rouvre ses portes le 16 décembre et accepte de reconnaître le syndicat, en plus d'accorder quatre congés religieux et une augmentation de salaire de 50 pour cent, pourvu que les allumettières acceptent les deux quarts de travail de dix heures pendant une période de trois mois.

82. En 1920, 93 000 Québécoises sont sur le marché du travail. À Hull, 55 pour cent font partie d'un syndicat, alors que dans le reste de la province, ce pourcentage n'est que de 3 pour cent (<http://www.voir.ca/publishing/article.aspx?zone=1§ion=10&article=38814>).

83. Le syndicat offre, entre autres, des cours de français, d'anglais, de sciences ménagères, de couture, de mathématiques, de chant et de musique.

Mais il est trop tôt pour crier victoire. En septembre 1924, une importante diminution des salaires déclenche un poste de une nouvelle grève. À bout, les allumettières quittent leur poste de travail sur-le-champ. L'usine ferme ses portes pour procéder, selon ses dirigeants, à la réparation d'une machine et à l'écoulement d'un surplus de stocks. Les allumettières refusent l'offre de l'entreprise qui veut priver les contremaîtresses⁸⁴ de tout pouvoir et mettre fin au syndicat. Elles manifestent devant l'usine et l'entreprise engage des briseurs de grève. Les négociations étant au point mort, cette grève qui s'étire ternit l'image déjà peu reluisante de la E.B. Eddy. Par conséquent, le conseil de ville décide de servir de médiateur et la grève prend fin en novembre. L'usine reprend toutes ses ouvrières, sauf une vingtaine, mais prive les contremaîtresses de leur droit d'embauche et de congédiement. En 1928, l'usine de fabrication d'allumettes E. B. Eddy met fin à ses activités.

L'histoire des allumettières de Hull est peu connue et, même si elle date déjà d'une centaine d'années, elle soulève des questions qui sont toujours d'actualité. Pourquoi, après toutes ces années, certains pays, conscients du danger qu'il représente, utilisent-ils encore le phosphore blanc comme arme offensive? Pourquoi existe-t-il toujours dans de nombreux pays des conditions de travail similaires à celles qui prévalaient à l'usine d'Eddy au tournant du siècle dernier? Dans une économie globale de plus en plus compétitive, les revendications des syndicats des pays industrialisés sont-elles toujours réalistes?

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lapointe, Michelle (1995). « Le syndicat catholique des allumettières de Hull, 1919-1924 », *Recherches féministes*, vol. 8, n° 1, p. 155-164 ; aussi publié dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 8, n° 4, p. 518-555. *Revue de l'Amérique française*, vol. 32, n° 4, p. 603-628.
- Villeneuve, Marie-Paule (2005). *Les demoiselles aux allumettes*, Trois-Pistoles, VLB Éditeur.
- <http://www.sisyphe.org>
- <http://www.histoirequebec.qc.ca>
- <http://www.memoireduquebec.com>

84. Les contremaîtresses sont les superviseuses immédiates des allumettières et s'occupent de leur embauche et de leur congédiement. Elles les protègent ainsi de contremaîtres peu scrupuleux qui peuvent être tentés d'abuser de leur pouvoir sur les jeunes filles.



L'ESCLAVAGE AU CANADA FRANÇAIS

Novembre et décembre 2010

« Un noir est esclave quelque part qu'il se trouve⁸⁵. » Voilà la devise non écrite des pays européens aux XVII^e et XVIII^e siècles. Pendant très longtemps, les Québécois voulurent croire qu'ils n'étaient pas mêlés à la traite des quelque 12 millions d'esclaves noirs importés aux Amériques, sans parler de tous les Amérindiens qui se trouvaient, eux aussi, sous le joug des Blancs. L'esclavage des Noirs, qui avait déjà cours en 1444, a peut-être inspiré Christophe Colomb à asservir le premier les Autochtones des Amériques lors de son deuxième voyage à la fin du XV^e siècle. Pourtant, même si les Franco-Canadiens n'ont jamais fait preuve d'autant de cruauté que Colomb ni exercé l'esclavage sur une aussi grande échelle que dans les pays du Sud, qu'on veuille l'admettre ou non, le phénomène a bel et bien existé sur le territoire québécois, et ce, pendant une période de près de deux cents ans.

Le roi de France, Sa Majesté très chrétienne Louis X, dit le Hutin, a déclaré le 3 juillet 1315 que : « [...] *selon le droit de nature, chacun doit naître franc... le sol de France affranchit l'esclave qui le touche.* » Les Français sont venus en Amérique du Nord pour évangéliser les Autochtones (Ville-Marie n'était-elle pas le refuge des esclaves fugitifs?). Comment se fait-il alors qu'on ait pu en arriver à une situation aussi aberrante ?

Tout d'abord, il faut se rappeler que certaines tribus amérindiennes sont elles-mêmes esclavagistes. Les raids, de part et d'autre, leur fournissent des prisonniers qui, à leurs yeux, sont tous des esclaves. Certains Amérindiens troquent ou vendent leurs esclaves, tandis que d'autres les adoptent ou les mettent à mort. C'est dans ce contexte culturel que les Français débarquent en Amérique du Nord. Les échanges entre Français et Amérindiens, pour les besoins de la traite des fourrures, est un premier pas vers ce qui deviendra une pratique tout à fait légale.

Au début, les Français acceptent de la main de leurs alliés autochtones des esclaves amérindiens qu'ils adoptent en les élevant comme s'il s'agissait d'enfants français. On n'a qu'à penser aux trois petites Amérindiennes – Foi, Espérance et Charité – données à Champlain en 1608 et que le fondateur de la ville de Québec a prises sous son aile. Cinquante ans plus tard, Chomedey de Maisonneuve reçoit une petite fille qu'il confie aux bons soins des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame. En 1671, Rémy de Courcelles accepte deux Poutéoutamises des mains des Iroquois, qui cherchent à rentrer dans ses bonnes grâces. Il imite Champlain en les plaçant chez les religieuses.

85. Cité par M. Trudel dans son ouvrage et sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1967_num_22_6_421865.

Louis Jolliet revient du Mississippi en 1674 avec un garçon pour le gouverneur Buade de Frontenac. Malheureusement, l'Amérindien meurt noyé dans les rapides de Lachine lorsque leur canot chavire. En route pour le lac Supérieur en 1678, l'explorateur Daniel Greysolon Dulhut se voit soudainement doté de trois Autochtones, cadeau que lui font des Amérindiens à Montréal.

Le 23 juillet 1679, le gouverneur Frontenac met en pension pour un an chez les Ursulines de Québec une fille amérindienne. Elle serait la première Autochtone qualifiée officieusement d'esclave. Si les gens ne sont pas forcément réfractaires à cette pratique, le mot esclave en rebute plusieurs. On lui préfère d'autres termes, moins choquants, comme domestique, ou on dit tout simplement qu'un tel appartient à M. Untel ou demeure chez M^{me} Untel. Le mot esclave apparaît pour la première fois officiellement dans le registre d'état civil de Lachine, le 28 octobre 1694, pour qualifier le Panis⁸⁶ de René Chartier. Pourtant, en 1687, on voyait déjà des Amérindiens réduits en esclavage dans la colonie.

Tableau 3.8

 **L'arrivée des Amérindiens esclaves au Canada français entre 1689 et 1730⁸⁷**

1689	2	1700	7	1711	10	1722	21
1690	4	1701	6	1712	20	1723	21
1691	2	1702	2	1713	26	1724	14
1692	1	1703	12	1714	34	1725	17
1693	2	1704	6	1715	32	1726	13
1694	0	1705	3	1716	25	1727	12
1695	1	1706	7	1717	20	1728	17
1696	2	1707	3	1718	16	1729	29
1697	1	1708	8	1719	51	1730	25
1698	1	1709	5	1720	34		
1699	2	1710	12	1721	30		

Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.

86. Les Panis vivent sur un territoire qui correspond aujourd'hui à l'État du Nebraska. Leur nombre est estimé à quelque 12 000 hommes. Souvent enlevés par les tribus voisines, ils sont vendus aux Français et aux Anglais en si grand nombre que le terme panis était devenu synonyme du mot esclave.

87. Les esclaves autochtones proviennent rarement de tribus alliées aux Français. Si des membres de ces tribus sont mentionnés dans les documents, il est bien probable qu'il s'agisse d'Amérindiens enlevés à d'autres tribus et assimilés aux tribus alliées. Les esclaves amérindiens en Nouvelle-France viennent surtout des nations ennemies des Français. Il ne faut pas oublier que des Français et des Anglais sont également enlevés par leurs ennemis blancs ou les alliés autochtones de ceux-ci, pour être vendus ou rançonnés. Dans cet article, il ne sera question que des esclaves amérindiens et noirs proprement dits.

Tableau 3.9

 **La provenance des esclaves amérindiens**

Le long du Mississippi	1 782
L'ouest	83
Les Grands Lacs	167
Le Grand Nord	43
Origine inconnue	588

Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.

La plupart des esclaves autochtones sont de très jeunes enfants. Beaucoup tombent malades ou meurent peu de temps après leur arrivée dans la colonie. S'ils trouvent le moyen de le faire, les Amérindiens se sauvent pour retourner chez eux. Tel a été le cas des trois petites filles de Champlain. Il faut dire que les Autochtones ne s'intègrent pas facilement dans la société franco-canadienne et ne sont pas toujours des esclaves bien obéissants. D'où peut-être l'idée du gouverneur Brisay de Denonville et de l'intendant Bochart-Champigny d'importer des esclaves noirs qui, eux, avaient la réputation d'être plus dociles. De plus, loin de chez eux, ils risquent moins de se sauver. Les autorités avancent que le manque de main-d'œuvre, rare et chère, nuit à l'économie de la colonie. Pour sa part, le roi de France craint que les Noirs ne supportent pas le dur hiver canadien. Le sieur Denis-Joseph Ruelle d'Auteuil, procureur général du Conseil souverain, rétorque qu'on peut les couvrir de fourrures pour les garder au chaud. Du coup, cela rehausserait la valeur des dites fourrures, car, en les portant, les esclaves feraient tomber les longs poils, ce qui éviterait une étape dans la confection des chapeaux qu'on faisait de ces peaux et économiserait de l'argent. Face à un argument aussi logique, Louis XIV autorise la colonie à importer des Noirs en 1689. Pourtant, les guerres à répétition en Europe font que le projet est remis indéfiniment. Les Canadiens français doivent se contenter de quelques Noirs pris dans le butin des raids chez les voisins du Sud ou encore les acheter en Louisiane, aux Antilles ou, à leurs risques et périls, aux treize colonies anglaises⁸⁸.

Le tout premier esclave noir en Nouvelle-France, dont, malheureusement, l'histoire n'a pas retenu le nom, est mort du scorbut à Port-Royal, pendant l'hiver 1606-1607. Le deuxième, Mathieu de Coste ou de Costa, habite chez le sieur du Gua de Monts en Acadie vers 1608. Le premier esclave noir officiel, si l'on veut, originaire de Madagascar ou de la Guinée, est amené par les trois frères Kirke en 1629. Les Kirke le vendent pour 150 livres à

88. Tout commerce avec les colonies anglaises étant illégal.

Le Baillif, leur ami français. En juillet 1632, les Anglais partent et Le Baillif fait cadeau du Noir à Guillaume Couillard, qui l'envoie à l'école du jésuite Le Jeune⁸⁹. Baptisé en 1633, l'esclave choisit le prénom Olivier, en l'honneur du commis général Olivier Le Tardif, et le nom Lejeune, en souvenir de son professeur. Olivier Lejeune est mort le 10 mai 1654, vers l'âge de trente ans.

Quelle est la position de l'Église et du gouvernement français concernant l'esclavage ? Le pape Paul III condamne l'asservissement dans sa bulle du 29 mai 1537⁹⁰. Le 28 septembre 1791, l'Assemblée nationale de France décrète que « tout individu est libre aussitôt qu'il est entré en France » et que « tout homme, de quelque couleur qu'il soit, jouit en France de tous les droits de citoyen »⁹¹. Même l'article 17 de la Charte de la Compagnie des Cent-Associés reconnaît tout Amérindien baptisé comme un citoyen français à part entière. Malheureusement, la bulle papale, qui ne concerne que les Amérindiens, est restée lettre morte afin de favoriser certains intérêts de l'Église catholique, menacée par la Réforme. La France n'accueille pas forcément tout esclave à bras ouverts et exerce un esclavage impitoyable dans ses autres colonies. Dans le cas du baptême, l'article 17 ne s'applique qu'aux Amérindiens et rend la revente plus difficile, voire impossible, un bon catholique voyant d'un mauvais œil la vente d'un frère spirituel. Quant aux Noirs, le Code noir⁹², règlement qui leur est destiné, stipule que l'esclave doit être catholique. Certains propriétaires attendent un an ou plus avant de faire baptiser leurs esclaves, tant amérindiens que noirs. D'autres ne le font que lorsque l'esclave est à l'article de la mort. Bien que le baptême en soi ne change pas forcément la condition servile du baptisé, il donne à l'esclave un début d'identité et certains privilèges dans la société où il se voit obligé de vivre. Les non-baptisés, quant à eux, sont condamnés à disparaître en ne laissant que peu ou pas de traces⁹³.

Quel prénom donne-t-on aux esclaves lorsqu'on décide de les faire baptiser ? Pour les femmes, Marie est de loin le prénom le plus populaire, suivi de Marie-Anne, Marguerite et Catherine. Pour les hommes, on choisit le plus souvent Joseph, Jean-Baptiste, Pierre, Charles, Jacques ou Louis. Il est très à la mode à l'époque de donner un prénom grec ou romain à son esclave : César, Pompée, Néron, Scipion, Caton, Phoebé, Neptune et Jupiter. Certains esclaves

89. La toute première école en Nouvelle-France.

90. Voir http://fr.wikipedia.org/wiki/Sublimis_Deus.

91. <http://books.google.ca>.

92. En vigueur en Louisiane et aux Antilles françaises, le Code noir n'a jamais eu force de loi au Canada, même s'il sert parfois de modèle. Voir à ce sujet <http://www.tlq.ulaval.ca/axl/amsudant/guyanefr1685.htm>.

93. Les documents officiels, comme les registres de l'Hôtel-Dieu de Montréal et de celui de Québec et les certificats de baptême, de mariage et de décès, souvent émis par des autorités religieuses, bien qu'incomplets parfois, sont une source précieuse de renseignements.

n'ont qu'un surnom, qui est parfois assez cocasse : Damoiseau, La Diligence, Religionnaire, Boncœur, Prince, Rossignol, Dontguichaut, Sarasto, Versailles et même Louis XIV. Si l'esclave se marie, il prend souvent le nom de famille de son maître : Doyon, Gouin, Larose, Lafleur, Lepage, Tessier, Longueuil, Gauthier, Courchesne, Léveillé, Locat, Renard.

Donc, petit à petit, l'esclavage fait son chemin au Canada français, malgré l'opposition des uns et grâce aux intérêts des autres. Il devient officiel en 1709, lorsque l'intendant Raudot publie une ordonnance dans les trois centres urbains de la colonie : « Ordonnons que tous les Panis et Noirs qui ont été achetés et qui le seront dans la suite appartiendront en pleine propriété à ceux qui les auront achetés, comme étant leurs esclaves⁹⁴. » En 1720, l'intendant Bégon réitère même la demande du sieur d'Auteuil, réclamant une cargaison de 200 Noirs pour la colonie. Appuyé par les communautés religieuses, des fonctionnaires et des habitants, qui se disent prêts à acheter 101 Noirs, Bégon évoque de nouveau la rareté et la cherté des domestiques, en plus d'aborder le sujet des parents âgés ou en perte d'autonomie, ce qui représente une charge importante pour certaines familles. La demande est transmise à la Compagnie française des Indes orientales, détentrice du monopole de la traite des Noirs à l'époque, mais celle-ci, étrangement, le perd la même année. Encore un obstacle à l'importation d'esclaves noirs au Canada.

Ce concours de circonstances n'a pas empêché l'intendant Hocquart de publier de nouveau, une dizaine d'années plus tard, l'ordonnance de Raudot, qui avait légalisé l'esclavage en 1709. De plus, en 1760, à l'article 47 du traité de la capitulation de Montréal, le gouverneur Vaudreuil-Cavagnial fait la proposition suivante au général Amherst : « Les Noirs et Panis des deux sexes resteront en leur qualité d'esclaves, en la possession des Français et des Canadiens à qui ils appartiennent ; il leur sera libre de les garder à leur service dans la colonie ou de les vendre. » La réponse du général ? « Accordé, excepté ceux qui auront été faits prisonniers⁹⁵. »

94. Marcel Trudel, *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2009.

95. *Idem*.

Tableau 3.10

 **Arrivée des esclaves noirs dans la vallée du Saint-Laurent**⁹⁶

1632-1654	1	1761-1770	65
1686	1	1771-1780	195
1691-1700	5	1781-1790	337
1701-1710	6	1791-1800	254
1711-1720	16	1801-1810	3
1721-1730	20	1811-1820	0
1731-1740	43	1821-1830	3
1741-1750	121	1831-1840	1
1751-1760	95	sans date connue	277

Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.

À titre de comparaison, voici le nombre d'esclaves en Louisiane et dans les Antilles françaises au XVIII^e siècle.

Tableau 3.11

 **Esclaves en Louisiane**

1718-1735	7 000 esclaves importés
1726	229 Amérindiens et 1 544 Noirs importés
1742	2 000 esclaves importés
1746	5 000 esclaves importés
1763	61 Amérindiens et 4 652 Noirs importés

<http://www.tfq.ulaval.ca/axl/amnord/louisiane-2historique.htm>.

96. L'esclavage a pris fin officiellement en 1834 dans les colonies britanniques. Entre 1840 et 1860, le Canada a accueilli quelque 30 000 esclaves noirs échappés des États-Unis grâce au chemin de fer clandestin, devenant par le fait même le refuge des esclaves fugitifs, ce que Montréal n'a été que partiellement.

Tableau 3.12

 **Esclaves dans les Antilles françaises, où on estime leur nombre à quelque 2 millions d'individus**

1744	250 000 esclaves présents
1772	77 957 esclaves importés
1777	84 155 esclaves importés
1785	85 290 esclaves importés
1789	89 823 esclaves importés

<http://www.monde-diplomatique.fr/2006/05/HAHN/13423> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Esclavage_en_Nouvelle-France ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Commerce_triangulaire.

Qui sont les propriétaires esclavagistes dans la vallée du Saint-Laurent ? Des marchands en possédaient 46 pour cent, mais il y a aussi des gouverneurs généraux, deux intendants, un commissaire ordonnateur, des explorateurs, des traiteurs, des autorités coloniales et des officiers militaires, une douzaine de gouverneurs particuliers à Montréal et à Trois-Rivières et 16 membres du Conseil supérieur. Du côté des professions libérales, il y a des médecins et des chirurgiens, des notaires, deux arpenteurs, un maître sculpteur, cinq interprètes, des imprimeurs, des charpentiers et d'autres gens de métier. Quant à l'Église, des curés, des missionnaires, trois évêques ainsi qu'un grand nombre de communautés religieuses ont des esclaves à leur service. Si 23 propriétaires possèdent entre 10 et 20 esclaves en même temps, 80 pour cent des Blancs n'en ont que deux ou trois à la fois, histoire de bien paraître.

Entre 1793 et 1803, pas moins de cinq tentatives, sous forme de requêtes ou de projets de loi, pour mieux définir l'esclavage⁹⁷ ou l'abolir carrément, ont échoué au Bas-Canada, alors qu'une loi interdisant l'importation d'esclaves avait déjà été adoptée dans le Haut-Canada en 1793. Pourtant, le vent commence à tourner. L'opinion populaire est de plus en plus défavorable à l'esclavage. Même les juges refusent de condamner les esclaves en fuite, les estimant des gens libres. Entre 1795 et 1800, il ne se vend qu'une douzaine d'esclaves au Bas-Canada. En 1799, il ne reste plus qu'une vingtaine d'esclaves sur tout le territoire.

La fin de l'asservissement au Canada annonce de nouveaux défis pour tous ces déracinés. Enlevés de chez eux, loin des leurs, les esclaves doivent, dans un premier temps, s'adapter à une vie de servitude. Soudainement, ils se retrouvent libres, sans y être dûment préparés. Si certains sont restés au service

97. Le Canada français n'a jamais voté de loi relative à l'esclavage.

de leur maître en tant qu'employés⁹⁸, d'autres ont été abandonnés dans des hôpitaux, tandis que d'autres encore recouvraient leur liberté pour être laissés à eux-mêmes, presque sans ressources, dans les villes⁹⁹.

Tableau 3.13

❖ **Répartition des esclaves au Canada français au tournant du XVIII^e siècle**

Acadie	2
Canada	3 264
Montréal	1 525 : 1 007 Amérindiens et 518 Noirs
Québec	970 : 400 Amérindiens et 570 Noirs
Trois-Rivières	42 : 35 Amérindiens et 7 Noirs
Lac Champlain	21
Les Grands Lacs	874
Le long du Mississippi	24

Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.

Si le nombre officiel des esclaves au Canada français se chiffre à quelque 4 200 individus, dont 2 683 Amérindiens et 1 443 Noirs, le nombre officieux s'élève à presque 6 000 personnes¹⁰⁰. Les esclaves représentent 5 pour cent de toute la population, comparativement à une proportion se situant entre 50 et 75 pour cent en Louisiane et jusqu'à 87 pour cent aux Antilles françaises. Tout en bas de l'échelle sociale, juste derrière les domestiques, l'esclave est considéré comme un bien meuble, au même titre qu'un cheval ou une table. Dans la fleur de l'âge et en bonne santé, un Noir se vend 1 000 livres françaises, c'est-à-dire le même prix qu'un bœuf, et un Amérindien, 500 livres. Contrairement aux esclaves noirs, qu'il était difficile de se procurer, les esclaves amérindiens arrivent chaque année en même temps que les fourrures¹⁰¹.

Pourtant, malgré sa condition peu enviable, tout esclave dans la colonie a accès aux tribunaux et aux praticiens, représentants en justice à une époque où les avocats n'ont pas encore le droit d'exercer au Canada. Devant le juge, l'esclave a souvent les mêmes droits que le Canadien français. En outre, avec

98. Il faut dire que certains esclaves ont refusé leur affranchissement, préférant rester au service de leur maître, à qui ils étaient devenus très attachés.

99. Plus des trois quarts des esclaves habitent en ville, la moitié à Montréal et un quart à Québec.

100. Trudel, 2009, *id.*

101. Pierre Gaultier de La Vérendrye aurait parlé dans son mémoire au roi, datant de 1744, de l'importance économique des fourrures et des esclaves amérindiens (Trudel, 2009, *id.*).

l'accord de leur propriétaire, les esclaves peuvent se marier, mais les enfants d'une femme esclave deviennent esclaves à leur tour. Si les bébés métis sont souvent mis en vente tout de suite après leur naissance, d'autres restent le plus souvent auprès du maître de la mère. Rares sont les cas où l'on sépare les membres d'une même famille.

Tableau 3.14

Mariages mixtes et entre esclaves au Canada français

Entre Amérindiens	11
Entre Amérindiens et Noirs	4
Entre Noirs	58
Entre Français et Amérindiens	34
Entre Français et Noirs	11

Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.

Pratiqué pendant presque deux cents ans, l'esclavage au Canada français se compare difficilement à ce qui se faisait ailleurs à la même époque. Fruit du hasard ou choix délibéré? Quoi qu'il en soit, le petit nombre d'esclaves au Canada et les privilèges qu'on leur accorde ne justifient nullement l'asservissement de ces individus. Pas plus que l'aval de l'État et de l'Église, qui s'adonnent librement à l'esclavage. Comme quoi ce qui est légal et accepté aux yeux d'une société donnée obéit parfois à des courants de pensée qui sont tout à fait étrangers et inconcevables pour les non-initiés.

Cette page sombre de l'histoire canadienne est, certes, regrettable, mais en a-t-on tiré des leçons? Ou existe-t-il une forme d'esclavage moderne? Puisque la Gendarmerie royale du Canada estime qu'il y a entre 800 et 1 200 victimes d'esclavage au pays chaque année, le plus souvent lié au commerce du sexe ou au travail domestique, la réponse semble aller de soi...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Trudel, Marcel (2009). *Deux siècles d'esclavage au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.
- Trudel, Marcel (2006). *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise.
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Chronologie_de_l'abolition_de_l'esclavage
- <http://www.histoiresoubliees.ca/histoire/lesclavage-au-canada-francais>



TOUS À TABLE!

Mai 2011

Un dicton populaire dit qu'on est ce qu'on mange. La femme moyenne, en Nouvelle-France, ne mesure que 152 centimètres et l'homme, 165 centimètres. Jacques Cartier lui-même ne mesurait que 1,57 mètre. Que mangeaient les Franco-Canadiens au juste?

Les aliments et leur préparation

Aux débuts de la Nouvelle-France, on consomme beaucoup de bœuf pour des questions de goût, mais aussi en raison d'une insuffisance de fourrage pour les veaux, qu'on était forcé d'abattre régulièrement¹⁰². Comme en France, on ne mange pas de cheval, sauf pendant la grande disette de 1756-1757. La consommation de gibier est, soit dit en passant, négligeable, le gros¹⁰³ ne représentant que deux ou trois pour cent des viandes consommées et le petit, un maigre six pour cent. La seule exception est les tourtres, ces petits oiseaux dociles, attrapés à l'aide d'un simple filet et chassés jusqu'à l'extinction. À l'exception du canard domestique, toute la volaille de la basse-cour française est présente en Nouvelle-France. Par contre, au XVII^e siècle, comme tous les animaux de la ferme sont importés de France, leur nombre est limité.

Deux jours par semaine et pendant les quatre semaines précédant Noël, sans parler des quarante jours avant la fête de Pâques, l'Église oblige les Canadiens à observer le jeûne, ce qui représente environ cent cinquante jours maigres par année. Faute de viande, on se rabat sur tout ce qui n'en est pas. On consomme même du castor, que le pape finit par ranger parmi les poissons.

Côté légumes et légumineuses, bien qu'ayant mauvaise presse¹⁰⁴, les pois blancs et verts, le chou, les poireaux, les navets, les oignons, rouges surtout, et une grande variété de raves se trouvent dans les assiettes canadiennes. Quant aux céréales, on cultive beaucoup de blé, car chaque habitant consomme environ un kilogramme de pain par jour. On sème aussi de l'avoine¹⁰⁵, de l'orge, du sarrasin et du seigle, mais en petite quantité.

102. Ce n'est qu'en 1789, sur les instances de Lord Dorchester, qu'on fonde la première société agricole, ce qui contribue à augmenter de façon importante les troupeaux bovins.

103. Les grosses bêtes fuient les régions où la traite des fourrures et l'agriculture perturbent leur habitat naturel. De plus, seulement un tiers des Canadiens possèdent un fusil de chasse.

104. On associait les légumes, qui poussent près de la terre, aux pauvres, tandis que les fruits, qui poussent dans les arbres et, par conséquent, sont plus près du ciel, aux riches.

105. L'avoine est destinée principalement aux chevaux.

Malgré la présence de pommes et de prunes sauvages, ainsi que d'une grande variété de petites baies, qui, arrosées de crème ou de sucre d'érable, entrent dans la composition de quelques desserts¹⁰⁶, les fruits sont, somme toute, peu consommés. Disponibles seulement pendant la saison estivale, les fruits sont difficiles à conserver pendant l'hiver. La canne à sucre¹⁰⁷ et la mélasse nécessaires à la mise en conserve sont importées, donc chères et réservées à l'élite. Le sucre d'érable est fait sur place, mais convient peu à ces fins. Cependant, on réussit à implanter peu à peu des vergers à l'île d'Orléans et dans des jardins particuliers, où l'on cultive quelques fruits français, tels que la reinette et la prune de Damas. Si les autres arbres fruitiers de la France sont trop frileux pour les hivers canadiens, les melons, les concombres et les courges, tous considérés comme des légumes-fruits, prennent racine en Nouvelle-France.

Quant aux gras, le beurre sert principalement à faire frire les aliments. Cependant, on lui substitue le plus souvent du lard de porc¹⁰⁸, car les vaches laitières, peu nombreuses, ne produisent que six litres de lait par jour¹⁰⁹.

Pour rehausser le goût des plats, les Canadiens y ajoutent du poivre, épice importée, donc chère, mais omniprésente. D'autres épices¹¹⁰ entrent dans la préparation des plats, dont la muscade, le girofle, un peu de cannelle et, après 1760, la tête de clou ou *allspice* des Anglais. Le sel, denrée rare et importée de France, mais indispensable à la conservation des viandes et des poissons, est connu sous le nom d'or blanc.

En ce qui concerne les boissons, on prend du café ou du vin¹¹¹ en ville et, après 1785, du thé. Le chocolat, importé et cher, est réservé aux plus fortunés. À la campagne, l'eau-de-vie, tels le cognac ou le brandy, a la cote. Le rhum y est consommé, mais en moins grande quantité.

106. Déjà, à cette époque, les fruits sont consommés à la fin du repas.

107. On se sert de sucre surtout en médecine. Jusqu'au XIX^e siècle, on croyait que le sucre aidait à la digestion. À l'époque, un habitant consomme un kilogramme de sucre par an, tandis qu'aujourd'hui, la consommation annuelle au Canada est de 26 kilogrammes par personne.

108. Animal très gras à l'époque, le porc est utilisé surtout pour son lard.

109. À titre de comparaison, il faut 20 litres de lait pour faire un kilogramme de beurre. Aujourd'hui, une vache laitière produit en moyenne 19 litres de lait par jour.

110. Au XVI^e siècle, Jacques Cartier aurait accidentellement laissé quelques graines de moutarde en Nouvelle-France. Elles y ont pris racine et permis aux Canadiens, un siècle plus tard, de faire leur propre moutarde. Aujourd'hui, le Canada est le premier exportateur de graines de moutarde au monde.

111. À la campagne, on utilise le vin à des fins médicinales.

Comment prépare-t-on ces aliments? La plupart du temps, les Canadiens utilisent un chaudron dans lequel ils font bouillir le plat principal¹¹², soit un pot-au-feu, une fricassée ou un ragoût. Les autres méthodes, comme la friture ou la cuisson au four, sont peu employées.

Disponibilité des aliments

La période de l'année où se nourrir représente le plus grand défi est sans aucun doute le printemps : peu de réserves restent de la dernière récolte et rien n'est encore planté. On doit se contenter de lait bouilli et de pain, d'une salade de racines de pissenlit ou d'un potage aux herbes accompagné de poisson et de pain. À l'occasion, ces repas tout simples sont agrémentés de quelques œufs ou d'une bonne anguille, ou encore d'un esturgeon frais.

Les autres saisons, par contre, offrent une nourriture relativement abondante qui aurait fait l'envie d'un Français de la France : de la soupe de tourterelle ou à l'oignon, des radis noirs au sel, des concombres et des pois, du poisson en abondance, des pot-au-feu additionnés de porc, de veau ou d'agneau, des noix, du fromage et du lait en petite quantité, des fruits frais en saison, des boissons à l'eau d'érable ou de capillaire¹¹³ et de la bière d'épinette. Pourtant, les Canadiens, toujours à la merci du mauvais temps, des maladies, des accidents et des attaques ennemies, peuvent se voir réduits à la famine si leurs récoltes sont compromises.

Une alimentation qui évolue

Dans un premier temps, entre 1608 et 1685, les Français calquent leur alimentation sur celle des Amérindiens. Les trois sœurs, c'est-à-dire, le maïs¹¹⁴, la courge et les fèves, font partie de leur ordinaire, ainsi que les petits fruits qu'on mange frais ou séchés au soleil et dont les Autochtones se servent pour rehausser le goût de la *sagamité* et du *pemmican*¹¹⁵. Cependant, une fois qu'ils se sont acclimatés à leur nouveau pays, entre 1685 et 1785, les Canadiens délaissent les mets amérindiens, peu adaptés à leur palais raffiné, pour adopter un régime plus français.

112. Les bien lotis font précéder ce plat d'une soupe légère aux légumes. Les salades sont appréciées pendant l'été et les repas se terminent, selon la saison ou lors d'occasions spéciales, comme on l'a déjà vu, par un dessert de fruits frais ou même de laitages sucrés.

113. Sorte de fougère.

114. Le maïs cultivé, originaire de l'Amérique centrale, a des grains très durs dont les Franco-Canadiens font une farine pour la confection du pain ou une pâte pour les porcs.

115. La *sagamité* est une soupe à base de farine de maïs à laquelle les Amérindiens ajoutent d'autres ingrédients selon ce qu'ils ont sous la main. Le *pemmican* consiste en un mélange de graisse animale, de petits fruits et de viande séchée réduite en poudre.

Entre 1785 et 1860, avec l'arrivée des Anglais, les plats typiquement français cèdent la place à une alimentation plus anglo-canadienne. On mange moins de pain et plus de pommes de terre¹¹⁶ et de sucre.

Pendant l'ère industrielle et jusqu'à l'aube de la confédération, entre 1860 et 1967, une alimentation canadienne proprement dite voit le jour. Une abondance de vaches laitières et, par voie de conséquence de beurre, ainsi qu'une viande porcine plus maigre font en sorte qu'on consomme plus de porc. C'est l'époque des recettes dites traditionnelles.

Finalement, après l'Expo 1967, ce sont les influences internationales qui ont la cote. Des restaurants chinois, italiens et indiens, pour ne nommer que ceux-là, ont désormais pignon sur rue dans les villes québécoises.

Aujourd'hui, le Canadien moyen mesure 178 centimètres et la Canadienne, 164 centimètres. L'alimentation au Canada a évolué et la population a grandi. Malheureusement, son tour de taille a grossi aussi. Si les Franco-Canadiens en Nouvelle-France ont souffert en raison d'une alimentation parfois insuffisante ou peu variée, le Canada contemporain souffre d'une épidémie d'obésité en raison d'une surabondance de nourriture, souvent de piètre qualité. Les carences en certains nutriments sont alarmantes. Si les Franco-Canadiens d'hier n'avaient pas toujours le choix quant à ce qui se retrouvait dans leur assiette, ce n'est plus tout à fait le cas de nos jours. Selon ses choix et ses politiques alimentaires, le Canadien d'aujourd'hui décidera à quoi ressemblera le Canadien de demain...

POUR EN SAVOIR PLUS

- Desloges, Yvon (2009). *À table en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion.



LE MYSTÉRIEUX MAL DE TERRE

Juin 2011

Obstacle important à la colonisation de la Nouvelle-France, le mal de terre a été décrit en long et en large par Jacques Cartier, Samuel de Champlain, Marc Lescarbot¹¹⁷ et le père Biard. Cette étrange maladie, toujours douloureuse et

116. Les pommes de terre ont été introduites au Canada en 1764 par le gouverneur James Murray. Les Canadiens avaient jusqu'alors toujours trouvé ce tubercule fade et sans intérêt.

117. Avocat, voyageur et auteur du *Théâtre de Neptune*, la première pièce de théâtre jouée en Amérique du Nord.

souvent fatale, semble frapper ses victimes une fois installées au Canada¹¹⁸. Moins présent lors des traversées de mer de deux ou trois mois entre l'Europe et le Canada, ce mal sème la terreur lors des longs voyages d'exploration, en particulier dans le Grand Nord¹¹⁹.

Lescarbot observe que les premiers symptômes font leur apparition au début de l'hiver, pour terrasser le malade au printemps. Les plus vulnérables rendent l'âme en janvier. Étrangement, ceux qui ne meurent pas en février ou en mars ont de bonnes chances de s'en sortir.

Les symptômes

Les symptômes, aussi tranchants qu'un arrêt de mort, sont toujours les mêmes :

Les uns perdaient la soutenue, et leur devenaient les jambes grosses et enflées, et les nerfs retirés, et noircis comme charbon, et aucunes toutes semées de gouttes de sang, comme pourpre. Puis montait la dite maladie aux hanches, cuisses, épaulés, aux bras et au col. Et à tous venait si infecte et pourrie par les gencives que toute la chair en tombait jusqu'à la racine des dents, lesquelles tombaient presque toutes¹²⁰.

Les dissections ne font qu'approfondir le mystère :

L'on trouve à beaucoup les parties intérieures gâtées, comme le poumon, qui était tellement altéré, qu'il ne s'y pouvait reconnaître aucune humeur radicale; la rate cœreuse et enflée; le foie fort legueux et tacheté, n'ayant sa couleur naturelle; la veine cave ascendante et descendante remplie de gros sang coagulé et noir; le fiel gâté¹²¹.

Bien que Cartier et Champlain autorisent des autopsies sur certains cadavres, leurs chirurgiens, impuissants à identifier la cause de la maladie, ne peuvent que confirmer le sombre diagnostic: le mal de terre¹²² a encore fait une victime.

118. La maladie évolue sur une période de trois mois en moyenne, selon la résistance de l'individu.

119. Le redoutable mal de mer sur les navires, connu de longue date, et le mal de terre au Canada, qu'on croyait être deux pathologies différentes, présentaient pourtant les mêmes symptômes.

120. Du *Bref récit et succincte narration de la navigation faite en 1535 et 1536 par le capitaine Jacques Cartier aux îles de Canada, Hochelaga, Saguenay et autres* (1863), Cartier, Jacques, 1491-1557, Paris, Librairie Tross.

121. Des *Voyages de Champlain*, Champlain, Samuel de, 1567-1635. *Les voyages du Sieur de Champlain Xaintongois, capitaine ordinaire pour le roy, en la marine...*, Paris, Jean Berjon, 1613.

122. Grâce aux autopsies, les médecins en concluent que le mal de terre du Canada et le mal de mer dont meurent les matelots sont la même maladie.

L'évolution de la maladie

Cartier est le premier à décrire le mal de terre en Nouvelle-France, au cours de sa seconde expédition, pendant l'hiver 1535-1536. Sur 110 hommes, 25 sont morts et tous, sauf l'explorateur et deux ou trois de ses compagnons, sont tombés malades. Un jour, Cartier rencontre Domagaya, qui présente quelques symptômes classiques. Quelques jours plus tard, Cartier revoit ce fils du chef iroquois Donnacona en parfaite santé. Il le questionne habilement pour que l'Amérindien lui révèle son secret. Domagaya lui donne une recette qui consiste à piler l'écorce et les feuilles d'un arbre¹²³. Les Autochtones ajoutent la poudre obtenue à de l'eau bouillante, boivent cette infusion et en appliquent le marc sur leurs jambes enflées. Sauf exception, le malade peut espérer une guérison complète après seulement quelques jours.

Malheureusement, plusieurs facteurs font en sorte que ce remède miracle demeure un secret pendant plus de deux siècles, au cours desquels la maladie mystérieuse continue à faire des ravages. Au cours de l'hiver 1542-1543, le mal fauche 50 hommes sous le commandement de Roberval, soit un quart de ses effectifs, à Charlesbourg-Royal à l'embouchure de la rivière du Cap-Rouge. À l'île de Sainte-Croix, M. de Monts a perdu presque la moitié de son contingent de 79 hommes en raison du mal de terre. Malgré toute sa science, le chirurgien qui les accompagne pendant ce rude hiver de 1604-1605 n'y comprend rien. À Port-Royal, pendant l'hiver 1605-1606, sur les 45 hommes sous les ordres de Champlain, 12 sont morts. Le chirurgien Deschamps est impuissant à traiter efficacement les malades. Une autopsie confirme la présence de la maladie mystérieuse à l'île de Sainte-Croix. Face à ce mal potentiellement contagieux, on s'attend au pire. Personne ne connaît le remède que Jacques Cartier a découvert chez les Amérindiens. Si Champlain sait le nom de l'arbre, il lui est impossible de l'identifier, puisque les Iroquoiens de l'époque de Cartier ont disparu sans laisser de traces. Pourtant, contre toute attente et presque miraculeusement, cinq malades de l'expédition de Champlain guérissent au printemps. Malgré cette petite victoire, trois hivers plus tard, 10 hommes sur un total de 25 succombent au mal lors de la troisième expédition de Champlain. Le chirurgien Bonnerme est du nombre.

Pendant l'hiver 1635, deux jésuites – les pères Dumarché et Turgis –, se sont établis à l'île de Miscou, à l'entrée de la baie des Chaleurs, pour donner les derniers sacrements aux 23 moribonds de la colonie. Le père Turgis a enterré le commis, le chirurgien et huit ou neuf ouvriers avant de mourir à son

123. Nommé *amedda*, à savoir l'épinette blanche. Ce remède souverain est plus efficace lorsque fermenté avec de la mélasse, comme dans la fabrication de la bière d'épinette. Ce mélange s'avère plus pratique en mer, puisqu'on n'a qu'à transporter des branches d'épinette pour faire la potion sur place.

tour. Face à une crise qui le dépasse, le père Dumarché quitte la région. Deux ans plus tard, les pères Gondoin et Claude Quentin s'installent dans la petite colonie. Le premier ne tarde pas à rebrousser chemin et le second tombe malade. Enfin, les pères Dolbeau et Martin de Lyonne vont prêter main-forte aux colons, mais eux aussi succombent presque à ce mal.

Les hypothèses

D'après ses observations, Champlain attribue la maladie au froid, aux aliments salés et aux émanations des terres labourées. Comme la plupart des victimes meurent en hiver, il y a, selon lui, un rapport direct entre le climat, le manque de nourriture fraîche et la mauvaise qualité de l'air.

Par contre, le père Biard fait remarquer que les mariners qui pêchent, et qui n'ont par conséquent aucun contact avec la terre labourée, tombent malades tout comme les colons. À son avis, le fait de rester enfermé tout l'hiver est le grand responsable du mal. Il donne comme preuve les onze hommes de l'expédition du sieur de Monts, qui ont passé l'hiver à chasser et qui sont restés en bonne santé.

L'hypothèse avancée par Lescarbot vise plutôt les viandes salées, les viandes détériorées, les eaux bourbeuses, l'air vicié par les émanations des marécages, les vents du nord ou du nord-ouest et la mauvaise alimentation pendant les traversées en mer.

Le vrai coupable

Ce n'est que le 20 mai 1747 que James Lind, chirurgien écossais, membre du collège des médecins d'Édimbourg et pionnier de l'hygiène dans la marine royale britannique, réalise une expérience qui lève le voile sur l'étrange mal de terre. Embarqué à bord du *HMS Salisbury*, il choisit 12 marins malades et administre à six groupes de deux hommes chacun six différentes substances : du cidre, de l'élixir de vitriol, du vinaigre, une concoction d'herbes et d'épices, un mélange d'eau de mer et d'oranges et enfin, des citrons. Seul le dernier groupe prend rapidement du mieux, c'est-à-dire que les signes du mal, le scorbut, ont disparu de la peau et des gencives en quelques jours. Il publie les résultats de cette expérience dans son traité de 1753¹²⁴, mais ce n'est qu'en 1795 que la Royal Navy met en pratique ses recommandations, en fournissant une ration quotidienne de jus de citron vert ou jaune à tous ses marins¹²⁵.

124. *Treatise on Scurvy*, http://idlewords.com/sailors_scurvy.pdf.

125. Au XVIII^e siècle, les Britanniques perdent plus d'hommes en raison du scorbut que lors de combats. Déjà, en 1600, un rapport de la marine britannique indique qu'environ 10 000 marins ont été victimes du mystérieux mal en vingt ans. Les pirates, par contre, savent depuis longtemps que le jus de citron est un remède souverain contre le scorbut. Ce secret bien gardé pendant des décennies leur donne un avantage non négligeable sur leurs ennemis.

La situation actuelle

Il y a plusieurs millions d'années, l'homme a perdu, à l'égal des primates et des cochons d'Inde, la capacité de fabriquer la vitamine C. Cette conséquence d'une mutation génétique nous rend entièrement dépendants de sources extérieures pour nos besoins en acide ascorbique. Hydrosoluble, cet élément vital n'est pas emmagasiné dans le corps humain. De plus, l'alimentation industrielle moderne est très pauvre en vitamine C, sans parler des facteurs polluants qui ne font qu'aggraver les choses. Alcool, tabac¹²⁶, drogues, pesticides, médicaments, radiations et stress ne sont que quelques-uns des agents qui privent l'être humain de cette substance précieuse.

À quoi sert la vitamine C? Depuis la réduction de la tension artérielle jusqu'à la diminution du mauvais cholestérol, en passant par le renforcement du système immunitaire et l'éclaircissement du sang, la vitamine C a des fonctions multiples. La plupart des médecins s'accordent pour dire qu'à raison de 250 à 500 mg par jour¹²⁷, cette substance – présente dans la plupart des fruits et des légumes – assure le bon fonctionnement du corps.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lescarbot, Marc (1866). *Histoire de la Nouvelle-France*, Paris, Librairie Tross.
- De Champlain, Samuel (1613). *Voyages de Champlain*, Champlain, Samuel de, 1567-1635. *Les voyages du Sieur de Champlain Xaintongeois, capitaine ordinaire pour le roy, en la marine...*, Paris, Jean Berjon.

126. Chaque cigarette prive l'organisme de 25 mg de vitamine C.

127. Une étude canadienne publiée dans *l'American Journal of Epidemiology*, démontre que presque la moitié des Canadiens adultes ne consomment pas assez de vitamine C (<http://www.regimesmaigrir.com/actualites/article.php?id=451>).

PARTIE

4

QUELQUES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

- ✦ La guerre qui aurait pu avoir lieu
- ✦ L'origine des hymnes national et royal du Canada
- ✦ Le fleurdelisé
- ✦ 1759: la bataille des plaines d'Abraham revue et corrigée?
- ✦ Le jour où il a neigé des braises
- ✦ Le jour où la Nouvelle-France a tremblé



LA GUERRE QUI AURAIT PU AVOIR LIEU

Décembre 2006

À la suite du Grand Dérangement de 1755 à 1763, beaucoup d'Acadiens trouvent refuge sur les terres fertiles d'Aroostook, région située entre ce qui est aujourd'hui le nord du Maine¹ et le sud du Nouveau-Brunswick.

Peu de temps après, ils sont rejoints par de nombreux Canadiens français, des Irlandais et quelques Américains. Pour délimiter leur propriété, les gens marquaient quelques arbres ou abattaient quelques arbustes sur la partie avant d'une terre donnée. Cela équivaut en quelque sorte au droit de propriété car, à l'époque, ni les Britanniques ni les Américains ne semblent s'occuper outre mesure de cette région isolée.

Au fil des ans, la petite communauté grandit. Entre 1790 et 1825, le nombre d'adultes passe de 174 à 1 100. En 1792, on dénombre entre 50 et 60 familles et, en 1814, environ 200. L'établissement de Madawaska a lieu vers 1783, à l'arrivée de Pierre Duperré et de Pierre Lisotte, ce qui fait de cette ville une des plus anciennes communautés acadiennes du Maine.

Vers la fin des années 1830, il y a une église, un magasin, un moulin pour moudre le grain et quelques maisons autour, mais peu ou pas de rues, d'écoles ni aucune représentation gouvernementale proprement dite. Les colons réussissent à régler leurs conflits entre eux et font preuve d'un respect mutuel. La plupart des Madawaskayens sont catholiques et mènent une vie simple, entourés d'un paysage formé de prés ensoleillés et de fleurs sauvages.

Jusqu'à la guerre de 1812, la région est peu développée, sauf peut-être pour la route du portage de Témiscouata que les Français ont tracée vers la fin des années 1600 dans le but de joindre l'Acadie et la Nouvelle-France. Cette voie a été améliorée après 1760 par les Britanniques et servira plus tard à faciliter les déplacements entre Fredericton et Madawaska. Mais au tournant du siècle, certains ignorent jusqu'à l'existence du petit village dans ce coin perdu qui ne tardera pas à devenir un des points chauds entre l'Amérique britannique et l'Amérique républicaine.

Si 1776 annonce la fin de la guerre d'Indépendance des États-Unis, le traité de Versailles, en 1783, n'établit pas une frontière définitive entre les États-Unis et le Canada. Celle qui divisait le Maine et le Nouveau-Brunswick du nord au sud est désignée par la rivière Sainte-Croix. Mais, la rivière ayant deux branches, la ligne de démarcation reste floue.

1. Le Maine est devenu un État américain en 1820. Avant, il était une province du Massachusetts.

Après un long débat, l'Angleterre accepte provisoirement la branche du nord comme la limite de sa souveraineté. Pourtant, l'importance de la vallée d'Aroostook devient de plus en plus apparente pendant la guerre de 1812, lorsque les troupes anglaises débarquées à Halifax se voient obligées de contourner l'État américain. De plus, vers la même époque, l'Angleterre est en guerre contre Napoléon et éprouve un besoin pressant de bois d'œuvre pour la construction de ses navires. Le réseau de routes étant probablement meilleur du côté britannique que du côté américain, les Madawaskayens se mettent à envoyer leur bois à Fredericton et à Saint-Jean, ce qui ne plaît pas aux Américains, qui cherchent sans cesse à étendre leurs frontières.

Par conséquent, les deux pays convoitant le bois et les terres fertiles de la région, le conflit devenait inévitable. Il faut dire que la quantité de bois traité à l'époque était impressionnante. Un seul moulin pouvait apprêter entre 400 000 et 500 000 planches annuellement et on estime qu'entre 1830 et 1855, les scieries du Maine, œuvrant sur la rivière Penobscot, ont traité quelques trois milliards de pieds cubes de bois. L'enjeu était donc de taille.

En 1831, l'affaire est soumise au roi des Pays-Bas qui joue le rôle de médiateur. Celui-ci désigne la rivière Saint-Jean comme frontière, ce qui ne satisfait personne. Les tensions ne font qu'augmenter d'année en année. Enfin, au cours de l'hiver 1838-1839, la guerre se prépare dans la région.

En février 1839, le gouverneur de l'État du Maine revendique l'Aroostook, qu'on appelle aujourd'hui le comté de Madawaska, et y envoie environ 9 000 miliciens. De là peut-être le drôle de nom donné à la guerre d'Aroostook : la guerre des fèves au lard, puisque ce plat est la nourriture habituelle des chantiers de la région.

De son côté, le Nouveau-Brunswick expédie 1 200 miliciens, ainsi que quatre compagnies du deuxième régiment de Québec au lac Témiscouata et dans la région, afin de protéger la route hivernale permettant aux militaires de se déplacer entre la ville de Québec et le Nouveau-Brunswick. Pour désamorcer les tensions, le lieutenant-gouverneur de la province, John Harvey, entre en pourparlers avec le général américain, Winfield Scott, qui a été dépêché sur les lieux par le président Van Buren.

En 1839, les demandes des Anglais et des Américains sont présentées à une commission qui se sert d'une carte datant du traité de Versailles, tracée selon toute vraisemblance par Benjamin Franklin à Paris, où une ligne rouge marque clairement la frontière canado-américaine entre le Maine et le Nouveau-Brunswick. Après trois ans de délibérations, les Britanniques et les Américains signent le traité d'Ashburton-Webster, ou traité de Washington,

le 9 août 1842. Alexandre Baring, premier Lord Ashburton², défend les intérêts des Anglais et Daniel Webster, ceux des Américains. Ils négocient le traité qui met fin de manière définitive à ce conflit, vieux de plusieurs décennies. La terre tant convoitée par les deux pays est de 31 080 kilomètres carrés, dont 13 000 seront finalement donnés aux Britanniques.

Malgré le nombre impressionnant de forces déployées de part et d'autre pour défendre les intérêts des deux côtés de la frontière, aucune balle n'a été tirée. On ne connaît aucune victime de ce conflit, si ce n'est un certain Hiram T. Smith, soldat du Maine, dont la cause de décès est inconnue. Quant à la communauté du Madawaska, elle sera toujours liée par ses racines communes, mais à tout jamais divisée par la frontière internationale qui sépare les États-Unis du Canada.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.francomaine.org/Francais/Histo/Aroostook>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.cmhg.hc.ca>
- <http://www.gnb.ca>



L'ORIGINE DES HYMNES NATIONAL ET ROYAL DU CANADA

Janvier 2007

Un fait des plus intéressants se trouve dans le roman *Le chien d'or* (1877) de William Kirby : à la page 307, on parle du chant royal « Dieu sauve le roi ». Le roi en question est Louis XIV. Cet hymne, composé par Jean-Baptiste Lully sur les paroles d'une certaine Madame de Brinon, a été entonné en Nouvelle-France lors d'occasions spéciales. Curieusement, ce chant d'origine française, qui fait office d'hymne national de la France jusqu'en 1792, année fatidique pour la monarchie de ce pays, deviendra par la suite l'hymne national de l'Angleterre, ainsi que l'hymne royal du Canada ! Encore plus intéressantes sont les circonstances particulières entourant l'origine du chant. Mais, avant d'en parler, penchons-nous d'abord sur l'hymne national du Canada, avec lequel il partage un peu de son histoire.

2. Ashburton est le directeur de la Baring Brothers Bank, qui a payé Webster pour son rôle d'agent entre les investisseurs britanniques et les débiteurs américains.

Origine de l'hymne national du Canada

Beaucoup de Canadiens savent que « Ô Canada », l'hymne national du Canada, est l'œuvre de Calixa Lavallée³ et d'Adolphe-Basile Routhier⁴. Composé en 1880 pour la Saint-Jean-Baptiste, ce chant soulignait un rassemblement spécial des Canadiens français à Québec. La Société Saint-Jean-Baptiste, dont le mandat consiste à promouvoir le nationalisme franco-canadien, a décidé de faire de cette œuvre l'hymne national du Québec.

Déjà, au début du XIX^e siècle, le sentiment d'appartenance grandit partout au Canada et on ressent le besoin d'un hymne national canadien proprement dit. À partir de 1836, plusieurs hymnes se disputent cet honneur avec plus ou moins de succès. « Ô Canada » et « God Save the King/Queen » sont les deux principaux rivaux. Puis, au cours de la Première Guerre mondiale, les Canadiens français, imités par les Canadiens anglais, penchent en faveur du « Ô Canada ». En 1964, au cours de la session parlementaire, Lester B. Pearson propose d'en faire l'hymne officiel du pays. Un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes, formé en 1967, recommande à l'unanimité la musique du « God Save the King/Queen », comme hymne royal officiel, et la musique du « Ô Canada », comme hymne national officiel. Les droits d'auteur de ce dernier reviennent à la Couronne.

La Chambre des communes approuve les recommandations officieusement. Quant aux textes, plus de 1 000 propositions sont soumises en anglais, en français ou dans les deux langues. En 1968, dans son rapport, le comité recommande l'adoption d'un couplet de chaque hymne, en français et en anglais. Pour l'hymne national, on choisit les paroles écrites en anglais par Robert Stanley Weir⁵ en 1908, avec quelques modifications. Pour les paroles de l'hymne royal, on préfère la version française de 1952, écrite lors du couronnement de la reine Elizabeth II. Le comité souligne aussi l'importance de commémorer de manière permanente les contributions de Lavallée, de Routhier et de Weir.

En octobre 1969, la maison d'édition musicale G.V. Thompson accepte de céder les droits d'auteur de Weir à la Couronne pour un dollar. L'année suivante, les droits sont officiellement cédés. Un projet de loi visant à donner force de loi aux recommandations du comité est proposé à la Chambre

-
3. Né à Verchères, Lavallée est un compositeur canadien-français bien connu; voir l'article « Le *Music Man* » de février 2007 (p. 8).
 4. Né à Saint-Placide, Routhier est juge à la Cour supérieure du Québec avant d'être juge en chef de la province. Il est aussi un poète à ses heures.
 5. Né à Hamilton en Ontario, Weir a pratiqué le droit à Montréal avant de devenir juge à la cour municipale.

en 1972, et plusieurs fois par la suite, mais sans résultat. Finalement, en 1980, la Chambre des communes adopte la loi C-36, qui fait du texte et de la musique du « Ô Canada » l'hymne national du pays et partie du domaine public.

Origine de l'hymne royal du Canada

L'origine de l'hymne royal du Canada – également hymne national de l'Angleterre – est beaucoup plus extraordinaire, quoique moins connue que l'origine de l'hymne national du Canada. Il est d'origine française, lui aussi, et a été composé en 1686 sur les instances de Madame de Maintenon pour son époux, le roi Louis XIV, en l'honneur d'un événement assez particulier...

Il paraît que le roi souffrait régulièrement de gastroentérites et de constipations en raison des menus copieux de la cour. Pour le soulager, ses médecins recourent systématiquement aux lavements. Malheureusement, ces invasions répétées auraient produit chez le roi une fistule, à savoir un canal anormal par où s'échappent des liquides ou des matières du corps. La présence de cette fistule exige une intervention chirurgicale immédiate. Le chirurgien du roi, qui n'a jamais pratiqué une telle intervention, se fait la main sur plusieurs prisonniers. La première opération du roi a lieu le 18 novembre 1686. Malgré un échec, on annonce dès le lendemain la guérison de Sa Majesté, qui ne sera pourtant délivrée de son martyre qu'après la huitième tentative du chirurgien. Madame de Maintenon, voulant célébrer la guérison de son époux, l'invite à l'école de Saint-Cyr, fondée la même année par le roi à la demande de sa femme. Cette institution, connue aussi sous le nom d'Institut de Saint-Louis, vient en aide aux jeunes filles nobles, mais sans ressources. Pour remercier le Ciel d'avoir sauvé la vie du roi, Madame de Brinon, la supérieure de ladite école, a écrit un poème. Pour faire plus joli, Madame de Maintenon fait appel à Jean-Baptiste Lully⁶ afin de le mettre en musique. Les demoiselles de l'école entonnent ce chant lors de la visite du roi et à chacune de ses visites ultérieures. Bien des années plus tard, en 1714, Georg Friedrich Haendel, musicien officiel de la cour d'Angleterre, visite le château de Versailles où il entend le chant pour la première fois. Il est subjugué par sa beauté, au point d'en transcrire la musique et les paroles, avant d'en faire la traduction en anglais. Il signe l'œuvre comme étant la sienne, avant d'en faire cadeau à George I^{er}, le roi d'Angleterre. Le succès du cantique est immédiat et les Anglais en font leur hymne national officieux. La version moderne de l'hymne britannique est publiée pour la première

6. D'origine italienne, Lully est le compositeur de la musique instrumentale à la Cour et le secrétaire du roi.

fois en 1744. Ironie du sort, la chute de la Nouvelle-France en 1760 fait en sorte que l'hymne traverse encore une fois l'Atlantique, mais cette fois en tant que « God Save the King/Queen » au lieu de « Dieu sauve le roi »...

Il y a des années, lors d'un concert, d'une représentation théâtrale ou d'un quelconque événement public, on avait l'habitude de chanter un des deux hymnes, le national ou le royal. À Toronto, c'était le « God Save the King/Queen » qui avait la cote ; à Montréal, c'était le « Ô Canada » ; à Winnipeg, on commençait par l'hymne national, pour terminer avec l'hymne royal. Avec le temps, cette pratique a perdu du terrain à Toronto, jusqu'à disparaître complètement en 1967, lors de l'abolition du règlement de la Ville à cet effet. Pourtant, aux galas d'ouverture, aux événements sportifs importants ainsi qu'à certaines cérémonies d'envergure, on joue le « Salut vice-royal », c'est-à-dire les six premières mesures du « God Save the King/Queen » suivies des quatre premières et quatre dernières mesures du « Ô Canada ».

L'hymne national du Canada peut être joué avant ou après un événement, mais doit être joué en premier s'il y a deux hymnes. Par tradition et respect, on se tient debout pendant l'hymne et les hommes en civil enlèvent leur chapeau.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.patrimoinecanadien.gc.ca>

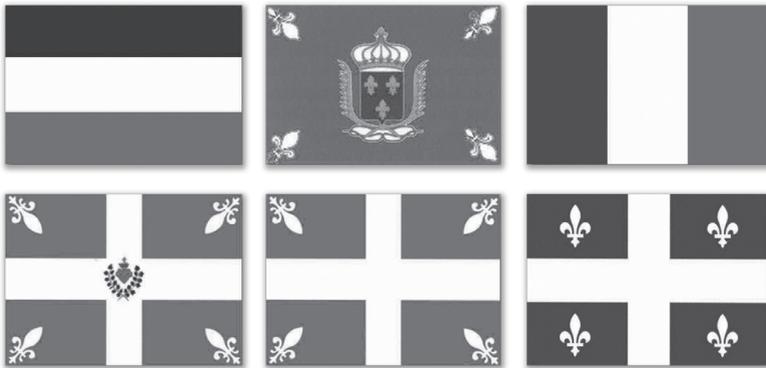


LE FLEURDELISÉ

Juin 2008

Le 21 janvier 2008 a marqué le 40^e anniversaire de l'adoption du drapeau provincial, le fleurdelisé, par le gouvernement du Québec. Pourtant la fleur de lys ainsi que la croix, en tant que symboles de vexillologie⁷, remontent à la nuit des temps.

7. « Étude des drapeaux, des pavillons nationaux ou provinciaux », selon *Le Petit Robert*, 2006.



Dans l'ordre, le drapeau des Patriotes, le Carillon et le drapeau de la France, puis le Carillon-Sacré-Cœur, le premier fleurdelisé de 1935 et le drapeau officiel du Québec.

Il existe plusieurs hypothèses concernant la symbolique liée à la fleur de lys. Selon certains, elle trouve son origine dans la croix ansée égyptienne, insigne du pouvoir pharaonique. D'autres font allusion à une fleur orientale, à la fleur du giroflier ou de l'iris, à une abeille ou même à un crapaud. Chose certaine, ce n'est qu'en 507 que cette fleur millénaire s'est retrouvée pour la première fois sur un drapeau. Clovis⁸, roi des Francs, dévoile lors de la bataille de Vouillé, près de Poitiers, un pavillon qui se compose de quelques fleurs de lys, symboles de la royauté française, sur fond bleu, couleur de la chape de saint Martin (315-397), évêque de Tours. Cette toile d'azur deviendra par la suite celle du blason des rois de France.

La croix du fleurdelisé, quant à elle, remonte au premier siècle de notre ère et renvoie directement à la crucifixion de Jésus-Christ. Peu après, au troisième siècle, saint Denis, le premier évêque de Paris, aurait conçu une oriflamme portant le symbole sacré. C'est au cours du Moyen Âge, et tout particulièrement pendant la guerre de Cent Ans (1337-1453), que la croix blanche, portée par les croisés et Jeanne d'Arc, s'implante définitivement en territoire français. Elle symbolise la foi et l'amour chrétiens, ainsi que l'égalité des hommes devant Dieu. Dans le but de rallier la France contre l'envahisseur anglais, Charles VII⁹ imagine d'intégrer une croix blanche au drapeau bleu orné de fleurs de lys.

En juillet 1534, lorsque Jacques Cartier jette l'ancre à Gaspé, il plante une croix portant le blason azur de France avec trois fleurs de lys dorées. L'or est la couleur des Capétiens, dynastie qui a régné en France de 987 à 1328.

8. Clovis (466-511) a vaincu et tué Alaric II, roi des Wisigoths, lors de la bataille de Vouillé.

9. 1403-1461; roi de France de 1422 à 1461.

Les bateaux de l'explorateur arborent un drapeau bleu avec une croix blanche, à savoir celui de la marine marchande française. Lorsque Champlain fonde la ville de Québec en 1608, un drapeau semblable flotte sur son vaisseau.

Plus tard, lors de la bataille de Carillon¹⁰ en 1758, on brandit un fleurdelisé « canadien » : au centre du pavillon bleu ciel se trouve l'écu de France et, à chaque coin, une fleur de lys blanche¹¹ tournée vers le centre. Le drapeau de Carillon est vite supplanté, puisque à la suite de la défaite de 1760, il sera remplacé par l'*Union Jack* britannique.

Le drapeau des Patriotes, calqué sur le drapeau tricolore français, mais dont le vert remplace le bleu pour représenter les Irlandais, flotte dès 1832. Il devient vite synonyme des révoltes de 1837-1838. À cause de cette association, ce drapeau est troqué officieusement pour le tricolore français jusqu'au XIX^e siècle. Toutefois, quelques années plus tard, le drapeau de Carillon refait son apparition et on le brandit fièrement lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste du 27 juin 1848. Cet événement éveille un espoir chez les Québécois désireux d'avoir un drapeau qui leur est propre. Avec les années, ce désir s'accroît et en 1902, l'abbé Elphège Filiatrault¹², inspiré du drapeau de 1758, hisse sur son presbytère un drapeau qui réunit les couleurs et les fleurs de lys du Carillon, en plus de la croix blanche des anciens navires de commerce français. Ce drapeau plaît instantanément à la grande majorité des Québécois. L'année suivante, on décide d'y ajouter au centre un Sacré-Cœur entouré de feuilles d'érable, même si l'idée ne fait pas l'unanimité. Malgré cela, le Sacré-Cœur est devenu, le 11 novembre 1926, l'emblème officiel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Neuf ans plus tard, l'Assemblée législative a supprimé le symbole religieux et rebaptisé le drapeau. Le Carillon Sacré-Cœur sera dorénavant le fleurdelisé.

La Seconde Guerre mondiale a tôt fait de refroidir l'enthousiasme des Québécois pour un drapeau provincial. Cette parenthèse n'est toutefois pas de longue durée, car le 19 novembre 1947, le député René Chaloult dépose une motion à l'Assemblée législative réclamant l'adoption officielle du fleurdelisé. Quatre mois plus tard, jour pour jour, un comité de 12 membres de la Chambre

10. Le 8 juillet 1758, le major général James Abercromby et ses 15 000 hommes sont défaits par Montcalm, à la tête de seulement 3 500 soldats. (L'emplacement de cette bataille correspond aujourd'hui à Ticonderoga dans l'État de New York.) Ironiquement, rien ne prouve que le drapeau de Carillon était réellement présent sur le champ de bataille, comme le veut la légende. Aucun des drapeaux des régiments sur place ne ressemble à celui-là (<http://www.imperatif-francais.org/bienvenu/imperatif-francais/extra/histoire-des-drapeaux-quebecois-drapeau-de-carillon.html>). Le Carillon aurait-il été le drapeau de la milice? Aucune allusion n'y est faite dans les manuscrits du maréchal de Lévis. Par contre, si rien ne prouve que le Carillon était effectivement arboré lors de cette fameuse bataille, rien ne prouve le contraire.

11. Les lys blancs du drapeau sont uniques en Amérique du Nord et représentent la présence française sur ce continent.

12. Curé de Saint-Jude dans les environs de Saint-Hyacinthe.

se dit favorable à l'idée et ledit comité entame une campagne de promotion auprès des autres membres de l'Assemblée. En décembre de la même année, M. Chaloult propose une seconde motion allant dans le même sens. Après des mois de consultations et de délibérations, le gouvernement décide de redresser les fleurs de lys pour rendre le drapeau plus conforme aux règles de la vexillologie. Le 21 janvier 1948, peu avant l'ouverture de la séance parlementaire, un arrêté en faveur de l'adoption du fleurdelisé comme drapeau officiel de la province est proposé par le ministre de l'Industrie et du Commerce. À l'ouverture de la séance, à quinze heures, M. Duplessis, le premier ministre du Québec, déclare à la surprise de tous que le fleurdelisé flotte déjà sur la tour du Parlement. Deux ans plus tard, le 9 mars 1950, la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec est sanctionnée par le Parlement et applaudie par le Conseil des ministres.

Finalement, le 10 novembre 1965, le Conseil exécutif fait enregistrer le drapeau, dans le but d'éviter tout emploi abusif. Dix-huit mois plus tard, un arrêt ministériel ordonne que le drapeau soit visible sur tout édifice gouvernemental et sur toute institution d'enseignement sous l'autorité du ministère de l'Éducation. Enfin, en 1999, un décret du gouvernement provincial fait du 21 janvier le Jour du drapeau.

Faits intéressants

- ◆ Le fleurdelisé a été voté en 2001 le plus beau drapeau de tout le Canada et se classe toujours parmi les plus beaux en Amérique du Nord selon la Société de vexillologie américaine.
- ◆ Les drapeaux du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador sont les seuls au Canada à ne pas afficher les armoiries de leur province.
- ◆ La feuille d'érable du drapeau canadien s'est inspirée d'un dessin fait à l'origine pour le drapeau québécois.
- ◆ De nos jours, le fleurdelisé est présent sur tous les continents et dans 32 villes différentes dans le monde.
- ◆ Le 15 mai 1991, le fleurdelisé a flotté au sommet du mont Everest, lorsque Yves Laforêt est devenu le premier Québécois à conquérir le plus haut sommet du monde.
- ◆ Un des premiers drapeaux humains était québécois. Dominic Lacasse a établi le record mondial – certifié Guinness World Record en 2007 pour s'être tenu en position complètement horizontale, accroché à un poteau par les deux bras, pendant trente-neuf secondes. Son rival, un gymnaste allemand de l'équipe nationale de son pays, a terminé loin derrière avec quatorze secondes.

Le drapeau du Québec, à l'image du peuple qu'il représente, a su défier le temps. Pour reprendre les paroles de M^{me} Nathalie Normandeau, prononcées à l'occasion du point de presse pour les soixante ans du fleurdelisé le 21 janvier 2008, c'est un drapeau qui « nous ressemble et il nous rassemble » (<http://my.opera.com/coppermine4/blog/2008/01/21/fleuron-de-notre-identite-nationale-le-drapeau-du-quebec-a-60-ans>). À une époque caractérisée par l'immigration massive et les accommodements raisonnables, par une mondialisation et une assimilation rampante, les emblèmes du fleurdelisé pourraient servir de signes de ralliement à tous les francophones du continent nord-américain.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.mnq.qc.ca>
- <http://www.assnat.qc.ca>
- <http://www.republiquelibre.org>
- <http://www.imperatif-francais.org/bienvenu> (article de Luc Bouvier sur le parcours du drapeau du Québec, mot-clé: carillon)
- <http://www.tqs.ca/videos/cafeine/2008/01/l-histoire-du-drapeau-quebecois-22957.php>
- http://www.lac-bac.gc.ca/canvers-bin/entry?entry_nbr=642&page.rows=10&clctn_nbr_181=0 (« Le drapeau de Carillon », poème d'Octave Crémazie [1827-1879])
- <http://frontenac.ameriques.free.fr/drapeaux-francophones.php>
- <http://www.dominiclacasse.com>



1759 : LA BATAILLE DES PLAINES D'ABRAHAM REVUE ET CORRIGÉE ?

Février 2010

Le 13 septembre 2009 marquait le 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham. Après deux siècles et demi, on peut se demander si ledit conflit n'a eu que des conséquences négatives pour le Québec. Une étude de l'historien Marcel Trudel (2008) jette une lumière intéressante sur la question.

Maintien de la langue

Les traités de 1759 et 1763 ne font aucune mention de la langue française car, à l'époque, le français est la langue de l'élite en Europe. Des officiers de l'armée britannique comme Jeffrey Amherst, James Murray, Thomas Gage,

Ralph Burton et Frederick Haldimand¹³, qui ont tous dirigé la colonie à un moment donné, parlent couramment le français. Malgré un manque de législation visant à protéger cette langue, les Canadiens français continuent à la parler. Plus récemment, différentes lois, tant provinciales que fédérales, ont été ratifiées dans le but de protéger le français. Cette législation, même si sa mise en application laisse parfois à désirer, a fait du Québec la seule province de langue française au Canada¹⁴. Après deux cent cinquante ans, on y parle toujours la langue de Molière, ce qui est loin d'être le cas ailleurs au Canada ou aux États-Unis, par exemple, où l'assimilation est endémique.

Maintien de la religion

Dans les années 1700, après des siècles de conflits entre les catholiques et les protestants, la religion est toujours une source de friction entre les Anglais et les Français. Cependant, le traité de Paris, en 1763, accorde la liberté de culte aux Canadiens français. L'évêque catholique peut exercer le culte librement au Canada, sans toutefois jouir de son titre officiel. Les Églises protestante et catholique sont soumises à l'État et le roi d'Angleterre nomme les évêques et leur verse une pension. Le prélat, sous le régime français, est toujours français de souche, tandis que les Anglais ne nomment que des évêques franco-canadiens.

Quant aux huguenots¹⁵, ces Français protestants souvent très instruits, mais mal tolérés, exilés ou même obligés d'abjurer leur foi, ils peuvent dorénavant pratiquer leur religion en toute liberté. L'Église catholique doit faire preuve de tolérance, car, faute de place, catholiques francophones, huguenots et protestants anglais doivent partager les mêmes lieux de culte pendant un certain temps, en attendant la construction de temples protestants. D'ailleurs, des mariages mixtes entre protestants et catholiques, interdits par l'Église catholique, sont célébrés avec l'aval du gouvernement britannique. La monarchie anglicane remplace la monarchie catholique. Le Défenseur de la foi prend la place de Sa Majesté très chrétienne.

Maintien de certaines lois

Si la Common Law remplace les lois françaises au criminel, la Coutume de Paris, qui devient les lois du Canada, ensuite le Code Napoléon et finalement le Code civil du Québec, continuent à régir bien des aspects de la vie quotidienne des Canadiens français après la Conquête.

13. Francophone d'origine suisse.

14. Le Nouveau-Brunswick a quant à lui un statut de province bilingue depuis 1969.

15. Voir l'article « Les huguenots » de décembre 2007 (p. 17).

Le maintien de ces lois a facilité la transition d'un régime à l'autre pour ce qui était de la forme des actes et des services offerts.

Administration simplifiée

Tant les Anglais que les Français ont leur gouverneur général, c'est-à-dire un militaire secondé par un état-major. Un régime militaire en a donc remplacé un autre, mais sous la domination française, les Canadiens ont été victimes d'une suradministration. Avant la Conquête, il y a trois centres de gouvernement : à Québec, à Trois-Rivières et à Montréal. Chacun a son gouverneur, un lieutenant-gouverneur¹⁶, un major, une garnison avec ses officiers, un colonel de milice et ses officiers, un tribunal avec juge et adjoint, un procureur du roi, un greffier avec ses auxiliaires, dont les notaires, et de petites cours seigneuriales avec leur personnel. Les trois villes vantent le même système de gouvernement, même si Trois-Rivières ne compte que 7 000 âmes et Québec, 21 000. En outre, il y a à Québec l'intendant responsable de la justice, l'administration civile et les finances avec l'aide de ses auxiliaires, un Conseil supérieur, ou cour d'appel, et à Montréal, un commissaire-ordonnateur, qui représente l'Intendant, et ses assistants.

Les Anglais ont simplifié cette bureaucratie en créant deux districts, celui de Québec et celui de Montréal. Un conseil exécutif a remplacé le Conseil supérieur et la justice seigneuriale a disparu.

Présomption d'innocence

Il n'y a pas d'avocats en Nouvelle-France, car c'est à l'accusé de prouver son innocence, sans que celui-ci sache toujours de quel crime on l'inculpe, ni connaisse la date de sa comparution devant le juge. On n'hésite pas à recourir à la question ordinaire ou extraordinaire¹⁷ pour faire parler les plus récalcitrants. La loi anglaise, en revanche, oblige la Couronne à prouver la culpabilité de l'accusé, dont la défense est assurée par un avocat. Les chefs d'accusation sont clairement énoncés, ainsi que la date du procès. La torture devient chose du passé.

Droit à la propriété

Le traité de Paris de 1763 alloue dix-huit mois aux Français et aux Canadiens qui le désirent pour retourner en France. Bien des seigneurs décident de partir et vendent leurs propriétés à perte, ce qui constitue une aubaine pour ceux qui

16. À Québec, il y a le gouverneur général et son lieutenant.

17. Voir l'article « Le maître officiel des hautes œuvres du Canada » de mars 2009 (p. 109).

restent. Le système seigneurial français se voit désormais concurrencé par le franc et commun *socage* anglais¹⁸, qui permet aux titulaires d'un terrain d'en devenir enfin les propriétaires.

Fin des guerres amérindiennes

Au XVII^e siècle, il n'y a plus de guerres entre les Amérindiens alliés des Français et ces derniers. Ensuite, la Grande Paix de Montréal en 1701 permet d'enterrer la hache de guerre entre les Iroquois et les Français, mais le conflit entre la France et l'Angleterre risque de relancer les hostilités. La fin de la guerre de Sept Ans met un terme définitif à la menace iroquoise.

Service militaire payé

Le gouvernement français oblige les miliciens à porter les armes sans aucune compensation pécuniaire. De plus, ces soldats doivent souvent payer de leur poche pour leurs armes, habits et vivres. Les Anglais fournissent tout le matériel nécessaire au milicien, dont le service est facultatif¹⁹, sans parler de la solde qu'on lui verse.

Argent comptant

Sous le régime français, un navire arrive une fois par an de la France avec la solde des fonctionnaires et des militaires. Comme ce bateau n'arrive pas toujours à bon port, les Canadiens utilisent la monnaie de carte²⁰, système qui a connu des ratés à plusieurs reprises. Les Anglais renflouent les coffres du Canada en apportant des espèces sonnantes et trébuchantes dans la province, en plus de permettre les prêts à un taux d'intérêt fixé à six pour cent²¹.

Droit de pétitionner et de voter

Pour adresser une pétition ou une requête au gouvernement en Nouvelle-France, il faut en demander la permission, sans quoi on peut être accusé de fomenter une sédition. La contestation chez le peuple n'est pas encouragée, suivant le principe que l'autorité ne peut venir que d'en haut, c'est-à-dire du roi. Le

18. Tenure de terres concédées à prix fixe, sans redevance annuelle et en toute propriété contrairement à la tenure seigneuriale (http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Franc_et_commun_socage_%28d%C3%A9finition%29).

19. En 1669, Louis XIV décrète que tous les hommes valides de la Nouvelle-France âgés de 16 à 60 ans devront dorénavant faire leur service militaire obligatoire. Chaque paroisse aura dorénavant sa compagnie de miliciens (<http://www.republiquelibre.org/cousture/NVFR.HTM>).

20. Voir l'article « L'argent en Nouvelle-France » d'avril 2007 (p. 87).

21. Les prêts sont interdits par l'Église catholique.

gouverneur anglais, par contre, reçoit les pétitions et les délégations de Canadiens sans qu'ils aient à en faire la demande au préalable. Du reste, en 1792, un système parlementaire est mis en place, permettant désormais au peuple canadien d'élire ses représentants, lui qui, sous le régime français, ne pouvait élire que les marguilliers.

Ouverture sur le monde

On estime à 65 000 le nombre de Canadiens français en Nouvelle-France en 1759. Ils vivent coupés du reste du monde pendant presque la moitié de l'année en raison des hivers rigoureux. Le reste du temps, le gouvernement français ne leur permet de faire du commerce qu'avec les Antilles françaises et la France. Après la Conquête, les Canadiens sont libres de commercer avec les colonies américaines²² et les territoires britanniques. Quelques grandes familles canadiennes continuent à faire la traite des fourrures jusqu'à la fin du siècle²³ et l'élimination des monopoles du régime français permet un libre marché qui était jusqu'alors impensable.

Service de poste²⁴

Sous le régime français, le courrier est réservé presque exclusivement à la correspondance officielle. Les Anglais font de la poste une institution de l'État et nomment un certain Benjamin Franklin maître de poste de l'Amérique du Nord. À Québec, Hugh Finlay est responsable de la poste du Canada et assure la livraison du courrier officiel et privé.

Imprimerie

En Nouvelle-France, les Canadiens n'ont ni imprimerie ni bibliothèque publique. En 1764, deux Américains, Brown et Gilmore, impriment le premier journal canadien *The Quebec Gazette* = *La Gazette de Québec*, un journal bilingue de quatre pages qui compte 143 abonnés en 1765. L'année suivante, un premier livre, un catéchisme, est imprimé au Canada. En 1778, le gouverneur Haldimand inaugure une bibliothèque bilingue dans le palais épiscopal de Québec.

Sans vouloir aucunement minimiser les pertes subies à la suite de la bataille des plaines d'Abraham de 1759, les recherches de M. Trudel nous font voir certains avantages qui en découlent. Aujourd'hui, le Québec rayonne sur la scène internationale grâce à ses artistes, scientifiques, entrepreneurs, athlètes, écrivains et j'en passe. Sans perdre leurs racines françaises, les Québécois se

22. Un marché de plus de 1 600 000 individus.

23. La fin du siècle coïncide avec la fin de la traite des fourrures.

24. Voir l'article « Une lettre pour vous! » de décembre 2008 (p. 101).

sont dotés d'une identité qui leur est propre, en puisant dans la détermination et la résilience dont ils ont toujours fait preuve. Qu'on soit d'accord ou pas avec les conclusions de M. Trudel, il faut admettre que cette bataille marque un point tournant dans l'histoire des francophones en Amérique du Nord.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Trudel, Marcel (2008). « Les surprises du Régime militaire, 1759-1764 », *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, p. 209-226.
- Trudel, Marcel (2008). « La Conquête de 1760 a eu aussi ses avantages », *Mythes et réalités dans l'histoire du Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, p. 227-258.
- http://benhur.teluq.quebec.ca/~journal/2009_10/politique4.html (article d'Eric Tremblay)



LE JOUR OÙ IL A NEIGÉ DES BRAISES²⁵

Mars 2010

En décembre 1899, le Conseil de ville de Hull embauche quatre pompiers additionnels, portant ses effectifs à neuf²⁶. On recommande fortement l'achat de 300 mètres de tuyaux, d'une échelle de 15 mètres, d'un cheval, de haches et de crochets, soit 1 000 dollars de matériel destiné à combattre les nombreux incendies qui menacent sans cesse la ville. Comme les coffres de la municipalité sont vides, aucun de ces achats n'est fait...

Le 26 avril 1900, on est au début du printemps, il fait 17 degrés Celsius et la neige commence à fondre. Vers 10 h 30, la famille d'Antoine Kirouac, un des nombreux ouvriers de la ville de Hull, se prépare à manger dans sa petite maison de bois, semblable à toutes les autres maisons pauvres de ce quartier populaire de la rue Chaudière²⁷. La famille est loin de se douter qu'une étincelle s'est échappée de leur cheminée défectueuse, mettant le feu à leur toit en bardeaux. Quelques passants sont témoins de ce qui paraît être, à première vue, une scène somme toute banale, les petits incendies étant monnaie courante

25. Analogie attribuée à E.B. Eddy (concernant ce dernier, voir l'article « Les petites filles aux allumettes de Hull » d'octobre 2010, p. 127) pour décrire l'intensité du brasier.

26. En 1891, la population de Hull est de 11 000 habitants (http://www.memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Gatineau_%28municipalite_de_ville%29).

27. Au coin des rues Saint-Rédempteur et Vaudreuil.

à l'époque. À leur grande surprise, pourtant, le feu se propage à une vitesse foudroyante et gagne la maison et la grange voisines. Le pompier en chef Benoît et ses hommes ne tardent pas à arriver sur les lieux, mais malgré tous leurs efforts et ceux des volontaires, ils sont impuissants devant l'incendie qui gagne en force. Voyant l'inutilité de leurs démarches, les hommes sur place ne pensent plus qu'à sauver leurs propres maisons.

À midi, le feu a déjà presque tout dévoré sur son passage dans les rues principales de la ville de Hull. En raison des forts vents, dont les rafales atteignent 80 kilomètres à l'heure, l'incendie continue sa route jusqu'à l'autre côté du lac Minnow, empruntant les rues Bridge et Church avant de réduire en cendres la scierie et les cours à bois des moulins d'E.B. Eddy. À 12 h 18, l'alarme est donnée à Ottawa.

À treize heures, en désespoir de cause, les pompiers de Hull font appel à leurs confrères d'Eddy et de Chaudière. Mais les autopompes Eddy (de Hull) et Conqueror (d'Ottawa), se révélant inefficaces contre cette bête affamée, sont bientôt abandonnées. Des étincelles portées par le vent traversent la rivière, dévorant les piles de bois des entreprises de H.F. Bronson et de J.R. Booth, ainsi que les étables de ce dernier dans l'île Victoria.

Miraculeusement, l'usine de sulfure d'E.B. Eddy à Hull, ainsi que l'usine de carbure de Bronson et Weston, sans parler de la scierie de J.R. Booth, ne sont pas touchées. L'usine d'Eddy se trouve à la limite est du feu, celle de Bronson et Weston est faite de matériel ignifuge et la scierie de J.R. Booth dispose d'un système de pompage. De plus, les employés de cette dernière travaillent d'arrache-pied pour limiter les dégâts.

À 13 h 20, le couvent des Sœurs grises et le palais de justice sont la proie des flammes. C'est de justesse qu'on réussit à sauver la station de pompage, près du pont Pooley, où se trouvent toutes les réserves d'eau de la ville d'Ottawa. Les moulins près des chutes et le pont des Chaudières sont réduits en cendres, tout comme le seront – une trentaine de minutes plus tard – le moulin de blé et le silo à céréales de McKay, les centrales électriques, l'usine sidérurgique de Baldwin, l'usine de carbure de Dominion et toutes les propriétés du chemin de fer Canadian Pacific. Les lignes téléphoniques entre Hull et Ottawa sont coupées et des quartiers entiers sont privés d'électricité. Les rues seront plongées dans l'obscurité pendant cinq nuits, tandis que des explosions de dynamite et de produits chimiques industriels se feront entendre à des kilomètres à la ronde.

Face à l'ampleur de l'incendie, Ottawa fait appel à la milice et demande de l'aide à Toronto, à Montréal, à Brockville, à Smith Falls et à Peterborough. Vers seize heures, une autopompe, cinq chevaux, un tuyau et huit pompiers

arrivent de Montréal par le chemin de fer Canadian Atlantic. Des renforts de pompiers volontaires sont mis à contribution. Trois heures plus tard, une seconde autopompe arrive de Montréal.

À dix-sept heures, la zone industrielle de l'ouest d'Ottawa est complètement détruite. Le feu continue sa route, détruisant aussi bien les belles demeures de la rue Wellington, dont celle de J.R. Booth, que les quartiers ouvriers de Rochesterville. Tout y passe : la distillerie de Victoria, le moulin de Martin et Warnock, la maison de Mercy, l'église presbytérienne d'Erskine... La ferme expérimentale de l'avenue Carling est menacée, mais ses employés réussissent à la sauver *in extremis*.

Vers vingt heures, près du lac Dow, le vent s'essouffle et le feu, dans quelques soubresauts agonisants, s'étouffe en laissant une épaisse fumée noire. Ce nuage de fumée, visible depuis Kingston, couvrira la région d'Ottawa pendant plusieurs jours encore. Une étrange lueur rougeâtre monte à l'ouest ; des objets personnels, que les gens ont essayé en vain d'arracher aux flammes, jonchent les rues pleines de débris ; des quartiers entiers sont rasés, sauf quelques bâtiments isolés. Les tavernes sont pleines à craquer de gens dépassés par les événements. Des milliers de personnes errent désespérément dans les rues, à la recherche d'un être cher. À Hull, 1 300 bâtiments sont détruits et à Ottawa, 1 900. Du côté nord de la rivière, la moitié de la ville, soit 1,12 kilomètre carré, est détruite ; du côté sud, 20 pour cent, soit 1,78 kilomètre carré²⁸. Ce sont 15 240 kilomètres de planches de bois qui sont partis en fumée. À Hull, 42 pour cent de la population, soit 5 789 personnes, est dans la rue. À Ottawa, ils sont 8 370, soit 14 pour cent de la population. Presque 40 pour cent des résidences de Hull ont disparu, avec la plupart des usines qui longeaient la rivière. Bien des gens n'ont plus ni maison ni travail. Les dommages s'élèvent à dix millions de dollars²⁹...

Malgré ces chiffres spectaculaires, seulement sept personnes ont perdu la vie dans l'incendie³⁰. Des efforts herculéens ont été déployés sur-le-champ pour venir en aide aux victimes. Le 27 avril, le maire d'Ottawa, T. Payment, réunit

28. À Ottawa, il ne reste plus rien dans la zone délimitée par les plaines de Lebreton, le lac Dow, la rue Booth et la voie ferrée à l'ouest. Si le reste de la ville a été épargné, c'est en raison de son terrain plus élevé, qui a servi de coupe-feu, et des efforts de trois corps de milice venus en renfort à la demande du pompier en chef Powell. La *Bucket brigade*, comme on les appelait, avait pour tâche d'arroser les bâtiments du côté est de la rue Booth, qu'elle a réussi à sauver. La voie ferrée a préservé le quartier de Hintonburg à l'ouest.

29. Près de deux cents millions de dollars aujourd'hui.

30. D'autres, malheureusement, trouvent la mort dans les refuges pour sinistrés, en raison de l'insalubrité des lieux.

le conseil municipal et l'armée distribue des tentes³¹. Un comité est formé de citoyens influents de Hull et d'Ottawa et un fonds international est mis sur pied. En moins d'un mois, des dons de nourriture, de vêtements et d'argent d'une valeur de 250 000 dollars affluent d'aussi loin que le Chili. Craignant un exode de sa main-d'œuvre, la ville offre aux victimes des compensations totalisant un million de dollars. L'entreprise de transport Ottawa Transportation Company d'Ottawa achemine de la nourriture à Hull à bord d'un de ses vapeurs et d'un chaland. Le clergé de Hull se charge pendant un peu plus de trois semaines de distribuer de la nourriture à quelque 6 000 personnes de la ville. Un groupe de femmes dirigé par Lady Minto, la femme du gouverneur général, distribue nourriture et vêtements à quelque 3 000 personnes jusqu'au 19 mai. En dépit d'une pénurie de bois, la reconstruction de Hull et d'Ottawa commence presque immédiatement. Au cours de l'été, on rebâtit 317 maisons, 94 magasins, plusieurs moulins – dont celui d'E.B. Eddy –, l'église anglicane, le palais de justice, le bureau de poste, des banques, le bureau de l'état civil, le collège Notre-Dame, une école anglaise, deux couvents et cinq hôtels. À la fin de l'année, 750 nouveaux logements s'élèvent sur les cendres des anciens.

Quelle leçon peut-on tirer de cette catastrophe, outre l'importance de faire ramoner sa cheminée régulièrement, de respecter le code du bâtiment et d'avoir des ressources suffisantes pour lutter contre les incendies? Le grand incendie de Hull et d'Ottawa n'est pas qu'une catastrophe; c'est aussi une histoire de grand courage et d'entraide sur une échelle nationale et internationale.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Shorter, G.W. (1962). « Ottawa-Hull Fire of 1900 », *National Research Council Canada; Division of Building Research*, Ottawa, Fire Study n° 7 of the Division of Building Research, juin, p. 1 à 14.
- <http://www.grandquebec.com>
- <http://www.bibliootawalibrary.ca>
- <http://www.museopolis.org>
- <http://www.lac-bac.gc.ca>
- <http://www.ottawa.ca>
- <http://www.craoutaouais.ca/Sinistres/Conflagrations>
- <http://www.ouataouais.quebecheritageweb.com>

31. À Ottawa, les sinistrés sont logés au club d'athlètes amateurs, à l'Armée du Salut, au manège militaire et à la Exhibition Place jusqu'à la mi-juin. À Hull, il ne reste plus que l'église de Notre-Dame, l'édifice Matthews et la prison qui sont en mesure d'accueillir les nombreux sans-abri. Malgré cela, en seulement 48 heures, toutes les victimes sont hébergées.



LE JOUR OÙ LA NOUVELLE-FRANCE A TREMBLÉ

Septembre 2010

Lorsqu'on pense aux tremblements de terre, des endroits tels que le Japon, Haïti, le Chili ou le Mexique nous viennent facilement à l'esprit. Ces pays en zone sismique très active sont victimes de tremblements de terre à répétition qui, dévastateurs, ne laissent souvent que des scènes de désolation sur leur passage. Mais dernièrement, quelques secousses ont frappé le Québec au grand étonnement de plusieurs. Les Québécois pourraient se croire à l'abri, loin des régions à haut risque. Cependant, rien n'est plus faux. La preuve? Les témoignages suivants racontent l'histoire d'un des pires séismes à frapper l'est du Canada³².

Le 5 février 1663, les Canadiens français, en bons catholiques, se préparent pour le mercredi des Cendres, jour de pénitence qui annonce le début du carême. Tout à coup, vers 17 h 30, un bruit de tonnerre assourdissant se fait entendre. Pris de panique à la pensée d'affronter un incendie ou une nouvelle attaque des Iroquois, les gens sortent de leur maison pour voir d'où vient la détonation. C'est alors qu'ils sont saisis par un spectacle rien moins qu'apocalyptique : les clochers des églises, tout comme les murs des maisons, se balancent comme des roseaux dans le vent ; les toits penchent d'un côté pour se renverser de l'autre ; poutres et planchers craquent et des meubles sont renversés. Une poussière épaisse recouvre tout. La terre ondule comme les vagues de l'océan. À Trois-Rivières, les clôtures dansent au rythme de ces ondes terrestres. Des cheminées s'écroulent. Les cloches et les timbres des horloges sonnent tout seuls. Les portes s'ouvrent et se ferment, poussées par une main invisible. Les animaux domestiques, terrifiés, émettent des cris pleins d'effroi. Saisis de peur, des gens s'accrochent à des arbres comme à une bouée de sauvetage, mais les arbres ne font que les entraîner dans cette danse diabolique. Canadiens et Autochtones croient à un châtement divin en raison de la vente et de l'achat d'eau-de-vie. Quelques sauvages vont jusqu'à tirer en l'air pour éloigner les esprits qu'ils rendent responsables du drame. Les confessions vont bon train jour et nuit et l'intendant signe même un arrêt interdisant la vente d'eau-de-vie.

Entre-temps, des glaces d'une épaisseur de 152,4 à 182,9 centimètres se fracassent comme de simples vitres, projetant dans les airs une fumée pleine de soufre, de boue ou de sable. Quelques rivières cessent de couler ou charrient

32. Ces faits sont relatés en grande partie par le père Jérôme Lalemant et par Marie de l'Incarnation (née Marie Guyard), témoins oculaires des événements.

des eaux jaunes ou rouges. Le fleuve Saint-Laurent devient tout blanc jusqu'à Tadoussac, où une pluie de cendres le traverse comme un gros nuage. La terre dégage une chaleur infernale qui rend l'air irrespirable.

Au nord de Trois-Rivières, où se trouve aujourd'hui Saint-Étienne-des-Grès, les falaises hautes de plus de 61 mètres des deux côtés du Saint-Maurice sont projetées avec tous leurs arbres dans les eaux, où elles forment une digue, de sorte que la rivière se répand dans les espaces découverts, érodant les terres à la recherche d'un nouveau lit. Pendant trois mois, le Saint-Laurent a charrié l'eau boueuse du Saint-Maurice. Les falaises se sont affaissées sur une étendue de huit kilomètres. Une grande chute d'une centaine de pieds a complètement disparu, tout comme plusieurs petites chutes de la rivière Batiscan. D'énormes glissements de terrain se sont produits tout le long du Saint-Maurice, de la Batiscan et du Saint-Laurent³³. À Baie-Saint-Paul, une montagne au bord du fleuve, d'un diamètre d'un quart de lieue, est projetée dans les eaux pour devenir une île. Du jour au lendemain, le paysage a changé du tout au tout : de nouveaux lacs, rivières, montagnes, plaines et îles sont apparus ; de vastes superficies sont complètement rasées, prenant l'apparence d'un terrain fraîchement labouré ; des forêts entières se sont enfoncées dans la terre jusqu'à la cime et d'autres arbres semblent avoir poussé au beau milieu des fleuves.

La secousse initiale aurait duré une demi-heure au dire de certains témoins. Mais, entre vingt et vingt et une heures du soir, la terre tremble encore deux fois. Au cours de la nuit, pas moins de 32 secousses se font sentir³⁴. De nombreuses répliques de ce séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter se sont fait sentir pendant six ou sept mois. Bien que l'épicentre se trouve juste au sud de l'embouchure du Saguenay, les secousses sont ressenties depuis l'Acadie jusqu'en Nouvelle-Angleterre. À Boston, à plus de 600 kilomètres du foyer du séisme, des objets sont tombés des étagères et des cheminées ont été endommagées. Par contre, malgré la force du tremblement de terre, qui a affecté une superficie de 1 942 491 kilomètres carrés, aucune perte humaine n'a été signalée.

Pour comprendre ce phénomène, il faut savoir que le Canada est situé sur la plaque tectonique nord-américaine³⁵, entre des zones sismiques limitrophes extrêmement actives dans l'Atlantique et au large de la Colombie-Britannique.

33. La ville des Éboulements tient son nom d'un de ces glissements de terrain qui a formé la pointe de Saint-Joseph-de-la-Rive.

34. Marie de l'Incarnation n'en a compté que six, plusieurs des répliques étant de très faible intensité.

35. Il y a une cinquantaine de plaques et de microplaques tectoniques dans le monde.

Sillonnée d'anciennes fractures de l'écorce terrestre³⁶, la vallée du Saint-Laurent est la zone sismique la plus active au Canada après l'île de Vancouver. Un fossé tectonique longe le fond du fleuve, du Labrador jusqu'au lac Érié, zone de plus en plus affaiblie à mesure que les Laurentides s'enfouissent sous les Appalaches.

Les zones d'activité sismique de l'est du Canada sont :

- Charlevoix-Kamouraska (la région la plus active);
- le Bas-Saint-Laurent;
- le nord des Appalaches (le Nouveau-Brunswick);
- le Talus laurentien (la cote sud-est du Canada et les Grands Bancs de Terre-Neuve);
- l'ouest du Québec (situé entre Montréal et Témiscamingue, les Laurentides et l'est de l'Ontario; zone relativement stable, mais qui a vu quelques séismes de magnitude 5);
- le nord-est de l'Ontario;
- le sud des Grands Lacs.

Afin de mieux comprendre la force des tremblements de terre, voici l'échelle de Richter, dont chaque degré multiplie la force du séisme par 10 :

- 2,5 séisme détecté par les sismographes;
- 2,5-4,9 secousses, aucun dommage;
- 5-6 quelques dommages (environ 800 par an dans le monde);
- 6,1-6,9 dommages importants (environ 120 par an)³⁷;
- 7,0-7,9 dommages très importants sur une grande superficie (environ 18 par an);
- 8+ dégâts apocalyptiques (environ 1 par an).

36. Il y a 350 millions d'années, une énorme météorite est entrée en collision avec la zone fragile de Charlevoix, affaiblissant encore plus la croûte terrestre de la région.

37. Les séismes les plus importants de l'est du Canada au cours des derniers siècles sont :
 1989 – Ungava (6,3 sur l'échelle de Richter);
 1988 – Saguenay (5,9);
 1935 – Témiscamingue (6,2);
 1933 – Baie de Baffin (7,3);
 1929 – Grands Bancs (7,2; ce séisme a produit un tsunami qui a tué 27 personnes);
 1925 – Charlevoix-Kamouraska (6,2);
 1870 – Charlevoix-Kamouraska (6,5);
 1860 – Charlevoix-Kamouraska (6);
 1791 – Charlevoix-Kamouraska (6);
 1732 – Montréal (5,8; une jeune fille a perdu la vie);
 1663 – Charlevoix-Kamouraska (7) (<http://www.republiquelibre.org>;
<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201006>;
<http://www.atlas.nrcan.gc.ca>).

Les ondes sismiques sont de deux types :

- les ondes de compression, ondes primaires ou ondes P, sont très rapides et perçues comme le bruit sourd d'un train qui passe ;
- les ondes transversales, ondes secondaires ou ondes S, sont lentes, mais une fois qu'elles atteignent la surface, tout se met à bouger³⁸.

Plus les intervalles sont courts entre les deux types d'ondes, plus on est près de l'épicentre. Et plus on est près de l'épicentre, plus les dégâts sont importants. Tout dépend de la profondeur du foyer³⁹, des types de constructions et du sol, le roc étant préférable à un sol meuble. Malheureusement, le sol argileux du Québec favorise la transmission des ondes de choc, de sorte que les dommages sont plus importants et les chocs, ressentis à de grandes distances de l'épicentre.

Chaque année, quelque 3 500 séismes secouent le Canada. La moitié de ces tremblements de terre se produisent en Colombie-Britannique et dans l'océan Pacifique. La plupart sont très faibles et surviennent dans des régions éloignées. On n'en signale que 50 par année en zone habitée.

Fait troublant et ignoré du grand public, la ville de Montréal est au cœur d'une zone sismique active. Advenant un tremblement de terre important dans la région, on peut se demander si ses vieux ponts et viaducs, de même que les édifices construits sur des remblais tiendraient le coup.

Les experts disent que la Belle Province est sujette à un séisme de magnitude 7 ou 8 tous les deux cent cinquante ou trois cents ans environ. Le dernier date de 1663. La Californie attend *The Big One*. Et le Québec⁴⁰ ?

POUR EN SAVOIR PLUS

- Berthiaume, Pierre (1982). « Le tremblement de terre de 1663 : les convulsions du verbe ou la mystification du logos chez Charlevoix », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 3, p. 375-387.
- <http://www.histoirequebec.qc.ca>
- <http://www.republiquelibre.org>
- <http://www.grandquebec.com>
- <http://www.cgq-qgc.ca>
- <http://www.uqtr.quebec.ca>

38. <http://www.cgq-qgc.ca>.

39. Le foyer, ou hypocentre, des séismes au Canada se trouve de 1 à 100 km de la surface. Ceux de l'est du pays se trouvent à moins de 30 km de la surface. Plus l'hypocentre est profond, plus les effets sont ressentis sur de grandes distances.

40. <http://www.canoe.com/infos/quebeccanada/archives/2008/05/20080507-094201.html>.

- <http://www.ssbmauricie.qc.ca>
- <http://www.ville.montreal.qc.ca>
- <http://www.earthquakescanada.nrcan.gc.ca>
- <http://www.atlas.nrcan.gc.ca>
- <http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201006>

PARTIE

5

NOS LÉGENDES

(et quelques personnages hauts en couleur...)

- ✦ Un géant franco-canadien
- ✦ Les deux visages de la Corriveau
- ✦ La demoiselle du Saint-Laurent
- ✦ Conrad Labelle, le roi du *bootlegging*
- ✦ Kapitaikallak, l'homme de fer
- ✦ L'énigmatique docteur Chiniquy
- ✦ Le petit cheval de fer
- ✦ La légende du chien d'or : une histoire de vengeance ?



UN GÉANT FRANCO-CANADIEN

Juin 2007

Joseph Édouard Beaupré est né le 9 janvier 1881, à Willow Bunch, en Saskatchewan. Premier-né de Gaspard Beaupré, originaire de l'Assomption au Québec, et de Florestine Piché, une Métisse de la région. À sa naissance, Édouard pèse 4 kilogrammes et a tout d'un bébé normal. Son père ne mesure que 1,72 mètre et sa mère, à peine 1,62 mètre. Pourtant, vers l'âge de trois ans, Édouard se met à grandir de façon extraordinaire. À neuf ans, il mesure déjà 1,80 mètre. À douze ans, il a gagné encore une quinzaine de centimètres. À dix-sept ans, Édouard a atteint un peu plus de 2 mètres et à vingt et un ans, il frise les 2,40 mètres et pèse presque 168 kilogrammes. Cette anomalie, connue sous le nom de gigantisme, c'est-à-dire un dérèglement ou une maladie de la glande pituitaire, est responsable de la destinée tragique d'un Fransaskois dont le seul désir était d'être cow-boy.



Ville de Willow Bunch (<http://www.willowbunch.ca>).

Édouard Beaupré

Gaspard Beaupré, le père d'Édouard, a pris la route vers l'Ouest en 1875. À la montagne de Cyprès, le jeune Québécois commence à travailler pour Louis Morin, un traiteur de fourrures de la région. Un an plus tard, il se rend à la montagne de Bois et se met au service de Jean-Louis Légaré, un traiteur et commerçant de grand renom. Le 2 février 1880, Gaspard épouse Florestine Piché, avant de déménager avec elle plusieurs mois plus tard à Willow Bunch, où Légaré s'est établi. Là, Beaupré devient l'homme à tout faire de la petite communauté métisse. Édouard est né l'hiver d'après, devenant par le fait même le premier enfant baptisé de la nouvelle paroisse.

C'est à l'âge de sept ans qu'Édouard commence à fréquenter l'école. Pourtant, étant donné que rien à l'époque n'oblige les parents à faire instruire leurs enfants, la scolarisation d'Édouard est au mieux très limitée. Si Édouard sait s'y prendre sur un ranch et parle couramment le cri et le sioux, il s'exprime plutôt mal tant en français qu'en anglais. Quoi qu'il en soit, sa timidité maladive le condamne à un mutisme quasi perpétuel. Cette grande réserve est imputable non seulement à sa grande taille, mais encore à son visage disgracieux. Victime d'une ruade de cheval en pleine figure vers l'âge de dix-sept ans, Édouard ne cesse de se passer la main sur le visage. Ce geste répétitif ne fait rien pour cacher la déformation de son nez et de la partie supérieure de sa figure.

Si Édouard veut être cow-boy tout comme les autres garçons de son entourage, sa croissance rapide le privera de son rêve dans l'adolescence. Bien qu'expert dans le maniement du lasso et le domptage des chevaux sauvages, l'aîné des Beaupré sera bientôt trop grand pour monter à cheval. Il décide donc, vers l'âge de dix-huit ans, de partir en tournée, donnant des spectacles de force à Winnipeg et à Montréal, où il plie des barres de fer ou soulève des chevaux de 350 kg sur ses épaules. Jeune artiste de cirque malgré lui, il se rend ensuite sur la côte est des États-Unis, avant de passer un an en Californie. De là, il part pour la Nouvelle-Angleterre, avant d'aller se mesurer à Louis Cyr à Montréal en 1901, dans ce qui s'annonce le match du siècle. Malheureusement, Édouard souffre de tuberculose, contractée, selon toute vraisemblance, au cours d'une des nombreuses épidémies qui ont ravagé les réserves métisses de la Saskatchewan entre 1898 et 1902. Le géant perd son combat contre l'homme fort après seulement quelques minutes sur le ring. On ne peut plus déçu, mais en mal d'argent, Édouard travaille pendant tout l'été pour le Ringling Brothers and Barnum and Bailey Circus, avant de retourner chez ses parents pour l'hiver. Ensuite, il tente sa chance sur un ranch dans le Montana, mais sa santé chancelante ne lui permet pas d'accomplir les durs travaux de la ferme. Par conséquent, Édouard retourne à la vie du cirque, cette fois-ci pour l'Exposition universelle de 1904 à Saint-Louis dans le Missouri. Pas tout à fait remis d'une pneumonie contractée au cours de l'hiver 1903, Édouard se met néanmoins en route...

Vers 23 h 45, le 3 juillet 1904, Édouard, fatigué, se verse un peu de thé. Ressentant des brûlures à la poitrine, il se met à tousser et à cracher du sang. Une ambulance transporte le géant agonisant à l'hôpital. Malheureusement, le personnel médical est impuissant à sauver Édouard. On ne peut que constater son décès quelques minutes seulement après son arrivée à l'urgence. Le géant Beaupré serait mort d'une hémoptysie consécutive à une tuberculose pulmonaire fibro-ulcéreuse. Mais, comme le phénix qui renaît de ses cendres, Édouard Beaupré fera encore parler de lui, cette fois d'outre-tombe.

S'il jouit d'une certaine renommée de son vivant, le jeune Fransaskois devient une véritable légende après sa mort. Le gérant du cirque où avait travaillé Édouard refuse de déboursier le moindre sou pour les funérailles de son ancien employé ou pour le transport du cadavre en Saskatchewan. Comme les parents d'Édouard n'ont pas les moyens de payer, le cadavre est envoyé chez les embaumeurs Eberle et Keyes. Ces derniers décident de profiter de l'occasion pour exposer le défunt dans une vitrine de magasin à Saint-Louis. L'exhibition profanatrice est dénoncée et fermée par les autorités locales. Les profiteurs en ouvrent une autre dans l'est de la ville avec le même résultat. Par la suite, entre 1904 et 1907, la dépouille d'Édouard fait la navette entre les États-Unis et le Canada, avant d'aboutir au musée Eden à Montréal. Mais les grandes foules de curieux qu'attire le cadavre du géant légendaire forcent la police à mettre fin à l'exhibition macabre. Le corps est ensuite abandonné et oublié dans un hangar de la ville. Quelques années plus tard, tout à fait par hasard, il est redécouvert et acheminé à l'Université de Montréal, où il est momifié de nouveau et encore une fois exposé dans une châsse vitrée. Finalement, quarante-trois ans plus tard, sur les instances de la famille, l'Université accepte de retourner les cendres d'Édouard en Saskatchewan, où on l'enterre officiellement le 7 juillet 1990, devant le petit musée de sa ville natale.

Quelques faits intéressants

L'homme le plus grand de tous les temps, selon les Guinness World Records, est Robert Wadlow, un Américain, qui mesurait presque 2,7 mètres. À sa mort, Édouard Beaupré mesurait plus de 2,4 mètres. Il chaussait des souliers de 55 cm de longueur. Son cou mesurait environ 48 cm et sa main, 33 cm, les doigts écartés.

Pour la statue érigée en son honneur à Willow Bunch, il a fallu pas moins de 4,5 mètres de tissu pour la chemise, 4 pour le pantalon et 3,2 pour la veste.

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.aprum.umontreal.ca>
- <http://www.societehisto.com>
- <http://www.assomegalie.org>
- <http://www.learning.gov.sk.ca>



LES DEUX VISAGES DE LA CORRIVEAU

Novembre 2007

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, photo de Paul Carpentier, 1943.



Statue en bronze d'Alfred Laliberté au Musée provincial de Québec : « La Corriveau »

Dans le roman *Le chien d'or* (1877) de William Kirby et celui d'Andrée LeBel, intitulé *La Corriveau* (1981), il existe un personnage du nom de Marie-Josephthe Corriveau, jeune femme devenue tristement célèbre dans le folklore québécois. Pourtant, la Corriveau de Kirby diffère radicalement de celle de LeBel, qui en a fait l'héroïne de son roman historique. Qui était au juste cette femme énigmatique qui a inspiré tant de légendes, romans, chansons et pièces de théâtre ?

Les faits historiques

Baptisée à Saint-Vallier de Bellechasse le 14 mai 1733, Marie-Josephthe Corriveau est la fille de Joseph Corriveau et de Françoise Bolduc. Le 17 novembre 1749, à l'âge de seize ans, elle se marie avec Charles Bouchard, cultivateur. Après onze ans de vie commune et trois enfants, Charles meurt soudainement le 27 avril 1760. Quelque temps après, le 20 juillet 1761 plus

précisément, Marie-Josephte convole en justes noces avec un autre cultivateur du nom de Louis Dodier. Ironie du sort, on retrouve le corps sans vie de Dodier dans son étable au petit matin du 27 janvier 1763. Le crâne fracassé à plusieurs endroits, on conclut hâtivement à un accident en disant que le malheureux aurait été piétiné par son cheval. On l'enterre le jour même. Dodier n'avait que vingt-huit ans.

Malgré ce qui semble être un cas tragique, mais somme toute, accidentel, les rumeurs vont bon train voulant que Joseph Corriveau et sa fille soient les responsables de la mort de Louis Dodier. Un procès est ouvert au couvent des Ursulines à Québec le 29 mars de la même année. Quoique le prétendu crime relève du civil, c'est une cour martiale qui juge le cas, étant donné qu'à l'époque, la Nouvelle-France est soumise au régime militaire britannique. Le président de la cour est Roger Morris, l'avocat de la couronne, Hector Théophilus Cramahé et l'avocat de la défense, un Parisien du nom de Jean-Antoine Saillant. Un jury formé de douze officiers anglais est chargé de décider de la culpabilité ou de l'innocence de Joseph Corriveau et de sa fille. Nulle part n'est-il question d'interprète et, bien que l'avocat chargé de la défense des Corriveau soit francophone, le seul à parler le français et l'anglais couramment est l'avocat de la couronne, un descendant de huguenots réfugiés en Angleterre.

Après le défilé de plusieurs témoins, le procès prend fin le 9 avril. Le jury déclare Joseph Corriveau coupable de meurtre et le juge le condamne à la pendaison. Quant à Marie-Josephte, elle doit recevoir 60 coups de fouet et être marquée au fer rouge de la lettre A à la main gauche pour complicité de meurtre. Cependant, le père Augustin-Louis de Glapion, confesseur de Joseph, reçoit les aveux d'innocence de ce dernier et, sur les instances du religieux, M. Corriveau désigne sa fille comme la seule responsable du crime.

Un second procès s'ouvre le 15 avril et les autorités britanniques rendent la sentence le jour même, sur les aveux de culpabilité de Marie-Josephte. Cette dernière aurait admis avoir tué son second mari de deux coups de hache pendant son sommeil. La cour la condamne à la pendaison, après quoi son corps sera enchaîné et suspendu dans une cage de fer sur la place publique. Cette même peine était infligée en Angleterre depuis le XV^e siècle et réservée aux crimes les plus graves.

L'exécution a lieu le 18 avril 1763 sur les Buttes-à-Nepveu, près des plaines d'Abraham et de l'actuelle porte Saint-Louis. Le corps est enchaîné dans la cage spécialement conçue à cet effet et le tout, suspendu à un poteau à Pointe-Lévy. Il y reste jusqu'au 25 mai de la même année, date à laquelle le

gouverneur James Murray autorise son enlèvement. En 1850, lors de l'agrandissement du cimetière de Lauzon, on y retrouve la fameuse cage, ainsi que quelques ossements que l'on croit avoir appartenu à Marie-Josephte Corriveau.

La Corriveau de William Kirby

La Corriveau de Kirby est grande, droite, basanée. Elle a les cheveux et les yeux extrêmement noirs. Ses traits ne sont pas repoussants. Elle avait été belle un jour. Mais son regard chaud devient glacial en un clin d'œil sous l'effet de la haine. Ses lèvres minces et cruelles ne rient jamais, excepté à la perspective de quelque gain pécuniaire.

Dans *Le chien d'or*, la Corriveau a l'instinct du mal et vient d'une famille d'empoisonneurs. L'arrière-petite-fille d'Antonio Exili, alchimiste, et la petite-fille de Catherine Deshayes, dite la Voisin, une empoisonneuse de grand renom du XVII^e siècle, elle serait la fille de Marie Exili, dite Marie-Françoise Bolduc, qui se serait enfuie en Nouvelle-France pour échapper à la justice française. Marie-Josephte s'est mariée avec Louis Dodier, mais n'a pas d'enfant. Adroite, orgueilleuse, méchante, redoutée, haïe, elle attire toutefois une clientèle fidèle qui paye grassement ses talents de diseuse de bonne aventure, de sorcière et d'empoisonneuse.

Pour la Corriveau de Kirby, l'amour n'est qu'un simple moyen d'arriver à ses fins cupides. L'amour de son prochain lui est tout à fait étranger. Elle est incapable de ressentir cette émotion et ne l'inspire que par intérêt. Tous les sentiments nobles sont éteints dans son âme ignoble. Seules, au fond de son cœur, grouillent une avarice sordide et la haine des autres.

La Corriveau d'Andrée LeBel

La Corriveau d'Andrée LeBel est l'antithèse de celle de William Kirby. L'auteure la décrit comme une pauvre femme dont la société n'a pas voulu. Elle aurait été battue par ses deux maris, qui étaient portés sur la boisson. Son second mari n'a jamais accepté les enfants du premier lit de sa femme et a même obligé la fille aînée à aller vivre chez son grand-père. Désespérée, Marie-Josephte finit par s'adonner à la boisson. Joseph Corriveau est le seul à prendre fait et cause pour sa fille.

Rejetée par ses deux maris, Marie-Josephte l'est aussi par la gent féminine de Québec, car elle se permet à l'occasion des plaisanteries que ces dames jugent déplacées. De plus, craignant l'infidélité de leur mari, ces bonnes femmes croient bon de critiquer ouvertement le comportement de la Corriveau. Les gens répètent à qui veut l'entendre que la fille de Joseph a des dons de sorcière.

En dansant, par exemple, elle aurait la capacité d'envoûter tous les hommes, tant les mariés que les célibataires. Petite et svelte, elle a d'épais sourcils, des lèvres minces et une chevelure noire très abondante. Si Marie-Josephite n'est pas belle, du moins elle n'est pas dépourvue de charme.

La Corriveau n'est pas très heureuse sur cette terre. Ses deux maris lui ont causé bien des peines. Si elle boit et rit fort dans les veillées, c'est pour mieux masquer son désespoir et sa colère face à la misère qui lui colle à la peau. Malgré ses trente ans, elle se sent vieille et lasse. Pendant toute sa vie, elle a lutté pour échapper à son destin, pour trouver un peu de bonheur. Mais tous ses efforts se sont soldés par un échec. Toujours selon LeBel, la Corriveau n'a jamais avoué sa culpabilité lors du second procès, mais seulement innocenté son père. C'est la mauvaise communication entre accusateurs et accusés, ainsi que le désir des Anglais d'imposer leur autorité en Nouvelle-France qui seraient responsables de sa condamnation à mort.

La Corriveau est entrée dans la légende. Certains ont prétendu qu'elle avait tué sept maris, dont quelques-uns par du plomb qu'elle leur aurait versé dans l'oreille pendant leur sommeil. D'autres ont inventé toutes sortes d'histoires sur ses dons de sorcière. Au dire de LeBel, bien peu l'ont reconnue pour ce qu'elle était vraiment : une pauvre femme, victime d'un gouvernement en mal de s'affirmer et victime des calomnies de gens à la recherche des sensations fortes qui leur feraient oublier la grisaille du quotidien.

La légende populaire attribuée à Marie-Josephite Corriveau des pouvoirs surnaturels et des fréquentations diaboliques. Était-elle vraiment sorcière ou simple paysanne ? Femme fatale ou femme abusée ? Épouse stérile ou mère dévouée ? A-t-elle vraiment tué Charles Bouchard ou est-il mort des suites des fièvres putrides comme l'avance Andrée LeBel ? La Corriveau était-elle une meurtrière ou une simple victime des circonstances ? Tant de questions dont les réponses restent en suspens...

La vérité se trouve probablement quelque part entre ces deux extrêmes. Si ces mêmes événements avaient lieu aujourd'hui, on peut se demander quels nouveaux faits feraient surface et comment la société moderne jugerait la Corriveau...

D'autres romans se sont inspirés de la légende de la Corriveau, dont *Les Anciens Canadiens* (1837), de Philippe Aubert de Gaspé, *Ma Corriveau* (1976), de Victor-Lévy Beaulieu, et *La fiancée du vent : l'histoire de la Corriveau, née en Nouvelle-France et pendue sous le Régime anglais* (2003), de Monique Pariseau. Elle a inspiré au moins deux chansons, soit « La Corriveau », de Gilles Vigneault et « La corrida de la Corriveau », de Mes Aïeux, ainsi qu'une pièce de théâtre, *La cage* (1990), d'Anne Hébert.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Lacourcière, Luc (1968). «Le triple destin de Marie-Josephthe Corriveau», *Les Cahiers des Dix*, n° 33, p. 213-242.
- Lacourcière, Luc (1969). «Le destin posthume de la Corriveau», *Les Cahiers des Dix*, n° 34, p. 239-271.
- Lacourcière, Luc (1973). «Présence de la Corriveau», *Les Cahiers des Dix*, n° 38, p. 229-264.
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.cours.fse.ulaval.ca>
- <http://www.litterae.net>

**LA DEMOISELLE DU SAINT-LAURENT***Février 2008*

Le 24 octobre 1621, le père Denis baptise Eustache Martin, fils d'Abraham Martin et de Marie Langlois. Cet enfant, selon toute vraisemblance mort en bas âge, est le premier nouveau-né à recevoir un acte de baptême officiel en Nouvelle-France. Cependant, pour découvrir le tout premier bébé français né au Canada, il faut se reporter soixante-dix-neuf ans plus tôt...

Le 17 octobre 1540, le roi François I^{er} nomme Jacques Cartier capitaine général et maître pilote des navires et vaisseaux de mer. Ce dernier est à ses préparatifs de voyage lorsque, le 15 janvier 1541, il est démis de ses fonctions en faveur d'un noble proche du roi, Jean-François de la Roque, sieur de Roberval. Déjà prêt à partir, Cartier décide d'aller de l'avant avec ses projets. Il lève l'ancre le 23 mai 1541 avec cinq vaisseaux et assez de provisions pour deux ans, en compagnie d'un groupe hétéroclite d'immigrants, de marins, de soldats et de bétail. De son côté, Roberval, un huguenot ruiné, vend sa propriété de Bacouel pour se livrer au pillage de navires étrangers, pratique courante à l'époque, et ce, dans le but de financer son expédition.

En tant que premier lieutenant général du roi, Roberval, appelé familièrement le petit roi de Vimeu, est chargé de fonder une colonie en Nouvelle-France. Onze mois après le départ de Cartier, Roberval met les voiles à son tour, guidé par Jean Fonteneau dit Alfonse, capitaine pilote du roi. À bord de ses trois navires se trouvent 200 colons, dont des gentilshommes, des ouvriers, des prisonniers et quelques femmes. Parmi ces dernières, il y a une

proche parente du sieur de Roberval, du nom de Marguerite de la Roque ou de Roberval. Celle-ci, en qualité d'orpheline, aurait été placée sous la tutelle de son oncle.

Marguerite est copropriétaire de Pontpoint et possède de grandes propriétés dans le Périgord et le Languedoc qu'elle aurait, paraît-il, héritées de son père, le frère de Roberval. Âgée de seulement dix-neuf ans lors du voyage, Marguerite serait tombée amoureuse, ou l'était déjà, d'un jeune homme qui, possiblement noble et sans fortune, s'est porté volontaire pour l'expédition de son oncle. L'identité de cet amant reste un mystère à ce jour, mais plusieurs hypothèses circulent. Certains écrits de l'époque font allusion à un cavalier de Picardie alors que d'autres avancent les noms de certains officiers sous les ordres de Roberval : Nicolas de Lespinay, le capitaine Guinecourt, Jean de Noirefontaine, Dieulamont, Jacques de Frotté, Francis de Mire, Jean de La Salle ou un certain Étienne. En tout état de cause, la liaison amoureuse est découverte en cours de route pour le Canada. Marguerite était-elle déjà promise à un autre ? Roberval s'oppose-t-il à cette liaison ? On avance que Marguerite et son amant étaient peut-être même déjà mariés... Chose certaine, l'oncle n'approuve pas le comportement de sa nièce. Hors de lui, le capitaine décide d'abandonner¹ cette dernière avec des provisions sur une île² déserte près de Terre-Neuve, en compagnie de Damienne, la servante normande de la jeune infortunée. Les deux femmes n'ont pour toute protection contre les bêtes que quelques fusils.

Voyant le terrible sort que Roberval leur réserve, l'amant de Marguerite saute par-dessus bord et rejoint l'île à la nage. L'oncle poursuit son chemin comme si de rien n'était, croisant en route les navires de Cartier qui retournent en toute hâte à la France avec de la pyrite de fer et du mica, que l'explorateur croit à faux être de l'or et des diamants. Personne ne semble se soucier du sort des exilés. Roberval se rend au site abandonné de Charlesbourg-Royal que Jacques Cartier a fondé et occupé l'été précédent, c'est-à-dire en 1541.

-
1. Ces faits sont relatés dans le récit d'André Thevet, qui date de 1575, et seraient basés sur ce que Marguerite elle-même lui aurait confié dès son retour en France. Dans la version de Marguerite d'Angoulême, racontée d'après le témoignage du sieur de Roberval, ce serait plutôt le jeune homme que l'oncle aurait abandonné sur l'île et sa nièce qui l'y aurait rejoint en sautant par-dessus bord. Cette relation des faits, qui a inspiré des romans exotiques tels que *Robinson Crusoé*, est plus romancée et moins fiable que celle de Thevet. Elle ne permet pas de s'expliquer, par exemple, la présence de Damienne, la servante, sur l'île.
 2. L'emplacement exact de l'île reste à déterminer, d'où la multiplication des noms qui lui sont attribués : île aux Démons, île de la Demoiselle, île Sainte-Marthe, île aux Caribous, île Fogo, île Quirpon. Malgré ces imprécisions, la légende situe l'île traditionnellement à Harrington Bay sur la Basse-Côte-Nord.

Roberval change le nom de la ville de Charlesbourg-Royal pour France-Roy, à savoir l'actuel parc Cartier-Roberval à Cap-Rouge, mais le lieutenant général n'a pas plus de succès que son prédécesseur à y établir une colonie. Dès septembre 1542, deux navires sont renvoyés en France. Les colons qui restent sont décimés au cours de l'hiver suivant par la famine et le scorbut, qui réclament une cinquantaine de victimes. La situation est à ce point grave que les survivants sont obligés de retourner en France dès l'été 1543, et ce, sans un regard pour l'île où se trouvent Marguerite et ses compagnons d'infortune³. La guerre ayant repris entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, il faudra attendre soixante ans avant de voir un autre navire français aborder les côtes du Canada...

Entre-temps, la jeune demoiselle et les siens essaient tant bien que mal de survivre sur leur petit bout de terre. Malheureusement, la chance n'est pas de leur côté et l'amant de Marguerite meurt après seulement huit mois d'exil. Dans les semaines qui suivent, la jeune veuve accouche du premier bébé français né au Canada. Malgré cet heureux événement, les revers de fortune ne cessent de s'acharner sur la nièce du sieur de Roberval. Peu de temps après l'accouchement, la servante meurt à son tour. Ces deux deuils rapprochés sont suivis d'un troisième car, comble de malheur, le nouveau-né succombe à son tour. Il ne reste plus que Marguerite sur cet îlot désert, infesté de mouches, où les ours et les loups règnent en maîtres absolus. Tout autour, c'est la grande toundra : rien que des arbustes et des roches à perte de vue.

Dans cette région, il n'est pas anormal que les températures, habituellement fraîches en été – dans les 20 degrés Celsius en moyenne –, grimpent sans raison apparente à 30 degrés Celsius. La saison hivernale, par contre, est on ne peut plus rude. Si les températures varient entre -25 et -40 degrés Celsius, elles peuvent facilement descendre jusqu'à -50 avec le refroidissement éolien. Avec un climat aussi inhospitalier, on peut se demander comment Marguerite a fait pour survivre, car elle a survécu. Il faut dire que l'île regorge à cette époque de fruits sauvages, comme les bleuets et les graines rouges, et que la pêche et la chasse y sont abondantes.

De plus, il semble que dès les premiers jours de leur pénitence, les exilés aient construit un petit abri en branches ou en rondins. Il est également question d'une grotte où Marguerite pouvait se réfugier en cas de danger. La jeune femme passera en tout deux hivers et trois étés – soit deux ans et cinq mois –, dans sa prison insulaire avant d'être recueillie par des pêcheurs d'origine basque ou normande, qui la ramèneront en France.

3. http://www.canadiangenealogy.net/heroines/marguerite_de_roberval.htm.

Une fois de retour en France, Marguerite se serait retirée dans ses terres dans le sud du pays, sous la protection de Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre et sœur du roi. Ironie du sort, même si on ne connaît pas la date exacte de sa mort, la nièce de Roberval pourrait avoir survécu à son oncle, tué en 1560 par des catholiques lors des guerres de religion.

Ces événements extraordinaires ont fait de Marguerite de la Roque non seulement la mère du tout premier bébé français né au Canada, mais encore la première Française à avoir passé plus d'un hiver en sol canadien. L'histoire de cette jeune femme abandonnée à son sort a inspiré de nombreuses légendes de la Basse-Côte-Nord. Plusieurs livres, poèmes, pièces de théâtre et chansons, dont certains en anglais, lui sont dédiés. En voici quelques-uns :

- *Marguerite de Roberval* d'Isabel Ecclestone MacKay (1916);
- *A Colony of One* d'Elizabeth Boyer (1974);
- *L'île de la demoiselle* d'Anne Hébert (1974);
- *Marguerite de la Roque – A Story of Survival* d'Elizabeth Boyce (1975);
- *The Isle of Demons* de Charles O. Goulet (2000);
- *Paradise: Based on a True Story of Survival* de Joan Elizabeth Goodman (2002).

POUR EN SAVOIR PLUS

- De Roquebrune, Robert (1962). *Les Canadiens d'autrefois*, Montréal, Fides.
- <http://www.ville.quebec.qc.ca>
- <http://cf.geocities.com/iledemoiselle/>
- <http://www.tourismebassescotenord.com/harrington.asp>



CONRAD LABELLE, LE ROI DU BOOTLEGGING

Novembre 2008

Né le 29 avril 1898, Conrad Labelle est le fils de Romuald Labelle, boulanger à Farnham, et d'Alice Thuot dont la mère, Virginie Thuot, femme rondelette de 90,7 kilogrammes, est la cousine de l'homme fort Louis Cyr. Il va sans dire que Conrad, l'arrière-petit-cousin du curé Labelle, avait de qui tenir...

En 1900, Romuald déménage avec sa famille à Iversville, où il se charge de l'hôtel familial pendant cinq ans avant d'ouvrir une boulangerie dans la même ville. Conrad étudie deux ans au collège Saint-Jean, puis se rend à Clarenceville pour y étudier l'anglais.

En 1912, le père installe sa boulangerie et sa famille à Alburgh, dans l'État américain du Vermont, où Conrad lui sert d'assistant. Un jour, la boulangerie est rasée par le feu. Plutôt que de la rebâtir à Alburgh, Romuald et Conrad décident de la reconstruire à Champlain, dans l'État voisin de New York. Sur ces entrefaites, la Première Guerre mondiale éclate et Conrad, avide d'aventures, s'enrôle dans l'armée américaine. En route vers New York, il s'arrête dans un restaurant à Newark, où il fait la connaissance de deux hommes à qui il confie ses projets. Ceux-ci le découragent en lui décrivant les horreurs qui l'attendent. Désillusionné, Conrad change d'avis. Il reste à Newark, où il travaille comme boulanger avant d'entreprendre un voyage à Steubenville dans l'Ohio. Là, il se met à jouer aux cartes, une de ses nombreuses passions. La chance lui sourit, mais, drogué lors d'une partie, il se fait voler tous ses gains. Par conséquent, Conrad doit rester en Ohio et travailler pour se refaire. Arrêté vers la fin de la guerre pour avoir déserté l'armée, Conrad est néanmoins amnistié presque aussitôt. Il retourne à Newark, avant de se rendre à Champlain en mars 1919, où il travaille de nouveau dans la boulangerie de son père.

Le 1^{er} juillet 1919, le président américain Woodrow Wilson promulgue la loi de la prohibition aux États-Unis. Malgré ladite loi, et ce, grâce aux *bootleggers*, l'alcool arrive à flots du Canada, qui s'approvisionne à Saint-Pierre-et-Miquelon, au Mexique et à Nassau. La vie que mènent ces contrebandiers est des plus enviées aux yeux de Conrad. Le jeune homme décide donc de tenter sa chance avec un de ses amis du nom de Gauvin. La famille de Conrad voit d'un mauvais œil sa décision, mais son frère, Jean-Marie, l'aide à démarrer sa petite entreprise...

En plus des cartes, les femmes et le théâtre figurent parmi les nombreuses passions de Conrad. Il s'intéresse particulièrement aux filles des Ziegfeld Follies, du Moulin-Rouge et de l'Amsterdam Theater à New York⁴. Outre les nombreux cadeaux dont il les comble, Conrad a tout pour plaire aux femmes : audacieux, meneur et taquin, pas très grand mais bien bâti, avec des cheveux blonds, des yeux gris-vert, une bouche mince et un beau sourire. Généreux envers tous et sans discrimination, ce beau gaillard sympathique de 68 kilogrammes est toujours tiré à quatre épingles⁵.

4. À l'époque, le billet d'entrée coûtait 25 \$.

5. Habillé par les Brill Brothers à New York, Conrad préfère la mode de New York à celle de Montréal.

Un soir, au club Bostonia Bee, le jeune entrepreneur rencontre Lucita Corvera, danseuse espagnole et vedette des Ziegfeld Follies. Le Québécois et l'Espagnole ne tardent pas à faire plus ample connaissance, mais leur liaison ne dure que deux mois, car Conrad, qui fréquente tous les grands joueurs de hockey de son temps (comme Sprague Clergorn, Gardner, Morenz, Auriel, Jolia, Pit Lépine...), passe plus de temps avec eux qu'avec sa nouvelle conquête. Lucita se sent laissée pour compte, d'autant plus que Conrad voyage beaucoup. Il fréquente le club Cartier à Montréal, même si ses activités se déroulent principalement à l'Hôtel de France de la 49^e Rue à New York. Conrad fait également affaire avec des Italiens à Hartford, dans le Connecticut. Inutile de dire qu'il y a là beaucoup de va-et-vient, d'alcool, d'argent et de rivales potentielles pour Lucita. Un jour, une certaine Bernice arrive à Plattsburgh. Elle cherche Conrad, mais tombe sur Lucita. Les deux femmes se prennent littéralement aux cheveux. Poussée à bout, Lucita décide de quitter le *bootlegger*, croyant à tort que Bernice est sa nouvelle amoureuse. Pendant un mois, Conrad, chagriné par sa rupture avec la danseuse, néglige ses affaires. Bernice ne met pas de temps à le consoler de sa perte. Avec le concours de Léo Goven, ami du couple, elle remet l'entreprise de Conrad sur les rails. S'habillant en homme, féministe avant l'heure, rusée et maigrichonne, Bernice est tout le contraire de Lucita. De plus, à l'égal de Bonnie Parker, elle participe aux opérations sur le terrain, avant de devenir comptable de l'entreprise.

Pour gérer le stress de son nouveau style de vie, Conrad se tourne vers la culture physique. Il fréquente les grands boxeurs de l'époque : Franck Moran, Dempsey, Carpentier, Jack Johnson, Mick Ma Tigie, Franckie Fleming, Abe Attell. D'ailleurs, grâce à ses affaires, Conrad fait la connaissance de beaucoup d'artistes comme Marion Davies et Len Howard. En octobre 1922, il échange même quelques mots avec M. Harding, le président des États-Unis, à l'hôtel Withrell de Plattsburgh.

Pourtant, Conrad ne rencontre pas que des vedettes dans le cadre de ses activités de *bootlegger*. Le succès de ses affaires lui attire les foudres des bandes rivales, qui ont la gâchette facile. Conrad doit armer ses hommes, au cas où ses convois seraient interceptés. Un jour, ils se font attaquer par Frazer⁶, un membre de la bande d'Al Capone. Comme la situation se corse, Bernice décide de plier bagage, abandonnant Conrad à son sort⁷. La suite des événements semble lui donner raison. Peu après, en septembre de la même année, deux acolytes de Capone se rendent à Plattsburgh pour ramener Conrad à Chicago

6. Frazer sera plus tard condamné à mort pour le meurtre d'un fermier.

7. Plus tard, lors de ses vacances à Montréal, où il était devenu une sorte de légende, Conrad fera la connaissance d'une Allemande, Violetta Palmas, dans un club huppé de la métropole. Leur liaison durera sept ans.

afin qu'il fasse la connaissance du grand patron. Conrad rencontre non seulement le mafioso, mais aussi Frank Nitti, cousin de Capone, et Torrio, son associé. Capone veut faire des affaires avec Conrad, mais celui-ci ne s'intéresse pas du tout à la vie de gangster à l'américaine.

Le 21 février 1921, le gouvernement du Québec crée la Commission des liqueurs de Québec, qui deviendra plus tard la Société des alcools du Québec. L'investissement initial de 600 dollars de Conrad a néanmoins généré 100 000 dollars, et ce, après une seule année de *bootlegging*. En 1923, la fortune de Conrad atteint 400 000 dollars, sans compter qu'il possède une trentaine de voitures. Chaque jour, il achète entre 40 000 et 60 000 dollars d'alcool, qu'il revend aux États-Unis à des clients de toutes les nationalités et aussi à des gens célèbres comme Franck Moran, le boxeur, Pearl White, la comédienne et Virginia Mayo, l'actrice. Un seul et même client peut déboursier jusqu'à 25 000 dollars par semaine en boissons alcoolisées. Plusieurs fois millionnaire, Conrad cache son argent pour ne pas éveiller la curiosité du fisc américain. Il paye comptant alcool et voitures, et se promène souvent avec 50 000 dollars en poche. Mais l'argent circule très vite à cause de toutes les dépenses liées au *bootlegging*. De plus en plus mal dans sa peau, Conrad prend des risques inutiles. Il joue gros jeu, perd et noie son chagrin dans l'alcool. Elliot Ness est à ses trousses. Finalement, après une bagarre avec un douanier américain, il est déporté des États-Unis. Conrad confie ses affaires à son frère et à Léo, mais les choses allant de mal en pis, Conrad décide de troquer ses activités clandestines pour les courses de chevaux. Grâce au numéro 8, il récupère une partie de sa fortune, mais perd souvent aux cartes ce qu'il gagne aux chevaux.

Un jour, l'ancien *bootlegger*, ayant perdu 400 000 dollars, décide de renoncer définitivement à sa vie de flambeur. Il se consacre alors à la vente de bière à Napierville, où il mène une vie paisible, ne gardant que deux voitures et fumant une vingtaine de cigares par jour. Pourtant, en mal d'aventure, il vend sa propriété de la rue Sainte-Famille et s'installe à Montréal, où il fait la connaissance d'un coiffeur de la rue Sherbrooke Est. C'est à ce moment que Conrad rencontre Cyprienne, ou Pat Carrière, la belle-sœur du coiffeur, de dix-neuf ans sa cadette. Pour Conrad, c'est le coup de foudre, car Pat est différente de toutes les autres femmes qu'il a connues. Après lui avoir fait la cour pendant plus d'un an, Conrad épouse la jeune Cyprienne à l'église de Saint-Jacques. Le couple s'établit dans la rue McKay⁸.

8. Ils auront trois enfants et sept petits-enfants.

Malgré sa nouvelle vie en apparence rangée, Conrad se lance dans les affaires avec Anthime Roy, pour administrer l'auberge de campagne qu'ils ont achetée sur l'île Sainte-Thérèse. Pourtant, après un an et malgré le succès de l'entreprise, Conrad se désintéresse du projet. Il ouvre à Iberville un restaurant spécialisé dans le *smoked meat*. S'adonnant aussi à la politique, il travaille pour l'Union nationale. Plus tard, il installe sa famille à Venise-en-Québec, près de la baie Mississquoi où il a acheté des terrains et construit des chalets qu'il loue. Pour le remercier des services rendus à son parti, le premier ministre Duplessis lui donne une brasserie près de Montréal.

Éternel aventurier et la tête toujours pleine de projets, Conrad Labelle a connu un destin hors du commun et tout à fait digne d'un roman.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Cabay, Marcel (1981). *Cher Conrad*, Saint-Lambert, Les Éditions Héritage Inc.



KAPITAIKALLAK⁹, L'HOMME DE FER

Octobre 2009

Cartier, Champlain, Radisson et De La Vérendrye... de grands explorateurs français qui tous, cherchaient le passage du Nord-Ouest. Déjà en 1490, Jean Cabot avait mentionné cette voie maritime qui permettrait aux Français d'atteindre les richesses de la Chine sans avoir à passer par les mers du Sud, sillonnées par les Espagnols et les Portugais. Cette quête de la route de soie de l'Ouest hantera l'imaginaire pendant plus de quatre siècles.

Le 1^{er} janvier 1852 naît à L'Islet-sur-Mer un jeune Canadien qui rêve non seulement de découvrir le fameux passage, mais encore d'atteindre le pôle Nord. Joseph-Elzéar Bernier est le fils du capitaine Thomas Bernier (1823-1893) et de Celina Paradis (1832-1906). Descendant de plusieurs générations de marins, Joseph a la mer dans le sang. À l'âge tendre de deux ans, il se trouve déjà sur le *Zillah*, navire commandé par son père lors de la guerre de Crimée. Onze ans plus tard, le jeune Bernier quitte l'école pour devenir mousse à bord

9. Nom inuktitut qui signifie «petit capitaine costaud», dont les Inuits ont affectueusement baptisé le capitaine.

du brigantin *Saint-Joseph*, navire construit et piloté par son père. Ses talents de « louveteau de mer » lui permettent d'accéder au plus haut rang à l'âge de dix-sept ans, faisant de lui le plus jeune capitaine au monde de son époque.

Le 8 novembre 1870, il se marie avec Rose Caron, de deux ans sa cadette, et l'année suivante, devient capitaine du brigantin *Saint-Michel*, un autre bateau appartenant à son père. En 1872, il est embauché par l'armateur W.H. Ross, dont il deviendra l'homme de confiance. Bernier travaille ensuite pour P. Baldwin, puis pour divers armateurs québécois et étrangers.

C'est en 1871, lors d'une rencontre avec l'explorateur américain Charles Francis Hall, que Bernier s'intéresse à l'Arctique. Afin de parfaire ses connaissances, il se met à collectionner des cartes et des livres sur différentes expéditions dans le Grand Nord. Neuf ans plus tard, en 1880, le Royaume-Uni cède toutes ses îles de l'Arctique au Canada¹⁰.

La carrière du capitaine Bernier a le vent dans les voiles : en 1887, il devient le directeur du premier chantier maritime de Lauzon, mais, sur les instances de sa femme, il accepte en 1895 le poste de gouverneur de la prison de Québec. Il y reste trois ans, tout en élaborant des plans pour sa première expédition dans l'Arctique.

En 1898, il est de nouveau aux commandes d'un navire, l'*Eureka*, à Québec. Bernier multiplie ses conférences auprès du public, des scientifiques et du gouvernement, dans le but de les sensibiliser à l'importance d'affirmer la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Tous les prêtres de la province participent à sa campagne de financement. Malgré ces appuis de taille, sa première demande est rejetée par le premier ministre Wilfrid Laurier. Mais Bernier n'est pas homme à baisser si facilement les bras. De plus, la présence de plus en plus envahissante d'Américains et de baleiniers étrangers dans les eaux arctiques canadiennes a vite fait de changer l'avis du gouvernement fédéral. Ce dernier finit par avancer les fonds nécessaires pour une expédition qui a pour but d'atteindre le pôle Nord et d'explorer la région.

En 1904, avec l'aval du premier ministre, Bernier achète le *Gauss*, un navire allemand, qu'il rebaptise l'*Arctic*. L'expédition devait durer cinq ans, mais en raison de certaines difficultés rencontrées à la baie d'Hudson, elle ne dure qu'un an. Bernier se voit rétrogradé au rang de simple capitaine et remplacé comme commandant de la mission par J.D. Moodie de la Police montée royale du Nord-Ouest. L'itinéraire change, de même que l'objectif du voyage, qui se limite désormais à ravitailler les postes de la Gendarmerie royale du

10. Délimité à l'ouest par la mer de Beaufort, au nord par l'océan Arctique et à l'est par la baie de Baffin, ce territoire avait été proclamé territoire britannique à la suite des explorations de Martin Frobisher dans les années 1570.

Canada (GRC), à amener les gendarmes de la relève, à établir de nouveaux postes et à patrouiller la région. Bon prince, Bernier prend son mal en patience, profitant de l'occasion pour étudier la région, en particulier les mouvements des glaces.

En 1905, un Norvégien du nom d'Amundsen traverse le premier le passage du Nord-Ouest. C'est alors que le gouvernement canadien décide de prendre plus au sérieux les projets de Bernier et de financer une deuxième expédition. Le 28 juillet 1906, l'*Arctic* quitte Québec avec la mission prioritaire de prendre possession des îles de l'Arctique au nom du Canada et de percevoir les droits pour les permis de chasse à la baleine. L'expédition hiverne au Havre Albert de l'île de Baffin, mais les 41 matelots de l'équipage, mal habillés pour le climat et chaussés de simples bottes de cuir ou de caoutchouc, souffrent de graves engelures.

Le 28 juillet 1908, une troisième expédition quitte la ville de Québec, en plein tricentenaire. L'équipage de 42 hommes se rend jusqu'aux îles Banks et Melville avec la mission d'explorer le territoire et d'en prendre possession. Bernier veut imiter l'exploit d'Amundsen en traversant le passage du Nord-Ouest à son tour, mais les glaces contrecarrent ses plans. Par contre, l'équipage élève sur son passage des cairns¹¹, enfermant dans chacun une proclamation et un drapeau canadien revendiquant le territoire pour le Canada. Enfin, le 1^{er} juillet 1909, une plaque de bronze, gravée par le chef mécanicien de l'*Arctic*, est fixée au rocher Parry à Winter Harbour sur l'île de Melville, proclamant la souveraineté du Canada sur les îles de l'Arctique. Quelques mois avant, le 6 avril 1909, l'Américain Robert Peary avait atteint le pôle Nord.

Apprenant des erreurs du passé, Bernier et son équipage passent l'hiver 1910-1911 à Arctic Bay habillés en Inuits¹². Leur mission est de patrouiller l'Arctique, d'émettre des permis aux baleiniers et de jouer les rôles de garde-chasse et de juges de paix. Bernier tente la traversée du passage du Nord-Ouest par le détroit de McClure, qu'il croit être une meilleure route vers l'Ouest que celle empruntée par Amundsen, mais, encore une fois, les glaces ont raison de ses efforts.

En 1911, le changement de gouvernement à Ottawa décide Bernier à renoncer à son poste au ministère de la Marine et des Pêcheries. Entre 1912 et 1916, il devient le propriétaire de plusieurs navires, se lançant dans des

11. « Pyramide de pierres élevée par des alpinistes, des explorateurs comme point de repère ou marque de leur passage » (*Le Petit Robert*, 2011).

12. Le fait de porter plusieurs couches de vêtements, comme les pelures d'un oignon, pour se garder au chaud est une pratique que le capitaine a apprise des Inuits. Même soixante-quinze ans après sa mort, Bernier reste un héros et une légende pour ces gens qu'il traitait d'égal à égal et admirait pour leur habileté à survivre dans le Grand Nord.

expéditions à titre privé et de nature commerciale. Le capitaine établit trois postes de traite des fourrures à Inlet Pond et exploite des gisements de charbon. En 1917, il transporte le courrier à bord d'un de ses navires et approvisionne les villages le long du Saint-Laurent et des côtes du Labrador.

À la fin de la Première Guerre mondiale, le gouvernement canadien ressent de nouveau le besoin de renforcer sa présence dans le Grand Nord. Les nouvelles incursions des Danois et des Américains y sont sûrement pour quelque chose. Le gouvernement conservateur d'Arthur Meighen fait des recommandations visant, entre autres, l'établissement de postes permanents de la GRC dans le Grand Nord et d'une patrouille en été pour percevoir des droits de douane et émettre des permis de chasse aux baleiniers. C'est le début de la patrouille de l'*Arctique orientale*. Entre 1922 et 1925, Bernier patrouille l'est du territoire, émettant des permis, établissant des postes de la GRC et assurant leur ravitaillement. Chose étonnante, les seuls êtres humains installés sur ces terres lointaines et, par voie de conséquence, les seuls à pouvoir assurer une présence canadienne permanente, à savoir les Inuits, ne deviendront citoyens canadiens qu'à partir de 1925.

À l'âge canonique de soixante-quinze ans, Bernier effectue un dernier voyage à bord d'un remorqueur à Burwell en Angleterre. Il est chargé par le ministère des Chemins de fer et des Canaux de diriger un convoi de barges transportant du charbon. Sept ans plus tard, la veille de Noël 1934, Kapitakallak meurt d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Même si Joseph-Elzéar Bernier n'a pas atteint le pôle Nord ni traversé le passage du Nord-Ouest comme il l'aurait souhaité, il a établi la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Cet immense désert de 1 424 500 kilomètres carrés renfermant 36 563 îles, dont certains des chenaux qui les séparent peuvent se mesurer à des mers, est un des enjeux majeurs des temps modernes. Ironiquement, la faible population et le peu de ressources investies par les gouvernements, les incursions étrangères ainsi que l'indifférence de certains ne sont pas sans nous rappeler la situation qui prévalait à l'époque de la Nouvelle-France. Il est à espérer qu'on tirera parti des leçons du passé...

POUR EN SAVOIR PLUS

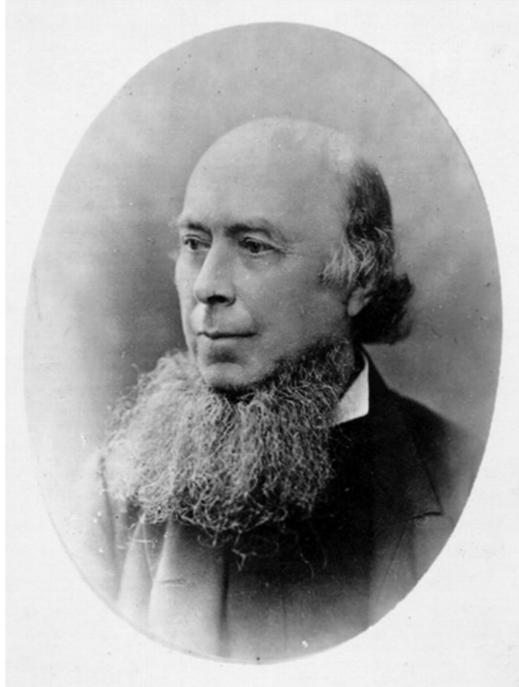
- <http://www.encyclobec.ca>
- <http://www.ledevoir.com>
- <http://www.nunatisiaq.com>



L'ÉNIGMATIQUE DOCTEUR CHINIQUY

Décembre 2010

Certains comparaient le docteur Chiniquy à Martin Luther. D'autres voyaient en lui le diable en personne. Chose certaine, ce petit Franco-Canadien de 165 centimètres ne laissait personne indifférent.



Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Charles Chiniquy

Né le 30 juillet 1809 à Kamouraska, Charles-Pascal-Telesphore Chiniquy, d'origine basque, est le petit-fils de Martin Chiniquy¹³, le fils de Charles Chiniquy et Marie-Reine Perrault¹⁴, ainsi que le neveu d'Amable Dionne, seigneur et riche marchand. Le jeune Charles n'a que douze ans lorsque son père meurt soudainement, ce qui l'oblige à quitter La Malbaie pour retourner à Kamouraska chez son oncle Dionne, qui l'adopte. Envoyé l'année suivante au Séminaire de Nicolet, Charles se révèle un orateur hors pair. Cependant, son oncle doit le mettre à la porte en raison d'une histoire

13. Marin espagnol qui a piloté la flotte anglaise le long du Saint-Laurent en 1759.

14. Descendante des Boucher de Boucherville.

peu digne d'un gentleman impliquant une de ses filles. Protégé au collège par le prêtre Louis-Moise Brassard, Charles poursuit ses études pour devenir prêtre et puis vicaire. Nommé aumônier à l'hôpital de la Marine et des Émigrés, l'ecclésiastique y fait une rencontre déterminante. Le docteur James Douglas, dirigeant de l'hôpital, lui parle des ravages de l'alcool. Chiniquy, dont le père était alcoolique, fera de la tempérance un des principaux chevaux de bataille de son ministère.

Le 21 septembre 1838, à l'âge de vingt-neuf ans, Chiniquy devient le curé de Beauport, où l'alcoolisme est endémique. L'alcool, que l'on sert dans les sept auberges de la ville, est moins cher que la nourriture. Certains disaient qu'« on laissait à longueur d'année, sur la table de cuisine, un pot de gin pour désaltérer au besoin les gens de la maison, et lorsqu'un bébé braillait trop, on imbibait de rhum son biberon et le poupon s'endormait tout de suite dans un bienheureux sommeil¹⁵ ».

Bien qu'il ne soit pas le premier porte-parole de la tempérance, Chiniquy est un de ses fers de lance. Ce mouvement, qui a pris racine aux États-Unis et en Irlande, gagne de plus en plus d'adeptes au Bas-Canada. Chiniquy se met de la partie. Le 29 mars 1840, il fonde dans sa paroisse sa propre société de tempérance, qui recrute plus de 1 000 membres.

Sa campagne est si efficace qu'en 1841, on inaugure une colonne de la tempérance à Beauport. L'évêque de Nancy, M^{gr} de Forbin-Janson, y officie devant 10 000 fidèles. Le mouvement de la tempérance gagne en popularité en même temps que Chiniquy, qui commence à prêcher à Montréal. À chaque sermon, de plus en plus d'adeptes adhèrent à sa société et les honneurs se succèdent. À Saint-Roch-de-Québec, Chiniquy reçoit un tableau représentant la fameuse colonne. Deux semaines plus tard, la paroisse de Beauport organise une fête en son honneur et lui offre son portrait. Le 24 juin 1842, Chiniquy officie dans la cathédrale de Québec lors de la fête de saint Jean-Baptiste, patron de la tempérance.

Chiniquy est soudainement muté à Kamouraska le 28 septembre 1842 pour aider le curé de son enfance, Jacques Varin. À première vue, cette rétrogradation a de quoi surprendre, mais s'expliquerait par une aventure amoureuse que Chiniquy aurait eue avec la ménagère de son presbytère. Un an plus tard, à la mort de Varin, Charles redevient le curé en titre de sa paroisse.

15. Cité de *Chiniquy: prêtre catholique, ministre presbytérien* de Marcel Trudel, 2001, Montréal, Lidec inc.

C'est alors que Chiniquy se met à l'écriture, publiant à Québec en 1844 son *Manuel ou règlement de la Société de Tempérance*, qui se vend à 4 000 exemplaires en deux ans, ce qui est presque un record pour l'époque.

En octobre 1846, un autre bruit court, impliquant Chiniquy et une autre ménagère. L'apôtre de la tolérance doit abandonner sa paroisse pour devenir noviciat des Pères Oblats de Marie-Immaculée à Longueuil. Pourtant, la carrière de Chiniquy chez les Oblats ne fera pas long feu. Ces derniers, qui ne semblent pas apprécier sa fougue, le renvoient sans autre forme de procès, à peine un an après son arrivée. Chiniquy se retire chez un ami, le curé Brassard de Longueuil. On publie entre-temps une deuxième édition de son *Manuel*.

En 1848, Chiniquy reprend sa croisade contre la boisson, cette fois-ci à Montréal, armé d'un crucifix en or, cadeau d'Ignace Bourget, évêque de la ville. Des dizaines de milliers de personnes se joignent à son mouvement. Au cours de l'été, il reçoit une médaille d'or devant une foule de 12 000 personnes.

La troisième édition du *Manuel* est publiée en décembre 1849, avec le portrait de Chiniquy et sa biographie. Pourtant, Charles ne s'attire pas que des ovations. Non content de prêcher contre les alcooliques, il s'en prend aux protestants, ou Suisses, en publiant en 1851 *Le Suisse méthodiste confondu et convaincu d'ignorance et de mensonge*. M^{gr} Bourget, qui avait déjà reproché à Chiniquy son manque de retenue, tant dans ses sermons que dans ses relations avec la gent féminine, finit par le frapper d'interdit le 28 septembre 1851.

Cela ne suffit pas à freiner Chiniquy dans son élan. Lorsque l'évêque de Chicago, M^{gr} Van De Velde, se rend à Montréal à la recherche de catholiques prêts à aider les Canadiens français dans sa paroisse de l'Illinois, Chiniquy se porte volontaire et s'installe à Sainte-Anne. Sa paroisse compte 10 000 membres et fait l'envie de tous les curés des environs. Pourtant, les sermons de Chiniquy sont un peu trop portés sur la politique au goût de l'évêque O'Regan, le successeur de Van De Velde, qui le suspend le 19 août 1856. Malgré cette suspension, Chiniquy continue ses activités, comme si de rien n'était. Excommunié officieusement quelques jours plus tard, le curé rebelle n'en a cure. Il se remet à l'écriture et publie l'année suivante plusieurs brochures à Montréal : *Persécutions aux Illinois*, *Persécutions de l'abbé Chiniquy*, *l'apôtre de la tempérance*, *Lettre du père Chiniquy à M. Brassard*. Il va sans dire que Charles ne tarde pas à se mettre plusieurs personnes à dos. En 1858, l'Église l'excommunie officiellement. Qu'à cela ne tienne, Chiniquy quitte l'Église catholique avec toute sa paroisse pour fonder sa propre église : l'Église catholique chrétienne. Pourtant, l'aventure n'est pas rentable et le recrutement que Chiniquy a entrepris au Québec vers la fin de janvier 1859 se solde par un échec. Par conséquent, il s'associe à une

Église protestante établie, à savoir les presbytériens des États-Unis, le 1^{er} février 1860. La même année, il écrit *Le père Chiniquy, le réformateur canadien*. En juillet, on l'envoie comme délégué en Écosse et en Angleterre lors du tricentenaire de la Réforme. Il profite de son séjour en Europe pour donner des conférences en France, en Suisse et en Italie.

Cinq mois plus tard, Chiniquy, de retour en Illinois, est sommé de se présenter devant le synode de Chicago en raison de certaines difficultés dans son église. Il refuse et on le destitue de ses fonctions en juin 1862. Peu lui importe; Chiniquy fait une demande auprès des presbytériens du Canada, qui l'accueillent à bras ouverts un an plus tard. Il publie d'autres livres : *L'ennemi de la Sainte-Vierge et de Jésus-Christ est l'église de Rome, Jésus crucifié et le bon Larron, L'Immaculée Conception de la Sainte-Vierge et Discours du père Chiniquy contre l'infailibilité papale*.

En janvier 1864, à l'âge de cinquante-cinq ans, Chiniquy tire un trait sur ses aventures amoureuses en se mariant avec Euphémie Allard. Il auront trois enfants.

Le prêtre catholique devenu pasteur protestant prêche entre 1873 et 1878 aux catholiques francophones des Maritimes, de l'ouest du Canada, de la Nouvelle-Angleterre et du Québec. La récolte est plutôt maigre, même si Amédée Papineau, fils de Louis-Joseph Papineau, figure parmi les convertis. C'est que Chiniquy, en jetant le froc aux orties, s'est fait bien des ennemis chez les papistes et les forces protestantes ne font pas le poids contre la puissante machine catholique de l'époque, qui contrôle la presse, des hommes politiques puissants et l'enseignement à tous les niveaux¹⁶.

Deux ans plus tard, Chiniquy s'installe à Québec, où il publie *Le prêtre, la femme et le confessionnal, Le vrai contrepoison pour faire disparaître la confession auriculaire, Le Bon Dieu de Rome mangé par les rats et L'idolâtrie papale*, ainsi qu'une brochure en anglais et en allemand qui accuse les Jésuites de l'assassinat de Lincoln.

En 1878, le médecin de Chiniquy lui recommande un voyage de repos en raison de ses poumons. Charles se rend dans l'ouest des États-Unis, après quoi il entreprend une tournée de deux ans au cours de laquelle il donne 700 conférences en Australie, en Tasmanie et en Nouvelle-Zélande. Une fois de retour en Amérique du Nord, il fait halte à Sainte-Anne, à Philadelphie et à New York, avant de se rendre en Angleterre en 1882 et en 1883.

16. Voir l'article « Les huguenots » de décembre 2007 (p. 17).

Deux ans plus tard, il publie son autobiographie en deux tomes, tout comme le fils de sa marraine, Philippe Aubert de Gaspé¹⁷. *Cinquante ans dans l'Église de Rome* et *Quarante ans dans l'Église du Christ* seront publiés en de nombreuses langues et réédités plus d'une soixantaine de fois.

En 1893, les presbytériens du Canada décernent un doctorat honorifique en théologie à Chiniquy. Il fait ses derniers voyages en Nouvelle-Angleterre et en Europe, avant de se retirer à Montréal en 1899, où il s'occupe de l'église Saint-Jean de la rue Sainte-Catherine Est.

Le 16 janvier, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, Chiniquy meurt tranquillement chez lui. *La Presse* lui dédie sa une et *L'Aurore* consacre une page entière à sa photo et publie un reportage de cinq pages à son sujet. On prononce deux oraisons funèbres devant les 10 000 personnes qui assistent à ses funérailles.

Que dire de ce personnage énigmatique qu'était le docteur Chiniquy? Catholique fervent puis protestant convaincu. Satan pour les uns et saint pour les autres. Quoi qu'il en soit, Chiniquy était un orateur hors du commun qui attirait des foules records et fut à son époque l'écrivain canadien-français le plus célèbre du monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Trudel, Marcel (2001). *Chiniquy: prêtre catholique, ministre presbytérien*, Montréal, Lidec inc.
- <http://www.biographi.ca>



LE PETIT CHEVAL DE FER

Février 2011

À l'arrivée des premiers Européens en Amérique du Nord, il n'y avait plus de chevaux sur le continent, et ce, depuis longtemps. Chose surprenante, des fouilles archéologiques au Canada et aux États-Unis ont révélé la présence de l'ancêtre du cheval, l'eohippus, plus de quarante millions d'années avant notre ère. Certains experts vont jusqu'à émettre l'hypothèse que ce petit mammifère de la taille d'un chien a fait ses premiers pas dans notre hémisphère, avant d'émigrer en Asie où il a été domestiqué par les Chinois.

17. Voir l'article « L'influence d'un livre » d'octobre 2006 (p. 5).

Le cheval ne « remet les sabots » en Amérique du Nord que le 25 juin 1647, lorsque la compagnie des Habitants offre un cheval au chevalier de Montmagny, gouverneur de la Nouvelle-France. Pourtant, il faut attendre le 10 mai 1665 pour que le roi Louis XIV envoie dans la colonie, à bord du *Marie-Thérèse*, un premier troupeau de chevaux. Débarqués le 16 juillet 1665, les deux étalons et douze juments sont destinés aux officiers du régiment de Carignan-Salières, aux membres du Conseil souverain, à certains gentilshommes, tels messieurs de Saint-Ours et de Sorel et aux Ursulines.

Ces premiers chevaux provenaient-ils du haras du roi ou de la Compagnie des Indes occidentales? Personne ne saurait le dire avec certitude, mais tous venaient de France, en particulier de la Bretagne et de la Normandie, et représentaient plusieurs races : arabe, barbe, frison, frederiksborg, holstein et ardennais.

Entre 1665 et 1671, 80 chevaux¹⁸ sont expédiés en Nouvelle-France par le roi. C'est à la fin de cette période que l'intendant Talon demande à Sa Majesté de ne plus en envoyer, car les juments sont d'une fertilité étonnante, pouvant mettre bas jusqu'à l'âge de vingt ans. De plus, la loi stipule que le propriétaire d'un cheval doit le faire accoupler et donner un poulain à l'intendant dans les trois ans qui suivent son acquisition. L'intendant se charge de remettre le poulain à un nouveau propriétaire et ainsi de suite. Tout fautif est frappé d'une amende de 100 livres, de sorte que la population de chevaux augmente à un rythme exponentiel¹⁹. Même les habitants ont un cheval qui leur appartient à part entière à la remise du poulain réglementaire. Cet égalitarisme apparent n'est pas sans scandaliser les nobles français qui arrivent au Canada, car en Europe, le cheval est l'apanage de leur classe et les paysans doivent se contenter d'un simple bœuf.

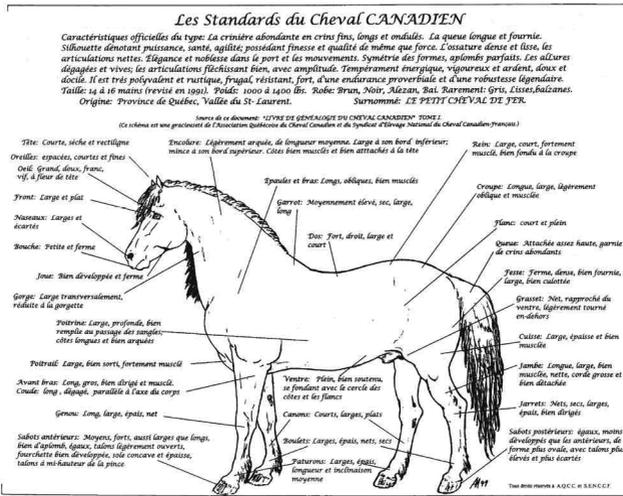
Non seulement est-il fécond, mais le petit cheval de fer sait également s'adapter au climat canadien²⁰. Cette nouvelle race équine, résultat d'une sélection naturelle des sujets les plus robustes, se développe en vase clos pendant une centaine d'années. L'interdiction de commerce avec les colonies anglaises du sud, conséquence des guerres sans fin entre la France et l'Angleterre, ainsi que la barrière naturelle que forment les Appalaches et l'absence de routes sont

18. Bien que les données manquent pour les années 1668 et 1669, le 25 septembre 1667, 15 chevaux ont été envoyés en Nouvelle-France et en 1670, on a expédié un étalon et 12 juments.

19. En 1716, il y a déjà 3 700 chevaux en Nouvelle-France.

20. Les chevaux qui ont survécu au voyage en mer, aux hivers canadiens et au manque chronique de nourriture se sont adaptés physiquement. Leur crinière et leur pelage sont devenus plus épais et ils sont devenus plus petits, costauds et courageux, ce qui leur a valu le nom de petit cheval de fer. On estime que le cheval canadien est non seulement la plus vieille race chevaline en Amérique du Nord, mais il a aussi été considéré pendant des siècles comme le cheval le mieux adapté au continent nord-américain.

parmi les facteurs qui contribuent à l'épanouissement du cheval canadien. Il est utile à tout : récoltes, défrichage, transport, courses²¹, entretien des routes, travail en forêt, guerres...



Société des éleveurs de chevaux canadiens
(http://www.chevalcanadien.ca)

Le cheval canadien

En 1760, on dénombre déjà un cheval par cinq habitants, soit 12 757 bêtes pour 70 000 Canadiens français. Ce chiffre dépasse même le nombre de chevaux en France. À leur apogée, les chevaux canadiens se chiffrent à 14 000 individus. Mais à partir de 1763, le vent tourne. Les Anglais se mettent à importer des chevaux anglais et écossais. En 1777, l'armée britannique achète 1 500 chevaux canadiens à Montréal pour le général John Burgoyne et sa campagne à Ticonderoga. En 1820, beaucoup de chevaux canadiens sont vendus aux États-Unis à la suite des expositions agricoles au Bas-Canada et à New York. Des milliers prennent la route du Sud pendant la guerre de Sécession. L'importation d'autres races, l'exportation massive des chevaux canadiens, ainsi que l'arrivée du transport mécanisé, tels le bateau et le train à vapeur, la voiture et le tracteur, sonnent le glas du petit cheval de fer vers la fin du XIX^e siècle.

Conscient du danger qui menace l'espèce, le ministère de l'Agriculture du Québec crée une commission en 1885, sous la direction du D^r J. A. Couture, son vétérinaire en chef. L'organisme a pour but d'étudier le cheval canadien et d'en faire un livre généalogique, ouvrage qui sera publié le 16 décembre 1886. En 1887, la race est reconnue officiellement lors de l'exposition

21. Le dimanche, les paroissiens organisent des courses. De là sont nées les premières limites de vitesse et le premier sport nord-américain : la course en traîneau.

provinciale de Québec. Deux ans plus tard, Louis Beaubien, homme d'affaires et politicien montréalais, crée, avec un succès mitigé, le premier haras national, qui regroupe plusieurs races de cheval. Mais ce n'est qu'en 1895, lorsqu'Édouard Barnard, surintendant du Département d'agriculture du Québec, demande au docteur Couture de fonder la Société des éleveurs de chevaux canadiens (SECC), que des progrès réels se font sentir. Au tout début du XX^e siècle, un nouveau livre généalogique, cette fois sous la direction du ministère fédéral de l'Agriculture et du D^r J. G. Rutherford, commissionnaire, décrit les standards du cheval canadien²². Grâce à ces efforts laborieux, la SECC enregistre une moyenne de 25 à 50 naissances de poulains par an²³ pendant les quatre-vingts années suivantes.

Au cours de la première décennie du XX^e siècle, le même ministère entreprend, sous la direction du D^r G. A. Langelier, l'élevage d'une quarantaine de chevaux canadiens à Cap-Rouge. En 1919, un autre haras est mis sur pied à Saint-Joachim, où il continuera à fonctionner jusqu'en 1940, alors que la Seconde Guerre mondiale y met fin abruptement. Les chevaux sont répartis entre des particuliers et les fermes expérimentales de La Pocatière et de Deschambault, tous deux sous l'égide du ministère de l'Agriculture du Québec. Trente-cinq chevaux sont destinés à la reproduction et vingt-quatre, à la ferme. Entre-temps, les premiers syndicats d'élevage de chevaux canadiens voient le jour, dont le plus ancien remonte à 1932.

En plus des fermes des gouvernements fédéral et provincial, on peut voir encore, dans les années 1950 et 1960, quelques chevaux canadiens devant la charrue, labourant des champs québécois. Souvent la propriété de paysans extrêmement pauvres, ces bêtes semblent constituer un anachronisme dans un monde de plus en plus industrialisé, dignes représentants d'une époque révolue. Du symbole de prestige qu'il était, le cheval canadien est devenu une source de honte.

Pourtant, cette réputation peu enviable ne peut rien contre la détermination des inconditionnels du petit cheval de fer. En 1980, la SECC ressuscite un syndicat d'élevage régional au Bas-Saint-Laurent²⁴. En novembre 1981, la SECC vend à l'encan son troupeau de Deschambault, soit 44 chevaux, à quelques-uns de ses membres qui s'acharnent à sauver cette race qui ne compte plus que 400 bêtes. Heureusement, leurs efforts sont couronnés de succès, car en 1995, le nombre de ces chevaux s'élevait à 2 000 têtes.

22. <http://www.chevalcanadien.org/images/conformation2.jpg>.

23. À partir de 1999, cette moyenne est de 500 poulains par an, grâce aux nombreux efforts déployés pour conserver la race.

24. Qui deviendra, en 1992, le Syndicat d'élevage national du cheval canadien-français.

En 1998, on crée l'Association québécoise du cheval canadien (AQCC), un organisme à but non lucratif qui promeut et protège le cheval canadien en regroupant ses éleveurs et propriétaires du Québec, ainsi que toute personne intéressée à cette race. L'AQCC organise de nombreuses activités dont la Journée du cheval canadien, le Concours du petit cheval de fer ainsi que des cours et des ateliers.

Enfin, en 1999, à la suite d'une décision de l'Assemblée nationale du Québec, le cheval canadien a acquis officiellement ses lettres de noblesse en devenant, en même temps que la vache canadienne et la poule Chantecler, patrimoine agricole de la province. Peu après, le 8 novembre 2001, le projet de loi S-22 du Parlement du Canada déclare le petit cheval de fer le cheval national. En octobre 2007, le ministère des Transports du Québec remplace les chevaux de tous ses panneaux de signalisation par le cheval canadien, dont le nombre s'élevait à 7 000 en 2008. Le 15 mai 2009, un timbre à l'effigie du cheval canadien a été émis et le 11 mai 2010, Richard Blackburn, producteur de films montréalais, sa femme Louise Leroux, leurs trois filles et leurs deux chevaux canadiens, Hannah et Galopin, ont entrepris un voyage de 4 000 kilomètres du Québec au Texas pour sensibiliser les gens au sort du cheval national.

Si aujourd'hui encore, on peut admirer ces bêtes remarquables au Canada²⁵, il faut se rappeler que l'avenir du cheval canadien est loin d'être certain. Le petit cheval de fer, qui a si bien servi les Canadiens d'autrefois, connaîtra-t-il le même sort que la tourte voyageuse et le vison de mer? Cet animal sera-t-il condamné à n'être qu'un vague souvenir d'un passé glorieux, lui dont l'histoire, et peut-être l'avenir, ressemble si étrangement à celle des Français en Amérique du Nord?

POUR EN SAVOIR PLUS

- <http://www.grandquebec.com>
- <http://www.lechevalcanadien.ca>
- <http://www.fermedoubles.webs.com>
- <http://www.ameriquefrancaise.org>
- <http://www.histoiresoubliees.ca>
- <http://www.chevalcanadien.org>
- <http://www.museevirtuel.ca>
- <http://www.thecanadianencyclopedia.com>
- <http://www.uppercanadavillage.com>

25. Notamment à Upper Canada Village en Ontario, au Ross Farm Museum et à Sherbrooke Village en Nouvelle-Écosse, au Village acadien et au Village historique Kingslanding au Nouveau-Brunswick, au Village québécois d'antan et au site de la Nouvelle-France au Québec.

- <http://www.legendeduchevalcanadien.com>
- <http://www.postescanada.ca>



LA LÉGENDE DU CHIEN D'OR: UNE HISTOIRE DE VENGEANCE?

Mars 2011

À Québec, à l'angle de la côte de la Montagne et de la rue de Buade²⁶, sur la façade principale de l'édifice Louis-S.-Saint-Laurent, on peut voir une plaque bien étrange²⁷. L'image en bas-relief d'un chien couché en train de ronger un os est accompagnée de ces mots :

*Je suis un chien qui ronge lo.
En le rongeant je prend mon repos.
Un tems viendra qui nest pas venu
Que je morderay qui maura mordu.*



Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Plaque du chien d'or, rue de Buade, Québec

26. Aujourd'hui le passage du Chien d'or.

27. Le bloc de pierre sculpté qui entourait à l'origine le chien et l'inscription mesurait en hauteur la moitié de sa largeur avec, au centre, la plaque qui figure actuellement dans le Répertoire du patrimoine culturel du Québec.

Pendant bien des années, l'explication entourant ce qui ressemble en tous points à une menace, a trouvé son origine dans une histoire de meurtre qui remonte à janvier 1748. À cette époque, le ministère de la Marine, afin d'assurer la défense de la Nouvelle-France, fait appel aux habitants pour loger ses troupes. De nouvelles casernes sont en construction à Québec, mais elles n'ouvriront leurs portes qu'en 1749. Entre-temps, chaque soldat reçoit un billet de logement qui lui permet d'être logé et nourri chez une famille de la colonie. Un officier, Pierre Jean-Baptiste François-Xavier Le Gardeur de Repentigny²⁸, détient du juge un billet pour demeurer chez un certain Nicolas Jacquin, dit Philibert²⁹, un marchand prospère de la ville. Mais ce dernier, ne voulant pas de soldats chez lui, se rend chez M^{me} Lapalme³⁰, où loge l'officier, et lui demande de le garder chez elle. Madame demande 10 francs par mois pour la chambre, mais Le Gardeur ne peut – ou ne veut – payer que 6 francs. Philibert annonce qu'il fera changer le billet, ce qui ne plaît pas au soldat. Des injures sont proférées, selon les uns, par Philibert, selon d'autres, par Repentigny. Certains vont jusqu'à avancer que Philibert aurait donné un coup de bâton à Repentigny. Toujours est-il que tous s'entendent pour dire que ce dernier a porté un coup d'épée au marchand qui en meurt trente-six heures plus tard³¹. Pris de panique, Repentigny part le jour même pour le fort Saint-Frédéric³². Face à l'évidence irréfutable, le juge ouvre un procès par contumace, suivant une ancienne loi française qui permet l'application de la peine en l'absence du coupable. Repentigny, étant de la noblesse, est condamné à avoir la tête tranchée. Le bourreau exécute la sentence sur la place publique le 20 mars 1748, en tranchant la tête d'un mannequin qui représente l'assassin en fuite. Pourtant, la veuve de Philibert ne se serait pas conformée à cette décision. La légende veut que ce soit elle qui ait fait apposer au-dessus de la porte de sa maison la plaque du fameux chien d'or, en guise d'avertissement à Repentigny. Élevant ses enfants dans la haine de Le Gardeur, elle aurait alimenté chez eux un esprit de vengeance. Enfin, son fils aîné, devenu adulte,

28. Fils de Jean-Baptiste-René Le Gardeur de Repentigny, écuyer officier aide major des troupes, et de Marie-Catherine Juchereau-Saint-Denys. Pierre est né à Montréal le 20 mai 1719. Très jeune lorsqu'il joint les rangs de l'armée, il est promu enseigne en second en 1734, enseigne en premier en 1742 et lieutenant en 1747.

29. Fils de Jean-Claude Jacquin, négociant, et d'Anne Perrot, Philibert est né à Martigny en France en 1700.

30. Peut-être Marie-Geneviève Pelletier, veuve de Pierre Janson, dit Lapalme.

31. Certains sont allés jusqu'à prétendre que Repentigny ne faisait qu'agir sur les ordres de l'intendant Bigot, à la suite d'un démêlé entre le haut fonctionnaire et Philibert. Bigot est arrivé huit mois après les faits.

32. L'actuel Crown Point dans l'État de New York.

serait parti à la recherche de l'assassin de son père. Le jeune homme aurait retrouvé le meurtrier à Pondichéry, aux Indes françaises, où il l'aurait provoqué en duel, le tuant d'un coup d'épée.

Ce récit a inspiré à William Kirby son fameux roman *The Golden Dog*, chef-d'œuvre de la littérature canadienne, publié en 1877 et traduit par Pamphile Le May en 1884. La première mention écrite de la mystérieuse inscription de la plaque date cependant de 1759, puisque le capitaine John Knox, un des officiers de l'armée de Wolfe, en fait mention dans son journal. Le livre *The Picture of Québec* du pasteur George Bourne, publié en 1829, est le premier à mentionner la légende du chien d'or, reprise avec des variantes dans *Quebec and its environs; being a picturesque guide to the stranger* de James Pattison Cockburn, en 1831, et dans *Picture of Quebec with Historical Recollections* d'Alfred Hawkins, en 1834. Il faut dire que cette histoire a de quoi frapper l'imagination. Pourtant, la vérité, comme c'est souvent le cas, jette une tout autre lumière sur l'histoire populaire...

Timothée Roussel, chirurgien à l'Hôtel-Dieu de Québec, est né vers 1636. Ce Provençal originaire de Montpellier³³ s'installe à La Canardière³⁴, en Nouvelle-France, en 1669. Difficile à vivre, Roussel se querelle constamment avec ses voisins, dont l'un finit par tuer son chien vers 1686. Deux ans plus tard, le chirurgien fait construire sur son terrain de la Haute-Ville, acquis quinze ans plus tôt, une maison où il appose la pierre avec le chien d'or et l'inscription. Après sa mort, en 1700, ses descendants attendront trente-quatre ans avant de vendre la maison à Philibert. En 1736, au moment où le marchand fait agrandir sa demeure, il fait graver cette date sur la plaque. Par conséquent, la plaque date de bien avant le meurtre du marchand et ne peut aucunement être une menace de sa veuve à l'attention de Repentigny.

De plus, Repentigny est effectivement mort aux Indes orientales, mais il n'a pas été tué par le fils de Philibert. Retiré au fort Saint-Frédéric, le jeune noble écrit une lettre au ministre le 1^{er} septembre 1748, dans laquelle il lui explique les circonstances du crime dont il est l'auteur et lui demande d'intercéder en sa faveur auprès du roi. L'année suivante, des lettres de grâce de Sa Majesté arrivent à Québec. Repentigny regagne la capitale, gracié par le roi, mais mis à l'index par la bonne société de la ville. Le gouverneur, le marquis de Jonquière, envoie Le Gardeur à l'île Royale, où le soldat se distingue, devenant capitaine en 1750 et chevalier de Saint-Louis en 1757. Trois ans plus tard, peu après la Conquête, le militaire se trouve à Tours en France. C'est vers 1769 qu'il débarque aux Indes orientales, pour remplir les fonctions de

33. Au nord-est de Pézenas.

34. L'actuelle ville de Limoilou.

major général et commandant en chef des troupes de la Compagnie des Indes. Cependant, ignorant tout du pays, Repentigny y mène une vie difficile, ce qui mine durement sa santé. Après seulement six ans, le 26 mai 1776, le colonel Le Gardeur de Repentigny rend l'âme à Pondichéry, à l'âge de cinquante-sept ans.

Voilà les faits, selon les documents officiels, qui semblent démystifier tout lien entre l'assassinat de Philibert et le chien d'or. En réalité, l'origine du chien d'or date de bien avant son apparition en Nouvelle-France. À Pézenas, près de Montpellier en France, se trouve, au-dessus d'une porte de jardin, la plaque d'un chien, sculpté en ronde bosse, avec un os entre les pattes. La sculpture porte le quatrain suivant :

« Je me repose en rongant mon os, en attendant le jour où je mordrai celui qui m'a mordu. »

Il va sans dire que cette plaque ressemble étrangement à celle de Québec. Simple coïncidence? Le mur du jardin où se trouve le chien date d'avant 1340. Ce terrain a été vendu à un certain monsieur Delbousquet qui a une métairie, une belle orangerie, que son voisin, un duc, envie de son château de Pézenas. Ce dernier veut l'acheter, mais M. Delbousquet refuse de le lui céder. Une nuit, l'envieux fait arracher tous les orangers. Le métayer ne doute pas de l'identité du coupable, mais, dans l'impossibilité de demander des comptes à son puissant voisin, il fait sculpter le chien et graver l'inscription vers 1645 et fixe le tout au mur de son jardin. À la mort de Delbousquet, la propriété est vendue à M. Antoine Boyer, un jardinier, qui l'aurait léguée à son fils.

Il est possible de remonter encore plus loin dans le temps à la recherche des origines du chien d'or. Selon une tradition de la Grèce antique, on plaçait des chiens d'or sculptés à l'entrée des demeures pour protéger les habitants. Delbousquet voulait-il se protéger contre d'autres attaques du duc? Roussel cherchait-il à se prémunir contre celui qui avait tué son chien? On se rappellera que Marseille, la plus ancienne ville de France, a été fondée vers 600 av. J.-C. par des Grecs de Phocée. Delbousquet venait de Pézenas et Roussel, de Marseille.

La belle maison construite par Roussel a été démolie en 1869³⁵ et la pierre originale du chien d'or a depuis longtemps disparu. Il ne reste que la plaque avec son inscription énigmatique qui, pendant longtemps, a alimenté les imaginations et cultivé le mystère entourant ses origines. Si certains ont voulu y voir une histoire de vengeance, la réalité est tout autre. Philibert, sur son lit de mort, aurait pardonné à son assassin le crime qui, en ce jour fatidique de 1748, lierait à tout jamais leurs noms à la légende du chien d'or.

35. Un bureau de poste y a été inauguré en 1871.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Jore, L. (1962). « Pierre, Jean-Baptiste, François-Xavier Le Gardeur de Repentigny (20 mai 1719 – 26 mai 1776) (suite et fin) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, n° 4, p. 556-571.
- Kirby, William (1884). *Le chien d'or*, trad. Pamphile Le May, Québec, Éditions Garneau.
- <http://www.capitale.gouv.qc.ca>
- <http://www.cfqlmc.org>
- <http://www4.ville.quebec.qc.ca>
- <http://www.biographi.ca>

SI nous avons appris les grandes lignes de notre passé commun sur les bancs de l'école, la petite histoire nous est peut-être moins connue. *Sur les traces de nos ancêtres* dévoile, bribes par bribes, cette petite histoire des francophones d'Amérique du Nord par des récits qui piquent notre curiosité et nous relient intimement à notre passé.

Plutôt que d'étudier en détail un seul sujet d'importance, l'auteure nous fait découvrir une multitude de sujets inexplorés de manière à esquisser une fresque originale et colorée. Des grands bâtisseurs aux personnages des légendes, des événements marquants aux gestes de la vie quotidienne, les articles rassemblés dans ce livre, d'abord écrits pour le *Sans Papier*, le journal électronique de la TÉLUQ, portent un regard unique sur notre passé. Ils sont à la fois un hommage à nos ancêtres et un repère pour les générations futures, car l'histoire de nos ancêtres est le premier chapitre de la nôtre.



Michèle Villegas-Kerlinger est professeure, chroniqueuse et traductrice. D'origine franco-américaine, elle est titulaire d'un B.A. en français avec une spécialisation en anthropologie et linguistique. Elle s'intéresse depuis sa jeunesse à la Nouvelle-France et tient à préserver et à promouvoir la francophonie en Amérique du Nord.